



**RAPPORT**  
**DU**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

**6 août 1966 - 4 août 1967**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  
**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-DEUXIÈME SESSION**  
**SUPPLÉMENT N° 3 (A/6703)**

**NATIONS UNIES**

172 p.

**RAPPORT**  
**DU**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

**6 août 1966 - 4 août 1967**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-DEUXIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 3 (A/6703)**



**NATIONS UNIES**

*New York, 1967*

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

# TABLE DES MATIERES

	Pages
Note du secrétariat . . . . .	ix
Sigles . . . . .	x
Introduction . . . . .	xi
Chapitre premier. — Tendances économiques mondiales	
Sections	
I. — <i>Etudes sur la situation économique dans le monde</i>	
Etude sur l'économie mondiale . . . . .	1
Etude sur la situation économique de l'Europe. . . . .	1
Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient . . . . .	3
Etude économique sur l'Amérique latine. . . . .	4
Etude des conditions économiques en Afrique . . . . .	6
Etude de certains problèmes que pose le développement dans divers pays du Moyen-Orient . . . . .	6
II. — <i>Débats au Conseil.</i> . . . .	7
III. — <i>Décisions prises par le Conseil</i> . . . . .	8
Chapitre II. — Planification et projections économiques. . . . .	9
Chapitre III. — Décennie des Nations Unies pour le développement. . . . .	14
Chapitre IV. — Assistance alimentaire multilatérale	
Sections	
I. — <i>Programme d'études demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution     2096 (XX).</i> . . . .	17
II. — <i>Examen du Programme alimentaire mondial</i> . . . . .	19
Chapitre V. — Problèmes financiers internationaux	
Sections	
I. — <i>Etudes et rapports présentés au Conseil.</i> . . . .	21
II. — <i>Débats au Conseil.</i> . . . .	23
III. — <i>Décision prise par le Conseil.</i> . . . .	25
IV. — <i>Rapport du Groupe de la Banque mondiale.</i> . . . .	26
V. — <i>Rapport du Fonds monétaire international.</i> . . . .	27
Chapitre VI. — Ressources naturelles et transports	
Sections	
I. — <i>Mise en valeur des ressources naturelles.</i> . . . .	29
Dessalement de l'eau . . . . .	29
Sources nouvelles d'énergie . . . . .	29
Programme d'études de cinq ans. . . . .	30
II. — <i>Développement des transports</i> . . . . .	31
III. — <i>Réforme agraire</i> . . . . .	32
Chapitre VII. — Questions relatives à la science et à la technique	
Sections	
I. — <i>Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la tech-     nique au développement.</i> . . . .	35
II. — <i>Accroissement de la production et de l'utilisation de protéines alimentaires.</i>	36
III. — <i>Modalités du transfert des techniques d'exploitation aux pays en voie de     développement.</i> . . . .	37



# TABLE DES MATIERES (suite)

	Pages
Chapitre VIII. — Coopération régionale . . . . .	38
Sections	
I. — <i>Réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales</i> . . . . .	38
II. — <i>Rapport des commissions économiques régionales</i>	
Commission économique pour l'Europe . . . . .	39
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient . . . . .	41
Commission économique pour l'Amérique latine . . . . .	44
Commission économique pour l'Afrique . . . . .	47
III. — <i>Débats du Conseil</i> . . . . .	50
Chapitre IX. — Rapport du Conseil du développement industriel . . . . .	58
Chapitre X. — Mise en valeur et utilisation des ressources humaines . . . . .	61
Chapitre XI. — Questions sociales	
Sections	
I. — <i>Développement social</i> . . . . .	65
Projet de déclaration sur le développement social . . . . .	65
Examen des activités de coopération technique en matière de développement social . . . . .	66
Questions sociales touchant l'expansion des services de santé . . . . .	68
II. — <i>Habitation, construction et planification</i> . . . . .	68
Coopération avec les commissions économiques régionales et les organismes internationaux, notamment avec les organisations non gouvernementales . . . . .	69
Relèvement et reconstruction à la suite de catastrophes naturelles . . . . .	70
Programmes pilotes dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification . . . . .	70
Année internationale de l'habitation . . . . .	70
III. — <i>Population</i> . . . . .	71
IV. — <i>Fonds des Nations Unies pour l'enfance</i> . . . . .	72
Chapitre XII. — Droits de l'homme . . . . .	76
A	
Sections	
I. — <i>Mesures prises en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale</i> . . . . .	76
II. — <i>Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants</i> . . . . .	77
III. — <i>Accusations concernant les tortures et mauvais traitements infligés aux prisonniers, aux détenus et aux personnes arrêtées par la police en Afrique du Sud</i> . . . . .	79
IV. — <i>Esclavage</i> . . . . .	80
V. — <i>Projet de déclaration et projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse</i> . . . . .	81
VI. — <i>Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités</i> . . . . .	82
VII. — <i>Rapports périodiques sur les droits de l'homme</i> . . . . .	82
VIII. — <i>Question du châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité</i> . . . . .	83
IX. — <i>Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux</i> . . . . .	84
X. — <i>Question relative à la mise en œuvre des droits de l'homme par un Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou quelque autre organe international approprié</i> . . . . .	84
XI. — <i>Peine capitale</i> . . . . .	86

# TABLE DES MATIERES (suite)

## B

Sections	Pages
XII. — <i>Projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes</i> . . . . .	87
XIII. — <i>Condition de la femme en droit privé</i> . . . . .	87
XIV. — <i>Accès de la femme aux études</i> . . . . .	88
XV. — <i>Assistance des Nations Unies pour un progrès de la femme</i> . . . . .	88
XVI. — <i>Droits politiques de la femme</i> . . . . .	90
XVII. — <i>Droits économiques de la femme et accès de la femme à la vie économique</i> . . . . .	90
XVIII. — <i>Promotion des droits de la femme à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme</i> . . . . .	90
XIX. — <i>Commentaires de la Commission de la condition de la femme sur les rapports périodiques sur les droits de l'homme</i> . . . . .	90

## C

XX. — <i>Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme</i> . . . . .	91
--	----

### Chapitre XIII. — Activités opérationnelles pour le développement

Sections	
I. — <i>Programme des Nations Unies pour le développement</i> . . . . .	93
II. — <i>Activités entreprises par le Secrétaire général au titre du Programme de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies</i> . . . . .	95
III. — <i>Evaluation des programmes de coopération technique</i> . . . . .	96
IV. — <i>Programme des Nations Unies en matière d'administration publique</i> . . . . .	98

### Chapitre XIV. — Questions spéciales

Sections	
I. — <i>Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés</i> . . . . .	100
II. — <i>Institut de formation et de recherche des Nations Unies</i> . . . . .	101
III. — <i>Transfert à l'Organisation des Nations Unies des responsabilités et des biens de l'Union internationale de secours</i> . . . . .	104
IV. — <i>Catastrophes naturelles</i> . . . . .	104
V. — <i>Le jumelage des villes en tant que moyen de coopération internationale</i> . . . . .	104
VI. — <i>Examen des programmes d'information</i> . . . . .	105
VII. — <i>Contrôle international des stupéfiants</i> . . . . .	107
<i>Mise en œuvre des traités et contrôle international</i> . . . . .	107
<i>Trafic illicite</i> . . . . .	108
<i>Abus des stupéfiants (toxicomanie)</i> . . . . .	109
<i>Opium, cannabis et feuille de coca</i> . . . . .	109
<i>Contrôle des substances psychotropes qui ne sont pas soumises à un contrôle international, telles que les barbituriques, les tranquillisants, les amphétamines et les hallucinogènes (LSD)</i> . . . . .	109
<i>Coopération technique en matière de contrôle des stupéfiants</i> . . . . .	109
<i>Rapport du Comité central permanent des stupéfiants</i> . . . . .	110
VIII. — <i>Questions statistiques</i> . . . . .	111
IX. — <i>Planification de la réforme fiscale</i> . . . . .	111
X. — <i>Dispositions relatives à la réunion d'une conférence internationale chargée de remplacer la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière, faits à Genève, le 19 septembre 1949</i> . . . . .	112

Chapitre XV. — <i>Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et incidences budgétaires de ce programme</i> . . . . .	113
---	-----

# TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

<b>Chapitre XVI. — Application des recommandations formulées par le Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées . . . . .</b>	<b>117</b>
<b>Chapitre XVII. — Développement et coordination des activités des organismes des Nations Unies</b>	
<b>Sections</b>	
<b>I. — Evolution générale et examen des activités . . . . .</b>	<b>120</b>
Travaux du Comité administratif de coordination . . . . .	120
Travaux du Comité du programme et de la coordination . . . . .	121
Réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du CAC	122
Examen par le Conseil . . . . .	122
<b>II. — Questions particulières examinées par le Conseil</b>	
Rapports des institutions spécialisées et du CAC . . . . .	123
Coordination à l'échelon régional . . . . .	123
Coordination à l'échelon local . . . . .	124
Coordination à l'échelon national . . . . .	125
Campagne pour l'alphabétisation universelle . . . . .	126
Développement des moyens d'information . . . . .	126
Incidences des nouvelles propositions sur le programme . . . . .	126
Coordination des questionnaires statistiques . . . . .	126
Documentation et indexation . . . . .	126
Rapport sur les dépenses des organismes des Nations Unies relatives aux programmes . . . . .	126
<b>Chapitre XVIII. — Questions constitutionnelles et organiques</b>	
<b>Sections</b>	
<b>I. — Le Conseil: composition, sessions, bureau . . . . .</b>	<b>128</b>
<b>II. — Organes subsidiaires du Conseil</b>	
Comités du Conseil . . . . .	128
Commissions et sous-commission techniques . . . . .	129
Commissions économiques régionales . . . . .	129
<b>III. — Autres organes connexes</b>	
Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement . . . . .	130
Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance . . . . .	130
Comité central permanent des stupéfiants, organe de contrôle des stupéfiants et organe international de contrôle des stupéfiants . . . . .	130
<b>IV. — Relations entre le Conseil économique et social et les organisations intergouvernementales, autres que les organismes des Nations Unies, qui s'occupent de questions économiques et sociales . . . . .</b>	<b>130</b>
<b>V. — Composition du Comité élargi du programme et de la coordination et durée du mandat des membres du Comité . . . . .</b>	<b>131</b>
<b>VI. — Dissolution du Comité du développement industriel . . . . .</b>	<b>131</b>
<b>VII. — Amendement aux articles 4, 19, 20, 22, 23, 26 et 27 du règlement intérieur du Conseil économique et social . . . . .</b>	<b>132</b>
<b>VIII. — Amendement aux articles 15, 17 et 18 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social . . . . .</b>	<b>132</b>
<b>IX. — Documents du Conseil . . . . .</b>	<b>132</b>
<b>X. — Question de la réunion du groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale . . . . .</b>	<b>132</b>
<b>XI. — Question de l'inscription à l'ordre du jour de la quarante-troisième session du Conseil d'un point supplémentaire intitulé "La responsabilité d'Israël pour le préjudice économique causé à des Etats arabes et à d'autres Etats épris de paix par suite de son agression contre la République arabe unie, la Syrie et la Jordanie". . . . .</b>	<b>132</b>

# TABLE DES MATIERES (fin)

Sections	Pages
XII. — <i>Programme de conférences et de réunions pour 1968 et 1969</i> . . . . .	133
XIII. — <i>Incidences financières des décisions du Conseil</i> . . . . .	134
Chapitre XIX. — Organisations non gouvernementales	
Sections	
I. — <i>Demandes d'admission au statut consultatif et renouvellement de demandes déjà présentées</i> . . . . .	135
II. — <i>Organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif</i> . . . . .	135
III. — <i>Consultations avec les organisations non gouvernementales</i>	
Exposés écrits présentés par des organisations non gouvernementales . . . .	138
Auditions d'organisations non gouvernementales . . . . .	139
*	
*      *	
Annexes	
I. — <i>Ordre du jour de la reprise de la quaranté et unième session et des quarante-deuxième et quarante-troisième sessions du Conseil</i> . . . . .	141
II. — <i>Composition et sessions du Conseil, de ses organes subsidiaires et des organismes qui se rattachent au Conseil</i> . . . . .	143
III. — <i>Calendrier des conférences et des réunions pour 1968 et 1969</i> . . . . .	150



# NOTE DU SECRETARIAT

## COTES DES DOCUMENTS

Tous les documents de l'Organisation des Nations Unies sont désignés par une cote, formée de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote de ce genre signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation. Voici les cotes qui servent à identifier les documents du Conseil et de ses comités:

E/-	Conseil
E/AC.6/-	Comité économique
E/AC.7/-	Comité social
E/AC.24/-	Comité de coordination
E/AC.51/-	Comité du programme et de la coordination
E/AC.52/-	Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement
E/AC.54/-	Comité de la planification du développement
E/C.2/-	Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales
E/C.4/-	Comité intérimaire du calendrier des conférences
E/C.6/-	Comité de l'habitation, de la construction et de la planification

## COMPTE RENDU ANALYTIQUE

Les comptes rendus analytiques des débats qui ont eu lieu en séance plénière du Conseil sont imprimés sous forme de fascicules qui font partie des Documents officiels du Conseil économique et social de la session à laquelle ils se rapportent. Pour abrégé, les comptes rendus de ces séances sont, dans le présent rapport, simplement désignés sous la cote E/SR.

Il paraît en outre, pour chaque session du Conseil, une brochure de documentation qui comprend la table des matières des comptes rendus analytiques imprimés des séances du Conseil, la liste complète des délégations au Conseil, l'ordre du jour que le Conseil a finalement adopté et une liste récapitulative des documents relatifs à l'ordre du jour de la session, qui indique où l'on peut trouver ces documents.

Les comptes rendus analytiques des débats des comités du Conseil, qui ne paraissent que sous forme mimeographiée, sont désignés par la cote du Comité (voir plus haut), à laquelle s'ajoutent les lettres /SR.

## ANNEXES

Les documents choisis pour figurer parmi les documents imprimés de la session du Conseil à laquelle ils se rapportent paraissent sous forme d'annexes aux Documents officiels. Ils sont présentés en fascicules, à raison d'un fascicule pour chaque point de l'ordre du jour. La référence "Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 28 de l'ordre du jour, document E/4308" signifie que le document E/4308 se trouve dans le fascicule des annexes relatif au point 28 de l'ordre du jour. En règle générale, ces références ne sont indiquées qu'à la première mention d'un document dans une section donnée. Les documents qui ne sont pas destinés à être reproduits sous forme imprimée sont, dans le texte du présent rapport, mentionnés

entre parenthèses sans faire l'objet d'une note de bas de page.

## RÉSOLUTIONS

Les cotes des résolutions du Conseil économique et social ou de l'Assemblée générale se composent d'un nombre en chiffres arabes qui est le numéro d'ordre de la résolution et, entre parenthèses, d'un nombre en chiffres romains qui indique à quelle session la résolution a été adoptée.

## SUPPLÉMENTS

Parmi les Documents officiels figurent en outre des suppléments numérotés qui comprennent pour la plupart des rapports des diverses commissions et des comités permanents du Conseil. Voici la liste des suppléments aux documents officiels relatifs à la reprise de la quarante et unième session et aux quarante-deuxième et quarante-troisième sessions:

<u>Numéros des suppléments</u>	<u>Cotes des documents</u>
--	------------------------------------

### Reprise de la quarante et unième session

1A. Résolutions adoptées lors de la reprise de la quarante et unième session	E/4264/Add.1
--	--------------

### Quarante-deuxième session

1. Résolutions adoptées pendant la quarante-deuxième session	E/4393
2. Rapport de la Commission des stupéfiants (vingt et unième session)	E/4294
3. Rapport de la Commission de statistique (quarante-deuxième session)	E/4283
4. Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (quatrième session)	E/4287
5. Rapport de la Commission du développement social (dix-huitième session)	E/4324
6. Rapport de la Commission des droits de l'homme (vingt-troisième session)	E/4322
7. Rapport de la Commission de la condition de la femme (vingtième session)	E/4316
8. Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (sixième session)	E/4300

### Quarante-troisième session

1. Résolutions adoptées pendant la quarante-troisième session	E/4429
2. Rapport de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (vingt-troisième session)	E/4358
3. Rapport de la Commission économique pour l'Europe (vingt-deuxième session)	E/4329
4. Rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine (douzième session)	E/4359
5. Rapport de la Commission économique pour l'Afrique (huitième session)	E/4354

<u>Numéros des suppléments</u>	<u>Cotes des documents</u>	<u>Numéros des suppléments</u>	<u>Cotes des documents</u>
6. Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (troisième session)	E/4297	9A. Rapport du Comité du programme et de la coordination (seconde partie de la première session)	E/4395
6A. Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (quatrième session)	E/4398		
7. Rapport du Comité de la planification du développement (deuxième session)	E/4362		
8. Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance	E/4403		
9. Rapport du Comité du programme et de la coordination (première partie de la première session)	E/4383		

## TERMINOLOGIE

Les appellations employées dans cette publication ainsi que la présentation des données n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

## Sigles

AID	Association internationale de développement
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CAC	Comité administratif de coordination
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DOAT	Direction des opérations d'assistance technique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IMCO	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CEA	Organisation des Etats américains
OIT	Organisation internationale du Travail
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OUA	Organisation de l'unité africaine
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SFI	Société financière internationale
UIOOT	Union internationale des organismes officiels de tourisme
UNITAR	Institut de formation et de recherche des Nations Unies
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPU	Union postale universelle

## INTRODUCTION

### I

Le présent rapport du Conseil économique et social, que j'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale au nom du Conseil, porte sur la période du 6 août 1966 au 4 août 1967.

C'est, je crois, l'un des principaux mérites du Conseil économique et social que de nous donner chaque année l'occasion d'évaluer la situation économique mondiale et de connaître les divers courants d'opinion sur des questions d'importance capitale pour l'avenir de l'humanité.

Comme l'ont souligné de nombreux orateurs dans leurs interventions devant le Conseil pendant l'année écoulée, l'écart toujours plus grand qui sépare les nations de haut développement économique des nations en voie de développement soulève un problème extrêmement grave. En même temps, nous constatons que le monde est divisé politiquement et que cette division est profondément ressentie de tous. Ces deux principaux aspects de la situation doivent donc être considérés sous tous leurs rapports, avec réflexion et avec une pleine conscience de nos responsabilités si nous voulons à la fois résoudre des problèmes capitaux pour l'avenir de l'humanité et donner une base plus solide et durable à la paix internationale.

On a dit de la situation actuelle que c'était une "crise du développement". Jamais le mot "développement" n'a été aussi largement utilisé par la presse dans des articles de fond, aux Nations Unies et à d'autres tribunes, et dans les plans nationaux. Jamais non plus les perspectives de prospérité offertes par les progrès de la science et la technique n'ont été aussi favorables. Malgré cela, le problème du développement ne reçoit pas, il s'en faut de beaucoup, l'attention voulue et ni les pays développés ni les pays en voie de développement n'accordent encore à cette question la priorité qui devrait lui revenir. Il est à peine besoin d'insister sur les dangers qu'une telle situation présente pour l'avenir.

On admet généralement que, si la responsabilité du développement de l'humanité est une responsabilité collective, c'est aux pays intéressés qu'il incombe, dans ce contexte général, de développer leur propre économie. Personne ne conteste plus aujourd'hui que la responsabilité du progrès des pays en voie de développement appartienne au premier chef à ces pays eux-mêmes. Comme l'ont d'ailleurs souligné leurs représentants au cours des débats du Conseil, ces pays doivent s'efforcer, grâce à la planification, de parvenir à une mobilisation rationnelle de leurs ressources internes — humaines et naturelles —, de réformer leurs institutions, de créer des structures administratives modernes, de transformer radicalement des sociétés traditionnelles et de faire disparaître les vestiges du colonialisme. Cela dit, il est également admis que le succès de leurs efforts dépend largement de l'aide fournie par le secteur développé

de l'économie mondiale, aide qui doit à la fois être d'un volume suffisant et être accordée à des conditions acceptables.

Il est extrêmement décourageant de constater, aux trois quarts de la première Décennie du développement, que les modestes objectifs qui avaient été fixés ont bien peu de chances d'être atteints d'ici à 1970, et de voir qu'en 1966 les pays riches, dans leur ensemble, ont consacré à l'aide au développement un pourcentage de leur produit national brut plus faible qu'en 1960. D'énormes investissements sont encore nécessaires dans les secteurs non commerciaux — certaines infrastructures des transports, formation et enseignement, en particulier — et cela ne peut se faire que par voie de négociations entre gouvernements, et au moindre coût possible étant donné le poids de la dette qui accable déjà nombre de pays en voie de développement. Certains mettent aussi leurs espoirs dans le courant des capitaux privés vers les pays en voie de développement et il est reconnu que des efforts peuvent et doivent être faits pour accroître le volume de ces capitaux et en faciliter l'absorption dans l'économie des pays bénéficiaires. Les documents présentés au Conseil par les institutions spécialisées, le Programme des Nations Unies pour le développement, les commissions économiques régionales et d'autres organismes montrent nettement l'insuffisance des moyens dont peuvent disposer les pays en voie de développement pour répondre à leurs immenses besoins. Bien que de nombreuses explications aient été avancées pour expliquer cet état de choses, on ne saurait trop répéter qu'une telle stagnation est alarmante et qu'elle témoigne d'une prise de conscience insuffisante de la nécessité d'une solidarité internationale.

Cette situation doit être corrigée rapidement et nous sommes convaincus que nous possédons, du point de vue humain comme de celui des institutions, les ressources nécessaires pour y parvenir: il s'agit seulement de les utiliser avec plus de dynamisme. La famille des Nations Unies s'étant complétée récemment de nouvelles organisations qualifiées pour s'occuper des questions de commerce et d'industrie, tous les principaux aspects du développement sont maintenant couverts par des organismes spécialisés vers lesquels peuvent se tourner les pays en voie de développement si les priorités qu'ils ont établies l'exigent. Pour décider de ces priorités, les pays intéressés doivent avoir recours à la planification. Cet outil, dont le rôle essentiel dans toute politique rationnelle de développement est universellement reconnu, fait l'objet de constants perfectionnements. Grâce à lui, il sera plus facile de trouver le point d'équilibre entre les différentes affectations à prévoir pour les ressources disponibles et de s'y maintenir. Il importe, en effet, d'instaurer un tel équilibre entre l'agriculture et l'industrie de chaque pays, sans toutefois perdre de vue les obligations qu'impose à la plupart des pays en voie de développement l'ex-



plosion démographique. Quelle que soit la possibilité de lancer un nouveau programme d'aide alimentaire multilatérale, il appartient aux pays en déficit vivrier de donner un nouvel élan à leurs programmes agricoles et d'encourager tout particulièrement les industries qui peuvent apporter à l'agriculture les adjuvants dont elle a besoin.

Ces programmes, qui visent à développer la production de denrées alimentaires, constituent l'une des solutions possibles du problème démographique — l'autre solution logique étant une politique de planification de la famille. Le Conseil a donné un nouvel élan aux programmes pertinents des organismes des Nations Unies et, dans sa majorité, a accueilli favorablement les propositions du Secrétaire général tendant à la création d'un fonds d'affectation spéciale qui permettrait à l'Organisation de prendre des mesures plus efficaces dans ce domaine.

Le Conseil a également reconnu l'importance de la mobilisation des ressources humaines, clef de voûte de l'effort agricole et industriel. Il faut insister plus sur la nécessité de programmes d'éducation et de formation adaptés aux impératifs du développement et intensifier les efforts pour faire respecter les droits de l'homme. Ces efforts, en effet, outre qu'ils servent des buts humanitaires et moraux, ont une incidence directe sur le développement dans la mesure où ils permettent à tous de bénéficier du progrès économique et social. Le Conseil a décidé de continuer à étudier cette importante question et d'associer le plus possible les organismes des Nations Unies aux efforts des pays en voie de développement pour faire progresser l'humanité.

Ainsi donc le Conseil, en attirant l'attention sur le rôle de la planification en tant qu'instrument de développement, en insistant sur l'urgence de plans démographiques et, partant, d'une solution au problème alimentaire, et en soulignant l'importance de l'élément humain — approches nouvelles qui viennent s'ajouter à l'expérience irremplaçable qu'il a acquise au cours des années écoulées —, semble être parvenu à une vue d'ensemble du développement qui influera sans doute considérablement sur le prochain programme de développement.

Les débats du Conseil ont reflété le fait que les efforts visant à accroître la coopération économique entre les nations ne peuvent avoir toute leur portée ni être couronnés de succès au milieu de crises politiques internationales, de tensions et de guerres.

Au cours des débats, certaines délégations ont attiré l'attention du Conseil sur les événements politiques récemment survenus dans le monde, en particulier au Moyen-Orient, et sur leurs conséquences sur l'économie de la République arabe unie, de la Jordanie et de la Syrie et même sur celle d'autres Etats. Dans ce contexte, on a fait ressortir les devoirs et les obligations qui sont ceux du Conseil conformément à la Charte des Nations Unies. Compte tenu des circonstances, il n'est pas surprenant que le Conseil ait entendu des opinions opposées sur ces questions et qu'il n'ait pu aboutir à un accord en la matière. Toutefois, les débats ont abondamment fait ressortir que la paix internationale est l'indispensable préalable du développement économique et social. En effet, toute

violation, dans quelque domaine que ce soit, des buts et des principes fondamentaux de la Charte, se répercute automatiquement dans d'autres domaines puisque la paix et la coopération pacifique entre les peuples forment aujourd'hui un tout indivisible.

Les travaux du Conseil, qui ont surtout porté sur les questions sociales et humanitaires lors de la session de printemps et sur les questions économiques lors de la session d'été, ont, cette année encore, témoigné du rôle toujours plus grand des organismes des Nations Unies dans ces domaines.

En concentrant son attention sur certaines questions économiques de grande importance lors de sa session d'été, le Conseil a donné de l'unité et de la cohésion à ses travaux, qui ont surtout porté sur le développement économique. Processus généralisé, le développement franchit de nombreuses barrières et exige des efforts étroitement conjugués sur bien des fronts. Il n'est donc pas surprenant que le Conseil se soit attaché à étudier certains des principaux aspects de la tâche que la communauté mondiale a devant elle.

Les délibérations du Conseil ont de nouveau montré que la question de la planification du développement ne relève plus du domaine de la controverse. Il semble maintenant être bien admis que la planification constitue un moyen important d'organiser les activités d'une manière rationnelle et méthodique qui favorise le développement économique, un instrument pour l'établissement et l'exécution de politiques de développement cohérentes, pour reprendre la définition du Comité de la planification du développement. Bien entendu, cela ne veut pas dire qu'il existe un système standard ou particulier de planification qui soit adapté aux besoins de tous les pays et applicable dans toutes les circonstances. Dans le monde complexe et en constante évolution qui est le nôtre, rien ne saurait être plus contraire à la vérité. Comme toujours, le Conseil a insisté sur le fait qu'il incombe à chaque pays de rechercher le mode de planification le mieux adapté à sa structure économique et sociale et susceptible de répondre le mieux à ses aspirations.

C'est dans cet esprit pragmatique que le Conseil avait, l'année dernière, réuni 18 experts en renom pour constituer le Comité de la planification du développement; il espérait que leur savoir-faire technique et leur précieuse expérience pratique contribueraient à faire progresser les activités de l'Organisation dans le domaine de la planification du développement et de la prévision. L'étude exhaustive et rigoureuse de l'expérience acquise et des problèmes rencontrés en matière d'exécution des plans de développement, en Amérique latine plus particulièrement, et les recommandations judicieuses pour l'amélioration de la planification et de l'exécution des plans qui figurent dans le rapport de ce Comité au Conseil montrent clairement que cet espoir n'a pas été vain. Les travaux commencés par le Comité dans le domaine de la planification du développement et des projections se révéleront sans aucun doute, dans un proche avenir, plus fructueux encore. En dernière analyse toutefois, le succès de la planification du développement dépendra de la qualité de l'effort fourni par chaque pays dans l'exécution de ses plans nationaux.

Il est incontestable qu'il reste encore beaucoup à faire pour combler le fossé qui sépare l'établissement des plans de leur exécution. Les discussions qui se sont déroulées au Conseil nous ont rappelé que l'exécution des plans commence dès le stade de la préparation. Les plans doivent indiquer clairement les objectifs à atteindre, les tâches à accomplir et les mesures à prendre. Pour que la planification réussisse, il faut avant tout qu'il existe une volonté de formuler et de mettre en vigueur des politiques de grande envergure pour un avenir meilleur.

Bien que les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement soient encore loin d'être atteints, on a néanmoins maintenant pris conscience de l'urgence des problèmes à résoudre et l'on devrait donc, de ce fait même, pouvoir commencer à réorganiser les activités de développement et à leur insuffler une vie nouvelle. C'est là une tâche à laquelle il est grand temps de s'attaquer. Dans ces conditions, il est réconfortant de voir que les efforts entrepris pour faciliter la planification en vue d'une action internationale concertée pendant la période qui suivra l'actuelle Décennie du développement commencent à porter fruit. Les premières délibérations du Comité de la planification du développement font entrevoir des conceptions nouvelles et hardies en matière de planification. Cela dit, il est incontestable qu'il reste encore beaucoup à faire avant que le Conseil ne soit à même de recommander des mesures concrètes.

Cette année encore, le problème de l'aide financière extérieure a été l'un des thèmes principaux des débats du Conseil. Bien que la plus grande partie — les quatre cinquièmes ou plus — des investissements en capital fixe effectués dans l'ensemble des pays en voie de développement provienne de sources locales, l'accès aux sources de financement extérieur demeure indispensable dans bien des cas. Cela est particulièrement vrai pour les pays qui doivent importer la majeure partie des biens d'équipement dont ils ont besoin. De là les nombreuses expressions d'inquiétude entendues par le Conseil devant le fait que les pays développés, dans leur ensemble, n'ont fait que des efforts insignifiants pour atteindre l'objectif de transfert de capitaux fixé par l'Assemblée générale au début de l'actuelle Décennie. Le Conseil a examiné de près les divers facteurs qui affectent la capacité des pays développés à transférer des ressources vers ceux qui le sont le moins. Il s'est tout particulièrement intéressé aux effets des difficultés de la balance des paiements des pays donateurs ainsi qu'aux restrictions imposées par les budgets et les pratiques budgétaires de ces pays en période de plein emploi et de resserrement financier. La possibilité d'obtenir plus de ressources du marché des capitaux a elle aussi été étudiée.

En examinant le rapport du Conseil du développement industriel sur sa première session, le Conseil a discuté en particulier du programme de travail de l'ONUDI et du rôle central de cette organisation dans les activités de développement des Nations Unies. Il a reconnu que, du fait de la complexité et de la multiplicité des politiques et des activités liées à l'industrialisation des pays en voie de développement, la plus étroite collaboration serait nécessaire entre tous les organismes des Nations Unies intéressés. Prenant note des difficultés particulières qui attendent la nouvelle organisa-

tion au cours des mois à venir du fait que le transfert de son siège à Vienne coïncide avec la réunion du Colloque international, le Conseil a assuré le Directeur exécutif de son appui. Certaines délégations se sont toutefois demandé si le Colloque répondrait effectivement à ce qu'on attendait de lui. Les raisons de cette inquiétude, qui étaient en partie d'ordre technique, étaient également liées au lieu choisi pour tenir le Colloque.

Au cours de l'année écoulée, l'attention du Conseil a aussi été longuement retenue par la question du développement des ressources naturelles et des transports. Ces deux aspects connexes du développement de l'infrastructure, l'un et l'autre d'importance capitale pour les pays en voie de développement, demeurent, au niveau mondial, sous la responsabilité directe du Conseil.

Entre autres questions importantes, l'attention du Conseil a également été retenue par le problème alimentaire mondial. De l'avis général, le problème chronique de la malnutrition s'était très sérieusement aggravé au cours des dernières années. On a également reconnu qu'essentiellement c'était là un problème lié au développement économique et qu'il incombait aux pays en voie de développement intéressés de s'y attaquer et de le résoudre. De toute évidence, il est urgent d'intensifier les efforts pour restaurer l'équilibre dans les pays en déficit vivrier en freinant l'accroissement démographique et la demande de denrées alimentaires, en intensifiant la production locale de ces denrées et en augmentant la capacité de les importer. Dans tous ces domaines, la communauté internationale peut et doit apporter son aide. Celle-ci est en effet nécessaire non seulement pour moderniser l'agriculture mais dans toutes les activités d'emménagement, de traitement et de transport qui se situent entre le producteur et le consommateur. Dans tous ces domaines, les organismes des Nations Unies sont prêts à intensifier leurs efforts.

Pour ce qui est du problème à court terme qui consiste à assurer la soudure par l'aide alimentaire, même si le Conseil a marqué quelque hésitation à prendre les devants en la matière alors que cette question était débattue dans d'autres instances (négociation de l'Accord international sur le blé, par exemple, et affectation des 4,5 millions de tonnes de céréales qui doivent être consacrés à l'aide alimentaire au cours de chacune des trois prochaines années, dans le cadre du Kennedy Round), il a généralement été admis que d'importants transferts de denrées alimentaires devraient probablement être envisagés au cours des prochaines années. Il faudra pour cela organiser une aide intérimaire, qui devra être liée à un programme à long terme d'amélioration de l'agriculture des pays bénéficiaires, et ce en ménageant le plus possible les ressources en devises de ces pays et en évitant de perturber le commerce international régulier. Le problème est si vaste et si complexe qu'il serait contre-indiqué de confier ses divers éléments à des instances différentes — qui ne représenteraient pas nécessairement toute la communauté internationale — sans que le Conseil puisse assumer son rôle, à savoir l'orientation générale, le contrôle et la définition des grandes lignes d'action. Etant donné ses aspects humanitaires aussi bien que tech-

niques et économiques, il ne semble faire aucun doute que le problème de l'aide alimentaire multilatérale relève de la compétence du Conseil économique et social, telle que la Charte la définit.

Le Conseil était également saisi d'une étude importante sur les moyens d'accroître la production et la consommation de protéines comestibles. Ce rapport, établi par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, est aussi opportun qu'il est utile. La résolution adoptée par le Conseil à la suite de ce rapport conduira, j'espère, les gouvernements et tous ceux qui s'intéressent au problème du déficit en protéines à prêter au rapport et aux recommandations qu'il contient la plus grande attention. L'examen, demandé par la résolution, des programmes actuels et proposés des organismes des Nations Unies permettra au Conseil d'étudier dans le détail, à sa quarante-cinquième session, les autres mesures qui pourraient être nécessaires. Outre sa valeur intrinsèque, le rapport du Comité consultatif sur les protéines est à mon avis d'une grande importance pour le Conseil car il illustre la contribution très utile que peut apporter à sa tâche un groupe indépendant d'experts comme le Comité consultatif. Ce rapport constitue également un exemple concret de coordination et de collaboration entre les organismes des Nations Unies.

L'étude du problème alimentaire nous amène presque nécessairement à parler du problème démographique. Au fur et à mesure que l'on comprend mieux le processus du développement, le Conseil prend en effet de plus en plus conscience de l'importance des facteurs démographiques dans ce domaine.

Mais la question démographique n'est que l'une des nombreuses questions sociales dont la complexité fait ressortir la nécessité d'aborder les problèmes du développement d'une manière intégrée et globale. A cet égard, il est particulièrement intéressant de constater que les décisions prises par le Conseil dans le domaine du développement social ont été intimement liées à ses préoccupations en matière de planification, d'établissement des politiques et de coopération technique. Les activités dans le domaine du développement social lui-même se sont vues considérablement renforcées par le nouveau mandat confié à la Commission du développement social. Les résultats de la dernière session de cette Commission montrent qu'elle est maintenant mieux en mesure d'aider le Conseil à établir de vastes politiques de développement social et témoignent de sa contribution à une plus grande intégration des mesures pratiques dans les divers secteurs du développement.

La décision du Conseil d'entreprendre l'examen des activités de coopération technique en matière de développement social aura probablement pour effet d'accroître l'efficacité des nos programmes opérationnels dans ce domaine et devrait contribuer à l'intégration des activités dans les secteurs économique et social du développement. Il y a également lieu d'être satisfait de l'esprit constructif dans lequel ont commencé les travaux en vue d'une déclaration sur le développement social dont on peut s'attendre à ce qu'elle constitue un document de la plus haute importance en ce qui concerne les politiques à suivre et les objectifs à atteindre dans ce domaine.

L'étude par le Conseil des problèmes posés par l'exécution des plans de développement a eu pour effet de mieux faire ressortir la nécessité de réformes structurelles et institutionnelles dans plusieurs secteurs clefs. De son examen de la question de la réforme agraire sont issues des recommandations qui devraient aider les gouvernements à s'attaquer à ce très important problème.

Au nombre des problèmes dont l'urgence touche aussi bien les pays développés que les pays en voie de développement figurent ceux qui se posent dans nos grandes villes et que viennent compliquer les graves difficultés que créent et ressentent à la fois les populations qui, de plus en plus, se déplacent des campagnes vers les centres urbains. Ce dernier problème sera étudié dans le cadre du programme de recherches et de formation pour le développement régional. Bien entendu, ce problème est intimement lié aux activités dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification, et la recommandation du Conseil concernant des programmes pilotes d'amélioration des conditions de vie dans les taudis et les bidonvilles vient témoigner en temps voulu de l'attention qu'il prête à ce très urgent problème.

Les efforts entrepris dans le domaine des droits de l'homme ont reçu un nouvel élan du fait de la proclamation de 1968 "Année internationale des droits de l'homme" et du fait de l'adoption, à la vingt et unième session de l'Assemblée générale, des pactes internationaux sur les droits de l'homme. Le Conseil a continué d'encourager l'exécution et le développement futur d'un vaste programme de travail qui a pour but de donner à l'Organisation un plus grand rôle dans la protection effective de la dignité humaine. Cette année, le Conseil a recommandé à l'Assemblée d'achever le texte d'un projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, projet que la Commission des droits de l'homme avait établi quant au fond à sa dernière session. En ce qui concerne la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris les politiques de discrimination raciale et d'apartheid dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants, ainsi que dans le domaine connexe de l'esclavage, le Conseil a recommandé une intensification de l'activité de ses commissions techniques et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, et il a également augmenté les sources de renseignements auxquelles la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission peuvent puiser pour parvenir à leurs conclusions. Par ailleurs, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale de condamner résolument toute idéologie, y compris le nazisme, fondée sur l'intolérance raciale et la terreur et de prier instamment tous les gouvernements remplissant les conditions requises de signer, ratifier et mettre en œuvre la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ainsi que les autres conventions contre la discrimination en matière d'emploi et d'éducation. Dans un effort plus direct pour prendre des mesures concrètes contre la violation des droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Conseil a confié au Groupe d'étude spécial constitué par la Commission des droits de l'homme la tâche

d'enquêter sur des accusations de mauvais traitements qui seraient infligés aux personnes emprisonnées en République sud-africaine et sur des plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux dans ce pays, portées devant le Conseil par le Bureau international du Travail. Le Conseil a également transmis à l'Assemblée générale des projets d'articles en vue d'une Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité préparés par la Commission des droits de l'homme et a formulé l'espoir que l'Assemblée adopterait le plus rapidement possible un tel instrument. Pour ce qui est de la condition de la femme, la décision la plus importante du Conseil a été d'approuver et de transmettre à l'Assemblée générale le projet de Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes qui avait été préparé par la Commission de la condition de la femme. Comme le Secrétaire général l'a rappelé à juste titre dans l'allocution qu'il a prononcée à la quarante-troisième session du Conseil, c'est la foi dans la dignité et la valeur de la personne humaine et dans l'égalité des droits des hommes et des femmes qui est en fin de compte la raison fondamentale de la détermination de l'Organisation de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie pour tous.

Pour l'étude des grands problèmes économiques et sociaux, le Conseil a, une fois encore, dépendu largement non seulement du Secrétariat du Siège de l'Organisation, mais aussi des institutions spécialisées, des divers programmes des Nations Unies, des commissions économiques régionales et du Comité administratif de coordination. Chacune de ces sources a contribué substantiellement et positivement à la préparation de ses travaux et à ses délibérations. C'est grâce à elles également que s'exécute le travail pratique pour lequel le Conseil ne peut que donner des directives et décider des politiques à suivre. Plus encore qu'auparavant, les divers institutions et programmes ont entamé cette année un véritable dialogue avec les membres du Comité de coordination du Conseil, ce dont on ne peut que se féliciter. Le libre échange de vues qui en a résulté a en effet été pour beaucoup dans l'harmonie qui a régné au sein du Comité de coordination et l'a aidé à mener à bien l'examen des nombreuses questions inscrites à son ordre du jour.

L'ordre du jour fort chargé du Conseil témoignait de l'importance et de la complexité croissantes des problèmes de coordination soulevés par l'augmentation rapide des activités internationales et du nombre des organisations internationales autonomes. Au cours de l'année écoulée, conformément aux résolutions adoptées à ses trente-neuvième et quarante et unième sessions, le Conseil avait pris des mesures pour accroître les ressources mises à sa disposition pour lui permettre de s'acquitter de son rôle coordonnateur. C'est avec plaisir qu'il a enregistré la création d'un poste à plein temps de sous-secrétaire aux affaires interorganisations qui permet de consacrer aux relations entre l'ONU et les autres organismes des Nations Unies une attention plus grande et plus soutenue.

Un temps considérable a été consacré par le Conseil aux questions liées à l'application des recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargés d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des

institutions spécialisées. A cet égard, l'une des réalisations les plus positives du Conseil a été de concilier certaines divergences de vues concernant le corps commun d'inspection proposé par le Comité *ad hoc*. Il est maintenant probable que cette entreprise pleine de promesses des organismes des Nations Unies commencera à fonctionner au début de l'année prochaine. J'espère pour ma part que l'affectation à ce corps d'inspection d'experts hautement qualifiés et indépendants le revêtira de l'autorité qui est la condition essentielle de sa réussite. Si, en étudiant en commun les recommandations du Comité *ad hoc*, les divers organismes ont naturellement été amenés à s'intéresser principalement cette année à la création du corps commun d'inspection, le Conseil n'a pas pour autant perdu de vue les recommandations du Comité dans d'autres domaines d'intérêt particulier. Il a en conséquence demandé à ses organes subsidiaires d'examiner diverses questions liées à l'application des recommandations du Comité *ad hoc* et d'indiquer dans leurs rapports respectifs quelle suite leur avait été donnée.

Grâce au précieux concours du Secrétariat et du Comité du programme et de la coordination, le Conseil a fait de remarquables progrès dans l'examen du programme de travail de l'Organisation dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme — tâche complexe et d'une grande portée. J'ai bon espoir que l'importante résolution qu'il a adoptée à propos du programme de travail et de la coopération avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aidera le Conseil à progresser vers l'intégration des programmes et des budgets, objectif que le Conseil et l'Assemblée générale visent depuis plusieurs années déjà.

L'œuvre accomplie par le Conseil au cours de l'année écoulée est importante, mais je suis porté à croire que sa contribution réelle tient moins dans le nombre des résolutions qu'il a adoptées que dans les très larges échanges de vues et d'expérience à l'échelon mondial auxquels il se prête. La session d'été s'est déroulée dans des circonstances exceptionnelles en ce sens que les graves événements politiques qui agitent alors le monde n'ont pas été sans effet sur le Conseil et sur ses délibérations. Le Conseil a néanmoins fait tout ce qui était en son pouvoir pour concilier les divers points de vue et hâter le processus de développement. C'est dans les sincères échanges de vues qui ont marqué les débats que réside, à mon avis, la contribution du Conseil aux activités de consolidation de la paix de l'Organisation, et cette contribution consiste à essayer de tracer les grandes lignes d'une politique économique et sociale internationale et à indiquer aux Etats les mesures qu'ils peuvent prendre pour mieux répondre aux besoins de la communauté des nations.

Je pense sincèrement que le Conseil a obtenu cette année des résultats notables, mais j'ai également le sentiment que nous sommes encore bien loin d'attaquer dans toute son ampleur le problème à résoudre. Dans la lutte engagée pour le développement et la paix, nous avons encore devant nous une tâche énorme. J'ose espérer que les années à venir verront les peuples de la terre prendre mieux conscience de la nécessité



d'un engagement collectif dans le domaine de la coopération internationale pour le développement et que nous, à l'Organisation des Nations Unies, garderons toujours à l'esprit que, par delà les discussions et les questions de procédure, le but ultime de chacune de nos activités est de servir les intérêts et de répondre aux besoins de l'homme, de l'homme ordinaire de tous les pays.

## II

Le rapport ci-après a, dans l'ensemble, la même forme et le même caractère que les rapports précédents du Conseil à l'Assemblée générale<sup>1/</sup>. Il comprend le présent volume et les recueils imprimés des résolutions adoptées lors de la reprise de la quarante et unième session et lors des quarante-deuxième et quarante-troisième sessions<sup>2/</sup>; il sera complété par un rapport sur la reprise de la quarante-troisième session que le Conseil tiendra à la fin de cette année pour examiner, notamment, le rapport annuel du Conseil du commerce et du développement.

On trouvera dans le rapport des renvois aux comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités, qui sont distribués à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Dans le rapport de cette année, il n'est pas fait mention des travaux de la Commission de la population, qui n'a pas siégé pendant la période considérée. Les travaux que le Secrétariat poursuit dans les domaines dont s'occupe cette commission sont exposés dans le Rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.

Le présent volume comprend 19 chapitres. Les chapitres I à X, le chapitre XIII et les sections II, VIII, IX et X du chapitre XIV traitent de questions qui relèvent de la compétence de la Deuxième Commission; les chapitres XI et XII et les sections I, III, IV, V et VII du chapitre XIV sont consacrés à des questions qui relèvent de la compétence de la Troisième Commission, la section III du chapitre XI pouvant toutefois intéresser également la Deuxième Commission. L'Assemblée générale souhaitera peut-être renvoyer à la Cinquième Commission, ainsi que, pour avis, à la Deuxième et à la Troisième Commission, le chapitre XV, qui traite du programme de travail de l'Organisation dans les domaines écono-

mique et social et dans celui des droits de l'homme et de ses incidences budgétaires, de même que le chapitre XVI, qui concerne l'application des recommandations du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées; peut-être souhaitera-t-elle également, conformément à la demande faite par la Cinquième Commission lors de la vingtième session de l'Assemblée<sup>3/</sup>, renvoyer le chapitre XVII, qui traite du développement et de la coordination des activités des organismes des Nations Unies, à cette Commission pour examen des aspects administratifs, les Deuxième et Troisième Commissions étant chargées d'étudier ce chapitre quant au fond. La section VI du chapitre XIV, qui concerne l'examen par le Conseil des activités d'information, pourrait également être renvoyée à la Cinquième Commission. Les chapitres XVIII et XIX pourraient être examinés en séance plénière, encore que les sections IX, XII et XIII du chapitre XVIII, qui traitent respectivement de la documentation du programme des conférences et des réunions pour 1968 et 1969, et des incidences financières des décisions du Conseil, intéressent la Cinquième Commission.

Un certain nombre de questions examinées dans le présent rapport font aussi l'objet de points distincts de l'ordre de jour provisoire de l'Assemblée générale. Ces questions sont signalées dans des notes de bas de page. D'autres questions sur lesquelles le Conseil attire l'attention de l'Assemblée générale ou sur lesquelles l'Assemblée est appelée à se prononcer sont signalées dans le texte même du rapport et dans des notes de bas de page.

On trouvera, dans des annexes au présent rapport, l'ordre du jour des sessions du Conseil, des renseignements sur la composition du Conseil et de ses organes subsidiaires et sur les dates de leurs réunions au cours de la période considérée, ainsi que le programme des conférences et des réunions pour 1968 et 1969.

*Le Président  
du Conseil économique et social,*



Milan KLUSÁK

Genève, août 1967.

<sup>1/</sup> Voir E/L.1166 et E/SR.1507.

<sup>2/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la quarante et unième session, Supplément No 1 A; ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 1; et, ibid., quarante-troisième session, Supplément No 1.

<sup>3/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Cinquième Commission, 407ème séance.

## TENDANCES ECONOMIQUES MONDIALES

### Section I. — Etudes sur la situation économique dans le monde

#### ETUDE SUR L'ECONOMIE MONDIALE

1. Le Conseil économique et social a été saisi d'une étude sur les essais d'exécution des plans de développement et d'une étude du développement économique actuel qui figurent, respectivement, dans la première et dans la deuxième partie de l'Etude sur l'économie mondiale, 1966. La première partie de l'Etude (E/4363 et Add.1 et 2<sup>1/</sup>), qui a été examinée au cours du débat portant sur la planification du développement, fait l'objet du chapitre II ci-dessous.

2. La deuxième partie de l'Etude (E/43962/), qui était consacrée à l'examen des tendances économiques mondiales au cours de l'année 1966 et au début de 1967, indiquait que l'activité économique mondiale avait continué de progresser au cours de cette période. Les exportations mondiales avaient augmenté de presque 10 p. 100, contre 8 p. 100 environ les années précédentes. La production agricole avait peut-être augmenté de quelque 2 ou 3 p. 100, alors que la production industrielle s'était accrue de plus de 6 p. 100, ce qui représentait un léger ralentissement par rapport à 1965. La production minière avait, en 1966, grossi d'environ 5 p. 100 et la production manufacturière de quelque 7 p. 100.

3. Dans les pays développés à économie de marché pris dans leur ensemble, la production totale avait, en 1966, augmenté de 5 p. 100 en valeur réelle en dépit d'un ralentissement enregistré dans plusieurs grands pays industriels. La production industrielle, à elle seule, avant avancé encore bien davantage, car des conditions économiques très favorables étaient réapparues au Japon, en Italie et en France, où le taux d'accroissement de la production industrielle était à plus du double de celui de 1965. Il y avait eu aussi une légère accélération de la production industrielle en Amérique du Nord, bien que la production totale y ait quelque peu baissé, du fait que l'inquiétude causée par le déséquilibre extérieur et par l'instabilité intérieure avait fait adopter une politique de freinage. Des politiques de freinage économique avaient d'ailleurs été pratiquées dans plusieurs autres pays et il semblait que les poussées inflationnistes soient allées en diminuant. Parallèlement au ralentissement de l'expansion économique, le taux d'accroissement en valeur des échanges internationaux avait eu lui aussi tendance à se modérer; pour les pays

développés à économie de marché, pris dans leur ensemble, la balance des paiements internationaux s'était améliorée à la fin de l'année.

4. L'expansion de l'activité économique dans les pays en voie de développement s'était ralentie entre 1965 et 1966. Le produit national brut dans les pays en voie de développement avait augmenté d'environ 3 p. 100, contre environ 4 p. 100 d'accroissement au cours de la période précédente. Ce ralentissement du rythme d'expansion provenait d'une stagnation de la production agricole dans un certain nombre des plus grands pays en voie de développement. Ainsi, alors que la production industrielle avait augmenté en valeur réelle d'environ 8 p. 100, la production agricole semblait avoir diminué d'environ 1 p. 100 en 1966. La recette des exportations des pays en voie de développement avait augmenté un peu plus en 1966 qu'en 1965 et leurs réserves de devises s'étaient également accrues, mais moins que l'année précédente.

5. Dans les pays européens à économie planifiée, la production avait augmenté de plus de 7 p. 100 en 1966, c'est-à-dire à une cadence plus rapide qu'en 1965. Cette accélération avait été entièrement due à une amélioration considérable de la production agricole, qui avait augmenté d'environ 10 p. 100 en 1966, c'est-à-dire beaucoup plus rapidement qu'entre 1964 et 1965. L'expansion du commerce extérieur (importations et exportations) avait été distancée par l'augmentation de la production totale en 1966. Le développement du commerce extérieur des pays à économie planifiée s'était en fait ralenti, étant passé d'un accroissement de 6 p. 100 en 1964-1965 à un accroissement de 5 p. 100 seulement en 1965-1966. Ce ralentissement avait été en grande partie causé par un développement très lent du commerce extérieur de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la Hongrie, et par une baisse spectaculaire des importations de l'Union soviétique.

#### ETUDE SUR LA SITUATION ECONOMIQUE DE L'EUROPE

6. L'évolution récente de l'économie et du commerce extérieur des pays d'Europe orientale et occidentale a été examinée dans l'Etude sur la situation économique de l'Europe en 1966, Première partie (E/4392-E/ECE/6563/).

7. Comme l'indiquent le premier et le deuxième chapitre de l'Etude, 1966 a été de nouveau une année de croissance lente pour les économies de l'Europe occidentale. Pris dans leur ensemble, les produits nationaux des pays industrialisés de l'Europe occidentale ont augmenté d'environ 3,5 p. 100, au lieu de

<sup>1/</sup> Etude sur l'économie mondiale. Première partie, Mise en œuvre des plans de développement; Problèmes et expérience. A paraître sous forme de publication des Nations Unies.

<sup>2/</sup> Etude sur l'économie mondiale. Deuxième partie, Tendances économiques actuelles. A paraître sous forme de publication des Nations Unies.

<sup>3/</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.1.

4 p. 100 en 1965, et les prévisions pour 1967 ne sont guère plus encourageantes; on prévoit en effet que le taux d'accroissement de la production se situera entre 3 et 4 p. 100. Si la projection pour 1967 se vérifie, ce sera la troisième année marquée par une croissance relativement lente de la production et de l'activité économique de l'Europe occidentale prise dans son ensemble; la période 1965-1967 serait alors la première, pour l'Europe occidentale, où le taux de croissance global sera demeuré égal ou inférieur à 4 p. 100 pendant trois années consécutives. Ces trois années apparaîtraient dès lors comme une période assez prolongée de réadaptation — non simultanée cependant — de tous les grands et de plusieurs petits pays de cette région. Le retour au taux de croissance, jusque-là normal, de 4 ou 5 p. 100 par an, dépendra surtout de l'apparition plus ou moins rapide de conditions propres à donner un nouvel élan à la progression de la demande dans la République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni. Non seulement ces deux pays comptent pour à peu près la moitié de la production globale de l'Europe occidentale, mais encore ils absorbent plus d'un quart des exportations totales du reste de l'Europe occidentale.

8. Dans toute l'Europe occidentale, ce n'est que dans trois pays<sup>4/</sup>, la France, l'Italie et la Norvège, que le taux de croissance a été normal en 1966 et le demeurera probablement en 1967; cependant, certains symptômes de flottement se sont manifestés récemment en France. La France et l'Italie, premiers pays à entrer dans la phase de rajustement, en sont maintenant à leur deuxième année de nette reprise de l'expansion. La Norvège, au contraire, est le seul pays qui ait pu éviter de voir son rythme de croissance tomber au-dessous de la normale au cours des dernières années; ses projections officielles pour 1967 prévoient une légère accélération. Dans presque tous les autres pays d'Europe occidentale, les taux de croissance ont été sensiblement inférieurs au taux moyen en longue période en 1966 ou risquent de l'être en 1967. C'est ainsi que, en Autriche et aux Pays-Bas, la production a progressé rapidement en 1966, mais on prévoit actuellement un ralentissement assez marqué pour 1967. La croissance a été lente au Danemark et en Irlande en 1966, mais il pourrait y avoir une certaine reprise de l'expansion, surtout en Irlande, en 1967. Dans tous les autres pays — République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni pour les grands et Belgique, Finlande, Luxembourg et Suisse pour les petits —, les taux de croissance ont été faibles en 1966 et l'on ne peut actuellement prévoir d'accélération sensible dans ces pays pour l'ensemble de l'année 1967, quand bien même la reprise s'amorcerait dans le courant de l'année. Des chiffres provisoires cités dans l'étude, il ressort que l'Autriche, la France et l'Italie sont les seuls pays industriels où la croissance ait été plus rapide en 1966 qu'en 1965.

9. La faiblesse persistante des taux de croissance dans de nombreux pays industriels de l'Europe occidentale en 1966 a été due à un ensemble de facteurs qui remontent à plusieurs années. La cause principale — qui est également la plus fréquente — a été le

fléchissement temporaire de la propension à investir. Si l'essor de l'investissement auquel on a assisté vers 1964 a été de courte durée, la réaction qui a suivi a, pour sa part, duré plus longtemps qu'on ne l'avait prévu. Cet état de choses a été aggravé — et, dans certains pays, provoqué — par la deuxième cause principale qui a motivé le ralentissement général du taux d'accroissement de la production: les politiques de restriction de la demande. Ces mesures tendaient à réagir contre les pressions sur les salaires, les coûts et les prix et également, à des moments différents suivant les pays, sur la balance extérieure. Les pénuries croissantes de main-d'œuvre — une fois absorbées les réserves — ont constitué une des causes de ces pressions sur les coûts.

10. Une section distincte, consacrée à l'Europe méridionale, y faisait entrevoir une expansion vigoureuse et continue, moins marquée cependant au Portugal et à Chypre qu'en Espagne, en Grèce ou en Turquie.

11. Dans la partie de l'Etude qui porte sur l'évolution récente de l'économie en Europe orientale et en Union soviétique, on relevait que l'année 1966 a été marquée par une accélération de l'expansion économique. Les objectifs globaux de croissance fixés dans les plans pour 1966 ont été dépassés dans tous les pays, les taux de croissance atteints s'échelonnant entre 6 p. 100 pour la Hongrie et la Pologne et 11 p. 100 pour la Bulgarie.

12. Dans l'ensemble de la région, la production industrielle a progressé de 8,4 p. 100 (alors que l'accroissement prévu était de 6,7 p. 100), ce qui correspond en gros au taux d'expansion atteint l'année précédente. Parmi les différents pays de l'Europe orientale, seule l'Albanie et, dans une moindre mesure, la Hongrie, ont pu accélérer leur croissance; en Allemagne orientale, l'expansion industrielle s'est bien maintenue, alors qu'en Tchécoslovaquie on a noté une très légère décélération. Un ralentissement un peu plus marqué a pu être observé en Bulgarie et en Roumanie, mais c'est en Pologne que le ralentissement a été le plus net. Pour l'Union soviétique, la production industrielle s'est développée à peu près au même rythme qu'en 1965 (8,5 p. 100). Dans l'ensemble de la région, le taux de croissance de la production par travailleur a quelque peu augmenté, surtout grâce à l'amélioration de la situation en Union soviétique. Par ailleurs, comme l'année précédente, l'effectif de l'emploi a presque partout augmenté plus qu'on ne l'avait prévu.

13. Contrairement à ce qui s'était passé en 1965, où les effets d'une rapide expansion industrielle sur la croissance de l'économie avaient été freinés dans la plupart des pays par de mauvaises récoltes, l'agriculture a fortement contribué dans tous les pays à la croissance économique. Dans l'ensemble, les conditions météorologiques favorables ont facilité le succès des efforts accrus qu'ont déployés les gouvernements pour augmenter la production agricole et bon nombre de pays ont eu d'excellentes récoltes. Les revenus des agriculteurs ont généralement augmenté plus vite que les revenus des personnes employées dans d'autres secteurs de l'économie, à la fois en raison des bons résultats obtenus sur le plan de la production et d'une série de mesures comme les exonérations fiscales,

<sup>4/</sup> Dans l'Etude, la Suède faisait partie de ce groupe, mais des statistiques parvenues depuis lors ont donné une autre idée du développement de la Suède en 1966 et des prévisions pour 1967 qui la concernent.

le relèvement des prix payés aux producteurs et l'élargissement des prestations de la sécurité sociale au bénéfice des travailleurs agricoles. En même temps, la consommation matérielle a augmenté dans des proportions plus fortes qu'en 1965 dans la plupart des pays de la région.

14. Le bilan favorable de 1966 fait bien augurer de l'exécution des nouveaux plans quinquennaux qui ont été mis en chantier dans tous les pays de la région au cours de l'année. Les objectifs généraux de croissance fixés dans ces plans prouvent que la plupart des pays visent, en grande partie, à maintenir l'expansion économique à la cadence des cinq années précédentes, tandis que l'Albanie, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie se proposent de l'accélérer. L'effort d'investissement sera partout intensifié; le plus souvent, il s'accompagnera de taux d'accumulation légèrement plus élevés et d'une plus forte concentration des investissements dans les secteurs productifs de l'économie. En même temps, les systèmes de planification de la croissance ont permis une distribution plus équilibrée des rôles respectifs des principaux secteurs, ce qui, dans certains pays, entraînera une répartition très différente des investissements. En ce qui concerne la production et l'investissement, l'ordre de priorité varie évidemment suivant les pays mais, dans l'ensemble, l'accent semble devoir être mis davantage qu'auparavant sur les parties des plans qui intéressent l'approvisionnement des consommateurs et le niveau de vie de la population en général, en particulier sur l'agriculture, l'industrie légère et les services destinés aux consommateurs.

15. A quelques nuances d'orientation près, les nouveaux plans font une grande place à l'efficacité et à d'autres aspects qualitatifs de l'économie, confirmant ainsi la tendance générale observée au cours de ces dernières années. Trait caractéristique, ils mettent l'accent sur le progrès technique par l'innovation, la modernisation des entreprises industrielles et le développement des branches dynamiques. Pour perfectionner l'équipement, pour accélérer la production des branches techniquement les plus avancées et pour améliorer la qualité des produits afin de répondre aux normes internationales, il faudra renforcer et diversifier la coopération internationale. En outre, les décisions d'investissement devront tenir compte de plus en plus des avantages qui peuvent résulter de la division internationale du travail.

16. La mise en œuvre des programmes de développement incorporés dans les nouveaux plans à long terme paraît devoir s'inscrire dans le cadre d'une réforme du système de planification et de gestion qui a déjà été poussée fort avant en 1966. En Hongrie, où les grandes lignes de la réforme n'avaient été adoptées que vers le milieu de l'année, les autorités en étaient à la mise au point des détails. En Bulgarie et en Union soviétique, un premier groupe d'entreprises de l'industrie des transports a été introduit, au cours de l'année, dans le nouveau système, qui prévoit une indépendance plus grande des entreprises. En Tchécoslovaquie, conformément à une décision prise par le Comité central du parti communiste en avril 1966, la réforme a reçu une forte impulsion, et toute une série de mesures étaient déjà en vigueur à la fin de l'année. Diverses mesures visant à assouplir les méthodes de gestion ont été mises en application en Pologne,

tandis que la réforme des prix de gros était achevée en Allemagne orientale.

17. La réforme des prix a été en 1966 l'un des problèmes essentiels dans la plupart des pays qui avaient entrepris de modifier leur système de planification et de gestion. Au début de l'année, de nouveaux prix de gros ont été fixés en Tchécoslovaquie et en Union soviétique comme aussi, dans une certaine mesure, en Bulgarie et en Pologne. Toutefois, il ne s'agit là que d'une première étape sur la voie d'un régime nouveau des prix qui permet de donner plein effet à la réforme des méthodes de planification et de gestion. Il est donc probable que, durant les prochaines années, des efforts seront déployés de manière à resserrer les liens entre les prix de gros, les prix de détail et les prix agricoles et, dans certains pays, entre les prix intérieurs et ceux qui sont pratiqués sur les marchés étrangers.

18. Analysant les tendances du commerce extérieur de l'Europe, les auteurs de l'Etude ont noté que les importations effectuées par l'Europe occidentale en 1966 semblent avoir progressé à un taux légèrement inférieur à la moyenne normale, alors que l'année précédente l'augmentation avait suivi la même allure que celle du commerce mondial; au cours de ces deux années, les importations effectuées par l'Europe orientale ont, de leur côté, augmenté à un taux sensiblement moindre. Les exportations en provenance de l'ensemble de l'Europe se sont développées plus lentement en 1966 qu'en 1965. Il s'ensuit que, ni en 1965 ni en 1966, l'Europe n'a joué dans l'expansion des échanges mondiaux le rôle déterminant qui avait été précédemment le sien pendant la période d'avant guerre. C'est plutôt en Amérique du Nord que s'est situé le centre dynamique au cours de ces deux années. Le fait le plus remarquable est que, en 1966, l'Amérique du Nord a enregistré à la fois le taux d'accroissement le plus élevé des importations — comme ce fut déjà le cas en 1964 et en 1965 — et, avec le Japon, le taux d'accroissement le plus élevé des exportations.

19. En 1966, le commerce extérieur de l'ensemble des pays du CAEM a progressé, en valeur, à peu près au même taux qu'en 1965 (soit environ 6 p. 100), c'est-à-dire à une cadence plus lente que durant la période 1961-1965 (où elle a été de plus de 8 p. 100). Pour les pays de l'Europe orientale autres que l'Union soviétique, le taux d'accroissement a été de 7 p. 100 en 1965 comme en 1966, contre 8,5 p. 100 par an de 1961 à 1965. D'après les plans relatifs au commerce extérieur élaborés par les divers pays de l'Europe orientale et les accords commerciaux conclus entre eux, les échanges de l'Europe orientale continueront à progresser très fortement de 1966 à 1970 et leur répartition géographique ne variera guère.

#### ETUDE SUR LA SITUATION ECONOMIQUE DE L'ASIE ET DE L'EXTREME-ORIENT

20. La première partie de l'Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1966 (E/CN.11/7955/) traitait des problèmes du financement du développement économique et notamment des

5/ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.F.1 (publiée également comme volume XVII, No 4, de l'Economic Bulletin for Asia and the Far East).



ressources intérieures, des ressources et de l'assistance extérieures, ainsi que de la politique monétaire. La deuxième partie examinait les tendances actuelles et à long terme de la croissance dans la région de la CEAEO.

21. On a insisté surtout sur les moyens propres à orienter les ressources produites par l'économie vers la réalisation d'objectifs planifiés. La structure de la formation sectorielle du capital ainsi que celle des économies étaient examinées. La réalisation — difficile — d'un équilibre entre la mobilisation des agrégats et leur utilisation constituait un des principaux problèmes d'orientation. Il se posait d'autres problèmes de politique concernant l'équilibre entre les ressources intérieures et extérieures, notamment lorsque les unes ou les autres étaient inférieures aux prévisions.

22. L'Etude examinait les aspects quantitatifs et qualitatifs de l'assistance étrangère reçue par les pays en voie de développement d'Asie, les comparant avec le revenu national et la formation du capital. Elle analysait les problèmes plus urgents que pose l'augmentation des charges afférentes au service de la dette et de l'aide liée. On y accordait une attention toute particulière au problème des liquidités extérieures des pays en voie de développement.

23. L'Etude analysait également la stratégie de l'expansion monétaire, appelant l'attention sur les répercussions que produit l'inflation financière sur la répartition intérieure des ressources et la balance des paiements. Elle examinait notamment les principaux problèmes relatifs à l'interdépendance de la croissance et de la stabilité.

24. L'Etude esquissait les tendances à long terme de la croissance économique dans la région et dans quelques-uns des pays de celle-ci depuis 1955 et décrivait le fossé qui ne cessait de se creuser depuis 1960 entre le produit intérieur brut global des pays développés et des pays en voie de développement. Elle examinait notamment les causes du faible taux de croissance (1,9 p. 100) enregistré dans la région en voie de développement de la CEAEO, en 1965, et soulignait que la raison essentielle en avait été le recul continu du secteur agricole. Elle citait au nombre des problèmes les plus importants l'impuissance à nourrir la population, tâche essentielle s'il en est. Encore que les conditions météorologiques n'aient pas peu contribué à amener la crise alimentaire dans la région, l'Etude soulignait qu'il était indispensable d'arrêter et de mettre en œuvre des plans et des politiques agricoles judicieux, d'introduire de meilleures techniques de gestion et d'exploitation agricoles et de créer des systèmes plus efficaces d'entreposage et de distribution des vivres.

25. L'Etude indiquait que si certains pays de la région avaient enregistré un accroissement de la production d'articles manufacturés pour l'exportation, un accroissement des activités de transformation des matières premières locales et une hausse de la productivité de la main-d'œuvre, d'autres pays avaient vu leur croissance industrielle compromise par l'inactivité de certaines entreprises due essentiellement aux déficits de la production agricole et à la pénurie de devises. Elle soulignait la nécessité pour

l'agriculture et l'industrie de s'appuyer mutuellement. Examinant l'évolution monétaire et financière dans la région, l'Etude notait les tendances inflationnistes croissantes dans la plupart des pays, lesquelles avaient contribué au déséquilibre intérieur.

26. Examinant les tendances du commerce extérieur dans la région de la CEAEO, dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour le développement, depuis 1960 jusqu'au deuxième semestre de 1966, l'Etude évaluait la place qu'occupait la région dans le commerce mondial et les caractéristiques de son expansion commerciale du point de vue de sa balance des paiements, des termes de l'échange et de sa capacité d'importation. Elle analysait également les changements intervenus dans l'orientation et les composantes des échanges. Par ailleurs, elle examinait la structure des échanges au sein de la région et indiquait des moyens propres à les favoriser. Evaluant les conditions du marché mondial pour sept produits primaires de la région en voie de développement de la CEAEO, l'Etude soulignait la nécessité pour les pays qui en produisaient d'envisager des moyens propres à maintenir la stabilité des prix des produits primaires à des niveaux plus rémunérateurs afin de s'assurer de plus fortes recettes d'exportation.

27. On relevait que pour la période 1961-1965, la balance des paiements globale des pays en voie de développement de la région de la CEAEO avait été marquée par un gros déficit commercial, qui allait en s'aggravant et était financé surtout par un important courant inverse des transferts qui n'avait cessé de croître, exception faite de 1964.

#### ETUDE ECONOMIQUE SUR L'AMERIQUE LATINE

28. D'après l'Etude économique sur l'Amérique latine en 1966 (E/CN.12/7679/), l'accroissement du produit brut pour l'ensemble de l'Amérique latine en 1966 n'avait été que de 3 p. 100, ce qui correspondait à peine au taux de l'accroissement démographique et restait inférieur au taux enregistré au cours des deux années précédentes.

29. Cette situation pouvait être attribuée à différents facteurs dont l'influence avait été variable suivant les pays. Dans certains pays, les taux d'accroissement avaient été inférieurs au taux de 1965 et, dans un pays qui joue un rôle prépondérant dans l'économie de l'Amérique latine, on avait enregistré une diminution en valeur absolue. La diminution du taux de croissance du produit brut, qui s'était opérée suivant un processus variable d'un pays à l'autre, avait accentué l'irrégularité et la lenteur du développement en Amérique latine.

30. La région n'avait pas eu sa part de l'expansion que l'activité économique et le commerce mondiaux avaient connue en 1966; cependant, ses exportations avaient augmenté assez vite, et ses importations encore plus rapidement, la tendance qui marquait les années précédentes se trouvant ainsi renversée. On avait enregistré d'autres changements importants dans

<sup>6/</sup> Voir également l'Economie de l'Amérique latine en 1966; extrait de l'étude de la CEPAL (publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.G.5).

les transactions extérieures, en particulier une reprise du courant net de capitaux extérieurs et une augmentation rapide de la rémunération des facteurs de production extérieurs. Les programmes d'intégration économique avaient continué à offrir des possibilités d'expansion et de diversification pour le commerce réciproque. Cependant le rythme avait été moins rapide qu'au cours des années précédentes.

31. Dans plusieurs pays, la lutte contre les pressions inflationnistes était demeurée l'un des objectifs essentiels de la politique économique, mais les objectifs fixés avaient été réalisés avec un succès variable. La diminution du taux de formation de capital avait été enrayée et, bien que l'on n'eût pas enregistré de modification sensible de la répartition des ressources entre la consommation et les investissements, les investissements en capital fixe avaient retrouvé un niveau plus élevé.

32. La diminution du taux d'expansion de la région était due dans une large mesure au déclin brutal de celui de l'Argentine et du Brésil. En Argentine, après l'expansion rapide de 1965, le produit intérieur avait diminué en valeur absolue; au Brésil, le taux d'expansion était à nouveau tombé au-dessous du taux d'accroissement de la population; une évolution défavorable avait été également observée dans d'autres pays, comme l'Equateur, Haïti et le Paraguay, où le produit par habitant avait diminué; le léger accroissement du taux d'expansion enregistré au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Pérou et au Venezuela avait été inférieur à celui de 1965. Par ailleurs, la Bolivie, le Chili, la Colombie, Costa Rica, El Salvador, le Mexique, le Panama et l'Uruguay s'étaient développés plus rapidement qu'en 1965 et la République Dominicaine avait opéré un rétablissement partiel après la grave récession de l'année précédente.

33. Les différences observées dans l'expansion des économies individuelles étaient encore plus frappantes lorsque l'on comparait le revenu réel de 1966 par rapport à celui de l'année précédente, compte tenu des tendances divergentes des prix d'exportation en ce qui concerne les produits de base. Les effets des termes de l'échange avaient été particulièrement favorables pour le Chili et le Pérou dont le revenu réel avait augmenté de plus de 8 p. 100 en 1966. Le Mexique et l'Uruguay avaient aussi enregistré des gains, bien que sur une échelle beaucoup plus réduite, et aucun changement notable ne s'était produit en Colombie, en Equateur ou au Venezuela. Dans tous les autres pays, le revenu réel n'avait pas réussi à rattraper le produit intérieur.

34. La lenteur de l'expansion latino-américaine en 1966 contrastait vivement avec l'expansion générale de l'économie mondiale, et, en particulier, du commerce mondial, l'Amérique latine restant une fois de plus en marge à ce point de vue. Pendant la période allant de janvier à septembre 1966, la part des importations d'Amérique latine avait diminué sur la plupart de ses marchés traditionnels. C'est sur le marché des Etats-Unis que la diminution avait été la plus marquée, confirmant une tendance amorcée en 1961 où environ 22 p. 100 des importations étaient venues d'Amérique latine contre moins de 16 p. 100 au cours des neuf premiers mois de 1966.

35. Toutefois, en valeur absolue, il y avait eu des augmentations importantes. En 1966, les exportations de biens et le tourisme s'étaient accrus modérément, d'environ 4 p. 100, en volume, mais leur accroissement en valeur avait été plus marqué et s'était élevé à 12 millions de dollars des Etats-Unis au total. La valeur courante des importations de biens et de services s'était élevée à près de 10 800 millions de dollars, soit 9 p. 100 de plus qu'en 1965. Dans un contexte plus large, cette évolution récente confirmait les tendances suivies jusque-là par le commerce latino-américain au cours de la présente décennie; l'accroissement des exportations avait été extrêmement instable, l'augmentation en volume physique allant d'un maximum de 9,2 p. 100 en 1962 à un minimum de 2,2 p. 100 en 1964. La courbe des importations avait également été irrégulière et leur accroissement n'avait pas été aussi marqué que celui des exportations. En 1964, les importations étaient simplement remontées au niveau de 1957 — soit environ 9 300 000 dollars — et depuis 1962 leur valeur était restée constamment inférieure à celle des exportations.

36. Telles étant les tendances générales pour la région, il y a eu cependant d'importantes variations d'un pays à l'autre. En excluant le Venezuela, qui avait une influence prépondérante sur les chiffres relatifs à l'ensemble de la région, et dont les exportations étaient en régression depuis 1961, on voyait sous un jour plus favorable les chiffres portant sur le reste de la région qui, cependant, mettaient ainsi en lumière des conditions particulières à chaque pays; c'est ainsi qu'entre 1960 et 1966, dans sept pays — Bolivie, Chili, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et Pérou —, les exportations par habitant avaient augmenté de 50 p. 100 ou davantage (exprimés en dollars au prix courant); en République Dominicaine et en Haïti, elles avaient nettement diminué et au Brésil et en Colombie leur niveau était resté à peu près stationnaire; en Argentine, au Costa Rica, en Equateur, en El Salvador, au Mexique, au Paraguay et en Uruguay, elles avaient augmenté de façon variable, mais cette augmentation est restée inférieure à 50 p. 100.

37. La différence entre les tendances de l'exportation et de l'importation était due à plusieurs facteurs, notamment à l'augmentation rapide de la rémunération des facteurs de production extérieurs découlant de l'accroissement des rentrées de capitaux étrangers; les bénéfices des entreprises étrangères étaient passés de 900 millions de dollars en 1960 à près de 1 600 millions de dollars en 1966, avec une augmentation correspondante des intérêts. Au cours de la même période, la dette publique extérieure de la région était passée de 6 100 millions de dollars à plus de 12 000 millions de dollars, ce qui laissait prévoir que le service de la dette serait encore plus lourd dans un proche avenir. Ce problème était si grave que plusieurs pays avaient cherché à renégocier leur dette afin d'atténuer l'effet immédiat de celle-ci sur la balance des paiements.

38. Stimulé par le mouvement d'intégration économique régionale, le commerce entre les pays d'Amérique latine avait compensé dans une certaine mesure au cours des dernières années la limitation des échanges de la région avec d'autres zones. Ce dyna-

misme avait été particulièrement marqué entre 1961 et 1964: avant cette période, les échanges de moins de 700 millions de dollars étaient passés à près de 1 000 millions de dollars en valeur d'importation c.a.f., déclinant ensuite légèrement les deux années suivantes. Entre 1961 et 1965, le commerce inter-régional total avait augmenté à un taux cumulé moyen de 14,3 p. 100 par an, soit 12,7 p. 100 pour les membres de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALC) et 30 p. 100 pour les pays du Marché commun centraméricain; par ailleurs, en 1966, l'expansion avait été plus modérée — 2,4 p. 100 seulement exprimés en valeur c.a.f. Les pays de l'ALALC n'avaient à cet égard fait pratiquement aucun progrès en raison de la réduction des importations en Argentine et au Brésil, à peine compensée par l'accroissement des achats, effectués par les autres pays, en particulier le Mexique et le Pérou; le commerce centraméricain pour sa part avait augmenté de moins de 15 p. 100.

39. Dans l'intervalle, les pays avaient poursuivi leurs efforts en vue d'établir des structures institutionnelles propres à renforcer et à améliorer le processus économique régional. Géographiquement, l'ALALC avait été élargie et comprenait maintenant le Venezuela; la Bolivie avait annoncé son intention d'y participer également. En avril 1967, les présidents des Etats d'Amérique et le Premier Ministre de Trinité et Tobago avaient adopté une Déclaration dans laquelle ils s'engageaient à créer un marché commun dans des délais précis, à jeter les fondations physiques nécessaires à l'intégration économique de l'Amérique latine au moyen de projets multinationaux, à joindre leurs efforts pour augmenter les gains provenant du commerce extérieur, à moderniser les conditions de vie de la population rurale tout en augmentant la productivité agricole et la production alimentaire, à prendre des mesures décisives pour promouvoir l'enseignement, la science et la technique, et à éliminer les dépenses militaires superflues afin d'utiliser les économies qui en résulteront pour le développement économique et social de l'Amérique latine. L'importance de cet engagement réside dans le fait que l'intégration est maintenant devenue irréversible; en effet, si la Déclaration ne pouvait, en elle-même, être considérée comme une formule magique permettant des progrès immédiats, elle fournissait indubitablement une base politique, vu que les gouvernements et les institutions internationales se sont engagés à déployer des efforts soutenus et de grande envergure.

40. En 1966, l'un des principaux objectifs de la politique économique de nombreux pays d'Amérique latine avait continué à être la lutte contre les pressions inflationnistes intérieures. Par ailleurs, toujours en ce qui concerne la situation intérieure, l'Etude indiquait qu'il y avait eu un rétablissement des placements à revenus fixes. Les investissements privés avaient augmenté de 7,6 p. 100 contre 2,6 p. 100 en 1965 et les investissements publics de 5,8 p. 100 contre 3 p. 100 en 1965. D'une manière générale, l'industrie s'était fortement développée bien que les taux d'expansion n'aient pas été particulièrement élevés. Par contre, la production agricole avait été de près de 3 p. 100 inférieure à celle de 1965.

## ETUDE DES CONDITIONS ECONOMIQUES EN AFRIQUE

41. Le Conseil était également saisi d'un document intitulé "Etude des conditions économiques en Afrique, 1960-1964" (volumes I et II) [E/CN.14/397]; cette étude allait jusqu'en 1965 chaque fois que l'on disposait des données relatives à cette année. Elle portait sur des sujets tels que le produit national, les indicateurs démographiques pour l'Afrique, l'agriculture, l'industrie minière, l'énergie, le développement industriel (notamment la petite industrie), les transports (ferroviaires, routiers, aériens et maritimes), le commerce extérieur, la balance des paiements, la protection sociale, les finances publiques et la planification du développement. L'Etude cherchait à analyser les faits nouveaux survenus dans divers secteurs économiques et sociaux. Elle contenait des renseignements statistiques sur l'ensemble du continent ainsi que sur les régions du Nord, de l'Ouest, de l'Est, du Centre et autres (y compris l'Afrique du Sud). On y rapportait notamment qu'en 1964 le produit intérieur brut du continent (Afrique du Sud comprise) s'était élevé à 40 750 millions de dollars aux prix du marché en 1960. En 1964, le revenu par habitant avait été de 126 dollars, Afrique du Sud comprise, et de 103 dollars, Afrique du Sud exclue. Entre 1960 et 1964, le produit intérieur brut total de l'Afrique (Afrique du Sud exclue), aux prix à la production, avait augmenté de 3,7 p. 100; durant la même période, le produit intérieur brut par habitant en Afrique (Afrique du Sud exclue) avait augmenté en moyenne de 1,1 p. 100 par an et, si l'on tient compte de l'Afrique du Sud, de 1,5 p. 100. La première partie du document était constituée par un résumé complet de cette Etude. Bien que ne couvrant pas la période considérée par le Conseil, l'Etude lui avait été soumise parce qu'elle contenait les renseignements les plus récents sur la situation économique en Afrique. On espère qu'elle sera suivie d'études économiques annuelles établies régulièrement par la CEA à l'intention du Conseil sur le modèle de celles que présentent les autres commissions économiques régionales.

## ETUDE DE CERTAINS PROBLEMES QUE POSE LE DEVELOPPEMENT DANS DIVERS PAYS DU MOYEN-ORIENT

42. Le Conseil a également été saisi d'une publication intitulée Etude de certains problèmes que pose le développement dans divers pays du Moyen-Orient (E/43612/). Ce document qui contenait des renseignements de base et des données statistiques sur le développement et l'évolution au cours des dernières années était essentiellement composé de quatre études portant sur les pays suivants: Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Arabie Saoudite et Syrie. Dans la première étude, on cherchait à retracer le cadre et la stratégie du développement des pays où existe un plan de développement en analysant les traits saillants de ces plans. Les plans traduisaient tous le désir de diversifier l'activité économique, d'attribuer un rôle plus grand au secteur public en vue de moderniser l'agriculture et de développer l'industrie, d'accroître l'épargne et de ralentir la consommation. Cependant, on notait l'absence d'une perspective régionale et d'un

effort global et systématique pour surmonter les problèmes du chômage et du sous-emploi et pour accroître la qualité et la mobilité de la main-d'œuvre et on suggérerait de faire des efforts pour harmoniser les plans de développement.

43. Dans la seconde étude, on analysait les relations commerciales que l'on décrivait et dont on étudiait les principaux éléments déterminants, réels et potentiels, à savoir l'industrialisation et la coopération économique. On signalait que le niveau des échanges commerciaux intrarégionaux restait très bas et que l'expansion des échanges et les avantages qui pouvaient en résulter, du point de vue du progrès économique et social, dépendaient au moins autant de la coordination et de l'harmonisation des plans de développement nationaux que des efforts de libéralisation des échanges nationaux.

44. Dans la troisième étude, on examinait la situation créée par la croissance rapide de la population et son exode vers les grandes villes, et l'on analysait les mesures adoptées par les gouvernements pour remédier à cette situation. On attirait l'attention sur le fait que l'incidence de la croissance démographique n'avait pas encore été entièrement évaluée, et on examinait l'utilité réelle et potentielle d'améliorer la répartition du peuplement lors de la planification régionale et de la planification des métropoles et de développer des centres urbains secondaires.

45. La quatrième étude tentait de passer en revue ce que les gouvernements des pays ayant un plan de développement avaient fait et ce qu'ils avaient l'intention de faire dans le cadre de leur plan pour en réaliser les objectifs sociaux, plus spécialement dans des secteurs aussi importants que ceux de l'enseignement, de la santé, de l'habitation et de la protection sociale. On signalait que depuis 1960 des progrès importants avaient été réalisés dans ces domaines, notamment en ce qui concerne l'enseignement et la santé publique, mais que dans l'ensemble les dispositions que prévoyaient les plans de développement en ce qui concerne les questions sociales manquaient de profondeur et d'ampleur et n'étaient pas bien reliées aux autres éléments des plans. On estimait que le grave problème de l'habitation retenait de plus en plus l'attention et que les programmes de protection sociale commençaient à être considérés comme un moyen de mobiliser les compétences inutilisées ou sous-employées de la population et, notamment, celles des jeunes et des femmes.

## Section II. — Débats au Conseil

46. Le Conseil était saisi à sa quarante-troisième session des études et rapports mentionnés ci-dessus lorsqu'il entama une discussion générale portant sur un certain nombre de questions inscrites à son ordre du jour, notamment l'aide alimentaire multilatérale, le développement et l'utilisation des ressources humaines et l'application des plans nationaux de développement économique et social. On trouvera dans les chapitres pertinents du présent rapport un résumé des opinions exprimées au sein du Conseil et des décisions qui y ont été prises.

47. Au cours de la discussion générale<sup>8/</sup>, plusieurs représentants, se référant aux hostilités entre Israël et la République arabe unie, la Jordanie et la Syrie, ont exprimé l'opinion qu'Israël était responsable du préjudice économique grave causé à ces pays et aux autres Etats épris de paix par son agression, agression qui avait eu aussi des conséquences désastreuses pour la situation économique du monde entier et pour le développement économique des Etats arabes. Le Conseil a été saisi d'un projet de résolution (E/L.1172/Rev.12) tendant à demander qu'Israël rembourse entièrement les pertes causées et restitue les biens et valeurs matérielles dont il s'est emparé; à prier le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour que la question de l'octroi à la RAU, à la Syrie et à la Jordanie d'une aide économique, au titre des ressources dont disposent l'ONU et les institutions spécialisées, soit examinée favorablement et au plus tôt; à inviter le Secrétaire général à déterminer, en contact avec les Etats arabes, le préjudice causé par Israël à ces Etats et à d'autres Etats pacifiques et à présenter à l'Assemblée générale, à sa vingt-deuxième session, un rapport sur cette question; et enfin à inviter le Président du Conseil économique et social à informer le Président du Conseil de sécurité de la décision du Conseil économique et social, conformément à l'Article 65 de la Charte des Nations Unies. Un amendement (E/L.1174/9) a été proposé tendant à élargir la portée de ce texte en y mentionnant également les biens et les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies. Certains membres du Conseil ont affirmé qu'aux termes des Articles 55 et 56 de la Charte, le Conseil avait entièrement compétence pour examiner les conséquences économiques de l'agression israélienne et prendre les mesures appropriées, une de ses principales fonctions étant de favoriser le développement économique, qu'Israël avait selon eux retardé.

48. De l'avis d'autres représentants, le Conseil n'était pas l'organe qui convenait pour examiner des questions de caractère politique telles que celles qui étaient en discussion. Le Conseil avait déjà décidé<sup>10/</sup> de surseoir à l'examen de la question tendant à inscrire à son ordre du jour un point supplémentaire relatif à cette question, laquelle relevait d'ailleurs de la compétence de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité qui en étaient saisis. On a fait valoir que le projet de résolution (E/L.1172/Rev.1) était fondé sur le postulat erroné qu'une décision politique avait été prise et que l'un des Etats en cause avait été reconnu coupable; or, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient tous deux refusé de reconnaître cette culpabilité. Une motion tendant à ce que le Conseil ne se prononce pas sur cette proposition a été retirée, l'auteur du projet de résolution ayant déclaré qu'il n'insisterait pas pour que celui-ci soit mis aux voix<sup>11/</sup>. Au cours du débat, un certain nombre d'observateurs participant aux travaux de la

<sup>8/</sup> E/SR.1481 à 1489.

<sup>9/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 2 de l'ordre du jour.

<sup>10/</sup> Voir chap. XVIII, sect. XI.

<sup>11/</sup> E/SR.1502.



session ont également fait des déclarations<sup>12/</sup> sur cette question.

49. Durant l'examen des questions de politique économique et sociale internationale, mention a également été faite de la guerre du Viet-Nam et plusieurs représentants ont exprimé l'opinion que les Etats-Unis d'Amérique commettaient contre le peuple du Viet-Nam une agression qui avait des répercussions désastreuses sur la situation économique mondiale et sur le développement de la coopération économique internationale. On a proposé que le Conseil condamne énergiquement la politique d'agression militaire. Répondant à ces interventions, un représentant a déclaré que les hostilités étaient imputables à l'agression commise par le Viet-Nam du Nord et que, si les autorités d'Hanoi renonçaient à chercher à renverser par la force le Gouvernement de la République du Viet-Nam, la paix serait rapidement rétablie conformément aux vœux exprimés à maintes reprises par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique; d'autre part, il n'appartenait pas au Conseil économique et social d'examiner cette question.

50. Selon une autre opinion exprimée au cours de la discussion générale, si l'on voulait réaliser de nouveaux progrès économiques, il fallait que tous les pays puissent prendre part aux activités de coopération économique et technique internationales et notamment que la République démocratique allemande ne soit plus empêchée de participer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies<sup>13/</sup>.

### Section III. — Décisions prises par le Conseil

51. A l'issue du débat, le Conseil a adopté une résolution [1266 (XLI)] dans laquelle il rappelait les résolutions 2206 (XXI) et 2209 (XXI), prenait acte de la déclaration faite par le Secrétaire général à l'ouverture du débat<sup>14/</sup>, selon laquelle "nos efforts doivent tendre à créer, pour les pays en voie de développement, un climat d'aide et d'échanges plus favorable ... en préparation de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui se réunira à New Delhi en février de l'an prochain", ainsi que de son ferme espoir que "les négociations Kennedy seront suivies de "négociations de New Delhi", destinées à compléter le travail non terminé" et prenait acte également à ce propos de la déclaration faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales à la 1504<sup>ème</sup> séance.

52. Dans cette résolution, le Conseil notait également avec satisfaction que l'examen général de la politique économique et sociale internationale qui avait eu lieu de la 1481<sup>ème</sup> à la 1489<sup>ème</sup> séance du Conseil avait révélé le grand intérêt que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies portaient à la deuxième Conférence et leur détermination de ne ménager aucun effort pour atteindre ses objectifs et

il reconnaissait l'importance de cette deuxième Conférence en ce qu'elle fournirait l'occasion non seulement d'examiner de nouvelles mesures en vue d'appliquer les recommandations adoptées à la première Conférence mais aussi d'adopter de nouvelles mesures en faveur de l'expansion du commerce et de l'accélération du progrès économique des pays en voie de développement.

53. Le Conseil a exprimé l'espoir que de nouveaux progrès sensibles seront accomplis avant la deuxième Conférence dans la mise en œuvre des recommandations adoptées à la première session, conformément à la résolution 2209 (XXI) de l'Assemblée générale, et que les travaux préparatoires ayant trait aux mesures supplémentaires à prendre dans le domaine du commerce et du développement des pays en voie de développement seront achevés en temps utile avant la deuxième session, de manière à faciliter les décisions sur l'adoption de ces mesures à ladite session. Il a invité en outre les Etats membres de la Conférence et les organismes des Nations Unies intéressés à faire des efforts supplémentaires pour donner suite aux résolutions 2206 (XXI) et 2209 (XXI) de l'Assemblée générale et à apporter toute leur coopération pour assurer le succès de la deuxième Conférence, et il a prié le Secrétaire général de la CNUCED de poursuivre ses préparatifs pour que la deuxième session aboutisse à des résultats pratiques et concrets dans l'intérêt du commerce mondial et, en particulier, des pays en voie de développement.

54. Certains membres du Conseil n'ont pas pu souscrire à l'alinéa du préambule de cette résolution dans lequel était cité le passage de la déclaration du Secrétaire général relatif à des "négociations de New Delhi". Ils craignaient en effet qu'on ne puisse inférer de ce passage un trop grand rapprochement entre l'issue des négociations tarifaires qui avaient eu lieu récemment sous les auspices du GATT et les perspectives à attendre de la prochaine Conférence. Ils auraient préféré également que le Conseil remît sa décision sur cette question: elle aurait pu selon eux être examinée à la reprise de la quarante-troisième session, lorsque le Conseil étudierait le rapport du Conseil du commerce et du développement. D'autres membres du Conseil n'ont pas été de cet avis et ont déclaré qu'une interprétation arbitraire du texte avait donné lieu à des appréhensions injustifiées, alors qu'en fait la proposition en question visait simplement à défendre les intérêts des pays développés aussi bien que ceux des pays en voie de développement.

55. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a fait savoir au Conseil que la déclaration du Secrétaire général signifiait en fait que les "négociations Kennedy" ayant été généralement saluées comme un grand progrès dans le développement des relations commerciales entre les pays industrialisés, le Secrétaire général espérait ardemment que la Conférence de New Delhi serait de même considérée comme un grand progrès dans le développement des relations économiques entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

<sup>12/</sup> E/SR.1489.

<sup>13/</sup> Voir également chap. VIII, par. 248.

<sup>14/</sup> E/SR.1480.

## PLANIFICATION ET PROJECTIONS ECONOMIQUES

56. Le rapport du Comité de la planification du développement sur sa deuxième session (E/4362<sup>1/</sup>), qui s'est tenue à Santiago (Chili) du 10 au 20 avril 1967, a été présenté au Conseil à sa quarante-troisième session. Dans son rapport, le Comité a traité de divers aspects de l'exécution des plans, de l'élaboration de directives et de propositions relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et du programme des travaux futurs.

57. Le Comité a constaté que si nombre de pays en voie de développement avaient formulé des plans, peu d'entre eux avaient réussi à les appliquer. La planification du développement, avait souligné le Comité, était un instrument d'élaboration et d'application des politiques de développement. Il s'ensuivait que, lorsque la planification échouait, c'était faute d'avoir su concevoir et mettre en œuvre des politiques efficaces. La planification en tant que technique sociale ne pouvait se substituer à une politique de développement. C'était là une vérité première qu'on oubliait trop souvent. Parler d'exécuter les plans de développement était vide de sens si l'on se dérobait aux politiques dont dépendait l'évolution sociale (réforme agraire et redistribution du revenu, par exemple) ou aux mesures (contraintes fiscales et financières notamment) qui étaient nécessaires pour assurer la discipline sociale. En d'autres termes, pour pouvoir appliquer de façon efficace les plans de développement il fallait absolument, sur le plan politique, être résolu à développer les activités clefs de l'économie et être à même d'exercer sur elles un contrôle réel.

58. Le Comité a insisté sur la nécessité de confier la planification nationale aux principales autorités exécutives. L'élaboration rationnelle des objectifs et d'une politique de même que l'exécution des plans dépendaient sans aucun doute de la participation active des planificateurs au processus de planification. A chaque étape de l'élaboration et de l'exécution des plans, il fallait prendre des décisions touchant la politique à suivre et les mesures à prendre et cela ne pouvait être fait que par ceux qui, au sein du gouvernement, en avaient les attributions.

59. Le Comité a fait observer qu'un plan de développement considéré comme instrument d'action n'était pas simplement un diagnostic ou l'expression d'un vœu. On ne pouvait exécuter un plan si l'on ne définissait pas clairement les politiques, les mesures et les projets à exécuter. De même, il n'était pas possible d'exécuter un plan si les ressources matérielles et financières nécessaires à la réalisation des programmes qu'il comportait excédaient les ressources disponibles. C'est pourquoi l'un des éléments

essentiels d'une politique de développement devait être la mobilisation des ressources nécessaires. Le Comité a souligné tout particulièrement que, pour que l'exécution des plans de développement soit menée à bien, il importait, d'une part, d'établir des plans annuels et, d'autre part, de rendre dûment compte de l'état d'avancement des travaux et d'en surveiller la marche.

60. Le Comité a assez longuement examiné les résultats de la planification et de l'exécution des plans en Amérique latine. Passant en revue les divers facteurs qui avaient influé sur les efforts de planification entrepris par les pays d'Amérique latine, le Comité a noté que, face à des besoins aussi grands et divers, on pouvait difficilement s'attendre à obtenir des résultats spectaculaires en peu de temps. Malgré toutes sortes de difficultés, une expérience précieuse avait été néanmoins accumulée; on avait jeté les bases techniques de la planification et l'on continuait de former toujours plus de personnel. Les pays avaient créé des services centraux de planification qui s'étaient transformés en foyers d'innovation et qui avaient élaboré les premiers plans généraux; des critères plus rationnels s'étaient imposés dans l'affectation des ressources, spécialement dans le secteur public; et, surtout, le principe même de la planification était maintenant admis dans bon nombre de pays.

61. Après avoir passé en revue les divers problèmes qui se posent en Amérique latine, le Comité a fait diverses recommandations relatives au cadre général dans lequel se déroule la planification, à l'administration publique, au contenu des plans, aux méthodes de planification, à la nécessité de compléter le système de planification, et aux apports techniques et financiers extérieurs.

62. Comme l'avaient demandé l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, le Comité a également examiné la question de l'élaboration de directives et de propositions concernant la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement. On trouvera plus loin, au chapitre III, les suggestions du Comité.

63. Pour ce qui est des activités futures, le Comité a approuvé le programme de travail du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement du Secrétariat de l'ONU et a remercié les autres organismes des Nations Unies des renseignements qu'ils avaient fournis sur leurs activités relatives à la planification et aux projections. Il a fait observer que les études sur la planification du développement et les projections qui étaient inscrites dans le programme de travail du Centre seraient utiles aux planificateurs des divers pays, notamment les études sur les plans annuels et leur exécution. En ce qui concernait les projections, le

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 7.

Comité a estimé que, dans l'immédiat, le travail du Centre devait avoir pour objectif principal d'aider à élaborer des directives et des recommandations relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Mais il a noté en même temps que les projections mondiales servaient aussi à des fins plus vastes.

64. Le Comité a pris note avec appréciation de l'invitation qui lui avait été adressée par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'il tienne sa troisième session au siège de ladite Commission. Le Comité a exprimé l'espoir qu'il lui serait possible d'accepter cette invitation et d'organiser la session au début de l'année 1968<sup>2/</sup>. Les principaux points à l'ordre du jour de cette session seraient: a) les problèmes que soulève l'exécution des plans (particulièrement en Afrique); b) l'élaboration de directives et de propositions relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

65. Le Conseil était également saisi, à sa quarante-troisième session, d'une étude intitulée L'application des plans de développement: problèmes et expérience (E/4363 et Add.1 et 2). Cette étude qui traitait de quelques aspects de l'application des plans dans les pays en voie de développement et dans les pays à économie planifiée a été incorporée à l'Etude sur l'économie mondiale, 1966, dont elle a constitué la première partie.

66. Il ressortait de l'étude que l'exécution d'un plan de développement dépendait d'abord et avant tout d'une volonté politique d'efficacité. L'exécution d'un plan commençait au stade de son élaboration au cours duquel étaient prises d'importantes décisions de politique. Elle se poursuivait aux stades ultérieurs, caractérisés par des décisions de plus en plus spécifiques sur des mesures et des actions plus détaillées. En outre, les chefs de gouvernement devaient participer au processus d'élaboration du plan dès le début. Comme les plans exigeaient normalement l'adoption de certaines mesures législatives permettant à l'exécutif de mettre en œuvre sa politique, il était nécessaire de concilier les plans avec l'attitude politique du corps législatif. De même, comme une grande partie de l'activité économique des pays en voie de développement se situait dans le secteur privé, il fallait absolument qu'il y ait des consultations étroites entre le gouvernement et les producteurs privés dans les branches de la production ayant une importance stratégique pour la croissance économique. Il fallait se rappeler aussi que l'ensemble de l'administration gouvernementale devait intervenir dans le processus d'élaboration des plans si l'on voulait que l'exécution des plans soit efficace. On relevait dans l'étude que, lors des premiers essais de planification du développement, c'était la préparation des programmes et des projets sectoriels par les ministères et les organismes techniques qui avait généralement été le point faible du processus de planification. Le nombre des projets bien préparés avait été insuffisant. En outre, les faiblesses de l'analyse et des données relatives aux problèmes et

possibilités de certains secteurs particuliers avaient réduit la qualité et l'efficacité des programmes proposés tant en matière d'investissement qu'à d'autres fins.

67. On examinait ensuite, dans l'étude, un certain nombre d'expériences et de problèmes des pays en voie de développement dans le domaine de l'utilisation du budget comme principal instrument d'exécution des plans. Le problème qui se posait constamment dans l'exécution des plans à moyen terme, était-il noté dans l'étude, était de gérer la politique budgétaire et les autres politiques à court terme de façon à minimiser les effets défavorables des fluctuations de conjoncture sur la mise en œuvre des plans. Si l'on voulait faire preuve de souplesse dans la conduite des politiques dans le cadre d'un plan à moyen terme, l'établissement d'un plan annuel ou d'un budget de l'économie nationale portant sur une année était une mesure qui méritait d'être étudiée beaucoup plus attentivement qu'elle ne l'avait été jusqu'alors dans les pays en voie de développement. En outre, pour déterminer si un équilibre global satisfaisant pouvait être maintenu, il fallait estimer non seulement l'équilibre global de l'offre et de la demande par grands secteurs mais encore l'équilibre probable, sur les marchés, des produits essentiels et des ressources productives. Afin de mettre plus d'ordre et de cohérence dans leurs programmes de dépenses publiques, les pays en voie de développement devaient mettre au point des arrangements permettant de veiller à ce que les projets et les plans inclus dans le budget annuel soient conformes au programme de dépenses publiques exposé dans le plan à moyen terme. Il fallait pour cela coordonner les activités de l'organisme de planification et des ministères en vue de l'établissement du budget annuel tout en prenant des mesures visant à ce que les projets ou les tâches envisagés soient exécutés comme prévu. Il fallait parallèlement encourager le contrôle et la rationalisation des dépenses courantes pour faire en sorte que les ressources soient réparties conformément aux priorités établies pour l'ensemble des dépenses publiques. En outre, il ne fallait pas oublier que l'accroissement des recettes courantes de l'Etat était un élément crucial de la politique de développement. L'efficacité avec laquelle les plans étaient mis en œuvre dépendait dans une très large mesure de la volonté des pouvoirs publics de procéder progressivement à la réforme des régimes fiscaux.

68. L'étude a montré clairement que plus le secteur privé reconnaissait que ses intérêts coïncidaient avec la réalisation des buts généraux et des objectifs précis du plan plus les chances de succès étaient grandes. Il était généralement plus facile de convaincre le secteur privé que ses intérêts correspondent à ceux de l'économie tout entière si le gouvernement pouvait s'arranger pour faire participer le secteur privé à l'élaboration du plan. Les possibilités de l'administration étant limitées dans les pays en voie de développement, il importait plus particulièrement de donner la priorité à la mise en place et au fonctionnement des mécanismes par lesquels l'Etat pouvait s'assurer la coopération des secteurs clefs de l'économie privée. Dans la plupart des pays en voie de développement, les éléments stratégiques de l'économie pour lesquels des dispositions par-

<sup>2/</sup> A sa 1507<sup>ème</sup> séance, le Conseil avait décidé que la troisième session du Comité devait se tenir à Addis-Abéba du 29 avril au 10 mai 1967.

ticuliers s'imposaient étaient les secteurs produisant des biens particuliers essentiels pour les investissements ou la consommation, les secteurs produisant les principales marchandises destinées à l'exportation et les secteurs de l'énergie et des transports (lorsque ces derniers sont aux mains de particuliers). Lorsque ces secteurs n'atteignaient pas les objectifs fixés, des goulots d'étranglement risquaient de se produire et la réalisation du plan tout entier pouvait être compromise. On a fait observer dans l'étude que les moyens dont disposaient la plupart des pays en voie de développement pour influencer le secteur privé étaient assez limités. L'imposition de restrictions sur les facteurs rares donnait généralement de meilleurs résultats, mais l'expérience prouvait que ces restrictions agissaient mieux comme facteurs de dissuasion que de persuasion. Les divers éléments d'une telle politique devaient constituer un tout cohérent qui ne compromette pas trop les autres objectifs du plan tels que l'accroissement des recettes publiques, les économies de devises étrangères ou la compression des coûts intérieurs. En même temps, il importait de maintenir un climat approprié qui soit susceptible d'engendrer la confiance dans les milieux d'affaires.

69. Evaluant les résultats obtenus par un groupe de pays en voie de développement dans la mise en œuvre de leurs plans de développement pour la période 1960 à 1965, les auteurs de l'étude ont noté d'importantes améliorations dans un certain nombre de domaines. Mis à part deux d'entre eux, tous les pays étudiés avaient enregistré des taux de croissance du produit national brut plus élevés qu'entre 1956 et 1960; en fait, six de ces pays avaient dépassé les objectifs de croissance prévus par leurs plans. Les progrès réalisés dans l'agriculture avaient joué un grand rôle dans l'accélération de la croissance mais, dans certains pays, ces progrès avaient été inférieurs aux prévisions. Par rapport aux objectifs prévus, les réalisations de l'industrie avaient été assez inégales mais les taux de croissance avaient été dans l'ensemble plus élevés que dans l'agriculture. Dans quelques pays, la production industrielle avait été entravée par l'insuffisance de l'offre de matières premières agricoles locales et par la pénurie de matières premières importées, pénurie imputable au manque de devises. Dans l'ensemble, le déficit de la balance des paiements n'avait pas été aussi considérable que les gouvernements l'avaient pensé. Cette tendance était partiellement imputable à l'évolution favorable enregistrée dans le secteur des exportations et, dans certains cas, au fait que la situation de la balance du secteur des services avait été plus favorable. Dans la plupart des pays, la part des investissements dans le produit national brut s'était accrue au cours des dernières années et plus de la moitié des pays étudiés avaient réussi à accroître le volume de l'épargne nationale.

70. On examinait ensuite dans l'étude certains aspects de l'exécution des plans dans les pays à économie planifiée. Ils ont fait observer que, jusqu'à ces derniers temps, tous les transferts de données d'expérience étaient pratiquement impossibles dans le domaine de l'exécution des plans, laquelle, dans les pays à économie planifiée, était dans une large mesure réalisée par voie d'autorité. Toutefois, les modifications apportées à l'heure actuelle aux méthodes

d'exécution des plans tendaient à élargir la zone d'intérêt commun en dépit des différences que présentaient les régimes économiques et sociaux des divers pays.

71. Pour ce qui est des économies planifiées, le manque d'accès, dans l'immédiat, aux moyens nécessaires à l'exécution d'un plan global n'avait jamais été considéré comme une raison suffisante pour se rabattre une fois pour toutes sur des plans à portée plus restreinte. On s'était au contraire efforcé de réaliser les conditions nécessaires à la mise en œuvre de politiques embrassant tous les secteurs de l'économie. Comme on était parvenu à un stade plus avancé d'industrialisation, on estimait qu'il fallait adapter les méthodes de planification et d'exécution aux conditions nouvelles. Des réformes avaient donc été entreprises qui consistaient en un abandon progressif des directives administratives comme instrument principal d'exécution des plans. En conséquence, le rôle de la rentabilité des différentes entreprises comme déterminant de leur activité prenait une importance de plus en plus considérable. Dans le cadre de la même évolution, on avait accru le rôle des mécanismes du marché. L'importance accrue accordée à ces mécanismes ne signifiait pas que l'on sous-estimait le rôle de la planification centrale et de l'intervention de l'Etat dans les processus économiques; elle impliquait cependant des changements considérables dans le contenu des plans nationaux et, surtout, dans les méthodes d'exécution. L'exécution des plans était de plus en plus liée aux politiques fiscales et financières et à la politique des prix.

72. Dans l'étude, on décrivait le rôle important que jouent les plans annuels dans les économies planifiées. La préparation de ces plans était étroitement liée à l'élaboration des plans financiers et des balances correspondantes, y compris le budget d'Etat, dont la principale fonction était de faciliter la mise en œuvre de l'élément annuel du plan de développement. Dans le cadre des récentes réformes économiques, la planification financière jouerait un rôle beaucoup plus important.

73. On prévoyait que la part plus grande réservée aux critères de rentabilité pour orienter dans le sens voulu les activités des entreprises faciliterait l'élaboration et l'exécution des projets d'investissement des pays à économie planifiée. L'élimination progressive de la répartition centrale des biens et services d'investissement parallèlement à l'institution d'un système des prix mieux adapté permettrait vraisemblablement aux entreprises de fonder leurs décisions d'investissement sur une évaluation plus réaliste des possibilités concrètes.

74. Le Secrétaire général, dans l'exposé qu'il a fait devant le Conseil<sup>3/</sup> en ouvrant le débat sur la planification et les projections économiques, a attiré l'attention des membres sur l'importance que le Comité de la planification du développement attachait aux politiques de nature à favoriser la croissance économique. Le Secrétaire général a souligné que, de l'avis du Comité, on avait tendance à supposer que l'établissement des plans pouvait l'emporter en im-

<sup>3/</sup> E/SR.1480.



portance sur l'élaboration de politiques rationnelles de développement économique et social ou même se substituer à elle. Le Comité estimait que rien ne pouvait être plus faux et il fallait s'empresse d'écarter l'idée que l'on pouvait se dérober aux décisions de principe qui sont difficiles à prendre en recourant à la planification du développement. Le Secrétaire général a également souligné l'importance de la réussite dans l'exécution des plans nationaux. Trop souvent dans le passé, a-t-il fait remarquer, ces plans étaient restés des déclarations d'intention au lieu de devenir des programmes d'action.

75. Au cours du débat qui a suivi<sup>4/</sup>, on a noté que l'importance de la planification était maintenant reconnue dans le monde entier. En fait, tous les pays admettaient la nécessité de réaliser dans une certaine mesure la planification de leur économie. Dans la plupart des cas, on commençait à être conscient de cette nécessité même dans le secteur privé. Mais si la planification était acceptée en général, cela ne signifiait pas que la forme ou les caractéristiques de la planification étaient les mêmes partout. Le caractère de la planification dans un pays donné était forcément déterminé par des facteurs très divers (par exemple, le stade de développement, l'esprit d'initiative du secteur privé, l'existence de personnel administratif et l'abondance des renseignements statistiques). On a déclaré que les résultats obtenus par les pays à économie planifiée contribuaient à accroître l'intérêt généralement porté à la planification et qu'en fait un consensus commençait à se dégager sur certaines des questions en jeu.

76. On a souligné que les récentes activités de l'Organisation des Nations Unies témoignaient elles aussi du fait que l'importance de la planification était généralement reconnue. La création du Comité de la planification du développement était un événement à relever. De création relativement récente, cet organe s'était néanmoins fait d'ores et déjà une place importante au sein des organismes des Nations Unies. On a suggéré, en outre, que les activités de l'ONU en matière de planification devaient être renforcées et qu'elles devaient porter sur plusieurs aspects saillants de la question.

77. On s'est généralement accordé à penser que l'adoption d'un plan n'était pas en soi une garantie de développement économique. Les gouvernements devaient avant tout avoir sur le plan politique la volonté d'aller de l'avant en exécutant des programmes d'action. Ils devaient également disposer des moyens techniques nécessaires pour instituer des mesures très diverses. Au demeurant, la planification devait être une entreprise nationale, bénéficiant de l'appui chaleureux des autorités gouvernementales à tous les niveaux. Il fallait également amener le grand public à apporter son appui à la planification du développement.

78. On a constaté que les pays en voie de développement qui avaient en fait exécuté leurs plans nationaux étaient assez peu nombreux. Il fallait combattre la tendance à confondre l'élaboration d'un plan avec son exécution si l'on voulait obtenir de meilleurs résultats dans le domaine économique. En fait, le succès de

toute action que la communauté internationale pourrait éventuellement entreprendre dans le cadre de la deuxième Décennie du développement dépendrait des succès remportés dans l'exécution des plans nationaux.

79. Pour qu'elle donne de bons résultats, a-t-on déclaré, il fallait que la planification ait un caractère non pas théorique mais pratique. Les plans ne devaient pas être de simples déclarations générales de principe si l'on voulait en faire de réels programmes d'action. Ils devaient définir clairement les buts et les objectifs à atteindre de façon à faciliter l'exécution des programmes et des projets qui en seraient les éléments constitutifs. Les divers buts devaient concorder les uns avec les autres, car autrement des déséquilibres se produiraient peut-être qui exigeraient une révision, certes difficile, de la politique poursuivie. On a également fait observer que les plans ne devaient pas être trop détaillés ni manquer de souplesse.

80. Il est hors de doute que l'on ne saurait considérer la planification comme un succédané d'une politique du développement. Mais elle constituait néanmoins un des fondements importants de la politique laquelle, à son tour, inspirait les programmes définitifs. Il fallait que les gouvernements étudient méthodiquement les moyens à leur disposition et emploient les instruments voulus de façon à s'assurer que les objectifs seraient atteints. Il fallait également qu'ils mettent au point les mécanismes nécessaires pour déceler sans tarder tout décalage dans les réalisations et pour prendre les mesures correctives nécessaires.

81. On a également souligné que la mobilisation des ressources nationales aux fins du développement faisait partie intégrante de la planification. C'est pourquoi il fallait élaborer des mesures fiscales et financières appropriées. Il fallait aussi prendre en même temps des mesures qui permettent d'introduire des réformes institutionnelles, d'encourager les transformations sociales, de mettre en place des mécanismes administratifs efficaces et de transformer l'ensemble de la structure sociale.

82. Plusieurs représentants ont noté que, dans le passé, le développement économique avait souvent été assimilé à l'industrialisation et que, de ce fait, l'agriculture avait été négligée. Il fallait rétablir l'équilibre en accordant au secteur agricole l'attention qu'il méritait. De même, il fallait tenir compte des besoins du secteur privé qui jouait un rôle important dans les pays en voie de développement. Plusieurs représentants ont néanmoins dit que, de son côté, le secteur privé devait lui aussi harmoniser ses activités avec les intérêts du pays.

83. On a fait observer que les plans ou programmes annuels constituaient d'importants instruments d'exécution des plans. Comme ils étaient étroitement liés aux aspects économiques des budgets nationaux et aux systèmes de comptabilité nationale, ils étaient particulièrement indiqués pour l'exécution des plans de développement qui portaient généralement sur plusieurs années. Il importait d'examiner plus avant les problèmes posés par l'élaboration de plans et de budgets annuels. Il importait également à cet égard de fournir une assistance technique pour la formation du personnel national nécessaire pour répondre aux exigences de la planification.

<sup>4/</sup> E/AC.6/SR.422 à 426; E/SR.1481 à 1489.

84. Plusieurs représentants ont souligné l'importance qu'il y avait à établir un climat propice à l'exécution des plans de développement. Etant donné les besoins en devises des pays en voie de développement, il fallait orienter le commerce extérieur et les politiques d'assistance de façon à satisfaire ces besoins. Il a également été question de la nécessité pour les pays de coopérer les uns avec les autres sur les plans technique et financier afin d'aider aux efforts de planification nationaux. D'un autre côté, plusieurs représentants ont fait valoir que les ressources extérieures ne pouvaient, en dépit de leur importance, être le facteur décisif du développement économique d'un pays; il ne fallait donc pas exagérer l'importance de l'aide extérieure.

85. Dans une résolution qu'il a adoptée à l'issue du débat [1259 (XLIII)], le Conseil a pris note avec satisfaction de l'étude du Secrétaire général intitulée L'application des plans de développement: problèmes et expérience, qui constituait la première partie de l'Etude sur l'économie mondiale, 1966 (E/4363 et Add.1. et 25/). Après avoir exprimé sa satisfaction au Comité de la planification du développement pour l'examen systématique et approfondi qu'il avait fait de l'expérience acquise dans la mise en œuvre des plans de développement et des problèmes qu'elle pose, notamment en ce qui concerne l'Amérique latine, et pour ses recommandations judicieuses visant à réaliser des améliorations dans la planification et

l'exécution des plans, il a approuvé le programme des travaux futurs recommandés par le Comité de la planification du développement dans le domaine de la planification et des projections économiques. Le Conseil a en outre invité les gouvernements des pays en voie de développement à envisager, compte tenu des recommandations faites par le Comité de la planification du développement et selon les conditions existant dans leurs pays, l'opportunité d'établir des politiques de développement concertées et vigoureuses de façon à améliorer rapidement la mobilisation des ressources, à renforcer le dispositif de formulation et d'exécution des plans et à apporter les changements institutionnels indispensables pour accélérer le processus de développement économique. De plus, le Conseil a prié le Secrétaire général de faire le nécessaire pour que soient intensifiés les travaux d'exécution des études orientées vers l'action qui avaient été recommandées par le Comité de la planification du développement, et notamment les études sur la planification et la mise en œuvre annuelles et sur le contrôle de l'évaluation de l'état d'avancement des plans, et aussi en vue de la publication prochaine d'un périodique contenant des articles et des renseignements à l'usage des planificateurs et des autorités qui ont pouvoir de décision dans les pays en voie de développement. Enfin, le Conseil a prié le Secrétaire général de continuer à rendre compte de l'état d'avancement des travaux entrepris dans ce domaine au Conseil ainsi qu'à son Comité du programme et de la coordination.

<sup>5/</sup> A paraître sous forme de publication de l'ONU.

# DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT \*

86. Pour examiner, à sa quarante-troisième session<sup>1/</sup>, la question de la Décennie des Nations Unies pour le développement, le Conseil s'est fondé sur le rapport d'activité intitulé "Travaux préparatoires en vue de la deuxième Décennie du développement" (E/43762/), que le Secrétaire général avait établi comme suite à la résolution 1152 (XLI) du Conseil et à la résolution 2218 (XXI) de l'Assemblée générale.

87. Le rapport d'activité indiquait que, à la suite d'un débat préliminaire, le Comité de la planification du développement avait formulé un certain nombre de propositions en vue de la prochaine décennie dans son rapport au Conseil sur sa deuxième session (E/43623/). Le Comité avait proposé que l'Organisation des Nations Unies adopte une charte pour la deuxième Décennie du développement. Il avait estimé que cette charte devrait énoncer certains objectifs à atteindre grâce à une action internationale combinée et indiquer les moyens que les pays en voie de développement et les pays développés devraient employer pour y arriver. Il avait en outre estimé qu'en adoptant ces objectifs les gouvernements pourraient souscrire certains engagements touchant les mesures qu'ils prendraient à cet égard. Enfin, le Comité avait été d'avis qu'il faudrait sans doute prévoir des arrangements internationaux appropriés pour évaluer chaque année les progrès accomplis et qu'il faudrait aussi, le cas échéant, conclure des accords en vue de mesures déterminées à prendre par les pays développés et les pays en voie de développement. Si ces propositions rencontraient l'agrément du Conseil, le Comité se proposait de préparer un programme d'action plus précis pour l'élaboration duquel il avait décidé de constituer un groupe de travail.

88. Dans son rapport d'activité, le Secrétaire général exprimait l'espoir que ce groupe pourrait se réunir prochainement pour l'aider à faire progresser les travaux préparatoires et à aborder la phase suivante, en consultation avec les organismes des Nations Unies intéressés. Dans le cadre des consultations envisagées, les secrétariats respectifs des organismes en question devraient rassembler des données de base sur les divers aspects du travail, qui pourraient répondre aux deux requêtes formulées dans la résolution 2218 (XXI) de l'Assemblée générale en vue de l'élaboration d'un schéma préliminaire de la stratégie internationale du développement pour les années 1970 et de la compilation des divers principes, directives et lignes d'action dans le domaine du

développement. Le Secrétaire général avait donc décidé que les travaux prévus comme suite à ces deux requêtes seraient entrepris dans le cadre des travaux préparatoires relatifs à la deuxième Décennie du développement.

89. Le Secrétaire général ajoutait dans le rapport susmentionné que le Comité de la planification du développement avait proposé que le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement élabore, en consultation avec les institutions spécialisées et les autres organismes intéressés, des directives et propositions provisoires au sujet des travaux à entreprendre en vue de la deuxième Décennie du développement. Il donnait ensuite des détails concernant l'échange de vues préliminaire sur cette question auquel venait de procéder, au cours d'une récente séance, le Sous-Comité de la Décennie du développement du CAC.

90. En conclusion, le Secrétaire général faisait observer que, au cours des travaux préparatoires en vue de la deuxième Décennie du développement, il s'efforcerait d'utiliser aussi largement que possible l'expérience de diverses institutions nationales et de diverses personnalités des Etats Membres. Il rappelait en outre qu'il faudrait prendre des mesures pour diffuser les renseignements relatifs aux activités entreprises à l'occasion de la prochaine Décennie, et ce non seulement pour assurer une meilleure compréhension de la nature et de la portée de ces activités mais aussi pour encourager la coopération au stade de leur exécution.

91. Avant que le Conseil entame sa discussion, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a donné lecture d'un message du Secrétaire général<sup>2/</sup> où celui-ci déclarait que l'objectif fixé par l'Assemblée générale pour la Décennie était modeste mais que les efforts accomplis jusqu'alors ne garantissaient aucunement qu'il serait atteint. Toutefois, si le terme de la Décennie en cours était trop proche pour assurer que les progrès encore réalisables suffiraient à combler le retard accumulé pendant les années précédentes, il restait en fait assez de temps pour consentir des efforts plus énergiques et plus déterminés qui permettraient d'accélérer le rythme du développement. Si l'on s'en tenait à l'objectif recherché tout en prenant les mesures appropriées, il devrait être possible, avant que la Décennie n'arrive à son terme, de donner un élan nouveau aux forces qui tendent à renforcer et à diversifier davantage l'économie mondiale.

92. Le Secrétaire général a souligné que la Décennie en cours n'était qu'une étape préparatoire avant l'élaboration et la mise en œuvre des mesures

\*Point inscrit à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>1/</sup> E/AC.6/SR.422 à 430; E/SR.1481 à 1489, 1505.

<sup>2/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

<sup>3/</sup> Ibid., quarante-troisième session, Supplément No 7, chap. II.

<sup>4/</sup> E/SR.1480.

plus énergiques qu'il faudrait prendre pendant la décennie, voire les décennies, à venir. En fait, c'était dans cet esprit que, conformément aux vœux de l'Assemblée générale et du Conseil, le Comité de la planification du développement avait récemment abordé, dans une optique nouvelle et originale, le problème consistant à définir des principes d'action, des objectifs et des propositions en vue de la deuxième Décennie du développement. Le Comité avait souligné la nécessité de fixer des objectifs spécifiques qui, à son avis, devaient être plus concrets et plus précis que l'objectif fixé pour la Décennie en cours.

93. Le Secrétaire général a ajouté que la définition des objectifs constituait une tâche importante; elle permettait de déterminer et d'orienter les activités à entreprendre. Cependant, il fallait surtout définir et rechercher avec détermination les moyens qui permettraient le mieux d'atteindre ces objectifs. La création d'un milieu international favorable était l'un des éléments essentiels des moyens à mettre en œuvre. Toutefois, les pays en voie de développement, de leur côté, devaient faire tout leur possible pour mobiliser à des fins de croissance leurs ressources intérieures en adoptant des politiques fiscales et financières dynamiques et pour améliorer, souvent par des mesures tout à fait radicales, les structures sociales et institutionnelles qui constituent elles aussi un facteur clef du développement. Les objectifs resteraient lettre morte si l'on ne prévoyait pas un ensemble de mesures systématiques pour les atteindre.

94. Au cours du débat<sup>1/</sup> qui a suivi, plusieurs représentants se sont déclarés déçus par le bilan des progrès économiques réalisés durant la Décennie en cours. On a noté que le taux de croissance économique des pays en voie de développement restait en deçà de l'objectif fixé pour cette décennie. Certains représentants ont estimé cependant qu'il serait faux de dire que la Décennie du développement avait été un échec. Le taux de croissance économique réalisé avait mis un terme à la stagnation, mais force était de reconnaître que le processus de développement dans certains pays était hésitant et que, en outre, vu la rapidité de l'accroissement démographique, le revenu par habitant n'augmentait généralement qu'avec lenteur.

95. On a également souligné que la Décennie du développement avait permis d'accumuler une somme d'expériences et de connaissances qui n'aurait pas pu l'être autrement. Tous les pays avaient pris conscience des problèmes fondamentaux. Le développement économique, il ne fallait pas l'oublier, était une entreprise qui allait mobiliser de nombreuses générations. Il importait donc de tirer parti des enseignements de la Décennie en cours. La décennie à venir devait être conçue et préparée sur une base plus solide, et l'expérience acquise devait permettre d'intensifier les efforts entrepris à cette fin.

96. Certes, c'était aux pays en voie de développement eux-mêmes qu'il incombait au premier chef d'assurer leur développement économique, mais on s'est accordé à reconnaître que tous les pays se devaient de participer à une entreprise aussi importante. Il était de l'intérêt de tous que les niveaux de vie des pays nouvellement indépendants s'élèvent et que des solutions soient trouvées à leurs problèmes.

97. On a fait observer que l'idée d'une charte à adopter pour la deuxième Décennie du développement, idée avancée par le Comité de la planification du développement, méritait d'être examinée de façon approfondie. La question a été posée de savoir si le mot "charte" convenait vraiment. On a fait valoir en outre que, quelle que soit sa nature, cette charte ne devrait pas se limiter à une simple énumération de principes ou de généralités.

98. Nul doute cependant qu'il ne fallût fixer pour la prochaine décennie des objectifs plus précis que ne l'était l'objectif de la Décennie en cours. Selon certains, ces objectifs devaient être définis aussi clairement que possible et, le cas échéant, en fonction d'un taux d'accroissement par habitant permettant de tenir compte de la croissance démographique. On a fait observer également qu'il conviendrait de limiter le nombre de ces objectifs. On a en outre exprimé l'avis que ces objectifs devaient être fondés sur une évaluation réaliste des possibilités.

99. Le Conseil s'est accordé à reconnaître qu'il fallait aussi définir clairement les moyens à mettre en œuvre pour atteindre un ensemble donné d'objectifs. Les pays en voie de développement devaient être prêts à consentir les sacrifices que supposait la mobilisation de l'épargne intérieure et la mise en œuvre de réformes institutionnelles et autres. Sur ce plan, il était particulièrement important que les pays en voie de développement prennent des engagements.

100. En revanche, plusieurs représentants ont déclaré que les pays développés devaient eux aussi prendre des engagements fermes. On a fait observer que le courant de l'assistance destinée aux pays en voie de développement n'avait pas répondu à l'attente de ces derniers; aussi fallait-il prendre des mesures pour remédier à cette situation. D'autre part, certains représentants ont fait observer qu'il était difficile aux pays développés de prendre à cet égard des engagements à long terme; les pays fournissant une assistance devaient tenir compte non seulement de leur propre situation économique mais aussi de certains problèmes juridiques et constitutionnels.

101. Plusieurs représentants ont souligné qu'il fallait faire preuve de prudence lors de l'établissement d'un plan d'action pour la prochaine décennie. On a fait observer que cette action ne pouvait pas, dans l'état actuel des choses, être conçue sous la forme d'une planification ou d'une programmation à l'échelon mondial. Un représentant a exprimé l'avis qu'il serait plus sage d'adopter une formule de planification nationale et, dans certains cas, régionale (plurinationale).

102. Le Conseil s'est accordé à reconnaître que l'examen de la question des travaux préparatoires auxquels on procédait alors avait nécessairement un caractère provisoire. Il restait encore beaucoup à faire. On ne pourrait parvenir à des décisions concrètes qu'après un examen plus approfondi de la question par le Comité de la planification du développement.

103. A la fin du débat, le Conseil a adopté une résolution [1260 (XLIII)] dans laquelle il a pris note du rapport d'activité du Secrétaire général (E/4376)

et du rapport du Comité de la planification du développement sur sa deuxième session (E/4362). Il a noté avec satisfaction, en particulier, que le Comité avait envisagé à titre préliminaire d'élaborer des directives et des propositions pour la période qui suivrait la première Décennie du développement. Le Conseil a prié le Secrétaire général de poursuivre les travaux exposés dans son rapport d'activité pour faciliter l'organisation d'une action internationale concertée pendant la période qui suivrait la première Décennie du développement, en tenant compte de l'expérience acquise pendant cette décennie. Le Conseil a prié en outre le Comité de poursuivre, en consultation avec le Secrétaire général et en prenant en considération les observations formulées au Conseil, les travaux qu'il avait entrepris sur les directives et propositions relatives à la période qui suivrait la première Décennie du développement, conformément aux suggestions générales qu'il avait formulées.

104. Le Conseil a adopté en outre une autre résolution [1261 (XLIII)] par laquelle il a prié le Secrétaire général de présenter avant sa quarante-quatrième session un rapport contenant des idées et des considérations sur la possibilité et l'opportunité de réunir, sous les auspices des Nations Unies, des spécialistes du développement économique qui participeraient aux travaux à titre personnel, ainsi que sur les mesures à prendre sur le plan technique, administratif et financier pour assurer l'organisation de cette réunion. Le Conseil a décidé d'examiner, compte tenu du rapport susmentionné du Secrétaire général, l'opportunité de convoquer avant la fin de la décennie en cours une réunion internationale de cette nature avec la participation de personnalités éminentes des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées ou de l'AIEA qui ont apporté une contribution importante dans le domaine du développement économique.



## ASSISTANCE ALIMENTAIRE MULTILATERALE

### Section I. — Programme d'études demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2096 (XX)\*

105. A sa quarante-troisième session, le Conseil était saisi d'un rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'assistance alimentaire multilatérale (E/4352 et Add.1<sup>1/</sup>). Ce rapport, qui avait été établi en coopération avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, traitait du problème des déficits alimentaires et des politiques à envisager en vue de satisfaire, dans les années à venir, les besoins des pays en voie de développement dans ce domaine.

106. Le rapport contenait une étude des facteurs qui sont à l'origine du problème alimentaire actuel. En ce qui concernait la demande, la ponction opérée sur les disponibilités était due, en partie, à l'augmentation rapide du taux d'accroissement de la population, actuellement d'environ 2,5 p. 100, soit à peu près le double du taux enregistré entre les deux guerres. L'augmentation des revenus (4,6 p. 100 par an de 1950 à 1965) avait entraîné une progression rapide de la demande de produits alimentaires, la consommation de céréales, en particulier, croissant au taux annuel de 3,5 p. 100 entre 1954 et 1963. En ce qui concernait l'offre, la production de denrées alimentaires dans les pays en voie de développement avait progressé à peu près de 3 p. 100 par an entre 1953 et 1963, mais, depuis quelques années, on notait un fléchissement de ce taux. Ces diverses tendances s'étaient traduites par une augmentation constante des déficits alimentaires dans les pays en voie de développement. Alors qu'entre 1934 et 1938 ces pays avaient exporté 14 millions de tonnes de céréales par an, entre 1961 et 1963 ils en avaient importé en moyenne 12 millions de tonnes. Par ailleurs, le régime alimentaire de dizaines, voire de centaines de millions d'hommes était insuffisant.

107. Il ressortait du rapport que, dans les pays en voie de développement, le déséquilibre alimentaire devenait un sujet de vive inquiétude. Si, comme on le prévoyait, la population de ces pays devait s'accroître de quelque 56 millions de personnes par an dans les années 1970, on pouvait s'attendre à ce que la consommation de céréales augmente de 9 millions de tonnes par an, et cela en supposant que la consommation par habitant resterait au niveau de 1964. D'après les projections établies par la FAO, le déficit net de céréales pourrait atteindre, en 1975, 47 millions de tonnes, chiffre qu'il fallait comparer à celui des importations

nettes en 1961-1963, soit 23 millions de tonnes. La valeur des importations nécessaires de produits alimentaires pourrait se chiffrer à 8,5 milliards de dollars des Etats-Unis en 1975 alors qu'en 1961-1963 les importations nettes de toutes marchandises s'étaient élevées à 3 milliards de dollars; si l'on tenait compte d'une augmentation vraisemblable des importations en général, on pouvait prévoir un déficit alimentaire de 3 à 4 milliards de dollars. Or, on ne pouvait arrêter les calculs aux seuls déficits qui se dégageaient des projections de la demande et de l'offre; on devait aussi prévoir une augmentation des disponibilités de denrées en vue, d'une part, de constituer des réserves pour parer aux besoins imprévus en cas de sécheresse ou autres catastrophes naturelles, et, d'autre part, de combler les déficiences nutritionnelles.

108. Le rapport comprenait aussi une étude des moyens possibles d'atténuer le problème des déficits alimentaires, notamment des mesures bilatérales ou multilatérales. On y considérait aussi les politiques à suivre en vue de réduire le taux d'accroissement de la population et d'augmenter la production alimentaire dans les pays en voie de développement. La nature et les incidences possibles d'un vaste programme d'assistance alimentaire faisaient l'objet d'un examen approfondi.

109. Le débat relatif aux divers aspects de l'assistance alimentaire multilatérale a été ouvert par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales qui a donné lecture d'un message du Secrétaire général<sup>2/</sup> au Conseil. Attirant l'attention sur la diminution de la production alimentaire enregistrée depuis quelques années dans les pays en voie de développement, le Secrétaire général déclarait dans son message que la contraction des stocks alimentaires tenait, d'une part, à l'accroissement rapide de la population et, d'autre part, à l'augmentation des revenus qui avaient eu pour effet un gonflement accéléré de la demande de produits alimentaires et une aggravation du déficit alimentaire dans les pays en voie de développement. Les projections établies pour les années 1970 laissaient prévoir une progression sensible de la demande. Il fallait en outre constituer des réserves en vue de pouvoir faire face aux imprévus et de remédier au déficit nutritionnel.

110. Le Secrétaire général exprimait l'espoir que le Conseil s'attacherait à étudier tous les aspects de la situation alimentaire mondiale, y compris les problèmes à long terme que posait l'assistance aux populations souffrant de sous-alimentation ou de malnutrition en vue de les aider à se nourrir ou à se procurer les moyens nécessaires pour acheter les produits alimentaires dont elles avaient besoin. La solution de

\* A l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale figure le point suivant: "Programme d'études sur l'assistance alimentaire multilatérale".

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour.

<sup>2/</sup> E/SR.1480.

ces problèmes exigeait une attaque sur un très large front englobant notamment l'adoption d'une politique démographique, l'utilisation accrue d'engrais, l'amélioration des semences et le perfectionnement des méthodes de culture. Toutefois, il s'agissait dans l'immédiat d'éviter la famine, ou de l'atténuer, en fournissant une assistance alimentaire au sens étroit du terme. En lui-même, le problème était assez simple, encore que certains de ses aspects techniques puissent soulever quelques difficultés, et que, sur les plans institutionnel et administratif, il faille choisir entre diverses solutions possibles et, peut-être, procéder à des négociations. Il faudrait prendre des décisions précises en vue d'assurer l'approvisionnement en produits alimentaires des pays en voie de développement souffrant d'un déficit alimentaire. Si l'assistance ne leur était pas offerte à des conditions acceptables, les pays déficitaires seraient obligés d'utiliser leurs réserves en devises, normalement destinées à l'achat de biens d'équipement, pour combler un déficit alimentaire qui apparaissait plus urgent. Il ne pouvait y avoir guère de doute que, dans les circonstances actuelles, la communauté internationale tout entière avait pour devoir de veiller à ce que les quantités nécessaires de produits alimentaires soient toujours disponibles.

111. Dans une déclaration qu'il a faite devant le Conseil<sup>3/</sup>, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a insisté sur le fait que, malgré deux décennies d'efforts en faveur du développement, la faim dans le monde posait un problème de plus en plus angoissant. La situation alimentaire mondiale restait extrêmement précaire. Certes, en 1966, on avait enregistré une certaine amélioration de la production alimentaire mondiale, mais cette amélioration avait été surtout le fait des pays développés; en Afrique et en Amérique latine, la production avait en fait diminué et, si l'on considérait les quatre régions en voie de développement globalement, on pouvait constater que la production avait tout au plus regagné le niveau de 1964. Naturellement, les importations de produits alimentaires dans ces quatre régions avaient continué à augmenter en 1966. Le Directeur général de la FAO a également souligné que le lancement d'un vaste et nouveau programme d'aide alimentaire multilatérale donnerait une nouvelle et forte impulsion au marché mondial des produits de base. Il faudrait donc tenir compte des effets économiques d'un tel programme, notamment sur la production agricole des pays bénéficiaires et sur les échanges commerciaux normaux.

112. Au cours du débat qui a suivi cette déclaration<sup>4/</sup>, certains représentants ont estimé que, dans plusieurs pays en voie de développement, la situation alimentaire était devenue un sujet de vive préoccupation. Au déficit alimentaire dû à l'accroissement de la population et à l'augmentation des revenus étaient venues s'ajouter, ces dernières années, plusieurs mauvaises récoltes et la situation était devenue inquiétante. Le problème s'était encore aggravé du fait que les stocks de céréales des principaux pays exportateurs avaient considérablement diminué.

<sup>3/</sup> E/SR.1482.

<sup>4/</sup> E/AC.6/SR.418 à 421; E/SR.1481 à 1489, 1502.

113. Le Conseil s'est accordé à penser qu'à long terme le problème du déficit alimentaire ne serait résolu que par une augmentation de la production alimentaire des pays en voie de développement. Toutefois, cela n'était possible que si ces pays révolutionnaient le secteur agricole de leur économie, ce qui supposait le développement de la production des principaux intrants agricoles (engrais, semences sélectionnées, matériel agricole et insecticides) et, non moins important, une réforme agraire ainsi qu'une transformation de la société assurée grâce, notamment, à l'enseignement. L'amélioration de la production agricole s'imposait en vue non seulement de combler le déficit alimentaire, mais aussi d'encourager l'industrialisation. Si cette amélioration incomrait essentiellement aux pays en voie de développement eux-mêmes, la communauté internationale, de son côté, pouvait considérablement leur alléger la tâche en leur fournissant une assistance financière et en leur donnant la possibilité de profiter des progrès de la science et de la technique.

114. Certains membres du Conseil ont fait valoir que la modernisation de l'agriculture devait être considérée dans un contexte plus général. Etant donné les rapports qui existaient entre les divers secteurs de l'économie, le problème devait, en effet, être envisagé dans le cadre du développement économique général. Dans la planification du développement, il fallait attribuer à chaque secteur de l'économie le rang de priorité voulu et répartir les ressources disponibles en conséquence. De leur côté, les pays donateurs devaient établir leurs programmes d'assistance en tenant compte de l'ordre des priorités fixées par chaque pays bénéficiaire.

115. Les participants ont été unanimes à estimer que même si les pays en voie de développement développaient leur secteur agricole la communauté internationale n'en aurait pas moins pour devoir, pendant plusieurs années encore, de leur fournir une assistance alimentaire. L'évaluation constante de l'évolution probable de la production, de la consommation et des échanges et l'estimation des besoins possibles d'assistance alimentaire s'imposaient. Etant donné les nombreuses inconnues du problème, il convenait de se préoccuper particulièrement de ces besoins au cours des quelques années à venir. Les conditions variaient considérablement d'un pays à l'autre et, par conséquent, l'estimation des besoins et des disponibilités alimentaires devait être aussi précise que possible et tenir dûment compte des plans établis par chaque pays en voie de développement.

116. Quelques représentants ont estimé que l'acheminement de l'aide par un système multilatéral offrait un certain nombre d'avantages. En effet, cette forme d'assistance permettait de fournir un assortiment plus judicieux de produits et se prêtait particulièrement bien à la prise en considération des besoins de chaque pays bénéficiaire; en outre, elle contribuait à mettre les bénéficiaires à l'abri de certaines pressions politiques. On a rappelé cependant que l'assistance alimentaire multilatérale devait suppléer l'assistance alimentaire bilatérale. Il importait donc de coordonner toutes les mesures d'aide alimentaire.

117. La question de l'assistance alimentaire prévue dans l'accord récemment conclu au terme de la négoci-

ciation Kennedy organisée dans le cadre du GATT a été également abordée au cours du débat. La décision de libérer, au titre de l'aide alimentaire, 4,5 millions de tonnes de blé par an, pendant trois ans, dans le cadre d'un accord international sur les produits de base devait être une étape importante. Toutefois, plusieurs représentants ont émis l'opinion que ce tonnage risquait d'être insuffisant. On attendait avec intérêt les décisions de la Conférence internationale sur le blé, qui se tenait à Rome, car elles fourniraient des précisions quant à l'assistance alimentaire qui serait octroyée sous forme de livraison de céréales.

118. En ce qui concernait les divers types d'aide alimentaire multilatérale, certains participants ont fait observer que si en principe l'octroi de dons en espèces était la méthode la plus souple, de nombreux pays ne pouvaient pas, en pratique, pour des raisons de balance des paiements, recevoir des dons exclusivement en espèces. Il fallait donc prévoir une combinaison de dons en espèces et de dons en nature. A ce propos, quelques membres du Conseil ont déclaré qu'il convenait d'accorder une attention particulière au financement d'achats aux pays en voie de développement qui étaient producteurs mais qui n'étaient pas en mesure d'offrir leurs produits à des conditions intéressantes.

119. Attirant l'attention du Conseil sur les problèmes de devises qui se posaient aux pays en voie de développement, plusieurs représentants ont estimé que l'assistance alimentaire devait être fournie à des conditions avantageuses. Certes, le don gratuit de secours alimentaire était la solution idéale mais, s'il n'était pas possible, l'assistance devrait être fournie à des conditions avantageuses et souples. Toutefois, pour un représentant, il ne fallait pas nécessairement augmenter le volume de l'aide alimentaire fournie gratuitement ou à des conditions avantageuses: il fallait envisager le problème de l'aide dans son ensemble, les conditions auxquelles cette aide alimentaire serait fournie ayant nécessairement des incidences sur les conditions dont s'assortissait la fourniture des autres types d'assistance.

120. Le Conseil a, dans son ensemble, estimé qu'il n'était pas nécessaire de créer une nouvelle institution pour gérer un programme élargi d'assistance alimentaire multilatérale envisagé et a noté que le Programme alimentaire mondial avait acquis une expérience considérable en la matière. Toutefois, il convenait de ne pas perdre de vue l'importance de la coopération interinstitutions. Plusieurs représentants ont été d'avis aussi qu'il était encore trop tôt pour savoir s'il convenait ou non d'élaborer de nouveaux arrangements institutionnels pour gérer l'aide alimentaire multilatérale.

121. On a souligné la nécessité de poursuivre les études sur l'assistance alimentaire multilatérale, car elles permettraient d'approfondir les recherches et de préciser les notions sur certains de ses aspects importants. Un représentant a estimé que l'étape suivante serait facilitée si les services compétents de l'ONU et de la FAO avaient davantage la possibilité de consulter les experts des gouvernements intéressés; ces consultations leur permettraient de recueillir des renseignements supplémentaires sur les questions

appelées à faire bientôt l'objet de décisions gouvernementales et d'avoir une vue plus juste de la situation.

122. A l'issue du débat général, le Conseil a pris note<sup>5/</sup> du rapport intérimaire du Secrétaire général (E/4352) et a approuvé son analyse du problème alimentaire mondial. Il a également exprimé l'espoir que les études visées dans la résolution 2096 (XX) de l'Assemblée générale seraient terminées rapidement.

## Section II. — Examen du Programme alimentaire mondial\*

123. A sa quarante-troisième session, le Conseil a examiné<sup>6/</sup> le cinquième rapport annuel du Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial (E/4378<sup>2/</sup>), ainsi qu'un rapport du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (E/4332<sup>2/</sup>) que lui avait transmis le Comité. Le Conseil était également saisi d'un extrait du rapport provisoire du Conseil de la FAO sur sa quarante-huitième session (E/4407) traitant des mesures prises concernant le Programme.

124. Dans son rapport, le Comité intergouvernemental rappelait les dispositions de la résolution 2095 (XX) de l'Assemblée générale et de la résolution 4/65 de la Conférence de la FAO relatives à la prochaine Conférence des contributions au PAM. Aux termes de ces résolutions, le PAM devait faire l'objet d'un examen avant chaque Conférence des contributions et, si les circonstances l'exigeaient, pourrait être élargi, réduit ou liquidé à la fin de toute période pour laquelle des ressources auraient été promises. La prochaine Conférence des contributions devait être convoquée en 1967, et les gouvernements seraient alors invités à annoncer leurs contributions pour 1969 et 1970, en vue d'atteindre l'objectif qui aurait pu être recommandé par l'Assemblée générale et la Conférence de la FAO.

125. A sa septième session, le Comité intergouvernemental avait entrepris l'examen du programme requis pour la prochaine Conférence des contributions. Après avoir examiné les suggestions contenues dans le rapport du Directeur exécutif, il avait recommandé de fixer à 200 millions de dollars l'objectif pour la période biennale 1969-1970. Les recommandations du Comité avaient été incorporées dans un projet de résolution qui devait être soumis, pour examen, au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO. Ces recommandations avaient été adoptées par le Conseil de la FAO à sa quarante-huitième session.

126. Il ressortait également du rapport du Comité que, au 20 avril 1967, le Programme avait approuvé 218 projets de développement pour un montant total approximatif de 200 millions de dollars. La ventilation des ressources engagées indiquait que 58 p. 100 du total étaient attribués au développement de l'agriculture, 21 p. 100 au développement des ressources humaines (y compris l'alimentation spéciale), 18 p. 100 à l'aménagement de l'infrastructure (y compris le développement communautaire) et 3 p. 100 à l'expansion.

<sup>5/</sup> E/AC.6/SR.421; E/SR.1502.

\* Requiert une décision de l'Assemblée générale.

<sup>6/</sup> E/AC.6/SR.418 à 421; E/SR.1480 à 1489 et 1502.

<sup>7/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour.



sion industrielle et à la mise en valeur des ressources minérales. Douze opérations d'urgence avaient été entreprises au cours de l'année sur laquelle portait le rapport du Comité, et on avait noté que les demandes de secours d'urgence étaient en augmentation. Par ailleurs, la somme disponible pour la période 1966-1968 était, au 20 avril 1967, de 167,2 millions de dollars, toujours très inférieure à l'objectif fixé, soit 275 millions.

127. Dans une déclaration au Conseil<sup>8/</sup>, le Directeur exécutif du PAM a attiré l'attention sur le fait que le Programme ne se limitait pas à faire face aux déficits alimentaires, mais tentait aussi de résoudre les problèmes qui étaient à l'origine de ces déficits. Dans ses activités relatives au développement, le Programme ne cherchait pas à atteindre des objectifs qui lui étaient propres, mais œuvrait en coopération avec d'autres organisations [l'ONU (y compris l'ONUDI), la FAO, l'OIT, l'UNESCO et l'OMS] et son assistance complétait la leur. Il resserrait progressivement sa coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le FISE et le Haut Commissariat pour les réfugiés et s'attachait à renforcer ses relations avec les diverses banques de développement.

128. Au cours du débat, plusieurs représentants ont souligné la valeur de l'expérience acquise par le Programme alimentaire mondial, qui pourrait se révéler utile à la longue pour l'étude de l'aide alimentaire multilatérale, ainsi que pour la gestion des contributions à l'aide alimentaire qui viendraient à être fournies à la suite du récent accord conclu sous les auspices du GATT.

129. De nombreux représentants ont approuvé le nouvel objectif de 200 millions de dollars proposé pour 1969-1970. Certains ont noté, toutefois, que par rapport à l'objectif actuel de 275 millions de dollars pour trois ans, l'augmentation était minime. Un représentant a estimé pour sa part que cet objectif n'était peut-être pas réaliste car, pour être atteint, il faudrait relever très substantiellement le montant des ressources actuellement disponibles; de plus, le moment ne semblait guère opportun de fixer un nouvel objectif, puisqu'il faudrait tenir compte des incidences qu'aurait sur les ressources du PAM l'accord sur l'assistance alimentaire qui venait d'être conclu au GATT et que les négociations relatives à cette assistance se poursuivaient encore.

130. A l'issue du débat, le Conseil a décidé [résolution 1255 (XLIII)] de soumettre à l'Assemblée générale, pour examen et approbation, un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée fixerait pour les deux années 1969 et 1970 un objectif de 200 millions de dollars au titre des contributions volontaires au Programme, 33 p. 100 au moins de ce montant devant être fournis en espèces et en services. Dans cette même résolution, le Conseil a fait appel aux Etats Membres des Nations Unies et aux membres et membres associés de la FAO pour qu'ils prennent les dispositions nécessaires en vue de l'annonce de leurs contributions à la troisième Conférence des contributions du Programme alimentaire mondial.

131. Sur la recommandation du Comité intergouvernemental, le Conseil a également approuvé [résolution 1256 (XLIII)] un amendement à l'article 6 des Règles générales du Programme alimentaire mondial, fixant le montant des ressources qui peuvent être utilisées par le Directeur général de la FAO pour des secours alimentaires d'urgence.

<sup>8/</sup> E/AC.6/SR.418.

## PROBLEMES FINANCIERS INTERNATIONAUX

### Section I. — Etudes et rapports présentés au Conseil

132. A sa quarante-troisième session<sup>1/</sup>, le Conseil a examiné les questions financières internationales en se fondant sur plusieurs rapports établis par le Secrétaire général.

133. Dans le rapport annuel sur Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1961-1966 (E/4371<sup>2/</sup>), on examinait certaines des caractéristiques les plus marquantes du courant des ressources vers les pays en voie de développement tel qu'il s'est présenté ces dernières années. Il ressortait du rapport que, pendant la première moitié de la Décennie du développement, un peu plus des deux tiers des sorties de fonds avaient consisté en transferts de capitaux publics et moins d'un tiers en transferts de capitaux privés. Environ 90 p. 100 de ces transferts avaient été bilatéraux alors que 10 p. 100 environ des sommes ainsi transférées l'avaient été par l'intermédiaire d'institutions internationales. La proportion des contributions publiques avait baissé: elle était passée de 50 p. 100 environ en 1962 à 40 p. 100 environ en 1965. Les sorties de capitaux des pays développés à économie de marché n'avaient pas augmenté aussi rapidement que le taux de croissance de leur économie, de sorte que les sorties nettes de capitaux avaient fléchi de 1961 à 1965 par rapport à l'ensemble des produits nationaux bruts de ces pays.

134. Dans un rapport intitulé "Les facteurs qui affectent l'aptitude des pays développés à fournir des ressources aux pays en voie de développement" (E/4375<sup>3/</sup>), le Secrétaire général examinait les facteurs économiques qui affectent l'aptitude des pays développés à transférer le plus possible de ressources financières aux pays en voie de développement, compte tenu des recommandations formulées dans l'Acte final de la CNUCED; il passait en revue les progrès accomplis par certains pays développés pour mettre en œuvre la recommandation sur les modalités de l'assistance; il prenait note des tendances décevantes du courant des ressources vers les pays en voie de développement; et, enfin, examinait les principaux facteurs qui influent sur ces courants.

135. Après avoir décrit les résultats heureux de l'aide transférée pendant la période de l'après-guerre en vue de la reconstruction de l'Europe occidentale, le rapport montrait, par contraste, que la tâche qui consistait à apporter une aide de longue durée aux pays en voie de développement était beaucoup plus délicate. On considérait que des efforts soutenus pour

le transfert de ressources des pays développés entraient, en quelque sorte, en conflit avec leurs besoins intérieurs caractérisés ces derniers temps par l'absorption intégrale de la capacité de production et par le plein emploi. S'il est vrai que les difficultés de balance des paiements des pays développés concernaient avant tout les rapports entre ces pays mêmes, les Etats qui se heurtaient à ces difficultés — notamment le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Etats-Unis d'Amérique — avaient eu tendance à freiner les sorties de capitaux en exemptant, toutefois, les pays en voie de développement de certaines des mesures restrictives. Le rapport faisait également état des contraintes budgétaires qui s'exerçaient sur l'expansion de l'assistance et suggérait que l'on pourrait réduire les difficultés budgétaires en facilitant l'accès aux marchés de capitaux.

136. Un rapport intitulé "Sorties de capitaux des pays en voie de développement" (E/4374<sup>3/</sup> et E/4374/Add.1) présentait les données disponibles sur les mouvements de capitaux et d'invisibles des pays en voie de développement vers les pays développés et donnait un aperçu de certains problèmes liés à ces mouvements et des politiques qui les influencent. Le rapport contenait en outre les réponses des gouvernements à un questionnaire qui devait permettre de recueillir l'opinion des pays sur les sorties de capitaux des pays en voie de développement, leurs causes, leurs conséquences et les moyens de les réduire.

137. Le Secrétaire général a également présenté au Conseil un rapport intitulé Mesure du courant des ressources vers les pays en voie de développement (E/4327-ST/ECA/98<sup>4/</sup>). Le rapport, établi par un groupe d'experts auteurs d'un rapport préliminaire sur cette même question, approfondissait les problèmes à résoudre pour mettre bien en relief des données précises sur les mouvements de capitaux des pays développés vers les pays en voie de développement. Le rapport faisait diverses recommandations relatives au rassemblement et à la présentation des données nécessaires pour arriver à mesurer le niveau des entrées de ressources dans les pays en voie de développement et à déterminer s'il est suffisant.

138. Le Conseil était également saisi du résumé et des conclusions (E/4293 et Corr.1 et Add.1) du rapport du Secrétaire général intitulé Développement des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement<sup>5/</sup>. Ce rapport avait été établi pour donner suite à la résolution 2087 (XX) de l'Assemblée générale et à la recommandation A.IV.12 faite par la Conférence des Nations Unies sur le

<sup>1/</sup> E/AC.6/SR.427 à 431; E/SR.1506, 1507.

<sup>2/</sup> A paraître sous forme de publication des Nations Unies.

<sup>3/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour.

<sup>4/</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.D.17.

<sup>5/</sup> A paraître sous forme de publication des Nations Unies.

commerce et le développement à sa première session <sup>5/</sup>.

139. Le rapport traitait essentiellement la question de savoir sous quelle forme et à quelle condition les investissements étrangers pouvaient être encouragés le plus efficacement et être utilisés avec le plus grand profit par les pays qui cherchaient à les attirer. Il ressortait clairement de l'analyse et des recommandations contenues dans le rapport que la plupart des pays en voie de développement avaient besoin d'apports plus importants de capitaux privés étrangers et étaient aptes à les recevoir. D'après le rapport, plusieurs obstacles d'ordre intérieur et extérieur risquaient d'empêcher un accroissement sensible de ces apports; il existerait cependant une marge importante d'investissements privés supplémentaires qui pourrait entrer en jeu même dans les conditions actuelles.

140. L'étude indiquait que les principaux problèmes et obstacles freinant l'expansion des investissements privés étrangers pouvaient peut-être se ranger grossomodo sous deux rubriques. Tout d'abord, on n'était pas, ou pas assez, renseigné sur des projets intéressants. Le rapport suggérait une action systématique de promotion des investissements supposant la détermination et l'élaboration de projets utiles et des mesures qui permettent d'attirer l'attention d'entreprises et de sources de financement étrangères appropriées sur ces projets pour en assurer l'exécution. Les banques nationales de développement seraient particulièrement bien placées pour renforcer les services et moyens nécessaires pour orienter cet effort. L'ONU et les autres organismes multilatéraux et bilatéraux devaient aider — et dans une certaine mesure ils le faisaient déjà — à instituer et étendre ces programmes et à nouer des liens institutionnels entre ces banques, dans les pays en voie de développement, et les milieux d'affaires ou financiers intéressés dans les pays développés, surtout par l'intermédiaire des banques régionales de développement. Des services techniques d'appui (comme les services de vulgarisation industrielle et les instituts techniques) pouvaient s'occuper directement de la tâche qui consistait à aider les chefs d'entreprise des pays intéressés à jouer plus qu'un rôle symbolique dans la gestion et le contrôle des entreprises lancées conjointement avec des investisseurs étrangers. Dans le deuxième groupe de problèmes figuraient tous ceux qui résultaient de la divergence normale d'intérêts entre les investisseurs étrangers et les gouvernements des pays en voie de développement, tout comme dans le cas d'autres relations économiques nationales et internationales. On pouvait et on devait concilier ces divergences sur des bases sur lesquelles les gouvernements et les investisseurs puissent se mettre d'accord, faute de quoi aucun investisseur étranger ne pourrait s'implanter dans un pays en voie de développement ni celui-ci s'assurer sa contribution.

141. Le rapport contenait des recommandations précises concernant les principaux problèmes qui se posaient dans ce contexte, à savoir la garantie des investissements contre les risques non commerciaux,

les considérations relatives au contrôle des échanges, l'emploi et l'utilisation des ressources nationales humaines et naturelles et l'imposition des entreprises étrangères. Au sujet de cette dernière question, le rapport soulignait tout particulièrement que l'imposition des entreprises étrangères intéressait au premier chef tant les gouvernements que les investisseurs. Ces derniers étaient souvent d'importants contributeurs qui, de plus, bénéficiaient fréquemment d'allègements fiscaux. Ces avantages étaient peut-être justifiés pour un temps mais en fin de compte ils n'offraient pas de solution de rechange à un système fiscal orienté vers la promotion du développement, que ce soit du point de vue du gouvernement ou de celui de l'investisseur. Le régime fiscal auquel étaient soumis les investisseurs étrangers se compliquait du fait que les bénéfices que ces investisseurs réalisaient à l'étranger tombaient généralement sous le coup des lois fiscales des gouvernements de leur pays.

142. Comme les problèmes posés par la double imposition ainsi que le rôle revenant aux conventions fiscales pour leur solution sont depuis longtemps à l'étude au Secrétariat de l'ONU, le moment était peut-être venu de réunir des administrateurs des services fiscaux des pays développés et des pays en voie de développement sous les auspices de l'ONU afin de définir les principes directeurs dont devraient s'inspirer les conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement qui fixeraient l'ensemble des obligations fiscales des investisseurs étrangers à un niveau approprié et garantiraient aux pays en voie de développement les recettes dont ils ont besoin.

143. Le rapport ne se limitait pas à la question des investissements directs; il signalait les grandes possibilités qui s'offraient pour accroître les investissements étrangers indirects effectués sous forme de prêts aux pays en voie de développement en permettant l'accès direct aux grands marchés financiers aussi bien qu'en faisant appel aux banques internationales, régionales et nationales de développement dont le nombre ne fait que grandir.

144. Dans sa dernière recommandation, le rapport suggérait que toutes ces questions pouvaient être utilement examinées, à la lumière des débats qui auraient lieu au sein des organes auxquels le rapport serait présenté, par un groupe limité de représentants autorisés des gouvernements, des institutions internationales et des investisseurs intéressés qui serait reconstitué par le Secrétaire général en collaboration avec les organisations intéressées, qu'elles fassent ou non partie du système des Nations Unies.

145. Il ressortait des rapports finals du Secrétaire général intitulés Crédit à l'exportation et financement du développement (E/4274 et E/4274/Add.17), qui ont été également présentés au Conseil à sa quarante-troisième session, que, si d'une façon générale on s'intéressait essentiellement aux investissements directs, il existait néanmoins de grandes possibilités pour développer les investissements étrangers in-

<sup>5/</sup> Travaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I, Acte final et rapport (Publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.B.II.11), p. 56.

<sup>17/</sup> Crédit à l'exportation et financement du développement, Première partie: Pratique et problèmes actuels (A/4274 — STCA 95); et Deuxième partie: Systèmes nationaux de crédit à l'exportation (E/4274/Add.1 — STCA 96). Voir également les Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément No 3, par. 121 à 126.

directs financés par l'emprunt. Ces investissements avaient été attirés vers les pays en voie de développement grâce à des garanties de nature diverse accordées par le gouvernement du pays de l'investisseur. L'exemple le plus remarquable en était le volume considérable des crédits à l'exportation à moyen et à long terme destinés au financement des achats nécessaires de biens d'équipement et des projets d'infrastructure qui étaient analysés dans le rapport. Leur montant brut était actuellement estimé à 2 milliards de dollars pour les seuls pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques et, par comparaison aux placements en valeurs de portefeuille dans les pays en voie de développement qui ne s'élevaient qu'à environ 450 millions de dollars par an, ils étaient devenus de loin la plus importante forme de financement du développement économique par prêts de capitaux privés. Les pays à économie planifiée accordaient eux aussi des crédits à l'exportation d'une durée de 5 à 8 ans, qui constituaient un élément important de leurs programmes généraux d'aide.

146. Le rapport établissait que les crédits à l'exportation étaient une forme de financement du développement qui était onéreuse, encore que dans de nombreux cas leur coût ait été réduit par des remises d'intérêts. Néanmoins, les besoins des pays en voie de développement en biens d'équipement et en connaissances techniques auxquels l'aide publique actuelle était loin de pouvoir répondre étaient aussi grands que l'intérêt des pays développés à accroître leurs ventes de ces biens et services.

147. La conjonction de ces puissants intérêts et le danger que le recours trop fréquent au crédit à l'exportation n'alourdisse la dette ont amené les organes des Nations Unies à se préoccuper de ce problème depuis de nombreuses années. Conformément aux instructions qu'il avait reçues de l'Assemblée générale en 1960 et du Comité du développement industriel depuis 1962, le Secrétariat avait exécuté, dans le cadre de son analyse permanente des techniques et des politiques du financement du développement, une série d'études dont les conclusions étaient présentées dans la première partie du rapport. Dans l'intervalle, la question avait également été examinée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui a demandé à la Banque mondiale d'établir un rapport. Etant donné les travaux sur le crédit à l'exportation déjà effectués par le Secrétariat de l'ONU, les services de la Banque et le Secrétariat ont estimé que leurs tâches étaient en grande partie complémentaires; aussi ont-ils établi leurs rapports en étroite collaboration.

148. La deuxième partie du rapport de l'ONU contenait une étude circonstanciée des disponibilités en crédits à l'exportation et des conditions dont ils sont assortis et de l'assurance-crédit à l'exportation dans dix-neuf pays industrialisés. La Commission des invisibles et du financement lié au commerce de la CNUCED avait, à sa deuxième session tenue récemment, demandé que cette étude soit tenue à jour<sup>8/</sup> afin d'améliorer les services consultatifs d'ordre finan-

cier que les Nations Unies offrent aux gouvernements des Etats Membres.

149. Une annexe à la première partie du rapport soulignait le rôle que pouvaient jouer le crédit à l'exportation et l'assurance-crédit à l'exportation dans la promotion des exportations et des industries orientées vers l'exportation des pays en voie de développement eux-mêmes. C'était là un domaine relativement nouveau où l'ONU avait prodigué une assistance technique à plusieurs gouvernements sur leur demande. Des possibilités étaient également offertes par des systèmes de financement du commerce intrarégional analogues à celui institué par la Banque interaméricaine de développement. La Commission des invisibles et du financement lié au commerce de la CNUCED avait donc demandé que l'on étudie systématiquement les pratiques en usage pour mettre au point, notamment par l'intermédiaire de banques régionales de développement, des systèmes nationaux et régionaux de crédit à l'exportation de caractère pratique qui aideraient les exportations de biens d'équipement des pays en voie de développement à mieux concurrencer celles des pays industrialisés.

## Section II. — Débats au Conseil

150. Les débats au Conseil<sup>1/</sup> ont porté sur un grand nombre de problèmes, de principes et de questions intéressant le financement extérieur du développement économique. Parmi ces questions, on peut citer notamment les tendances du courant international des capitaux, les facteurs influençant le volume des capitaux, les modalités de l'offre de capitaux, les conditions qui lient l'offre de capitaux extérieurs à l'utilisation des capitaux destinés au développement et la complexité sur le plan technique des notions qui interviennent dans la mesure des courants internationaux de capitaux.

151. On s'est déclaré préoccupé par le fait que ces dernières années le courant des capitaux vers les pays en voie de développement n'ait pas grandi suffisamment. On a souligné que les revenus et la production avaient nettement augmenté dans les pays développés mais que les capitaux mis à la disposition des pays en voie de développement ne s'étaient pas accrus en conséquence. Il s'ensuivait que l'offre totale de capitaux internationaux était restée nettement inférieure à 1 p. 100 de l'ensemble des produits bruts des pays économiquement avancés et qu'en fait ce pourcentage avait une tendance à baisser. D'après plusieurs représentants, c'était là l'une des principales raisons pour lesquelles l'objectif du taux global d'expansion économique des pays en voie de développement, fixé pour la Décennie des Nations Unies pour le développement, n'avait pas été atteint.

152. D'un autre côté, plusieurs représentants ont déclaré que le montant des capitaux offerts par les pays en voie de développement était nécessairement influencé par des considérations relatives à leurs balances de paiement. Il y avait également des forces en jeu dans l'économie de ces pays qui les forçaient à imposer des restrictions budgétaires. On n'avait pas encore trouvé de moyens d'accroître en pareille circonstance le transfert des ressources des pays développés vers les pays en voie de développement.

<sup>8/</sup> Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, cinquième session, Supplément No 3 (TD/B/118/Rev.1), par. 56.

Mais c'était là un problème auquel les pays développés devaient trouver une solution.

153. On a déclaré que la tendance du courant international des capitaux était loin d'être prometteuse mais que les pays en voie de développement devenaient de plus en plus capables d'utiliser efficacement les capitaux mis à leur disposition par suite de l'expérience qu'ils acquéraient et des progrès qu'ils faisaient sur le plan administratif. On a souligné combien il importait de développer la coopération internationale afin de s'assurer que le progrès économique des pays en voie de développement ne serait pas retardé. C'est pour cette raison que l'on a estimé qu'il fallait étendre tant la coopération financière que la coopération technique. Il était tout aussi important d'intensifier le courant des capitaux destinés au développement en offrant de plus grandes possibilités d'ordre commercial aux pays en voie de développement.

154. On s'est vivement préoccupé de l'augmentation de la dette extérieure des pays en voie de développement, laquelle risquait de faire baisser sensiblement les transferts nets de ressources vers ces pays. Si cette tendance se maintenait, les pays en voie de développement se heurteraient à un très grave problème. En conséquence, on a souligné que les capitaux destinés au développement devaient être offerts à des conditions avantageuses. Plusieurs représentants ont estimé que la part des dons dans l'aide internationale n'était pas suffisamment importante et que des prêts étaient parfois accordés pour de courtes périodes et à des taux d'intérêt assez élevés. On avait l'impression que la tendance à l'assouplissement des conditions de l'aide avait récemment été contrecarrée à plusieurs reprises.

155. De l'avis d'un certain nombre de représentants, les problèmes créés par l'alourdissement de la dette extérieure des pays en voie de développement montraient combien il importait de déployer de vigoureux efforts pour mobiliser les capitaux nationaux. Les capitaux étrangers pouvaient jouer un rôle important dans la stimulation du développement économique mais il ne fallait pas oublier que ces capitaux ne pouvaient suppléer aux efforts nationaux. On a également déclaré qu'il fallait faire preuve de circonspection lorsqu'ils s'agissait de contracter des prêts et que ceux-ci ne devaient être demandés que pour des objectifs raisonnables.

156. Plusieurs représentants ont signalé les difficultés qui apparaissaient lorsque les crédits étaient liés à des achats de biens et avaient de ce fait des incidences fâcheuses sur les prix. On a donc fait valoir qu'il fallait dans la mesure du possible accorder une aide non liée. Un représentant a cependant fait observer que l'état de la balance des paiements des pays développés était parfois tel que pratiquement on ne pouvait envisager qu'une aide liée.

157. Il a été également question des difficultés dues à des fluctuations brusques dans les courants de capitaux internationaux. Au dire de certains, non seulement les engagements d'aide pris d'une année à l'autre étaient influencés par des pressions de caractère non économique mais encore ils compliquaient l'exécution des plans de développement. De plus, en liant l'aide à des projets bien déterminés, on avait tendance à

lui donner une certaine rigidité. Pour éviter les distorsions dans le schéma de la production et dans le progrès des pays en voie de développement, il fallait que l'assistance internationale soit accordée pour une longue période et en même temps prendre des dispositions pour qu'elle soit utilisée avec plus de souplesse.

158. On a fait observer que, vu les conditions très variables dont étaient assortis les apports de capitaux aux pays en voie de développement, on était souvent amené à se demander en quoi consistait réellement l'aide économique. Pour répondre à cette question, il restait encore à trouver une définition qui soit acceptée par tous les pays. Un représentant a suggéré qu'au lieu de calculer le montant total des capitaux extérieurs de toutes catégories d'après leur valeur nominale, il fallait utiliser un système de pondération d'un genre ou d'un autre qui tienne compte des différences dans les conditions de prêt.

159. Plusieurs représentants ont souligné que les sorties de capitaux des pays en voie de développement — ce que l'on appelle souvent les "contre-courants" en provenance de ces pays — étaient une source de vives préoccupations. On a fait observer que ces courants semblaient avoir atteint un dangereux niveau. Non seulement ces sorties de capitaux revêtaient des formes variées, mais leurs causes l'étaient tout autant. Elles étaient un des éléments de la balance des paiements sur lequel on était très mal informé. Il était nécessaire d'étudier attentivement les contre-courants. Il fallait savoir gré au Secrétariat d'avoir déjà effectué des travaux qui constituaient un premier pas dans ce sens. Il était à espérer que l'on poursuivrait ces travaux de façon à mettre davantage en lumière les contre-courants.

160. Plusieurs représentants ont également dit ce qu'ils pensaient du rapport des groupes d'experts sur les problèmes de méthodologie que pose la mesure du courant des ressources vers les pays en voie de développement (E/4327). On a déclaré que le rapport avait permis de préciser d'importantes notions et que, une fois appliquées, les mesures recommandées des experts permettraient d'améliorer les renseignements statistiques. Mais on a également fait observer qu'en raison du nombre et de la complexité des questions techniques en jeu, il fallait que les gouvernements étudient le rapport de façon plus poussée avant de pouvoir en juger convenablement.

161. S'agissant du développement des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement, les représentants qui ont pris la parole ont réitéré l'opinion exprimée dans la résolution 2087 (XX) de l'Assemblée générale selon laquelle les investissements privés étrangers effectués à des conditions acceptables pour le gouvernement du pays bénéficiaire et pour l'investisseur étranger pouvaient, comme le rapport sur cette question (E/4293) le montrait, apporter une importante contribution en ressources financières et techniques à l'expansion et à la diversification de l'économie des pays en voie de développement.

162. Plusieurs représentants se sont déclarés satisfaits de l'importance qu'attache le rapport à la nécessité d'établir certains principes qui permettent de concilier les divergences d'intérêts, d'ailleurs



normales, entre les gouvernements des pays en voie de développement et les investisseurs privés étrangers. Un grand nombre de représentants ont souscrit à l'idée exprimée dans le rapport que l'un des principaux obstacles au développement des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement tenait à ce que les investisseurs étrangers n'étaient pas suffisamment informés des projets valables qui pouvaient être entrepris dans les pays en voie de développement et pour l'exécution desquels les gouvernements de ces pays accueilleraient favorablement des capitaux étrangers. Ces représentants ont reconnu, comme le faisait le rapport, que les banques de développement de ces pays pouvaient, en agissant notamment par l'intermédiaire des banques régionales de développement, jouer un rôle utile en portant ces projets à l'attention des milieux financiers et d'affaires intéressés des pays développés. Un représentant a relevé que le rapport faisait très nettement état des besoins en connaissances techniques des pays en voie de développement et a jugé souhaitable que ces pays créent des services et institutions techniques solides pour que les capitaux privés soient mieux à même d'aider à l'expansion de leur économie. Plusieurs représentants de pays développés et un représentant d'un pays en voie de développement ont confirmé qu'ils approuvaient d'une façon générale les conclusions et recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général tout en exprimant l'opinion qu'il ne fallait pas que le Conseil se prononce sur la proposition concernant la convocation d'un groupe d'experts chargé de mettre au point un consensus sur ces questions entre les investisseurs et les gouvernements tant qu'il n'aurait pas davantage d'indications sur la composition, le mandat et le fonctionnement de ce groupe. Il a donc été décidé <sup>2/</sup> de surseoir à toute décision sur le projet de résolution pertinent jusqu'à la reprise de la quarante-troisième session du Conseil.

163. On s'est accordé à reconnaître au cours des débats que les conventions bilatérales permettant d'éviter la double imposition qui seraient conclues entre pays développés et pays en voie de développement pourraient grandement faciliter le courant des investissements étrangers vers ces derniers pays. On a, à maintes reprises, relevé que ces conventions étaient encore fort peu nombreuses puisque les types de conventions couramment établies entre pays développés ne pouvaient, sans adaptation, s'appliquer aisément aux relations fiscales entre pays développés et pays en voie de développement. Les représentants de plusieurs pays développés ont néanmoins estimé qu'une nouvelle étude serait nécessaire avant qu'un groupe de travail composé de spécialistes des deux groupes de pays puisse utilement tenter de définir les principes et les orientations qui pourraient être acceptés par suffisamment de gouvernements pour qu'un grand nombre de nouvelles conventions fiscales puissent être conclues. Toutefois, un texte modifié a été adopté sans opposition à l'issue de la discussion (voir par. 167). Deux membres se sont abstenus, arguant que cette question ne les concernait pas vu que leurs pays n'étaient pas exportateurs de capitaux privés.

164. Pour ce qui est de la question des crédits à l'exportation, plusieurs représentants se sont félicités de ce que les problèmes pertinents aient été analysés dans la Première partie du rapport (E/4274) et de ce que des renseignements détaillés sur les systèmes nationaux de crédit à l'exportation aient été donnés dans la Deuxième partie du rapport (E/4274/Add.1). Plusieurs représentants ont mis en relief le rôle que le crédit à l'exportation avait joué et pouvait jouer dans le financement du développement. Un représentant a soutenu avec force qu'en principe le crédit à l'exportation ne devait servir qu'à financer des projets dont on s'attendait qu'ils deviennent rapidement avantageux du point de vue de la balance des paiements. Un autre représentant a insisté sur la nécessité de distinguer les crédits commerciaux de l'aide au développement.

### Section III. — Décision prise par le Conseil

165. A l'issue du débat, le Conseil s'est loué <sup>10/</sup> des documents qui lui avaient été présentés sur la question du courant des ressources vers les pays en voie de développement (E/4371<sup>2/</sup>, E/4374<sup>3/</sup> et E/4375<sup>3/</sup>) et a exprimé l'espoir que le Secrétaire général poursuivrait les travaux sur les problèmes en question en tenant compte de la résolution 1183 (XLI) du Conseil et lui ferait rapport à ce sujet à sa quarante-cinquième session.

166. Le Conseil a adopté une résolution [1272 (XLIII)] dans laquelle il s'est déclaré vivement préoccupé du retard mis à reconstituer les ressources financières de l'Association internationale pour le développement. Il a demandé instamment aux gouvernements membres de l'Association de considérer comme extrêmement urgente une nouvelle augmentation des ressources de l'Association.

167. Touchant la question des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement, le Conseil a adopté une résolution [1273 (XLIII)] par laquelle il a prié le Secrétaire général de constituer un groupe de travail spécial composé d'experts et de fonctionnaires des services fiscaux, désignés par les gouvernements mais agissant à titre personnel, originaires de pays développés et de pays en voie de développement et représentant de façon adéquate des régions et des régimes fiscaux différents; ce groupe de travail serait chargé de rechercher, en consultation avec les institutions internationales intéressées, les moyens de faciliter la conclusion de conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement, et notamment de formuler, s'il y a lieu, des directives et des techniques qui puissent éventuellement être utilisées dans les conventions fiscales, soient acceptables aux deux groupes de pays et sauvegardent pleinement les recettes fiscales des uns et des autres. Aux termes de ladite résolution, le Conseil a également prié le Secrétaire général de lui soumettre un rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe après sa première session.

168. Le Conseil a adopté une autre résolution [1270 (XLIII)] par laquelle il a prié le Secrétaire général de tenir à jour les études par pays de la deuxième

<sup>2/</sup> E/AC.6/SR.430.

<sup>10/</sup> E/SR.1506.



partie de son rapport intitulé Crédit à l'exportation et financement du développement, et de consulter les autorités nationales et internationales compétentes quant aux meilleurs moyens d'établir les plans nationaux et internationaux les plus pratiques pour le financement des exportations de biens d'équipement par les pays en voie de développement et entre ces pays sur la base de l'expérience acquise en ce qui concerne les systèmes de crédit à l'exportation appliqués dans les pays en voie de développement comme dans les pays développés.

#### Section IV. — Rapport du Groupe de la Banque mondiale

169. Le rapport annuel de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (AID<sup>11/</sup>), le rapport annuel de la Société financière internationale (SFI<sup>12/</sup>), ainsi que le résumé des rapports annuels 1965-1966, accompagné de renseignements complémentaires sur les activités du Groupe de la Banque du 1er juillet 1966 au 31 octobre 1966<sup>13/</sup>, ont été soumis au Conseil pour examen à la reprise de sa quarante et unième session<sup>14/</sup>.

170. Présentant les rapports annuels du Groupe de la Banque au Conseil, le Président de la BIRD a indiqué qu'au cours du dernier exercice financier le montant total des fonds engagés par le Groupe avait dépassé le milliard de dollars. Au cours du mois précédent, le Groupe avait étendu ses activités à des projets intéressant la production d'électricité, l'agriculture, le tourisme et l'éducation.

171. Le Président de la Banque a souligné l'importance de la coopération du Groupe avec l'UNESCO et la FAO et le rôle croissant des bureaux que la Banque avait établis en Afrique occidentale et en Afrique orientale en 1964 et en 1965. La SFI avait entrepris des négociations portant sur la construction d'usines d'engrais chimiques dans les pays en voie de développement, en association avec des compagnies pétrolières et chimiques d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et du Japon. Les progrès accomplis dans ces domaines seraient plus rapides si les pays en voie de développement se rendaient compte davantage que le meilleur moyen de parvenir à un progrès rapide était de créer des conditions favorables pour les capitaux et les connaissances techniques étrangers. Le Groupe s'efforçait toujours d'encourager les initiatives et investissements privés et, au cours de l'année précédente, il avait pris plus de 325 millions de dollars d'engagements en vue du financement d'industries privées dans les pays en voie de développement. La

<sup>11/</sup> Banque Internationale pour la reconstruction et le développement et Association Internationale de développement, Rapport annuel, 1965-1966 (Washington [D.C.]), communiqué au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4272).

<sup>12/</sup> Société financière internationale, Rapport annuel, 1965-1966 (Washington [D.C.]), communiqué au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4273).

<sup>13/</sup> Résumé des rapports annuels de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de l'Association internationale de développement et de la Société financière internationale pour 1965-1966, accompagné de renseignements complémentaires sur les activités du Groupe de la Banque du 1er juillet 1966 au 31 octobre 1966 (Washington [D.C.]), communiqué au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4272/Add.1 et E/4273/Add.1).

<sup>14/</sup> E/SR.1457, E/SR.1458.

convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements<sup>15/</sup> que la Banque avait élaborée venait d'entrer en vigueur. Cette convention portait création d'un centre international qui serait chargé de connaître des différends opposant des Etats à des investisseurs étrangers. La Banque avait également élaboré un projet de système multilatéral d'assurance en matière d'investissements qui serait soumis pour examen et commentaires aux Etats Membres. La nécessité d'une coordination internationale plus étroite en matière d'assistance au développement ressortait clairement du bilan dressé à la fin de la première moitié de la Décennie du développement. Il était un domaine de coordination de l'assistance au développement qui n'avait guère été exploré jusqu'alors, à savoir la coordination de l'assistance des pays d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et du Japon, d'une part, et des pays d'Europe orientale, de l'autre; aussi faudrait-il étudier tous les moyens de favoriser une telle coordination. Pour poursuivre ses activités, la Banque devait continuellement emprunter des capitaux sur les marchés financiers du monde. La situation financière de l'Association internationale du développement était extrêmement préoccupante et il semblait désormais certain que l'AID devrait suspendre ses activités à cause du manque de ressources.

172. En conclusion, le Président de la Banque a souligné qu'il était temps que les pays industrialisés reconsidèrent en commun et de manière approfondie l'assistance qu'ils fournissaient effectivement aux pays en voie de développement et s'efforcent de donner à l'accélération du développement de ces derniers la place qui lui revenait dans le domaine des affaires internationales.

173. Au cours des débats qui ont suivi au sein du Conseil, on a relevé avec satisfaction l'expansion des crédits que la Banque consacre au développement de l'agriculture dans la plupart de ses pays membres. A cet égard, il a été estimé que l'on avait eu raison de mettre l'accent sur la création, dans les pays en voie de développement, de conditions favorables à la production d'engrais à grande échelle. Certaines délégations ont noté avec satisfaction les progrès réalisés dans l'enseignement grâce à l'assistance de la Banque.

174. Par ailleurs, certains représentants ont regretté que la contribution de la Banque reste encore modeste, compte tenu de l'importance des besoins à satisfaire dans les pays en voie de développement. On a suggéré que la Banque se préoccupe des problèmes de la réforme agraire qui avaient de vastes répercussions politiques. Il était bon que la Banque envisage aussi des investissements dans les domaines de la santé et de l'habitation qui s'inscrivaient dans le cadre plus vaste d'une réforme des structures. Il convenait de faire un effort considérable pour encourager le transfert des connaissances techniques.

175. Certains représentants ont fait observer que l'aide bilatérale liée était nettement préférée par les pays bailleurs de fonds à l'aide multilatérale et que les prêts étaient préférés aux dons. Le coût des capitaux privés n'avait fait que s'accroître, alourdissant la charge que constituait le remboursement de la dette extérieure.

<sup>15/</sup> Texte à paraître dans l'United Nations Treaty Series, vol. 575.

176. Il a été relevé que les pays en voie de développement mettaient tous leurs espoirs dans les institutions financières internationales et qu'il était décevant de constater que le volume des prêts consentis par la Banque et l'Association internationale pour le développement n'avait pas changé sensiblement au cours des dernières années. Par ailleurs, alors que le montant des remboursements à la Banque et à ses créiteurs avait augmenté, il n'y avait pas eu d'augmentation correspondante du volume des prêts. D'autre part, on a exprimé l'opinion qu'en se refusant constamment à accorder des prêts pour des projets entrepris par l'Etat ou sous les auspices de l'Etat, la Banque portait préjudice à l'économie d'un certain nombre de pays en voie de développement. On a regretté que la Banque et le Fonds monétaire international n'aient pris jusqu'à présent aucune mesure en application des résolutions concernant l'assistance au Portugal. Certaines délégations ont fait observer que la Banque et le FMI avaient demandé aux pays en voie de développement de consacrer plusieurs années à la procédure d'élaboration et de soumission des projets. Il a été suggéré que la Banque devrait consentir des prêts à un taux d'intérêt moindre, remboursables à plus longue échéance et comportant des délais de carence plus généreux.

177. Répondant aux questions soulevées au cours de la discussion, le Président de la Banque a fait observer que le Groupe de la BIRD tiendrait compte des observations formulées par les diverses délégations. Il a exprimé l'espoir que l'on aurait de plus en plus recours au Conseil économique et social pour des échanges de vues entre, d'une part, les représentants du Groupe de la Banque et, d'autre part, les représentants des pays industrialisés et des pays en voie de développement.

178. Par sa résolution 1192 (XLI), le Conseil a pris note avec satisfaction des rapports des trois institutions.

#### Section V. — Rapport du Fonds monétaire international

179. A la reprise de sa quarante et unième session <sup>16/</sup>, le Conseil a été saisi du rapport annuel du Fonds monétaire international (FMI) pour l'exercice financier clos le 30 avril 1966 <sup>17/</sup>.

180. En présentant le rapport, le Directeur général du FMI a fait observer que l'un des aspects les plus encourageants de l'évolution de l'économie mondiale au cours des dernières années avait été l'accroissement constant du volume de la production mondiale (50 p. 100 depuis 1958) et du commerce mondial (70 p. 100 depuis 1958). Malheureusement, les pays industriels n'avaient pas toujours su concilier les objectifs de la croissance économique et du plein emploi avec ceux de la stabilité des prix. La pénurie de liquidités avait entraîné naturellement un relèvement des taux d'intérêt et, pour remédier à la situation, les gouvernements avaient préféré des mesures financières à des mesures fiscales. La pénurie monétaire et les taux d'intérêt élevés des pays industriels

avaient naturellement eu des répercussions sur le courant net des capitaux vers les pays en voie de développement. Le montant de l'aide fournie aux pays en voie de développement n'avait guère augmenté depuis le début de la Décennie du développement. De plus, la détérioration des termes de l'échange avait gêné les efforts déployés par les pays en voie de développement pour renforcer leur position financière et pour accélérer leur croissance économique. De nombreux pays en voie de développement avaient souffert d'une inflation continue qui avait soumis les ressources disponibles à de graves pressions et qui avait aggravé des problèmes structurels déjà difficiles; toutefois, l'augmentation des recettes extérieures et l'accroissement relativement lent des importations en 1965 et 1966 s'étaient traduits par une accumulation importante de réserves par les pays en voie de développement en tant que groupe. Néanmoins, un assez grand nombre d'entre eux n'avaient encore que des réserves extrêmement limitées. En 1963, le Fonds avait établi un système de financement compensatoire visant à aider les membres qui éprouvaient des difficultés de paiement en raison d'un déficit temporaire de leurs recettes d'exportation. Les tirages que les pays pouvaient opérer en vertu de la décision de 1963 étaient normalement limités à 25 p. 100 de leur quote-part. A la suite d'une recommandation adoptée par la CNUCED en 1964 <sup>18/</sup> et de suggestions formulées par un certain nombre d'administrateurs du Fonds en 1965, la limite maximum des tirages non remboursés avait été portée de 25 à 50 p. 100 des quotes-parts. Les pays effectuant des tirages compensatoires devaient racheter leurs devises au Fonds dans un délai de trois à cinq ans, conformément aux politiques établies du Fonds. En outre, le Fonds s'occupait de donner à ses membres des conseils sur la façon de prévoir et de résoudre les difficultés provisoires des balances de paiement et fournissait également une assistance technique aux pays qui le lui demandaient. Les activités du Département des finances publiques et du Service d'assistance aux banques centrales s'étaient développées et l'Institut du FMI avait continué à donner des cours sur la politique monétaire.

181. Le montant total des quotes-parts du Fonds, qui s'élevait à l'équivalent d'un peu plus de 9 milliards de dollars à la fin de 1958, s'élevait maintenant à l'équivalent de près de 21 milliards de dollars. Pendant près de 20 ans d'existence, le Fonds avait consacré 22,8 milliards au tirage de devises et les trois cinquièmes de cette somme avaient été tirés par les pays à monnaie de réserve que sont les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Au cours des dernières années, ces deux pays avaient également reçu diverses formes d'assistance financière spéciale à court terme, essentiellement de leurs partenaires aux accords généraux d'emprunt.

182. Les créances sur les centres de réserve, de même que les positions or et réserves au Fonds, constituaient la somme des réserves mondiales. Le niveau total des réserves mondiales s'était accru relativement lentement depuis la fin de 1964 et les

<sup>16/</sup> Fonds monétaire international, Rapport annuel des administrateurs pour l'exercice financier clos le 30 avril 1966 (Washington [D.C.]), communiqué au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4282).

<sup>17/</sup> E/SR.1455, E/SR.1456.

<sup>18/</sup> Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I, Acte final et rapport (Publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11), Annexe A.IV.17, p. 59.

réerves en devises étrangères avaient été moins élevées en juin 1966 qu'à la fin de 1964. Il y avait lieu de s'attendre à ce que les réserves internationales croissent relativement lentement pendant la période à venir. Les problèmes relatifs aux moyens de pourvoir de façon appropriée aux besoins de réserves de l'économie mondiale avaient été examinés activement au Fonds et ailleurs au cours de l'année écoulée. On s'accordait déjà à penser que la création de nouvelles réserves devrait résulter d'une décision prise en commun sur le plan international après estimation des besoins de l'économie mondiale et non être le fait d'événements tels que les besoins de tel ou tel pays éprouvant des difficultés de balance des paiements. Toute décision visant à créer des réserves devait être prise pour faire face à des besoins à long terme. Il restait encore beaucoup à faire pour créer des instruments de réserves susceptibles de recueillir l'assentiment général.

183. En conclusion, le Directeur général du Fonds monétaire a fait observer que la communauté mondiale était sur le point d'aborder une nouvelle phase extrêmement importante de l'évolution du système monétaire international et espérait qu'un accord prévoyant la création éventuelle et équitable de liquidités internationales pourrait être réalisé assez prochainement.

184. Les représentants qui ont pris la parole au cours du débat général se sont félicités de l'expansion des activités du Fonds au cours de l'année examinée, de l'augmentation récente des quotes-parts et de la libéralisation du système de financement compensatoire du Fonds. D'autre part, certains représentants ont fait observer que les recours aux procédures de financement ayant pour effet de compenser les fluctuations des recettes d'exportation des pays de production primaire étaient restés relativement modestes: en 1966, deux pays seulement avaient procédé à des tirages dans le cadre de cette disposition. De l'avis de certains représentants, il était surprenant que le Fonds octroie son assistance à des pays dont la balance

des paiements connaissait des difficultés mais ne soit pas disposé à aider les pays en voie de développement désireux d'éviter ces mêmes difficultés par la stabilisation des prix des produits de base.

185. Plusieurs délégations ont déclaré que l'aspect le plus important de la tâche du Fonds monétaire concernait les liquidités internationales et la création de nouvelles réserves; cependant, les avis ont été partagés quant à savoir s'il y avait pénurie ou excès de liquidités. On a dit que les pays en voie de développement avaient peu à attendre de la création de liquidités si leur part dans les nouvelles ressources était déterminée en proportion de leur quote-part au Fonds monétaire. On a suggéré que la CNUCED devait être associée à l'examen des questions monétaires internationales car non seulement elle était plus représentative que le Fonds mais encore elle abordait ces problèmes dans un esprit différent.

186. En réponse aux observations qui avaient été faites au cours de la discussion, le Directeur général a déclaré que, bien que le Fonds fût tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer la situation monétaire internationale, la nature des ressources dont il disposait impliquait nécessairement que ses activités étaient bornées à un domaine limité et spécialisé. Néanmoins, il se félicitait de la coopération du Fonds avec le Conseil et avec la CNUCED. Les statuts du Fonds ne lui permettaient pas de participer directement au financement de stocks de produits de base mais il pouvait être en mesure d'aider les pays exportateurs si leurs recettes d'exportation déclinaient ou s'ils devaient faire face à des problèmes financiers particuliers par suite des fluctuations du marché. Le Directeur général a assuré le Conseil que le Fonds faisait tous ses efforts pour parvenir à un accord sur les principes qui devraient régir la réforme monétaire internationale.

187. Le Conseil, par sa résolution 1191 (XLI), a pris acte avec satisfaction du rapport du Fonds monétaire international.

## RESSOURCES NATURELLES ET TRANSPORTS

## Section I. — Mise en valeur des ressources naturelles\*

188. A sa quarante-deuxième session, le Conseil a examiné trois rapports relatifs à la mise en valeur des ressources naturelles: un rapport du Secrétaire général sur le dessalement de l'eau, portant notamment sur les faits saillants de 1966 (E/4307<sup>1/</sup>), un rapport sur l'état des travaux relatifs aux sources nouvelles d'énergie (E/4303<sup>1/</sup>) et un rapport du Secrétaire général sur la "Mise en œuvre d'un programme d'études de cinq ans pour la mise en valeur des ressources naturelles" (E/4302<sup>1/</sup>).

## DESSALEMENT DE L'EAU

189. Le rapport sur le dessalement de l'eau (E/4307), établi conformément à la résolution 1114 (XL) du Conseil, donne un aperçu de l'augmentation de la capacité des installations de dessalement, des plus importants problèmes et perspectives en matière de dessalement ainsi que des faits saillants intervenus en 1966 sur le plan international et des principales activités entreprises par l'ONU en 1966. Le Secrétaire général a recommandé d'intensifier le programme de travail des Nations Unies en matière de dessalement en y faisant figurer trois nouvelles études sur les moyens de déterminer la demande d'eau potable et de prévoir cette demande, l'utilisation des sources locales d'énergie dans les opérations de dessalement et les besoins en devises découlant des divers procédés de dessalement.

190. Dans le courant du débat<sup>2/</sup>, les membres du Conseil se sont dans l'ensemble déclarés satisfaits du rapport et des activités des Nations Unies dans le domaine du dessalement et ils ont appuyé les recommandations relatives aux travaux futurs. Néanmoins, il a été suggéré que les études proposées portent sur des projets ou des cas déterminés plutôt que sur des questions d'ensemble. Certaines réserves ont également été formulées quant aux incidences financières des propositions. Cependant, on a fait remarquer que les services de deux experts en matière de dessalement et une somme de 15 000 dollars avaient déjà été offerts par le Royaume-Uni et l'on a exprimé l'espoir que de nouvelles contributions volontaires des gouvernements permettraient de se passer de fonds supplémentaires des Nations Unies.

191. Il a été suggéré qu'à l'avenir le Secrétariat devrait soumettre des rapports sur les faits nouveaux en matière de dessalement moins d'une fois par an et que le Conseil voudrait peut-être obtenir l'avis du Comité consultatif pour l'application de la science et de

la technique au développement sur les aspects techniques des propositions dont il est saisi. Il a été également suggéré que le Secrétaire général devrait dresser l'état des incidences financières de ses propositions au moment même de leur présentation et non pas par la suite comme cela se fait actuellement. Les gouvernements seraient ainsi en mesure d'étudier à la fois les recommandations et leurs incidences financières éventuelles.

192. Le Conseil a adopté une résolution [1204 (XLII)] dans laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général et a approuvé les additions au programme de travail. Les Etats Membres ont été invités à s'associer à ceux qui ont déjà fourni leur appui à ce programme de travail ainsi qu'à considérer la nécessité, pour tous les intéressés, de coopérer en vue d'échanger des renseignements par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, qui serait au centre des activités. Ils ont également été invités à rechercher s'il convient de recourir dans certains cas au dessalement en se prévalant du Programme des Nations Unies pour le développement (Elément Fonds spécial) et d'une assistance directe. Le Conseil a prié le Secrétaire général, en coopération avec les institutions spécialisées et l'AIEA, d'intensifier les activités en matière de dessalement de l'eau, compte tenu en particulier des problèmes que pose pour les pays en voie de développement l'application des techniques de dessalement de l'eau, et il a invité les Etats Membres qui possèdent les connaissances techniques nécessaires dans le domaine du dessalement de l'eau à recourir dans toute la mesure du possible aux mécanismes des Nations Unies pour fournir leur assistance aux pays en voie de développement.

## SOURCES NOUVELLES D'ENERGIE

193. Le rapport sur les sources nouvelles d'énergie (E/4303<sup>2/</sup>) — soumis conformément à la résolution 1033 B (XXXVII), qui priait le Secrétaire général d'établir des rapports périodiques à ce sujet — décrit les récents faits saillants en matière de recherche et d'application de l'énergie solaire, de l'énergie géothermique, et de l'énergie obtenue à partir du schiste bitumineux et des piles à combustible, traite de la coopération internationale dans ce domaine et contient des recommandations portant sur les travaux futurs de l'ONU en la matière. On a recommandé en particulier d'organiser des colloques sur l'énergie géothermique, l'énergie solaire et le schiste bitumineux ainsi que de renforcer et d'aider davantage le Centre expérimental de l'énergie solaire de Niamey (Niger) que l'ONU a aidé à créer.

194. Au cours du débat<sup>3/</sup>, les participants se sont généralement déclarés satisfaits de la qualité du rap-

\*Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

<sup>2/</sup> E/AC.6/SR.402 à 406; E/SR.469.

<sup>3/</sup> E/AC.6/SR.402, 403, 406 à 409; E/SR.1469.

port et de l'intérêt que porte l'Organisation des Nations Unies à la mise en valeur de sources nouvelles d'énergie. Il a été noté que sauf pour l'énergie éolienne les progrès qui ont été accomplis grâce aux recherches consacrées aux sources nouvelles d'énergie sont encourageants. La plupart des représentants ont approuvé, du moins en principe, l'idée d'organiser le colloque proposé. Le colloque sur l'utilisation des schistes bitumineux a suscité un intérêt particulier, et les représentants se sont félicités du fait que le Gouvernement soviétique s'est proposé pour accueillir ce colloque. En ce qui concerne le colloque sur l'énergie solaire, il a été suggéré que le Secrétariat étudie la possibilité de collaborer au colloque que la Société de l'énergie solaire envisage d'organiser en 1970. Plusieurs délégations ont exprimé le vif intérêt qu'elles portent au Centre expérimental de l'énergie solaire de Niamey. Il est à souligner que ce Centre pourrait effectuer des travaux particulièrement utiles pour tous les pays situés dans des zones arides, en Afrique comme ailleurs.

195. Certains représentants ont demandé des précisions sur les incidences financières des propositions. Le représentant du Secrétaire général a expliqué que la plus grande partie des dépenses occasionnées par les colloques est généralement à la charge des pays hôtes et que les autres dépenses encourues par les Nations Unies à l'occasion de ces réunions sont généralement couvertes à l'aide des fonds de l'assistance technique. En ce qui concerne la proposition visant à renforcer le Centre de l'énergie solaire, le représentant du Secrétaire général a déclaré que l'on pourrait chercher à obtenir une assistance du PNUD si les gouvernements intéressés lui soumettaient des demandes à cette fin. Une note explicative du Secrétaire général (E/4303/Add.11) relative aux incidences financières a également été fournie. Il était indiqué dans cette note que les recommandations n'auraient pas pour effet une demande de crédits nouveaux à imputer sur le budget ordinaire. A la lumière des explications fournies, il a été décidé que le Conseil pouvait approuver les propositions contenues dans le rapport dans la mesure où il sera possible de disposer des fonds nécessaires à partir d'autres sources.

196. On a exprimé l'opinion qu'en général les propositions d'ordre technique devraient être étudiées à l'avenir par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement afin qu'il puisse donner son avis au Conseil sur leurs aspects techniques ou scientifiques.

197. Le Conseil a terminé son examen du rapport en adoptant une résolution [1205 (XLI)] dans laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général (E/4303), a fait siennes ses recommandations dans la mesure où il sera possible de disposer des fonds nécessaires, a recommandé aux Etats Membres de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter l'échange de renseignements et la fourniture de moyens pour l'organisation de colloques dans ce domaine et a proposé que les organes compétents du Programme des Nations Unies pour le développement examinent la possibilité de renforcer encore davantage le Centre expérimental de l'énergie solaire de Niamey, au cas où les gouvernements intéressés présenteraient une demande dans ce sens.

198. Le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre d'un programme d'études de cinq ans pour la mise en valeur des ressources naturelles (E/4302<sup>1/</sup>) a été présenté conformément à la résolution 1127 (XLI) par laquelle le Conseil avait prié le Secrétaire général d'établir un rapport complet et définitif sur la mise en œuvre d'un programme d'études à long terme dans le domaine des ressources naturelles. Dans son rapport, le Secrétaire général a brièvement rappelé les étapes successives de l'exécution du programme depuis sa présentation l'année précédente. Il a déclaré que, conformément à la résolution mentionnée ci-dessus, trois groupes de consultants avaient été constitués et avaient entrepris une étude du programme précédemment proposé. Il a ensuite détaillé le programme tel qu'il avait été révisé par ces groupes de spécialistes, en déclarant qu'il était dans l'ensemble satisfait des résultats. Les rapports des trois groupes — sur les ressources minérales, les ressources hydrauliques et l'énergie, respectivement — ont été présentés sous forme d'annexes au rapport du Secrétaire général.

199. Le Secrétaire général a ensuite examiné, comme le Conseil l'en avait prié, les moyens de financer le programme — dont le coût, selon les estimations des trois groupes, se montera à un total de 11,4 millions de dollars pour cinq ans — sur le budget ordinaire de l'ONU, au moyen de contributions volontaires des gouvernements et par tous autres moyens appropriés, y compris l'aide du PNUD. Il a conclu que ce sont avant tout les Etats Membres eux-mêmes qui peuvent contribuer à résoudre cette question.

200. Enfin, le Secrétaire général a émis l'idée que le Conseil voudra peut-être, à titre de mesure intermédiaire, créer au niveau intergouvernemental un Comité chargé de surveiller la mise au point du programme d'études de cinq ans et, en premier lieu, d'étudier plus en détail les moyens de financer le programme en faisant appel à des sources diverses. Le Secrétaire général a déclaré qu'il serait à son tour prêt à mettre le programme à exécution dès que les moyens nécessaires lui seraient fournis.

201. Au cours du débat<sup>4/</sup>, les représentants ont de nouveau indiqué l'importance et la valeur qu'ils attachent au programme. Ils se sont déclarés satisfaits des résultats des travaux des consultants chargés d'étudier à nouveau le programme et de l'améliorer. Les représentants ont exprimé des avis différents quant à l'importance relative qu'ils attachent aux trois éléments du programme et aux questions correspondantes, mais ils se sont déclarés heureux que l'on ait mis l'accent sur la nécessité d'un programme orienté vers le développement. La plupart des membres du Conseil ont reconnu, avec le Secrétaire général, que l'on pouvait considérer que la mise au point détaillée du programme demandée dans la résolution 1127 (XLI) était terminée et ils ont estimé que le Conseil devrait approuver le programme modifié, du moins dans ses grandes lignes.

<sup>4/</sup> E/AC.6/SR.401 à 403, 405 à 407, 412 à 413; E/SR.1469 et 1474.



202. Les membres du Conseil ont dans l'ensemble approuvé la recommandation des consultants selon laquelle les trois éléments conjoints du programme devraient être placés sous une direction unifiée assurée par la Division des ressources et des transports du Département des affaires économiques et sociales.

203. En ce qui concerne la question essentielle du financement, un certain nombre de représentants ont été d'avis que la plus grande partie des dépenses devrait être couverte par des contributions volontaires. Cependant, on a noté que deux offres fermes seulement avaient été reçues jusqu'ici, une du Gouvernement italien, qui se proposait pour fournir les services d'un expert de la géothermie, et l'autre du Gouvernement iranien, qui annonçait une contribution de 50 000 dollars. On a exprimé l'espoir que d'autres gouvernements annonceraient des contributions substantielles en espèces et en nature. Les avis ont différé quant à la manière de financer le solde des dépenses qui ne seraient pas couvertes par ces contributions. Certains représentants ont estimé qu'il devrait être financé sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies; d'autres ont rappelé qu'en principe le budget ordinaire doit être réservé aux dépenses administratives.

204. Il a été reconnu qu'il conviendrait d'inviter un représentant du PNUD à informer le Conseil des ressources que le PNUD pourrait allouer, le cas échéant, pour aider à financer le programme. Le représentant du PNUD a souligné l'intérêt que son organisme porte à tous programmes touchant au développement des ressources naturelles, étant donné que ce développement constitue une partie importante des activités du PNUD, tant au titre de l'élément Assistance technique qu'à celui de l'élément Fonds spécial. Se référant aux nombreux projets approuvés par le Fonds spécial, il a déclaré qu'ils avaient résulté du rassemblement de nombreuses données qui permettraient en fait, dans un délai de cinq à dix ans, d'entreprendre un inventaire réel des ressources naturelles des régions du monde en voie de développement. Cependant, le problème complexe que pose le rassemblement de ces données n'est pas encore résolu, mais il est actuellement à l'étude. Le représentant a confirmé que l'assistance financière du PNUD ne pouvait être fournie que sur la demande précise d'un ou de plusieurs gouvernements et que, dans chaque cas, le gouvernement ou les gouvernements intéressés étaient obligés de fournir une contribution de contrepartie.

205. On a conclu que si le rassemblement des données constitue bien un élément approprié des activités du PNUD, le programme d'études tel qu'il se présente, surtout à son stade initial, n'entre pas, lui, dans le cadre du mandat du PNUD. On a cependant reconnu que les moyens de financer ce programme par les ressources du PNUD devraient être étudiés plus avant.

206. Des représentants ont insisté pour que l'on fasse le nécessaire en vue d'utiliser intégralement les moyens et les renseignements dont disposent les organismes des Nations Unies et d'assurer la coordination des travaux. En particulier, plusieurs représentants ont insisté sur le fait que l'ONUDI devrait

être étroitement associée au programme. La proposition du Secrétaire général selon laquelle un Comité spécial intergouvernemental devrait être établi pour étudier plus avant le financement du programme a trouvé généralement un accueil favorable. On a suggéré que le Comité pourrait également être chargé d'étudier les questions d'organisation. Après un échange de vues, il a été décidé que le Comité serait composé de 22 membres.

207. Une fois le débat terminé, le Conseil a adopté une résolution [1218 (XLII)] par laquelle il a approuvé les grandes lignes du programme d'études qui a été formulé par les trois groupes de consultants et a prié le Secrétaire général d'entreprendre des travaux préparatoires en vue de son exécution dans la mesure où le permettraient les fonds disponibles de diverses sources, y compris le PNUD, en se servant des données provenant des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des organismes des Nations Unies. Le Conseil a décidé de créer un Comité spécial composé de 22 membres, à savoir l'Algérie, la Bulgarie, le Cameroun, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Guatemala, l'Inde, l'Irak, l'Italie, le Mexique, le Pakistan, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, la République-Unie de Tanzanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Sierra Leone, la Tchécoslovaquie, le Togo, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Venezuela. Le Conseil a chargé le Comité d'étudier les travaux préparatoires en vue de l'exécution du programme, ainsi que les problèmes connexes touchant la coordination avec les organismes intéressés des Nations Unies, en particulier l'ONUDI, d'analyser le programme d'études, en se préoccupant notamment des étapes successives de l'exécution de ses trois éléments, et de rechercher les moyens de financer le programme en faisant appel à toutes les sources possibles. Le Conseil a prié en outre le Secrétaire général de voir, avec le Directeur du PNUD, s'il était possible de financer en partie le programme d'études au moyen des ressources du PNUD et de faire rapport sur ce point au Comité spécial. Il l'a également prié de prêter au Comité spécial toute l'assistance dont celui-ci aurait besoin pour accomplir sa tâche. D'autre part, le Conseil a prié le Comité spécial de lui faire rapport au plus tard lors de sa quarante-quatrième session et a invité les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des organisations privées qui sont en mesure de le faire à verser des contributions volontaires en espèces ou en nature pour couvrir les dépenses occasionnées par le programme d'études. Enfin, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale d'examiner à sa vingt-deuxième session les dispositions à prendre pour assurer le financement des travaux préparatoires en vue de l'exécution du programme d'études, compte tenu des contributions volontaires qui auraient été versées ou annoncées, et d'ouvrir, le cas échéant, au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour 1968, les crédits nécessaires pour couvrir les frais administratifs qu'entraînerait la mise en train des travaux préparatoires.

## Section II. — Développement des transports

208. Conformément aux résolutions 935 (XXXV) et 1082 A (XXXIX) du Conseil, le Secrétaire général a



présenté au Conseil, à sa quarante-deuxième session, un rapport intérimaire sur le développement des transports. Dans son rapport, le Secrétaire général a analysé le travail accompli en matière de développement des transports par l'ONU et par la CNUCED, l'OIT, la FAO et l'OMCI, replaçant ces activités dans le cadre plus large des problèmes que pose le développement des transports aux pays en voie de développement et des techniques applicables au développement des transports.

209. Le Secrétaire général a conclu que l'assistance actuellement fournie par les organismes des Nations Unies en matière de développement des transports était insuffisante et marquée par une tendance à la prolifération d'organisations et d'institutions ainsi qu'à la fragmentation des efforts. En conséquence, il s'imposait d'intensifier les travaux ainsi que de renforcer la liaison et la coordination en vue de rendre cette assistance plus efficace. Le Secrétaire général a en outre émis l'idée que le Conseil voudra peut-être le prier de convoquer un groupe d'experts chargé d'examiner le programme des Nations Unies dans le domaine des transports et de donner des avis à ce sujet, y compris sur les questions de fond et d'organisation, compte tenu de la précédente recommandation du Conseil, figurant dans sa résolution 1082 A (XXXIX), de renforcer le rôle du Secrétariat en tant que centre coordinateur des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions qui s'y rattachent, dans le domaine des transports.

210. En présentant le rapport<sup>5/</sup>, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a constaté qu'un peu partout dans le monde on mesure mieux maintenant l'importance que présentent les transports et communications pour tout développement et progrès vers l'unification. Il a déclaré que depuis 20 ans les Nations Unies avaient exécuté un certain nombre de projets et de programmes utiles dans le domaine des transports et a souligné le travail considérable et l'effort d'investissement qu'a accomplis la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Le Sous-Secrétaire a fait remarquer, toutefois, que les efforts fournis par l'Organisation des Nations Unies et les institutions qui s'y rattachent avaient été fragmentaires plutôt que systématiques et que le moment semblait être venu de mettre au point un programme général et d'examiner les grandes orientations de la politique des Nations Unies. Il a fait observer qu'on avait beaucoup parlé ces derniers temps d'un Centre mondial des transports qui serait placé sous l'égide des Nations Unies. Cependant, les gouvernements semblant désireux de comprimer leurs dépenses, le Secrétariat avait cru devoir se limiter à une proposition modeste, celle d'un groupe d'experts, et à l'engagement de continuer à rechercher avec les autres institutions des arrangements fructueux pour l'organisation en commun de projets et de programmes. Il a ajouté que la coopération au Siège était la plus étroite avec la CNUCED, étant donné que les deux secrétariats étaient sous l'autorité du Secrétaire général de l'ONU.

<sup>5/</sup> E/AC.6/SR.404.

211. Au cours du débat<sup>6/</sup>, les représentants se sont en général félicités de la qualité et de la valeur du rapport intérimaire et ont souscrit à ses conclusions générales concernant la nécessité d'améliorer la coordination interinstitutions et d'éviter le chevauchement des activités. On s'est aussi, en général, rallié à l'idée de procéder à un examen du travail accompli par l'Organisation des Nations Unies et les institutions qui lui sont rattachées dans le domaine des transports. Un certain nombre de représentants ont souligné le rôle que jouent les ports et les services de transports maritimes en matière de promotion du commerce international. Ils se sont réjouis de l'approbation d'un programme de travail détaillé pour le secrétariat de la CNUCED de la part du Comité des transports maritimes du Conseil du commerce et du développement. On s'est félicité des études établies par le Secrétariat de l'ONU sur l'application des progrès techniques récents et notamment l'utilisation des containers. L'idée, envisagée dans le rapport, de tenir des cycles d'études a reçu un appui considérable. Certains représentants ont semblé préconiser de petits cycles d'études consacrés à des besoins précis plutôt que des cycles d'études interrégionaux ou régionaux. Certains représentants se sont montrés sceptiques quant au fait que le groupe d'experts envisagé puisse apporter les résultats escomptés. On a estimé que le Secrétaire général devrait avoir l'occasion d'envisager d'abord les mesures qui pourraient être prises au sein de l'ONU elle-même.

212. A la fin du débat, le Conseil a adopté une résolution [1202 (XLII)] priant le Secrétaire général d'examiner les moyens d'éviter tout chevauchement d'activités entre les services du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent des transports maritimes et des ports et de lui faire rapport à ce sujet, au plus tard lors de sa quarante-quatrième session; de poursuivre l'étude de l'application des plus récents progrès de la science et de la technique au développement des transports des pays en voie de développement et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa quarante-quatrième session; et d'examiner, en consultation, le cas échéant, avec les institutions spécialisées intéressées, les moyens qui permettraient de coordonner au mieux et d'améliorer les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine des transports et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.

### Section III. — Réforme agraire

213. A sa quarante-deuxième session<sup>7/</sup>, le Conseil a été saisi du rapport de la Conférence mondiale sur la réforme agraire (E/4298<sup>8/</sup>) et d'une note du Secrétaire général sur les travaux de la Conférence (E/4310<sup>9/</sup>), ainsi que des sections du rapport de la Commission du développement social sur sa dix-huitième session qui intéressent la réforme agraire (E/4324<sup>10/</sup>, par. 50 à 70 et E/423/Add.1, par. 19 à 23).

<sup>6/</sup> E/AC.6/SR.404, 405, 408, 409; E/SR.1469.

<sup>7/</sup> E/AC.6/SR.408 à 410, 414, 415; E/SR.1473.

<sup>8/</sup> La version définitive du rapport sera publiée ultérieurement.

<sup>9/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 8 de l'ordre du jour.

<sup>10/</sup> Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 5.

214. Le rapport de la Conférence mondiale sur la réforme agraire contenait un bref résumé des travaux de la Conférence, les rapports des trois groupes de travail qui ont accompli la majeure partie du travail de la Conférence, le rapport du Rapporteur général, la résolution adoptée par la Conférence et une analyse des principales questions à l'ordre du jour de la Conférence. D'autres documents étaient joints en annexes.

215. La note du Secrétaire général (E/4310) résumait le rapport, énumérait brièvement les raisons pour lesquelles la Conférence avait été organisée ainsi que ses principales conclusions et donnait certaines indications sur le futur programme de travail des Nations Unies en matière de réforme agraire.

216. En présentant cette question<sup>11/</sup>, le représentant du Secrétaire général a rappelé qu'à sa trente-neuvième session le Conseil avait accueilli favorablement l'idée d'organiser une Conférence mondiale sur la réforme agraire<sup>12/</sup>. L'objectif de la Conférence était d'étudier et d'échanger des données d'expérience plutôt que de faire des recommandations aux gouvernements et c'est dans ce contexte que devait être considérée la résolution de la Conférence sur laquelle le représentant du Secrétaire général attirait l'attention du Conseil. La Conférence a souligné que rien ne pouvait remplacer des réformes fondamentales de structure mais qu'une simple réforme du régime foncier ne suffisait pas. Une telle réforme devait s'accompagner de mesures de grande portée visant à améliorer l'infrastructure et à mettre en place des services sociaux dans les régions rurales, du renforcement des institutions et d'une participation efficace de la population. Le Secrétaire général tenait pleinement compte des recommandations de la Conférence quant à l'action internationale future en matière de réforme agraire, à laquelle on accordera un rang élevé dans l'ordre de priorité, et il avait formulé certaines suggestions au Conseil en ce qui concernait les activités opérationnelles et les recherches à entreprendre (E/4310, par. 24). Les commissions régionales étaient étroitement associées aux activités de consolidation.

217. Le représentant de la FAO parlant au nom du Directeur général a déclaré<sup>11/</sup> que son organisation avait attaché une grande importance à la Conférence mondiale sur la réforme agraire qui, à son avis, aurait une influence décisive sur l'orientation des travaux de la FAO, dans ce domaine, au cours des années à venir. La FAO était fermement convaincue que, dans de nombreux pays, la réforme agraire qui permettrait de modifier fondamentalement la répartition des terres serait un moyen essentiel pour promouvoir le progrès économique et social dans les zones rurales, établir un ordre plus équitable sur le plan social, développer une agriculture dynamique. De ce fait, une telle réforme était extrêmement importante pour aider à combler l'écart existant entre la production d'aliments et l'expansion démographique. La FAO a fait siennes les principales conclusions énoncées dans la note du Secrétaire général (E/4310) et approuvé l'idée d'insister sur la nécessité de ren-

forcer les institutions, de faire appel à la participation de la population, de s'attaquer par des mesures globales à un régime foncier archaïque, et de l'importance qu'il y avait à améliorer les dispositions administratives concernant les mesures d'application et d'évaluation dans ce domaine. La réforme agraire ne pouvait se faire que de façon suivie et, dans les pays développés comme dans les pays sous-développés, la nécessité s'en ferait encore sentir au cours de la prochaine décennie et même au-delà. Ce problème revêtait un caractère d'urgence et nécessitait une coopération immédiate, au niveau national et international; la FAO était prête à assumer le rôle qui lui revenait en tant qu'institution principalement responsable de ce domaine.

218. La plupart des représentants à la Conférence se sont déclarés satisfaits des résultats atteints et ont souligné l'utilité d'une telle réunion qui a permis aux représentants d'un grand nombre de pays d'échanger des données techniques. La vaste gamme des questions traitées au cours des débats a bien mis en lumière la grande complexité des divers aspects économiques, sociaux et politiques de la réforme agraire. Cependant, des représentants ont exprimé des réserves au sujet de certains aspects de la Conférence. Tous les gouvernements n'avaient pas été invités à envoyer des délégations. Les participants à la Conférence comprenaient un nombre plus important d'experts que de représentants de gouvernements s'intéressant directement à la réforme agraire; comme en témoigne le rapport de la Conférence, les résultats atteints n'étaient pas suffisamment concrets. Il a été suggéré qu'il vaudrait mieux organiser des réunions au niveau régional qui seraient, dans la mesure du possible, consacrées uniquement à l'examen d'un nombre limité de questions; les participants seraient choisis parmi ceux qui, sur le plan administratif ou technique, s'occupent directement de programmes de réforme agraire. Les représentants du Secrétaire général et du Directeur général de la FAO ont expliqué que la Conférence avait été réunie et organisée conformément aux termes de la résolution 1078 (XXXIX) du Conseil et d'une résolution de la Commission des questions sociales<sup>13/</sup> et que, pour des raisons financières, il n'avait pas été possible de connaître les vues des gouvernements par l'intermédiaire d'un comité préparatoire ou par des moyens similaires. On a fait observer que l'ONU et les institutions intéressées accordaient déjà une grande attention aux réunions régionales et même nationales, traitant de réforme agraire et d'activités pratiques.

219. Au cours des débats, les représentants ont examiné les conclusions de la Conférence à la lumière de la réforme agraire opérée dans leur propre pays et souligné l'importance de cette question pour le développement économique et le progrès social. On a unanimement reconnu la nécessité de préparer et de planifier très soigneusement la réforme agraire et d'inscrire ces mesures dans le cadre des plans de développement global. Les représentants ont souligné qu'il fallait d'urgence adopter des mesures qui permettent de remédier aux déficiences de la structure agraire, car c'était une des conditions essentielles

<sup>11/</sup> E/AC.6/SR.408.

<sup>12/</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 3, par. 165.

<sup>13/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Supplément No 12, chap. 9, projet de résolution II.

pour combler l'écart existant entre la production d'aliments et l'expansion démographique. La réforme agraire permettrait en outre d'améliorer l'agriculture et d'élever le niveau de vie de la population rurale. On a estimé qu'il était indispensable de s'attaquer à ce problème de façon globale et coordonnée. La redistribution des terres n'était pas suffisante en soi, mais devait s'accompagner d'une vaste gamme de mesures de soutien. Des mesures telles que la colonisation des terres, le développement des techniques agricoles ou la réforme du système d'impôts ne sauraient suppléer à des réformes de structure fondamentales. Plusieurs membres ont souligné la nécessité de tenir compte des fonctions sociales découlant de la propriété foncière. On a beaucoup insisté sur la nécessité d'améliorer les dispositions administratives prévoyant l'application des réformes agraires et de procéder à une évaluation minutieuse des résultats ainsi que sur les modifications à apporter aux institutions, notamment pour augmenter les crédits et les services de vulgarisation. On s'est accordé à reconnaître que les organismes de coopération de divers types avaient un rôle important à jouer et qu'il était opportun que la population participe pleinement à l'élaboration et à l'application des mesures de réforme agraire; il fallait en particulier encourager la constitution d'organisations paysannes. Mention a été faite des liens étroits qui existent entre le développement agricole et industriel et le développement rural et urbain, de l'importance d'une politique appropriée des prix agricoles et de la nécessité d'obtenir des fonds suffisants pour le financement des activités de réforme agraire. Les représentants des pays développés ont souligné que le processus continu d'amélioration de la structure agraire nécessite une attention suivie, même dans leur pays, et ont déclaré que les pays en voie de développement pourraient tirer profit de leur expérience ainsi que des erreurs commises.

220. Le Conseil a fait sienne la résolution adoptée par la Conférence (E/4298, deuxième partie). En ce qui concernait le paragraphe 4 de cette résolution demandant à tous les pays plus évolués d'accorder aux pays en voie de développement qui en feront la demande une assistance économique et technique suffisante en matière de réforme agraire et dans les domaines connexes, les représentants de bon nombre de pays avaient réexaminé la nature et la portée de leur programme d'assistance technique et financière. Les participants à la Conférence s'étaient unanime-

ment prononcés en faveur du renforcement des activités des organismes de l'ONU dans le domaine de l'assistance technique. Il a, toutefois, été reconnu que c'était aux gouvernements intéressés d'élaborer leur programme de réforme agraire en fonction de leur situation particulière. Les propositions du Secrétaire général (E/4310, par. 24) concernant les futures activités opérationnelles, notamment en matière de formation et d'évaluation, ont été approuvées sans réserve. Certains représentants ont estimé qu'une priorité moins élevée devrait être accordée à la recherche, aux études et aux cycles d'études, puisque ces activités faisaient l'objet depuis de nombreuses années d'efforts considérables et que l'accent devrait surtout être mis désormais sur les activités d'ordre éminemment pratique. Un représentant a insisté sur le fait que les fonds internationaux ne devraient pas être utilisés pour financer l'expropriation de grandes propriétés foncières.

221. A l'issue des débats, le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution [1213 (XLII)] dans laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport de la Conférence mondiale sur la réforme agraire, recommandé aux gouvernements d'étudier ce rapport comme un intéressant document de références et a fait sienne la résolution adoptée par la Conférence. Le Conseil a approuvé le programme de travail tracé au paragraphe 24 de la note du Secrétaire général (E/4310) pour les activités opérationnelles. Il a réaffirmé sa résolution 1078 (XXXIX) par laquelle il a recommandé aux gouvernements de prendre des mesures pour appliquer rapidement la réforme agraire et invité les gouvernements à considérer l'importance des mesures complémentaires de caractère institutionnel ainsi que d'autres mesures connexes nécessaires à une réforme agraire efficace. Le Conseil a souligné à nouveau qu'il était nécessaire que les gouvernements intéressés créent dans le secteur agricole une infrastructure économique et sociale conforme aux objectifs de la réforme agraire. Il a engagé instamment les Etats Membres à procéder à des échanges d'experts, de personnel et de stagiaires dans le domaine de la réforme agraire et, enfin, il a prié le Secrétaire général et les institutions spécialisées intéressées d'organiser, avec le concours des Commissions économiques régionales, d'institutions nationales et autres organismes, des cycles d'études et des groupes d'études régionaux pour examiner divers aspects de la réforme agraire concernant d'une façon directe et immédiate certains problèmes précis.

## QUESTIONS RELATIVES A LA SCIENCE ET A LA TECHNIQUE

### Section I. — Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement

222. Sur l'invitation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique a tenu sa sixième session, du 17 au 28 octobre 1966, au siège de la FAO à Rome. Au cours de cette session, le Comité a passé en revue ses activités des trois dernières années et est arrivé à la conclusion qu'il pouvait maintenant entamer une nouvelle phase de ses travaux. Tout en continuant ses études générales, il a estimé qu'il devrait également examiner de manière approfondie certains des problèmes importants soulevés par l'application de la science et de la technique au développement qu'il avait identifiés dans ses rapports précédents. Cette étude approfondie consisterait à définir avec plus de précision ce qu'il y aurait lieu de faire dans chaque cas et quelles seraient les ressources indispensables à cet effet, ainsi qu'à présenter des recommandations au Conseil sous une forme plus précise et plus concrète que dans ses précédents rapports généraux.

223. Le premier problème choisi par le Comité consultatif et examiné à sa sixième session a été celui de la production et de la consommation de protéines comestibles. Le Comité a recommandé la création d'un groupe d'experts spécial chargé d'élaborer un plan d'action général en vue d'augmenter la production et la consommation de protéines comestibles. Le Comité a choisi aussi deux autres sujets, pour lesquels des études plus détaillées ont été entreprises à sa sixième session: la mise en valeur des ressources naturelles et certains aspects de l'enseignement des sciences.

224. En ce qui concerne les ressources naturelles, il a été décidé que le Comité devrait publier un rapport général et que la question serait examinée plus avant à la septième session. Le Comité s'est également penché sur les problèmes posés par l'établissement et l'examen des états que doivent établir les organismes des Nations Unies, conformément à la résolution 1155 (XLI) du Conseil, au sujet du Plan d'action mondial envisagé dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement. Profitant du fait que la session se tenait au siège de la FAO, le Comité consultatif a consacré deux journées à examiner les parties du programme de la FAO qui présentaient un intérêt pour lui. Après une discussion approfondie, il a indiqué qu'il souscrivait en général à l'ordre de priorité suggéré par la FAO, et il a exprimé l'espoir que les lacunes dont il était question dans les états seraient rapidement comblées. A l'issue du débat, le Comité a adopté une résolution dans laquelle il a exprimé sa satisfaction devant l'étendue et la portée générale des activités de la FAO.

225. En ce qui concerne sa composition, le Comité consultatif a pris note des opinions exprimées dans son rapport par le Comité de coordination du Conseil (E/4260<sup>1</sup>), qui soulignait combien il importait de conserver le caractère consultatif du Comité et déclarait que, étant donné qu'il s'agissait d'un Comité d'experts choisis à titre personnel, seuls les membres du Comité consultatif devraient prendre part à ses sessions et participer directement à ses débats et à ses travaux.

226. Au cours de la sixième session du Comité consultatif, le Sous-Comité du CAC pour la science et la technique s'est réuni et a examiné les questions suivantes: a) dispositions à prendre pour établir le rapport du Comité sur les protéines; b) dispositions à prendre pour établir les états demandés aux institutions spécialisées et à l'AIEA au paragraphe 8 de la résolution 1155 (XLI), et portée et modalités de l'étude du calcul des dépenses relatives à la science et à la technique effectuée par les organismes des Nations Unies. Le Sous-Comité a tenu une réunion spéciale les 18 et 19 janvier 1967 à Genève afin d'étudier plus avant les questions soulevées par l'établissement des états demandés aux organismes des Nations Unies dans la résolution 1155 (XLI) du Conseil.

227. Comme il entamait une nouvelle phase de ses travaux, le Comité consultatif a décidé qu'à l'avenir il présenterait au Conseil, chaque année, un rapport succinct qui donnerait un aperçu de ses activités au cours de l'année considérée, et qu'il établirait, selon les besoins, des rapports distincts sur les questions de fond qui seraient soumis au Conseil dès qu'ils seraient prêts.

228. Le quatrième rapport du Comité consultatif (E/4300<sup>2</sup>), dont le Conseil était saisi à sa quarante-deuxième session, a été le premier rapport établi conformément à cette décision. Il portait sur les activités du Comité au cours du second semestre de 1966, notamment sur les débats de sa sixième session, et traitait de questions telles que le Plan d'action mondial dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement, la production et la consommation de protéines comestibles, les ressources naturelles, le calcul des dépenses relatives à la science et à la technique, l'enseignement des sciences et les activités régionales. Comme le Conseil avait décidé, conformément à sa résolution 1156 (XLI), d'examiner à l'avenir les rapports du Comité consultatif au cours de sa session de printemps, il n'a pas été saisi du compte rendu des travaux de la septième session qui s'est tenue du 1er au 5 mai 1967.

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour.

<sup>2/</sup> Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 8.



229. Une note succincte concernant certaines questions visées dans le quatrième rapport qui avaient été examinées plus avant à la septième session (E/4300/Add.1<sup>3/</sup>) a toutefois été établie pour l'information du Conseil à sa quarante-deuxième session. Cette note indiquait entre autres que les groupes régionaux du Comité consultatif pour l'Afrique et pour l'Amérique latine avaient présenté au Comité des rapports sur leurs dernières réunions. A la lumière de ces rapports et d'autres documents, il avait été décidé qu'il serait utile de rédiger et de soumettre au Comité consultatif, pour approbation, un exposé qui donnerait un aperçu de ses opinions motivées sur les avantages et les inconvénients rencontrés selon que l'on envisageait l'application de la science et de la technique au développement sous l'angle régional ou sous l'angle national. Il avait été décidé de confier la rédaction de cet exposé à un groupe de travail spécial sur les activités régionales créé à cette fin par le Comité consultatif.

230. Le quatrième rapport a été présenté au Conseil par le Directeur pour la science et la technique<sup>4/</sup>, qui a souligné que le Comité se maintenait en liaison étroite avec les organismes des Nations Unies. Au cours du débat, certains membres du Conseil se sont félicités de ce que le Comité avait fait avancer certaines questions comme celle de l'accroissement de la production et de la consommation de protéines comestibles, ou celle des ressources naturelles, mais ils ont souligné les dangers qu'il y aurait à surcharger le Comité de demandes d'assistance et de conseils. D'autres membres se sont félicités du grand intérêt que le Comité avait manifesté pour la question de l'enseignement des sciences et se sont prononcés en faveur de l'expansion de ses activités régionales. A l'issue du débat, le Conseil a adopté une résolution [1200 (XLII)] dans laquelle il a pris note avec satisfaction du quatrième rapport du Comité consultatif.

## Section II. — Accroissement de la production et de l'utilisation de protéines alimentaires

231. Le rapport du Comité consultatif intitulé "Alimentation de la population mondiale en expansion: recommandations en vue d'une action internationale pour écarter la menace d'une crise des protéines" (E/4343<sup>5/</sup>) a été présenté au Conseil par le Président du Comité consultatif<sup>6/</sup>. Celui-ci a souligné que dans les précédents rapports présentés au Conseil le Comité consultatif s'était attaché à exposer une politique générale d'application de la science et de la technique au développement. Mais le dernier rapport fournissait un plan détaillé en ce qui concernait l'un des domaines les plus importants identifié par le Comité en vue d'une attaque concertée. On était gravement préoccupé du déséquilibre toujours croissant entre la poussée démographique et la production alimentaire. L'un des points les plus importants qui ressortait du rapport était que, du point de vue scientifique, le problème alimentaire était en voie d'être

résolu, qu'il s'agisse du déficit protéique ou du déficit calorique. Il restait toutefois la question du transfert des connaissances, qui posait des problèmes économiques, sociaux, culturels et des problèmes d'éducation. Tout en insistant comme il convenait sur les aspects purement scientifiques du problème et leur caractère pluridisciplinaire, le rapport soulignait l'importance de ces problèmes généraux. Il traitait également des questions de l'enseignement et de la formation techniques ainsi que de la création et du maintien de centres nationaux et régionaux de recherche et de formation en matière de techniques agricoles, de science alimentaire, de technologie alimentaire et de nutrition. Les propositions énoncées dans le rapport étaient inséparables les unes des autres, car elles formaient un tout; cependant, elles devraient être mises en œuvre différemment selon les régions et selon les besoins propres à l'écologie de chaque pays. Ces propositions avaient des incidences budgétaires considérables, mais elles devaient être jugées au regard de l'ampleur du problème qui se posait au monde.

232. Le Conseil a entendu les déclarations des représentants de la FAO, de l'OMS et du FISE<sup>6/</sup> qui ont tous exprimé leur satisfaction devant le rapport et indiqué que leurs organisations appuyaient les propositions qu'il contenait.

233. Au cours du débat<sup>7/</sup>, le Conseil a félicité le Comité consultatif pour son rapport. On a appuyé en général les propositions précises qu'il contenait, bien que la plupart des membres aient estimé que la priorité devrait être donnée à l'accroissement de la production de protéines classiques. De même, on est généralement convenu qu'il était important de créer des moyens de formation, de recherche et de vulgarisation dans le domaine de l'alimentation. Quant aux incidences financières du rapport, on a généralement estimé qu'avant de prévoir de nouvelles ressources pour permettre aux organismes des Nations Unies de s'attaquer au déficit en protéines il faudrait procéder à un examen approfondi des activités en cours. A partir de là, on pourrait envisager une redistribution des ressources, si cela s'avérait utile, avant de voir s'il était souhaitable d'ouvrir des crédits supplémentaires.

234. A l'issue de ses débats, le Conseil a adopté une résolution [1257 (XLIII)] dans laquelle il a souligné l'importance des activités visant à pallier la pénurie de protéines, et adressé ses remerciements au Comité consultatif qui avait notablement contribué à éclairer et à définir le problème. Il a exprimé l'espoir que le Comité consultatif lui ferait rapport de temps à autre à ce sujet et a prié le Secrétaire général de porter à l'attention des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et des chefs de secrétariat des institutions spécialisées intéressées, des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth, les recommandations qui figuraient dans le rapport, et de les inviter à accueillir favorablement les demandes d'aide technique et financière accrue pour les activités destinées à accélérer les travaux sur la production, la disponibilité et la consommation de

<sup>3/</sup> Ibid., quarante-deuxième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour.

<sup>4/</sup> E/SR.1468.

<sup>5/</sup> Ce rapport révisé sera diffusé comme publication des Nations Unies.

<sup>6/</sup> E/AC.6/SR.419.

<sup>7/</sup> E/AC.6/SR.418 à 422; E/SR.1502.

protéines comestibles formulées par les pays en voie de développement. Le Conseil a invité les gouvernements à diffuser largement le rapport du Comité ainsi qu'à renforcer leurs programmes nationaux et encourager les activités non gouvernementales en vue d'accroître la production, la disponibilité et la consommation de protéines comestibles. Le Conseil a reconnu la valeur des 14 propositions du Comité consultatif et a considéré que, pour aider à faire face aux nécessités immédiates, il conviendrait de donner la priorité aux quatre propositions suivantes: a) encourager la production et la consommation d'aliments protéiques classiques dans les pays en voie de développement; b) accroître la consommation directe de graines oléagineuses et encourager l'emploi de concentrés protéiques de poisson; c) prendre des mesures pour éviter les pertes de denrées alimentaires; d) renforcer les institutions régionales et nationales nécessaires pour les études, les recherches et la formation dans les pays en voie de développement. Le Conseil a recommandé que l'OMS, la FAO et le FISE examinent s'il était utile et possible d'élargir le mandat et les fonctions du Groupe consultatif sur les protéines OMS/FAO/FISE, comme il était recommandé dans le rapport du Comité consultatif. Enfin, il a prié le Secrétaire général d'entreprendre, en consultation avec le CAC et avec l'avis, le cas échéant, du Comité consultatif, une étude des programmes actuels et projetés des organismes des Nations Unies, en vue d'une réaffectation éventuelle des ressources à l'échelle nationale et internationale, et de formuler toutes recommandations pertinentes et susceptibles d'être mises en application en vue d'une action plus poussée en ce sens.

### Section III. — Modalités du transfert des techniques d'exploitation aux pays en voie de développement

235. La situation et le coût pour les pays en voie de développement de l'acquisition de connaissances techniques avancées, brevetées ou non, sont examinés dans une série de monographies par pays et par industrie, conformément à la résolution 2091 (XX) de l'Assemblée générale et à la suite d'une demande du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Les monographies pilotes visent à examiner de façon approfondie la nature, les modalités, le coût et les conséquences des arrangements conclus directement entre entreprises (publiques ou privées) de pays développés et de pays en voie de développement en vue du transfert de connaissances techniques et administratives. Les études sont entreprises par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en collaboration avec l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies.

236. Un rapport d'activité intitulé "Modalités du transfert des techniques d'exploitation aux pays en voie

de développement" (E/4319<sup>8/</sup>), exposant les conditions et les plans d'exécution des monographies, a été présenté au Conseil à sa quarante-deuxième session. Le rapport indiquait le coût effectif des connaissances techniques étrangères et les moyens possibles financiers et institutionnels de le réduire. Un questionnaire avait été envoyé à ce sujet par le Secrétaire général aux gouvernements et aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales intéressées.

237. Le rapport d'activité exposait en détail deux projets d'assistance technique dans le domaine de la législation et de l'administration des brevets, entrepris comme suite à la résolution 2091 (XX) de l'Assemblée générale. Le premier projet, concernant la création de centres régionaux de coopération en matière de brevets, visait à permettre aux gouvernements de pays en voie de développement d'une même région de mettre en commun leurs ressources pour l'examen des demandes de brevets. Le second projet concernait un centre international de formation à l'administration de la propriété industrielle qui fournirait des installations de formation spéciale aux hauts fonctionnaires chargés de la gestion de la propriété industrielle.

238. Au cours du débat au Conseil<sup>9/</sup>, des délégations de pays en voie de développement et de pays développés ont approuvé d'une manière générale les principaux domaines d'activité considérés dans le rapport. Il a été souligné que l'écart entre les pays riches et les pays pauvres était immense dans le domaine de la technique; les efforts déployés par le Secrétaire général dans ce contexte étaient donc accueillis avec satisfaction. Les rôles respectifs des secteurs public et privé ont été soulignés. On s'est accordé en général à penser que les monographies entreprises dans un certain nombre de pays, d'abord en Amérique latine, seraient utiles pour d'autres pays malgré les différences géographiques, politiques et économiques et la diversité des législations nationales. Plusieurs délégations ont approuvé les suggestions figurant dans le rapport, relatives aux projets d'assistance technique intéressant l'administration et l'organisation de bureaux nationaux de brevets et la coopération internationale en matière de brevets.

239. Dans une résolution qu'il a adoptée à ce sujet [1201 (XLII)], le Conseil a prié le Secrétaire général d'exécuter rapidement les monographies par pays relatives aux modalités du transfert des techniques d'exploitation aux pays en voie de développement et de renforcer ses activités d'assistance technique dans ce domaine.

<sup>8/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour.

<sup>9/</sup> E/SR.1468.



## COOPERATION REGIONALE\*

240. Comme dans le passé, les rapports annuels de la Commission économique pour l'Europe, de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, de la Commission économique pour l'Amérique latine et de la Commission économique pour l'Afrique ont été soumis au Conseil, à sa quarante-troisième session, par leurs secrétaires exécutifs, qui ont fait des exposés donnant un aperçu de la situation économique et décrivant les grandes lignes des travaux accomplis par leurs commissions en 1966. Les rapports des commissions sont résumés ci-dessous aux paragraphes 246 à 328; on trouvera aux paragraphes 329 à 343 un résumé des déclarations des secrétaires exécutifs. Un résumé des études sur la situation économique de l'Europe, sur celle de l'Asie et l'Extrême-Orient et sur celle de l'Amérique latine, ainsi qu'une note sur l'Etude de la situation économique en Afrique, 1960-64 (E/CN.14/397), figurant au chapitre I.

### Section I. — Réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales

241. Pendant la période considérée, les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales se sont réunis deux fois, sous la présidence du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, d'abord au Siège des Nations Unies, à New York, du 25 au 27 janvier 1967, et ensuite au Palais des Nations à Genève, du 14 au 17 juillet 1967. Les rapports sur ces réunions<sup>1/</sup> ont été soumis au Conseil, en application de la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale.

242. A la session de janvier, les secrétaires exécutifs ont examiné avec une attention toute particulière la question de la coordination des activités entre l'ONUDI et les commissions économiques régionales; un certain nombre d'autres questions ont également été discutées: la deuxième session de la CNUCED, le personnel, l'amélioration de l'efficacité du programme d'information de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne ses activités économiques et sociales, les questions relatives au CAC; les aspects démographiques du développement économique; la science et la technique, le développement social, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial, etc.

243. Les questions suivantes ont été examinées à la réunion de juillet: le développement et la planification économiques, le programme d'étude de cinq ans en vue de la mise en valeur des ressources natu-

relles; l'application de la science et de la technique au développement; le programme en matière démographique; les questions administratives, budgétaires et de personnel; la coopération entre l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies et les commissions économiques régionales; la coordination des activités dans le domaine industriel entre les commissions économiques régionales, le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth et l'ONUDI; et le Programme des Nations Unies pour le développement du commerce.

244. Ont participé à la réunion de janvier, le Directeur du Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth, le Directeur général de l'ONUDI, le secrétaire général de la CNUCED, le Codirecteur du PNUD, le Directeur du personnel, le Sous-Secrétaire aux affaires politiques spéciales chargé de l'information et le Conseiller juridique, ainsi que des représentants de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO et de l'AIEA. Ont participé à la réunion de juillet les secrétaires exécutifs et le Directeur du Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth, le secrétaire général de la CNUCED, le Directeur et le Codirecteur du PNUD, le Directeur général de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies, le Sous-Secrétaire aux affaires inter-organisations, le Directeur général de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et les représentants de l'ONUDI et de la FAO. A en juger par le nombre croissant des participants aux réunions des secrétaires exécutifs, elles deviennent de plus en plus, semble-t-il, un instrument efficace de la coordination des programmes des Nations Unies dans les domaines économique et social.

245. Un des résultats de la réunion de janvier a été l'adoption de la décision tendant à organiser un Programme des Nations Unies pour le développement du commerce d'exportation; il a été décidé de grouper les activités et les ressources en un programme des Nations Unies destiné à favoriser les exportations des pays en voie de développement et conçu comme un effort de coopération de tous les organismes intéressés de l'ONU. Le Secrétaire général des Nations Unies a appuyé le programme sans réserve. A la réunion de juillet, les participants ont réaffirmé que le programme devrait être le résultat d'une coordination des efforts, à laquelle participeraient toutes les organisations et institutions intéressées de la famille des Nations Unies, en vue d'assurer l'utilisation harmonieuse de tous les moyens et efforts que déploient les diverses unités et institutions du système des Nations Unies dans le domaine du développement du commerce d'exportation. Il a été reconnu que la réunion des secrétaires exécutifs, avec la participation des organisations et institutions intéressées, était l'organisme propre à assurer la coordination de

\* L'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale contient le point suivant: "Développement régional".

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexe A, point 10 de l'ordre du jour, documents E/4301 et E/4410 et Add.1.

ce programme, mais aussi que chacune des commissions économiques régionales des parties du monde qui sont en voie de développement devrait servir de centre d'initiative pour le programme en question. D'autre part, le secrétaire général de la CNUCED et le Directeur général du GATT ont décidé d'examiner la possibilité de combiner leurs ressources au sein d'un centre international commun du commerce destiné à apporter la contribution la plus efficace possible au Programme des Nations Unies pour le développement. Le PNUD, l'ONUDI et la FAO ont également indiqué qu'ils étaient disposés à coopérer à la mise en œuvre du programme.

## Section II. — Rapport des commissions économiques régionales

### COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

246. A l'occasion de son vingtième anniversaire, qui coïncidait avec sa vingt-deuxième session, la Commission économique pour l'Europe (CEE) a tenu une séance commémorative et elle a adopté à l'unanimité une déclaration (E/4329<sup>2/</sup>, par. 260) par laquelle les représentants des gouvernements participant aux travaux de la CEE ont estimé que la situation existant dans la région de la CEE exigeait des travaux menés activement et des efforts conjugués pour promouvoir, dans le cadre de la CEE, une coopération qui réponde à l'intérêt de toutes les nations. Ils se sont engagés à contribuer, par tous les moyens possibles, au développement des échanges et de la coopération économique, scientifique et technique dans des domaines tant traditionnels que nouveaux, sur une base mutuellement avantageuse et à long terme.

247. Comme l'indique son rapport annuel (E/4329<sup>2/</sup>), la Commission, au cours de sa vingt-deuxième session, tenue à Genève du 11 au 28 avril 1967, a examiné l'activité de ses organes subsidiaires et le travail de la Commission dans son ensemble et a étudié la situation économique en Europe en se fondant sur la première partie de l'Etude sur la situation économique de l'Europe en 1966 (E/ECE/656<sup>3/</sup>). La Commission a étudié les résolutions intéressant ses travaux, adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale, sa propre contribution aux programmes des Nations Unies pour l'aide aux pays en voie de développement, ses activités en relation avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ses activités dans le domaine du développement industriel, le tourisme et d'autres questions mentionnées ci-dessous.

248. Avant l'adoption de l'ordre du jour, plusieurs délégations ont déclaré que le principe d'universalité de la Commission exigeait qu'un Etat européen souverain, tel que la République démocratique allemande, qui est un important facteur de la vie économique européenne et dont la politique est conforme aux objectifs et aux buts de l'Organisation des Nations Unies et de la Commission, occupe la place qui lui revient légitimement parmi les membres de la Commission. Elles ont souligné que le développement et le renforcement des relations de bon voisinage et d'une

coopération efficace en Europe demandaient que l'on envisage cette question sous un angle nouveau. Plusieurs autres délégations ont exprimé le regret que le Statut de la soi-disant République démocratique allemande, question éminemment politique, ait été à nouveau évoquée au sein d'un organe traitant de questions économiques et techniques. Elles ont exprimé l'espoir qu'une solution acceptable serait apportée au problème allemand et ont néanmoins estimé que la Commission devait s'en tenir sur ce point à la ligne qui a été la sienne depuis bien des années.

249. La Commission a adopté un certain nombre de résolutions en ce qui concerne ses activités (E/4329, troisième partie).

250. Par une résolution concernant les travaux du Comité pour le développement du commerce, la Commission a décidé de convoquer une réunion d'experts gouvernementaux de tous les pays membres de la CEE désireux d'y participer pour élaborer des propositions pratiques et, éventuellement, des projets de recommandations concernant la suppression des obstacles économiques, administratifs et de politique commerciale qui s'opposent au développement des échanges; et d'attirer l'attention du Comité pour le développement du commerce sur la nécessité d'élaborer, en application de la résolution 9 (XVI), des propositions pratiques et des recommandations concernant la suppression des obstacles mentionnés ci-dessus, ainsi qu'un programme de travail à long terme (pour trois à cinq ans) du Comité intéressant les problèmes auxquels les pays de la région de la CEE portaient un intérêt commun. Elle a aussi décidé d'examiner à sa session suivante les progrès réalisés par les pays membres de la CEE dans l'exécution des dispositions du paragraphe 3 de la Déclaration adoptée à sa réunion commémorative (E/4329, par. 260).

251. Dans le domaine de la science et de la technologie, la Commission a adopté deux résolutions: par la première, qui concernait la recherche, la Commission a invité le secrétaire exécutif à préparer, en consultation avec les gouvernements des pays membres, une étude des méthodes par lesquelles ces pays avaient organisé et encourageaient les activités de recherche scientifique et technologique liées au développement, compte tenu des travaux déjà accomplis par d'autres organisations internationales; par la deuxième résolution, qui concernait la coopération, la Commission a invité les Etats Membres à intensifier leurs efforts visant à promouvoir la coopération scientifique et technologique, à faciliter l'échange de renseignements et de données d'expérience entre savants et instituts nationaux de recherche technique et scientifique sur une base mutuellement avantageuse, et à s'attacher tout particulièrement aux moyens de stimuler et de développer la coopération scientifique et technologique. Elle a aussi prié le secrétaire exécutif, après consultation des gouvernements des Etats membres et compte dûment tenu des travaux des autres organes des Nations Unies et des autres organisations internationales dans ce domaine, la possibilité d'assurer une coopération scientifique et technologique plus étendue et des échanges de connaissances techniques qui soient mutuellement profitables.

252. En ce qui concerne le tourisme, la Commission a adopté une résolution par laquelle elle a invité

<sup>2/</sup> Conseil économique et social, Documents officiels, quarante-troisième session, Supplément No 3.

<sup>3/</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.E.1.

les pays membres à faire tous les efforts possibles pour le succès de l'Année internationale du tourisme, et a prié le secrétaire exécutif d'établir, en collaboration avec l'Union internationale des organisations officielles de voyage et les organes des Nations Unies intéressés, une évaluation: a) de la situation et des perspectives du tourisme en Europe et b) de la portée des dispositions à prendre, soit par les gouvernements, à titre individuel, soit grâce à des efforts conjugués, en vue de développer davantage l'industrie du tourisme et les possibilités d'investissements à cette fin, et de simplifier le régime des formalités aux frontières en vue d'encourager les voyages. Puis elle a invité le secrétaire exécutif à étudier la possibilité de consacrer périodiquement une section de l'Etude sur la situation économique de l'Europe aux problèmes relatifs au tourisme et à collaborer étroitement avec l'UIOOT et les organes des Nations Unies intéressés.

253. La Commission a décidé de convoquer, en 1969, une réunion d'experts gouvernementaux des pays membres de la CEE responsables dans leur pays des problèmes relatifs au milieu de vie et à son influence sur la société. Elle a invité tous les gouvernements des pays membres à présenter au secrétaire exécutif des suggestions sur les questions particulières qui pourraient être utilement traitées à cette réunion et a demandé au secrétaire exécutif et aux organes subsidiaires compétents de la Commission de commencer les travaux préparatoires à cette réunion et d'entreprendre toutes les mesures nécessaires en coopération avec les organisations internationales intéressées dans ce domaine.

254. En outre, la Commission a décidé de convoquer en 1968 une réunion spéciale de fonctionnaires gouvernementaux (des administrations locales et nationales) ayant de hautes responsabilités en matière de politiques et de mesures de lutte contre la pollution de l'air. Elle a aussi décidé de créer, dans le cadre de son mandat, un organe chargé des problèmes des ressources hydrauliques et de la lutte contre la pollution des eaux dans la région de la CEE. Elle a invité le secrétaire exécutif à préparer pour cet organe, et dans la limite de ses compétences, de ses ressources, un projet de programme de travail qui devrait être soumis aux gouvernements des pays membres, et l'a prié de convoquer cet organe pour sa première session en 1968.

255. Elle a pris note avec satisfaction des progrès réalisés dans les travaux de préparation de l'étude sur les tendances et les perspectives du marché de la consommation des produits chimiques ainsi que des dispositions prises par le secrétaire exécutif en vue de l'achèvement de l'étude dans les délais requis pour être présentée au Colloque international sur le développement industriel. Elle a invité les gouvernements des pays membres à fournir des éléments d'information statistiques qui leur seraient demandés et, à cette fin, a demandé au secrétaire exécutif de poursuivre la collecte des statistiques et des prévisions portant sur la production, la consommation et les échanges des produits chimiques et de convoquer une nouvelle réunion des experts gouvernementaux en vue d'aider le Secrétariat à la mise à jour périodique de l'étude. Elle a prié le secrétaire exécutif de préparer avec l'aide des experts gouvernementaux,

pour la vingt-troisième session, un rapport sur les problèmes posés par le développement de l'industrie chimique dans les pays membres et dont l'étude pourrait être utilement confiée à un groupe permanent d'experts gouvernementaux.

256. En ce qui concerne la contribution de la CEE à d'autres programmes des Nations Unies, la Commission a adopté une résolution sur ses activités relatives à la préparation de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, par laquelle elle a décidé de coopérer pleinement aux travaux préparatoires de la session, et a invité les gouvernements membres à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour accomplir le plus de progrès possibles dans l'application des recommandations faites par la Conférence à sa première session, en ce qui concernait les questions pour lesquelles on pouvait s'attendre à des progrès avant la deuxième session, et à déployer le maximum d'efforts, comme il était envisagé dans la résolution 2206 (XXI) de l'Assemblée générale, pour assurer la réussite de la deuxième session. Elle a aussi adopté une résolution concernant la coopération entre la CEE et l'ONUDI dans le domaine du développement industriel, par laquelle elle priait le secrétaire exécutif de continuer à contribuer, selon qu'il conviendrait, à la préparation du Colloque international sur le développement industriel, elle invitait les pays membres à aider l'ONUDI à la préparation de ce Colloque par l'élaboration d'une documentation appropriée et priait le secrétaire exécutif de proposer de nouveaux moyens de coopération et de collaboration entre la Commission et l'ONUDI.

257. Plusieurs résolutions ont été adoptées en ce qui concerne le programme des travaux de la Commission. Par l'une d'elles la Commission a invité les réunions des conseillers économiques principaux des gouvernements de la CEE à inscrire au programme de leurs travaux un examen des tendances à long terme de l'économie de la région de la CEE et une appréciation globale de ces tendances; elle a recommandé à ses organes subsidiaires d'accorder dans leur programme de travail une place importante à l'étude des perspectives du développement des secteurs de l'économie qui étaient de leurs compétences respectives, et a prié le secrétaire exécutif de procéder à une consultation des gouvernements membres sur des propositions d'activités nouvelles à confier à la Commission; et de soumettre le cas échéant, pour mise au point, à des experts des pays membres les propositions qui auraient obtenu l'appui général et de les présenter à la Commission pour prise en considération et décision. Par une autre résolution elle a invité le secrétaire exécutif à préparer un avant-projet de programme de travail à long terme, pour trois ans, en y introduisant les questions liées à l'évolution économique qui avait lieu dans l'ensemble de la région de la CEE et aux problèmes des pays membres peu développés; elle a prié ses organes subsidiaires de réviser leurs programmes de travail en vue de concentrer leurs travaux sur les problèmes les plus significatifs de leurs domaines d'activité respectifs, ce qui pouvait entraîner, le cas échéant, certains remaniements de leurs programmes de travail, et a recommandé au secrétaire exécutif d'appeler l'attention sur cette résolution au début des réunions de

chacun des organes subsidiaires au cours de l'année 1967-1968. Par une autre résolution elle a approuvé son programme de travail pour 1967-1968.

258. D'autres résolutions et décisions de la Commission concernaient des réunions des conseillers économiques principaux des gouvernements membres de la CEE, la productivité du travail, les activités de la Commission dans le domaine de la normalisation, l'application des méthodes modernes d'économie mathématique et des techniques de calcul électronique à la recherche économique, les travaux statistiques de la Commission, l'automatisation et les industries mécaniques et électriques.

259. Au cours de l'année, la Commission a continué de coopérer avec les institutions spécialisées et l'AIEA, ainsi qu'avec un grand nombre d'organisations non gouvernementales diverses. Elle a aussi maintenu ses contacts officiels, au niveau du Secrétariat, avec plusieurs organisations intergouvernementales non reliées aux Nations Unies.

#### COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET POUR L'EXTREME-ORIENT

260. Le rapport annuel de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) [E/4358/4] porte sur les travaux de sa vingt-troisième session, qui a aussi marqué son vingtième anniversaire. La session s'est tenue à Tokyo du 5 au 7 avril 1967. La place unique que la Commission occupe dans la région, notamment en tant qu'instrument du développement de la coopération régionale, a été mise en relief dans les résolutions relatives au vingtième anniversaire de la CEAEO et dans la Déclaration de Tokyo. La Commission a évalué les réalisations de ses vingt années d'existence et la façon dont elle a fait face aux problèmes qui se sont posés; elle a aussi indiqué dans quel sens ses activités futures devraient s'orienter. La Commission avait obtenu des résultats concrets tant dans le domaine de la coopération régionale que dans celui de la coopération internationale et elle avait créé des institutions destinées à accélérer cette coopération. Elle avait aussi modifié son programme et ses méthodes de travail afin d'encourager le réinvestissement et les activités connexes dans les domaines économique et social. Les pays de la région de la CEAEO entreprenaient des programmes coordonnés en matière de planification, de production et d'échanges commerciaux. La Commission a noté que la coordination avec les programmes d'ensemble s'était étendue. Elle a approuvé les incidences financières des programmes et a insisté sur la nécessité, en l'état actuel de certains de ces principaux projets, de recruter du personnel supplémentaire.

261. Elle a adopté une série de résolutions sur divers aspects de ses travaux dont certains seront indiqués plus loin (E/4358, troisième partie).

262. La Commission a étudié la situation économique dans la région; elle était saisie de l'Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1966/5 et de l'introduction à cette étude

(E/CN.11/L.185). Elle a constaté avec inquiétude que le taux de croissance économique de la région était tombé en 1965 à 1,9 p. 100 seulement, ce qui représentait une baisse du revenu par habitant. Toutefois, certains pays de la région avaient continué d'enregistrer une progression satisfaisante. Elle a considéré que le problème alimentaire était critique, la production ayant diminué de 5 p. 100 en 1965/1966 pour tomber à un niveau inférieur de 3 p. 100 à la moyenne d'avant guerre. La Commission a analysé les raisons de ce recul du secteur agricole et a suggéré des mesures qui tiendraient compte de l'interdépendance de l'agriculture et de l'industrie.

263. Elle a aussi examiné les autres obstacles à l'expansion, en particulier les obstacles rencontrés sur les marchés étrangers, l'instabilité des prix à l'exportation, le manque d'accords satisfaisants sur les produits de base et la lenteur avec laquelle sont mises en œuvre les recommandations de la CNUCED, même adoptées à l'unanimité. Elle a souligné qu'en harmonisant les programmes de production on pourrait faire beaucoup pour accroître les échanges. Elle s'est félicitée du changement d'attitude intervenu à l'égard des pays en voie de développement, et notamment du traitement préférentiel accordé par les pays développés aux pays en voie de développement pour divers articles manufacturés et semi-finis qu'ils exportent.

264. La Commission a examiné les problèmes relatifs à l'épargne et à son utilisation. Elle a constaté l'insuffisance de devises par rapport aux besoins et s'est inquiétée de ce que les entrées nettes d'assistance extérieure aient diminué, ainsi que des conditions dans lesquelles l'assistance était accordée. Elle a insisté sur la nécessité au stade actuel du développement de fournir rapidement et de façon continue une aide massive.

265. Elle s'est penchée sur la définition envisagée d'une stratégie internationale du développement pour les années 1970 et a demandé que l'on examine avec soin les répercussions qu'elle aurait sur la région de la CEAEO. La Commission a souligné les problèmes que pose l'exécution des plans et des projets de développement à la suite d'une formulation parfois défectueuse du plan général et a décidé d'étudier plus longuement ces problèmes à la Conférence des planificateurs économiques d'Asie.

266. Elle a confirmé la nécessité d'adopter, pour l'harmonisation régionale des plans de développement, une méthode pragmatique et progressive en procédant par produit ou par secteur. Il conviendrait de commencer par des groupements sous-régionaux, mais ceux-ci devraient être considérés simplement comme une étape transitoire devant conduire à une coopération régionale plus large. Elle a prié le secrétariat de prendre l'initiative d'effectuer une série d'études et d'exécuter des programmes concrets. La Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie et le Comité d'harmonisation des plans, organe technique qui en dépend, seront chargés de l'exécution de ce programme.

267. La Commission a noté que le nombre des stagiaires formés par l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques avait

<sup>4/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 2.

<sup>5/</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.II.F.1.



été supérieur aux prévisions initiales du plan d'opérations. L'Institut offrira prochainement un cours de programmation agricole et un cours d'administration du développement industriel. La Commission a adopté une résolution relative au financement de l'Institut au cours de sa deuxième période quinquennale (1969-1973) et a pris note avec satisfaction des annonces de contributions ainsi que des engagements pris par divers gouvernements.

268. La Commission a passé en vue les progrès accomplis en matière statistique par les différents pays de la région et par le secrétariat, grâce notamment à la publication de guides et à l'organisation de cycles d'études. Elle a constaté l'existence d'une forte demande de matériel pour le dépouillement des données et a décidé de réunir un groupe d'experts chargé d'envisager la création d'un centre régional d'exploitation des données. Elle a accueilli avec satisfaction l'offre du Gouvernement japonais de fournir des installations à Tokyo pour le futur Institut régional de formation et de recherches statistiques qui est appelé à bénéficier d'une assistance du PNUD.

269. La Commission a noté que la Banque asiatique de développement avait achevé d'élaborer sa politique interne et se préoccupait désormais de sa politique opérationnelle et du recrutement de son personnel. Elle espérait envoyer une mission d'enquête dans les pays membres de la région en vue de reconnaître les projets de développement auxquels la Banque pourrait commencer à travailler. Un appel a été adressé aux pays développés pour qu'ils constituent des fonds spéciaux ou des trust funds. La Commission a aussi noté que la Banque réserverait un accueil favorable à des projets multinationaux de développement et qu'elle tiendrait compte tout particulièrement des besoins des pays membres les plus petits et les moins développés. La CEAE0 et la Banque asiatique de développement ont réaffirmé leur désir commun de coopérer étroitement.

270. Sur le plan du commerce, la Commission a accueilli avec satisfaction l'invitation adressée par le Gouvernement iranien aux gouvernements membres pour qu'ils participent à la deuxième Foire internationale d'Asie qui doit se tenir à Téhéran en 1969.

271. Une profonde inquiétude a été exprimée devant l'accroissement du déficit commercial de la région et les conséquences qu'il risque d'avoir. La Commission a constaté par ailleurs un accroissement notable du volume du commerce avec les pays à économie planifiée. On s'est préoccupé des résultats des négociations Kennedy entreprises sous les auspices du GATT. On a également exprimé une certaine inquiétude devant le fait que les pays en voie de développement étaient réduits au rôle de fournisseurs résiduels de matières premières aux pays développés. La Commission a noté les fluctuations des cours internationaux et les conditions de commercialisation défavorables pour les produits primaires d'exportation. Elle a souligné la nécessité d'accorder un traitement préférentiel aux importations en provenance des pays en voie de développement. Un système de financement supplémentaire, la libéralisation des échanges et la conclusion d'accords commerciaux régionaux ont été parmi les solutions envisagées. La Commission a adopté une résolution relative à la

Conférence ministérielle des pays de la région de la CEAE0 qui se tiendra avant la deuxième session de la CNUCED et sera précédée de la réunion d'un groupe de travail.

272. Pour ce qui est de la prochaine session de la CNUCED, la Commission a noté avec satisfaction que les pays de la CEAE0, développés ou en voie de développement, se sont entendus dans une large mesure sur plusieurs questions de fond. Elle a été d'avis que l'attention devrait se porter sur l'application des recommandations faites par l'UNCTAD à sa première session et sur les questions qui semblent devoir donner des résultats concrets. A cette fin, elle a prié les pays membres et le secrétaire exécutif de préparer ensemble cette session.

273. La Commission a noté la création d'instruments utiles pour le développement, notamment le Conseil asiatique du développement industriel et le Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes d'Asie, dont les activités sont opérationnelles. Elle a souligné la nécessité d'un développement équilibré des secteurs agricole et industriel et en a examiné les conséquences. Elle a aussi étudié les problèmes de l'acquisition des connaissances et compétences techniques, l'existence d'industries à capacité excédentaire et une proposition visant à créer une Banque asiatique de produits alimentaires et d'engrais.

274. La Commission a examiné le problème des exportations d'articles manufacturés et semi-finis et a noté l'étroite coopération existant dans ce domaine entre la CEAE0, la CNUCED et l'ONUDI.

275. Etant donné les résultats très remarquables que la Commission a obtenus dans le domaine des enquêtes géologiques et de la mise en valeur des ressources minérales, il a semblé que la Commission pourrait contribuer utilement au programme quinquennal des Nations Unies pour l'étude des ressources naturelles non agricoles. La Commission a manifesté sa déception devant les délais apportés à la création de l'Institut régional du pétrole.

276. La Commission a exprimé l'avis qu'une des conditions préalables du succès de la coopération à l'échelon régional ou sous-régional consiste à prévoir une répartition équitable, entre les pays participants, des avantages qui en découlent. Elle a aussi décidé de créer un comité consultatif asiatique de normalisation et une petite bibliothèque industrielle qui contiendrait tous les plans nationaux de développement industriel et d'autres renseignements pertinents. La Commission a estimé que le Conseil du développement industriel d'Asie paraissait être tout désigné pour accomplir dans la région les tâches résultant de la stratégie globale élaborée par l'ONUDI.

277. La Commission a pris note des offres d'assistance faites par différents pays et par des organismes et institutions des Nations Unies pour entreprendre la prospection des ressources minérales au large des côtes d'Asie. Elle a décidé d'en faire bénéficier les territoires baignés par l'océan Pacifique et de former un groupe similaire pour les pays situés au bord de l'océan Indien.

278. La Commission a noté l'effet du progrès technique sur la planification et les investissements dans le secteur des transports et des communications. Elle a examiné les problèmes du transport urbain et étudié la possibilité de créer des parcs régionaux de matériel pour la construction des routes, pour le renflouement et le dragage et pour les recherches et le sauvetage aéro-maritime. La Commission a fait l'éloge du Groupe d'études des ports pour les études complètes, utiles et concrètes qu'il a effectuées. Elle a examiné les changements intervenus dans les méthodes de transport de marchandise par unité de charge. Elle a approuvé l'inscription au programme de travail d'études de prévisibilité concernant un réseau ferroviaire transasiatique. Elle a recommandé d'entreprendre des études sur la possibilité de créer un dispositif régional approprié pour faciliter tous les modes de circulation internationale.

279. La Commission a noté avec satisfaction l'appui organique apporté par le PNUD au Comité de coordination de la route d'Asie. Elle a réaffirmé sa décision d'achever avant la fin de la Décennie du développement au moins une artère est-ouest. Elle a aussi noté l'importance des routes de raccordement.

280. En ce qui concerne la mise en valeur des ressources hydrauliques, la Commission a noté qu'alors que la puissance installée avait augmenté de 14,2 p. 100 par an, la proportion des terres irriguées ne s'était accrue que de 2,3 p. 100 par an. Elle a souligné la nécessité de coordonner les tâches entre les divers organismes et disciplines qu'intéresse la mise en valeur des ressources hydrauliques. Elle a insisté sur l'importance d'une action régionale pour la mise en œuvre de projets tels que la mise en valeur du bassin inférieur du Mékong et a pensé que le Recueil des principaux cours d'eau internationaux de la région de la CEAEQ<sup>6/</sup> établi par le secrétariat stimulerait la coopération entre les pays riverains. Elle a passé en revue les travaux de la mission préparatoire sur les typhons et du Groupe d'experts sur les cyclones.

281. La Commission a noté avec satisfaction les progrès réalisés dans l'exécution du projet d'aménagement de la vallée de la Nam Ngum au Laos. Elle a examiné l'état d'avancement du projet du Prek Thnot au Cambodge et les problèmes qui se sont posés à cette occasion et a engagé tous les pays amis à fournir au Comité une assistance qui lui permettrait de financer l'exécution du projet conformément aux décisions qui seront prises à ce sujet par le Gouvernement cambodgien.

282. La Commission a également examiné les travaux prévus pour la construction du pont international de My Thuan dans la République du Viet-Nam. L'Autriche et l'Indonésie s'étaient jointes à la communauté internationale qui coopère aux projets du Mékong. Une suggestion a été faite au sujet de la possibilité de constituer un fonds spécial pour l'aménagement du bassin inférieur du Mékong, conformément au statut de la Banque asiatique de développement.

283. La Commission a été d'avis que les plans de développement n'accordent pas une attention suffisante aux aspects sociaux et a proposé de prendre

les mesures qui s'imposent à cet effet. Elle a aussi préconisé un examen des problèmes qui font obstacle au développement rural. Elle a passé en revue les problèmes démographiques de la région et a approuvé un certain nombre de mesures destinées à y faire face. A ce propos, elle a pris note de la proposition relative à la création, dans le cadre des Nations Unies, d'un consortium de sources d'assistance publiques et privées qui permettraient de verser des contributions à un trust fund spécial administré par le Secrétaire général.

284. Dans le domaine de l'agriculture, la Commission a noté avec une vive inquiétude que l'on risquait d'enregistrer un important écart entre l'offre et la demande intérieures de céréales alimentaires d'ici à 1975 et une forte réduction des excédents aux Etats-Unis d'Amérique. Elle a suggéré d'utiliser, pour les divers pays, un ensemble de facteurs connus et différenciés. Elle s'est aussi félicitée de l'assistance que la Banque asiatique de développement peut apporter au secteur agricole. La Commission a instamment recommandé de renforcer la coopération entre la FAO et la CEAEQ, particulièrement en vue de développer des programmes axés sur l'action.

285. La Commission s'est déclarée une fois de plus inquiète de constater que, compte tenu de la population et de la capacité d'absorption de la région, la part de cette dernière dans les activités d'assistance technique et dans celles du Fonds spécial était demeurée relativement faible. Elle s'est félicitée que les pays de la région [y compris les pays qui accordent une assistance] et les organes et les institutions des Nations Unies aient mis de plus en plus au point les dispositifs de coopération et de coordination pour assurer la programmation et l'utilisation efficaces de toutes les formes d'assistance. Elle a constaté les liens étroits qui s'étaient établis entre son propre programme de travail et l'assistance technique qui est fournie, et dont un exemple éclatant est la création de la Banque asiatique de développement. La Commission a insisté sur le fait qu'il est de plus en plus nécessaire que les pays définissent avec précision leurs besoins d'assistance en matière de préinvestissement, domaine dans lequel la CEAEQ est tout particulièrement apte à prêter son concours. Elle a insisté à nouveau sur les résultats nettement positifs, même pour certains pays développés, du Cycle d'études sur la coordination nationale de l'assistance technique et elle a insisté sur la nécessité d'organiser un cycle d'études sur les méthodes d'évaluation de l'assistance technique et les activités connexes. Elle a aussi approuvé l'initiative qu'ont prise les Nations Unies en constituant des équipes chargées de faire rapport sur l'évaluation de l'assistance technique dans certains pays, notamment la Thaïlande. Elle a souligné le fait que les représentants résidents constituent dans les différents pays un élément important pour la coordination et elle a demandé dans cet ordre d'idées une participation de plus en plus grande de la CEAEQ aux diverses phases de la programmation et de l'exécution des programmes d'assistance technique dans les pays.

286. La Commission a approuvé le programme entrepris par le Secrétariat dans le domaine de l'administration publique et a demandé de renforcer

<sup>6/</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.F.8.



le personnel du secrétariat étant donné la place importante de l'aspect administratif dans l'exécution des plans et programmes des pays de la région.

287. La Commission a souligné l'importance, au stade actuel de développement des pays de la région, des activités du Fonds spécial, du rôle accru qu'il peut jouer étant donné l'accroissement de leur capacité d'absorption, ainsi que des activités que va entreprendre la Banque asiatique de développement. Elle a attiré l'attention sur le long laps de temps qui s'écoule avant qu'il ne soit donné suite aux demandes adressées au Fonds spécial.

288. La Commission a rendu hommage à l'activité du Programme alimentaire mondial, qui vise notamment à remédier au déficit des pays souffrant de pénuries. Elle s'est déclarée inquiète de constater que le montant fixé pour les contributions au titre de la période actuelle du Programme n'a pas encore été atteint.

#### COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

289. La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) a tenu sa douzième session à Caracas (Venezuela), du 2 au 13 mai 1967. On trouvera un compte rendu des travaux de la session dans le rapport annuel de la Commission (E/4359/2).

290. Deux nouveaux Etats ont participé à cette session: la Guyane, qui était devenue membre de la Commission en octobre 1966 après avoir été pendant plusieurs années membre associé, et la Barbade, qui était devenue membre de plein droit de la Commission en mars 1967.

291. Le développement économique et social, l'état de la planification, l'intégration économique régionale et les problèmes du commerce et du financement extérieur des pays de l'Amérique latine ont été les grandes questions sur lesquelles ont porté les débats. L'importance qui leur a été donnée dépendait de l'évolution tantôt très favorable, tantôt défavorable, de l'économie des pays d'Amérique latine. Parmi les événements positifs on a noté en particulier les décisions prises à la réunion des chefs d'Etat américains tenue à Punta del Este en avril 1967.

292. En procédant à l'examen de l'évolution économique récente, la Commission a exprimé la vive préoccupation que lui causait le ralentissement du rythme d'expansion de l'ensemble de la région, mais elle a reconnu que ce ralentissement ne s'était pas manifesté de la même façon dans tous les pays d'Amérique latine. Elle a estimé que la stagnation et l'instabilité économique persistante rendaient plus urgente la mise en application des mesures élaborées et la réalisation des objectifs fixés sur le plan interaméricain, ainsi que l'élaboration d'une politique efficace de développement qui tienne compte des changements qui se produisent actuellement dans l'évolution économique de l'Amérique latine. Cependant les débats ont confirmé une fois de plus que les difficultés rencontrées dans le secteur extérieur étaient l'un des principaux obstacles au développement

de l'Amérique latine. Ces dernières années on avait enregistré un certain accroissement des recettes d'exportation; mais on a toutefois souligné qu'il s'agissait d'un phénomène passager, qui ne correspondait pas à une restructuration des échanges extérieurs ou à un changement de politique des pays industrialisés. La Commission a en outre constaté avec inquiétude que la lourde charge que représentait le service de la dette extérieure avait considérablement réduit le pouvoir d'achat des pays d'Amérique latine en dépit de l'augmentation des recettes d'exportation et des entrées brutes des capitaux.

293. Dans ces conditions, la possibilité d'accélérer le rythme d'expansion en vue d'atteindre des objectifs minimums en matière d'emploi, d'accroître la productivité et d'exécuter des réformes économiques et sociales pouvait difficilement être envisagée à moins d'un renversement sensible des tendances du commerce extérieur ainsi que du volume et des conditions de financement extérieur.

294. Le récent et brusque affaiblissement du dynamisme des échanges intrarégionaux contrastait avec l'ampleur des possibilités créées par les plans d'intégration. Ce phénomène résultait, dans certains cas, des limitations que supposait une augmentation des échanges fondée sur les seuls courants commerciaux traditionnels, dans d'autres cas, du fait que les activités économiques des divers pays n'étaient pas assez complémentaires. A cet égard, la Commission s'est félicitée de ce que le désir de donner une vigueur renouvelée aux efforts tendant à constituer un marché commun latino-américain avait trouvé sa pleine expression dans les accords conclus par les chefs d'Etats américains réunis à Punta del Este, et en vertu desquels il avait été décidé de créer le marché commun, d'établir un cadre juridique et institutionnel permettant le rapprochement graduel des deux systèmes d'intégration (l'Association latino-américaine de libre échange (ALALE) et le Marché commun de l'Amérique centrale), d'incorporer d'autres pays dans ces systèmes et de créer des groupements à l'échelon sous-régional. La Commission a souligné que sa douzième session était la première réunion technique qui ait eu lieu depuis celle de Punta del Este; il restait à définir et à adopter les formules et les modalités d'action qui permettraient de dépasser l'étape initiale de l'intégration des économies latino-américaines et de surmonter les obstacles qui s'y opposaient en se fondant sur les principes de l'équité et de la réciprocité et en tenant dûment compte des besoins particuliers des pays les moins développés et des pays ayant un marché insuffisant. La nécessité de donner une impulsion au développement interne et de concilier ses buts avec ceux de l'intégration régionale a montré l'importance que revêt l'intensification des efforts de planification nationaux et leur extension à des tâches de portée régionale.

295. Les débats sur les problèmes mentionnés ci-dessus se sont traduits par les résolutions adoptées à la douzième session (E/4359, troisième partie); en examinant ces dernières, la Commission s'est félicitée de la création du Bureau de Bogota qui desservira la Colombie, l'Equateur et le Venezuela et du Bureau des Antilles qui s'occupera des nouveaux pays indépendants de la région des Caraïbes.

<sup>2/</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 4.

296. Par sa résolution 263 (XII), la Commission a recommandé aux gouvernements d'intensifier les efforts qu'ils déploient en vue d'améliorer les méthodes de planification et d'en étendre la portée en fonction d'une stratégie du développement adaptée aux conditions économiques et sociales de chaque pays en particulier et de l'Amérique latine en général. Elle a demandé instamment au Secrétariat et à l'Institut latino-américain de planification économique et sociale de préparer les études techniques qui permettront d'atteindre plus facilement les objectifs arrêtés par les gouvernements; de s'efforcer, en collaboration avec l'OIT et d'autres institutions spécialisées, d'accroître leurs contributions techniques aux programmes de mise en valeur des ressources humaines et d'encourager l'échange des connaissances entre les services de planification des Etats membres. En même temps, l'accent a été mis sur la nécessité d'élargir le système de financement global des plans de développement et d'adapter les conditions des prêts extérieurs à la situation particulière de l'Amérique latine.

297. La Commission a réaffirmé, par sa résolution 277 (XII), l'importance qu'il y avait à collaborer avec l'Organisation internationale du Travail, surtout en ce qui concerne l'application des résolutions de la Conférence d'Ottawa des Etats américains membres de l'OIT relatives à la planification de la main-d'œuvre et à la politique de l'emploi.

298. La Commission n'a pas méconnu l'importance de la coopération avec les institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux, et elle s'est en particulier félicitée des relations de travail établies au long des années avec la FAO. Par sa résolution 281 (XII), elle demande instamment que l'on donne plus d'ampleur à ces relations de façon que soient entrepris des travaux de recherche communs en ce qui concerne les industries forestières et l'industrie alimentaire, que les activités de développement agricole soient intensifiées et que l'utilisation des facteurs industriels dans l'agriculture soit généralisée. Elle a exprimé également l'espoir que ses relations avec la nouvelle Organisation des Nations Unies pour le développement industriel suivraient une évolution analogue à celle qui s'était avérée si fructueuse dans d'autres cas et que le chevauchement des efforts serait évité [résolution 279 (XII)]. A cet égard, dans sa résolution 276 (XII), la Commission, ayant à l'esprit la résolution 2178 (XXI) de l'Assemblée générale, a exprimé son souci de veiller à ce que les pays d'Amérique latine soient convenablement représentés au Colloque mondial sur le développement industriel et a prié le Secrétariat de poursuivre les préparatifs de cette réunion en coopération avec le secrétariat de l'ONUDI.

299. La Commission a examiné les activités de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale en se fondant sur le rapport de son Directeur général et sur le programme de travail et le projet de budget de l'Institut pour 1967 (E/CN.12/778 et Add.1). Elle a pris note avec satisfaction des mesures prises en application de la résolution 260 (AC.52) pour assurer la continuité et l'élargissement des activités de l'Institut. Ces mesures ont motivé la décision du Programme des Nations Unies pour le développement (Fonds spécial) et de la Banque interaméricaine pour

le développement d'accorder les ressources nécessaires pour poursuivre et étendre les activités de l'Institut pendant quatre ans à compter de juillet 1967.

300. Plusieurs délégations se sont félicitées du puissant appui apporté à certains pays en ce qui concerne l'élaboration et l'exécution des plans. Depuis 1962, l'Institut avait formé près de 4 000 spécialistes dans toute l'Amérique latine. Les services consultatifs aux gouvernements avaient été renforcés en 1966 grâce à un projet complémentaire du Fonds spécial des Nations Unies qui a permis de créer à l'Institut une section expressément chargée de cette tâche. La Commission s'est félicitée de la parution en 1966 des premières publications imprimées de l'Institut et des dispositions satisfaisantes qui avaient été prises en vue de leur diffusion. Elle a élu huit membres du Conseil d'administration de l'Institut.

301. La discussion sur le commerce et le développement a porté surtout sur les préparatifs de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et plusieurs résolutions ont été adoptées à ce sujet.

302. Par sa résolution 264 (XII), la Commission a rappelé la récente Déclaration des présidents des Etats d'Amérique relative aux effets fâcheux, sur le développement économique de l'Amérique latine, des conditions dans lesquelles se font ses échanges internationaux et a pris note de la résolution 2209 (XXI) de l'Assemblée générale touchant les recommandations formulées par la CNUCED à sa première session. La Commission a recommandé au secrétariat de reviser et de mettre à jour son étude sur l'Amérique latine et la politique commerciale internationale (E/CN.12/773) en tenant compte des débats de la session et a sélectionné plusieurs questions qui devront être étudiées dans la version révisée de ce document; le secrétariat enverra l'étude à tous les membres de la Commission et consultera les gouvernements des pays en voie de développement de la région en vue de convoquer une réunion d'experts désignés par les gouvernements pour qu'ils examinent l'étude avant la deuxième session de la CNUCED. Le secrétariat a été prié de rester en contact avec les secrétariats de la CEA et de la CEPAL afin d'élaborer les propositions qui traduiront la position que les pays d'Amérique latine devront adopter à la deuxième session de la CNUCED, et d'offrir son concours et de donner ses avis au groupe latino-américain à la réunion des Soixante-Dix-Sept (qui se tiendra prochainement à Alger) et à la deuxième session de la CNUCED. Par la suite, les résultats de cette session seront analysés et évalués à une réunion du Comité du commerce de la CEPAL au cours de laquelle seront prises les décisions relatives au programme et aux activités qui devront avoir la priorité en matière de commerce extérieur. Par la résolution 266 (XII), la Commission, tenant compte des recommandations que l'Assemblée générale a faites dans sa résolution 2206 (XXI) relative aux objectifs de la deuxième session de la CNUCED, a formulé des recommandations précises sur l'ordre du jour de la prochaine session de la CNUCED.

303. Par sa résolution 267 (XII), la Commission a prié le secrétariat d'entreprendre, avec le concours d'Etats membres, des études des niveaux comparés

des coûts et des prix dans les différents secteurs de l'économie des pays d'Amérique latine en fonction du développement du commerce régional des produits manufacturés et semi-finis et de l'accroissement des exportations de ces produits vers le reste du monde; dans sa résolution 268 (XII), la Commission a traité de la nécessité d'accroître l'assistance financière internationale aux pays d'Amérique latine et d'améliorer les délais et conditions de remboursement conformément aux recommandations pertinentes de la CNUCED, sous réserve que lors de l'adoption de mesures de financement supplémentaires, les ressources destinées à cette fin représentent un complément effectif de l'assistance destinée au financement de base du développement. Dans sa résolution 269 (XII), la Commission a accueilli favorablement les recommandations adoptées au cours de la deuxième réunion des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, qui a eu lieu à New York du 25 au 27 janvier 1967, sur les travaux accomplis en commun par la CNUCED, l'ONUDI et la CEPAL, en collaboration avec le PNUD, en ce qui concerne la promotion des exportations des articles manufacturés dans le cadre d'un programme des Nations Unies, et elle a recommandé que l'on accorde un rang de priorité élevé aux travaux qui seront exécutés par le secrétariat de la CEPAL à cet égard.

304. Par une autre résolution [270 (XII)], la Commission a prié instamment les pays développés membres de la Commission d'adopter avant la deuxième session de la CNUCED des mesures pratiques visant à assurer autant que possible l'exécution des engagements qui avaient été pris lors de la première session de supprimer les obstacles qui empêchent l'accès à leur marché des exportations des pays de l'Amérique latine.

305. Les délégations des pays en voie de développement de la CEPAL ont voté pour les résolutions relatives à la deuxième session de la CNUCED, mais les pays développés se sont abstenus, en indiquant en général pour quelles raisons et en exprimant le regret qu'il n'ait pas été possible, malgré de longs débats et des efforts de compromis, de présenter des textes qui auraient pu être acceptés par tous les intéressés.

306. Les mêmes réserves ont été formulées également au sujet des trois autres résolutions relatives aux problèmes commerciaux. Par sa résolution 271 (XII), la Commission a prié le secrétariat d'entreprendre avec le concours des organismes compétents une étude de tous les éléments et de tous les facteurs qui concourent à la détermination des prix mondiaux des produits primaires et sont cause de la disparité entre ces prix et ceux des articles manufacturés. Les résolutions 272 (XII) et 274 (XII) traduisent la préoccupation que causent à la Commission les restrictions au commerce fondées sur la notion de perturbation du marché et la question de l'accès aux marchés eu égard aux accords d'intégration entre pays développés. La Commission a recommandé aux pays membres de la Commission qui font partie de groupements économiques régionaux de pays développés de tenir dûment compte des intérêts commerciaux des pays d'Amérique latine lorsqu'ils élaborent des politiques visant à compléter ou à parfaire leurs arrangements régionaux et elle a recommandé égale-

ment aux pays développés d'adopter, au cas où les zones couvertes par les arrangements actuels viendraient à être élargies, toutes les mesures qui pourraient être nécessaires pour éviter qu'un tel élargissement provoque une aggravation des conditions particulières ou générales d'accès aux marchés et de commercialisation des produits d'exportation de l'Amérique latine.

307. L'importance des décisions prises à la réunion des chefs d'Etat de Punta del Este et leurs répercussions sur les travaux de la CEPAL a été soulignée dans la résolution 265 (XII) par laquelle la Commission a demandé au secrétariat de consulter les organismes régionaux de l'intégration et de coordonner ses travaux avec les leurs, afin de collaborer dans toute la mesure du possible à l'exécution des études, à la création des bases techniques et à la définition des mesures qui seraient nécessaires à la mise en œuvre des décisions contenues dans la Déclaration des présidents des pays d'Amérique sur l'intégration économique de l'Amérique latine, notamment pour ce qui est de parfaire le marché commun latino-américain, d'instituer un tarif extérieur commun, d'explorer, en précisant les modalités, les perspectives de réalisation d'accords sous-régionaux d'intégration et de poursuivre et développer les études et l'assistance technique propres à assurer aux pays moins nantis une part effective des avantages découlant de l'intégration, compte tenu des problèmes particuliers qui se posent à ceux dont le marché est insuffisant. Dans sa résolution 273 (XII), la Commission est allée plus loin et a demandé au secrétariat de formuler des suggestions concrètes touchant les mesures, les instruments et les programmes d'action indispensables à l'exécution des accords sur le commerce extérieur qui font l'objet du chapitre III de la Déclaration des présidents des Etats d'Amérique et de présenter un document d'information à ce sujet au Conseil interaméricain économique et social (CIES) à l'occasion de sa prochaine session qui se tiendra à Viña del Mar (Chili) en juin 1967.

308. Par sa résolution 275 (XII), la Commission a recommandé au secrétariat d'entreprendre une étude à jour des investissements étrangers dans les pays peu développés de la région.

309. Par sa résolution 278 (XII), la Commission a recommandé à ses Etats membres de commémorer le vingtième anniversaire de la CEPAL (le 25 février 1968) en émettant à cette occasion un timbre-poste qui pourrait avoir pour motif principal le bâtiment des Nations Unies à Santiago (Chili), où la Commission, depuis octobre 1966, et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale ont leur siège.

310. La Commission a apporté plusieurs modifications au programme de travail et à l'ordre de priorité afin de tenir compte des nouvelles tâches que son secrétariat doit exécuter à la suite des débats de la douzième session. Par sa résolution 280 (XII) elle a demandé à ceux de ses Etats membres qui siègent également au Comité du programme et de la coordination du Conseil économique et social d'examiner dans un sens favorable, au cours des délibérations du Comité, en mai 1967, le programme de travail et l'ordre de priorité adoptés par la CEPAL à sa douzième session, vu les efforts faits pour donner suite

aux demandes formulées par le Conseil dans sa résolution 1177 (XLI). En outre, elle a félicité le secrétariat des efforts qu'il ne cesse de déployer afin de toujours mieux utiliser la méthode des budgets-programmes et des budgets fonctionnels en présentant le programme de travail et l'ordre de priorité et afin de fournir plus de détails sur les incidences financières, en précisant les ressources disponibles et en définissant les besoins futurs.

#### COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

311. Conformément à la décision qu'elle a prise à sa septième session, en février 1965, de se réunir désormais tous les deux ans, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a tenu sa huitième session à Lagos (Nigéria) en février 1967. Comme il est indiqué dans son rapport annuel (E/4354<sup>8</sup>), la Commission a passé en revue l'ensemble de ses activités de la période biennale 1965-1966, a pris note des résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale relatives à ses travaux et a adopté un certain nombre de résolutions ainsi que son programme de travail avec ordre de priorité pour les deux années suivantes: 1967 et 1968.

312. Conformément à la résolution 1066 (XXXIX) du Conseil, la Commission a modifié les articles pertinents de son règlement intérieur et a recommandé au Conseil de modifier son mandat de façon à définir la procédure suivant laquelle les rapports de la Commission seraient soumis au Conseil pour les années où la Commission ne se réunirait pas en session plénière (E/4354, par. 558-559<sup>9</sup>).

313. La Commission a adopté une résolution [151 (VIII)] à propos de la question de la participation des peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise et du Sud-Ouest africain à ses travaux, se fondant sur la résolution 94 (VI)<sup>10</sup> de la Commission, par laquelle celle-ci renvoyait la question à l'Organisation de l'unité africaine.

314. La Commission a exprimé l'avis que les travaux du secrétariat ne seraient fructueux que dans la mesure où les gouvernements membres seraient désireux, et capables, de prendre des initiatives et de faire des efforts pour coordonner leurs plans de développement avec ceux de leurs voisins, ainsi que de mettre au point une stratégie. Les organismes dans le cadre desquels ces initiatives peuvent être prises existent déjà — ce sont les organes subsidiaires de la Commission, en particulier ses groupes de travail techniques, l'appareil intergouvernemental de coopération économique à l'échelon sous-régional et les conférences de planificateurs et de statisticiens africains.

315. L'expansion rapide de tous les secteurs de l'économie à l'échelle continentale exige des apports considérables en capitaux et en ressources humaines. Il s'agit non seulement d'entretenir les liaisons de transports et les réseaux de télécommunications

existants avec le monde extérieur mais aussi de créer de nouvelles liaisons intra-africaines qui permettent la libre circulation des biens entre les pays du continent et entre les zones rurales et urbaines; d'exploiter et de répartir équitablement les sources abondantes, mais encore inutilisées, d'énergie pour l'industrie; enfin, d'améliorer la production agricole ainsi que la prospection et la mise en valeur des richesses naturelles de l'Afrique.

316. Les investissements étrangers, publics et privés, afflueront en quantité voulue de même que l'assistance de caractère bilatéral et multilatéral, au fur et à mesure que les gouvernements membres mobiliseront plus complètement leurs ressources intérieures, en hommes et en matériel, et prendront les mesures nécessaires pour créer un climat favorable aux investissements.

317. Pendant la période biennale examinée, les travaux de la Commission se sont déroulés dans le contexte d'une coopération économique au niveau multinational, sous-régional et régional. On s'est attaché avant tout à organiser des réunions sous-régionales qui puissent permettre aux gouvernements membres de se mettre d'accord sur la création d'un mécanisme propre à favoriser la coopération économique. En vue de ces réunions, des études ont été entreprises dans divers domaines: agriculture, transports, industrie, énergie, communications, commerce, finances et main-d'œuvre. Les modalités d'association de la Communauté économique de l'Afrique de l'Est ont été ratifiées par dix pays de la sous-région (Burundi, Ethiopie, île Maurice, Kenya, Madagascar, Malawi, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Somalie et Zambie); le Conseil des ministres intérimaire a arrêté le programme de travail pour la première année. Au cours d'une réunion sous-régionale qui a été tenue en Afrique centrale en 1966 en vue d'amplifier la coopération entre l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) et les autres pays de la sous-région, il a été décidé de recommander aux chefs d'Etat et de gouvernement de la sous-région de créer un comité interministériel où seraient représentés les six pays intéressés et qui serait chargé de décider quels organismes de coopération économique il conviendrait d'établir. De même, en Afrique du Nord, où le Comité consultatif permanent du Maghreb groupe quatre des six pays de la sous-région, une réunion a été organisée en juin 1966 afin d'examiner les principaux problèmes que pose le développement économique de la sous-région et d'envisager la possibilité d'élargir la coopération avec tous les pays de la sous-région dans certains domaines du développement économique. Les participants à cette réunion ont demandé à la Commission de continuer à accorder son aide en préparant un plan de développement industriel équilibré et intégré pour la totalité de la sous-région et en procédant à de nouvelles études sur l'agriculture, les transports maritimes et le tourisme, indiquant des domaines précis où il serait éventuellement possible d'étendre la coopération économique. Le cycle des réunions sous-régionales sur la coopération économique a pris fin à Niamey en octobre 1966 avec un accord sur la création d'un appareil intergouvernemental permanent selon un modèle déjà adopté dans les autres sous-régions. En mai 1967, au cours d'une nouvelle réunion tenue à Accra, les ministres et pléni-

<sup>8</sup>/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 5.

<sup>9</sup>/ Voir paragraphe ci-dessous.

<sup>10</sup>/ Voir également la résolution 974 (XXXVI) du Conseil et la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale.



potentiaires de l'Afrique de l'Ouest ont signé un protocole d'association et institué un Conseil des ministres intérimaire de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest.

318. Dans son rapport, la Commission a indiqué qu'il restait encore beaucoup à faire pour passer du stade des accords généraux, prévoyant une action multinationale et des études préalables intéressant une vaste gamme de projets, au stade des relations permanentes axées sur l'exécution de certains projets rentables. Pour appliquer les projets sous-régionaux et pour mobiliser et utiliser efficacement l'aide bilatérale et multilatérale accordée, il faudrait augmenter le personnel et les ressources dont disposent les bureaux sous-régionaux de la Commission. Grâce, en partie, aux travaux accomplis par la Commission depuis deux ans, les possibilités de coopération et de développement économique se sont accrues considérablement, notamment dans le domaine des transports et de l'industrie. Des changements correspondants se font jour dans la politique d'assistance de certains des principaux pays fournisseurs d'aide et des institutions financières multilatérales, l'accent étant mis davantage sur le choix et le financement de projets multinationaux. Néanmoins, avant que les répercussions de la coopération économique multinationale se fassent sentir dans l'économie des pays de la région, les Etats membres devront prendre de leur côté les initiatives et les engagements voulus. La Commission a adopté une résolution [176 (VIII)] indiquant les nouvelles mesures à prendre dans chacune des sous-régions afin d'inciter les pays à une coopération économique active; dans une autre résolution [177 (VIII)], elle a demandé à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées de reconnaître la Conférence des ministres de l'économie des pays du Maghreb, qui est l'organe suprême des institutions maghrébines de coopération économique et qui a pouvoir de décision au nom des quatre pays intéressés (Algérie, Libye, Maroc et Tunisie) en tant qu'organe habilité à recevoir une assistance technique directe.

319. Sachant l'importance qu'accordent le Conseil et l'Assemblée générale à une planification adéquate et à l'établissement d'un mécanisme convenable de planification, la Commission a indiqué qu'au cours de la période biennale envisagée, les pays de la région avaient reçu des avis concernant la création ou l'amélioration de mécanismes de planification et l'élaboration, dans leurs grandes lignes, de nouveaux plans de développement. Ils s'agissait notamment d'analyser et d'évaluer les plans de développement en veillant à l'équilibre et à la logique de leur structure et en déterminant s'ils correspondaient bien aux objectifs fixés et aux priorités qui s'imposaient en fonction de la situation des pays intéressés. Mais les plans de développement des pays africains n'ont pas tous été couronnés de succès, et l'on a suggéré pour expliquer cet échec l'intervention de plusieurs facteurs. Le premier était l'insuffisance des données statistiques et techniques; le deuxième, le manque de personnel ayant reçu la formation voulue pour mettre au point et exécuter les plans; le troisième facteur d'échec venait souvent du fait que l'on avait omis de consulter les collectivités locales et que celles-ci n'avaient donc pas coopéré aux processus

de mise en œuvre. Parmi les projets figurant dans les plans de développement, certains se sont révélés impraticables. En outre, des difficultés tenant à la balance des paiements ont limité la liberté d'agir. La Commission a passé en revue les problèmes que doit résoudre l'Institut africain de développement économique et de planification et s'est montrée satisfaite de noter qu'une assistance financière continuerait à être fournie par le PNUD pour une nouvelle période quinquennale.

320. Pendant la période biennale 1965-1966, la Commission a eu tendance, dans ses travaux, à faire porter l'accent surtout sur le secteur industriel, ce qui répondait, en un sens, au souci manifesté par l'Assemblée générale quant aux mesures à prendre pour encourager l'industrialisation rapide des pays en voie de développement en vue d'y élever plus rapidement le niveau de vie. La Commission a pris note avec satisfaction des nombreuses études préliminaires de factibilité déjà élaborées par le secrétariat à l'occasion de réunions sous-régionales ainsi que de la préparation d'un répertoire des possibilités d'investissements qui doit être publié très prochainement et servir de base pour le développement des investissements dans ce secteur. Il a semblé nécessaire de compléter ces travaux par des études sur les possibilités de réalisation et les caractéristiques techniques des projets qui permettraient d'analyser les prix de revient et les bénéfices et de comparer les avantages offerts en allant jusqu'à la phase d'exécution. Mais on a également souligné la nécessité d'une coopération sous-régionale pour entreprendre de telles études. La Commission a accueilli avec satisfaction les propositions, opportunément formulées par le secrétariat, de créer des centres de promotion industrielle ou des comités d'investissement industriel sous-régionaux ou multinationaux qui auraient pour tâche de déceler les projets rentables, de diffuser des renseignements, d'harmoniser les codes d'investissement et de négocier avec les bailleurs de fonds éventuels. Elle a insisté sur le fait que la coopération économique sous-régionale est indispensable pour accélérer l'industrialisation de la région et pour aborder des problèmes que les pays, livrés à leurs seules ressources, ne peuvent résoudre séparément. Afin de faciliter cette coopération, on a fait remarquer qu'il importait de supprimer les principaux obstacles politiques, d'améliorer les moyens de transport, de déterminer les ressources naturelles et de créer un système propre à encourager les investissements. Dans le domaine de l'habitat, du bâtiment et de l'aménagement, il a semblé important de faire le plus grand usage possible des matériaux de construction locaux et de développer l'industrie du bâtiment.

321. La Commission a noté avec inquiétude que, dans le domaine de l'agriculture, la situation ne s'était guère modifiée; l'usage des techniques et des méthodes modernes ne s'instituait que fort lentement et bien que la production ait à peu près suivi le rythme de la croissance démographique, les importations de denrées alimentaires ont augmenté dans un grand nombre de pays. On a reconnu que le problème du développement de l'agriculture ne pouvait être traité isolément et qu'il était indispensable, pour remédier à la situation, de prévoir la mise en place



de services de commercialisation, de crédit et de recherche ainsi que d'autres institutions. On a également noté que le Plan indicatif mondial pour le développement agricole, mis au point par la FAO, fournirait à la planification du secteur agricole un cadre pour la coordination de l'aide extérieure bilatérale et multilatérale et que ce plan permettrait, en outre, de concilier les politiques divergentes que tels ou tels pays pratiquent en matière de commerce extérieur et de production. Les participants ont demandé que la Commission coopère avec la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) pour la mise en place, le financement et le fonctionnement de ces institutions de crédit. Après sa huitième session, au cours d'une réunion tenue à Abidjan en février 1967, la Commission a examiné avec la BIRD et la BAD la possibilité d'une coopération mutuelle visant à développer non seulement l'agriculture, mais aussi l'industrie, les transports et la production d'énergie.

322. La recherche et la mise en valeur des ressources naturelles exigent une étude attentive. Le problème, a-t-on admis, consiste à mieux exploiter les ressources naturelles connues du continent africain et à entreprendre de façon systématique l'inventaire des richesses hydrauliques, minérales et forestières de l'ensemble de la région. Cette tâche, qui exige du personnel compétent en grand nombre, est indispensable si l'on veut mettre au point les mesures nécessaires pour une exploitation économique des richesses naturelles du continent dans l'intérêt de ses habitants. En conséquence, la Commission a approuvé, par sa résolution 164 (VIII), la création d'un Institut de recherche et de formation à l'inventaire et à la mise en valeur des ressources naturelles ainsi que la création de centres de formation et de recherche pour tout ce qui concerne les levés aériens et les services cartographiques.

323. En matière de transports et de communications, la Commission a pris note des études entreprises et des négociations engagées pour mettre au point un système rationnel de liaisons par air, par terre et par mer dans la région et de l'importance accordée au développement d'un réseau interne de transports desservi par des routes secondaires qui doit permettre d'élargir et de regrouper les marchés nationaux et de faire progresser en même temps le commerce à l'intérieur du continent africain. La Commission a demandé que l'on entreprenne des études détaillées sur certaines liaisons ferroviaires et elle s'est intéressée aux études sur des problèmes techniques relatifs à l'unification des réseaux ferroviaires. Elle a également approuvé la création d'un institut des transports. La nécessité d'une harmonisation des politiques de transport maritime, notamment en ce qui concerne l'abaissement et la stabilisation des taux de fret, a également retenu l'attention de la Commission ainsi que le problème de l'incidence du monopole exercé par certaines compagnies de transport maritime sur le commerce extérieur des pays africains. La Commission a en outre noté que, parallèlement au développement des transports, des progrès avaient été réalisés dans le domaine des télécommunications où le plan d'un réseau avait été mis au point

en consultation avec l'Union internationale des télécommunications et l'Organisation de l'unité africaine.

324. La Commission s'est intéressée aux activités du Secrétariat touchant le commerce, la nomenclature douanière et les problèmes bancaires, fiscaux et monétaires. Elle a demandé que l'on entreprenne de nouvelles études pour déceler les possibilités d'intensifier les échanges commerciaux à l'intérieur du continent africain pour certains produits. En même temps, elle a insisté sur le fait que la diversification et la spécialisation en matière de produits manufacturés était la condition préalable indispensable au développement des échanges intra-africains. Elle a également attiré l'attention sur les problèmes particuliers aux pays sans littoral et approuvé la signature de la Convention internationale sur le commerce de transit des pays sans littoral. Elle s'est montrée préoccupée du ralentissement général du courant de l'assistance financière internationale, ralentissement qui s'est traduit par une réduction du nombre des demandes d'importations de la part des Etats membres, ainsi que par une augmentation rapide de la dette extérieure qui commence à peser lourdement sur la situation économique de certains pays africains. La Commission s'est déclarée déçue des résultats obtenus à la première session de la CNUCED et des mesures de mise en œuvre des diverses recommandations de cet organe, et a exprimé l'espoir que la deuxième session de la Conférence donnerait de meilleurs résultats.

325. On a reconnu que la rareté de la main-d'œuvre représentait un handicap sérieux pour l'exécution des projets. Depuis qu'elle existe, la Commission n'a cessé de mettre l'accent sur la formation du personnel et, dans les limites des ressources dont elle dispose, elle a organisé des cours de formation et des cycles d'études, avec l'aide des organisations apparentées à l'ONU, de l'Institut africain de développement économique et de planification et de divers organismes d'assistance bilatérale. S'il est nécessaire de procéder à la formation accélérée de personnel technique et de cadres afin de satisfaire les besoins immédiats dans divers secteurs (gouvernement, agriculture, commerce, industrie et services de protection sociale), il faudra aussi envisager sérieusement, à plus longue échéance, d'évaluer et de reviser le système d'éducation si l'on veut amorcer la révolution scientifique et technique nécessaire pour transformer la région sur le plan économique et social. La Commission a adopté une résolution [173 (VIII)] où, après avoir fait appel à l'initiative des pays, elle prie l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées qui s'occupent de ces questions de coordonner leurs programmes d'action afin de rendre plus efficaces leurs activités se rapportant à la mise en œuvre et à l'utilisation des ressources humaines en Afrique.

326. La Commission a réaffirmé l'importance du secteur social et insisté sur la nécessité de coordonner les politiques sociales et les politiques économiques au stade de la planification. Elle a reconnu le rôle du développement communautaire dans le développement national et insisté tout particulièrement sur l'importance d'une mobilisation de la jeunesse à cet effet. Elle a également relevé la nécessité d'améliorer

sans tarder les conditions de vie des réfugiés en Afrique et de mettre au point des méthodes permettant l'intégration à long terme de ces réfugiés dans les pays qui les ont accueillis. Il a été décidé de procéder aux études économiques et sociales nécessaires en coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés [résolution 183 (VIII)].

327. Le rapport de la Commission indiquait que, dans le projet de programme de travail pour 1967-1968, on s'efforcerait tout particulièrement de multiplier les études et les enquêtes, selon les besoins, au fur et à mesure que l'on s'ouvrira à de nouvelles difficultés et que s'ouvriront de nouvelles perspectives.

328. Au cours de deux années à venir, la Commission se propose donc d'aider les Etats membres: a) à faire en sorte, en améliorant la productivité, les moyens d'entreposage et l'efficacité de la commercialisation ainsi qu'en développant la transformation locale des produits agricoles, que les agriculteurs et les paysans tirent davantage profit de leur travail; b) à encourager l'implantation de petites et moyennes industries en vue de satisfaire les besoins locaux en outils aratoires, en ustensiles ménagers, en matériaux de construction et en vêtement; c) à travailler en collaboration étroite avec les autres gouvernements et avec la Banque africaine de développement pour identifier et préparer des projets de développement bancaires; d) à utiliser davantage les organes intergouvernementaux pour coordonner les programmes et les politiques de développement dans la région, pour intensifier les échanges et renforcer les autres liens économiques qui unissent les divers pays, ainsi que pour accélérer l'examen d'autres possibilités de développement; e) à créer des conditions favorables à un accroissement sensible de l'apport de fonds d'investissement, tant locaux qu'étrangers, destinés à la modernisation et à l'expansion des économies de la région, et f) à prendre des mesures pour remédier rapidement à la pénurie actuelle de main-d'œuvre qualifiée et à améliorer les structures et les pratiques administratives, de manière à obtenir de meilleurs résultats dans la mise en œuvre des plans.

### Section III. — Débats du Conseil

329. Présentant le rapport de la CEE (E/43292/ et Add.1), le secrétaire exécutif de la Commission a rappelé qu'à sa vingt-deuxième session la Commission avait commémoré son vingtième anniversaire en adoptant une déclaration dans laquelle elle faisait appel à tous les gouvernements membres pour qu'ils contribuent au développement plus poussé du commerce et au renforcement de la coopération économique, scientifique et technique tant dans les domaines traditionnels que dans les secteurs nouveaux, sur une base mutuellement avantageuse et à long terme. Elle a également souligné la nécessité d'intensifier les efforts de coopération scientifique et technique entre l'Est et l'Ouest. Guidée par les principes repris dans la déclaration, la Commission avait formulé son programme de travail et ses priorités de manière à y inclure ces domaines nouveaux que sont l'aménagement des ressources hydrauliques et l'industrie chimique. Etant donné l'intérêt manifesté en la matière par les pays de la CEE et pour répondre au vœu

formulé par les membres de la Commission, on envisage de créer un organe permanent d'experts gouvernementaux de la politique à suivre en matière de ressources hydrauliques. De même, l'industrie chimique entrerait dans le cadre d'un projet permanent au lieu de demeurer un projet spécial. Eu égard à l'évolution dynamique de l'industrie chimique depuis dix ans, cet arrangement serait des plus avantageux pour tous les pays coopérants et tous les pays en voie de développement bénéficieraient de ses résultats par l'intermédiaire des autres commissions économiques régionales. Par ailleurs, la Commission s'était intéressée particulièrement aux activités croissantes des réunions de conseillers économiques principaux, lesquelles avaient prouvé qu'elles étaient un moyen efficace pour rassembler des spécialistes gouvernementaux de l'économie de tous les pays membres afin qu'ils échangent leur expérience et leurs connaissances spécialisées au sujet d'un nombre croissant de problèmes pratiques d'intérêt commun. On préparait actuellement des réunions consacrées au progrès technique conçu comme facteur de la croissance économique, aux problèmes relatifs à la planification à plusieurs échelons et aux problèmes posés par la planification économique à long terme. Le secrétaire exécutif a fait observer qu'en dépit de nombreuses tentatives faites pour trouver une solution acceptable on n'avait réussi que lentement à créer des conditions meilleures pour les échanges entre l'Est et l'Ouest par l'élimination des obstacles dans les domaines administratif et économique et celui de la politique commerciale.

330. Le secrétaire exécutif a appelé l'attention du Conseil sur le nouveau programme de coopération scientifique et technique au sujet duquel la Commission avait adopté deux résolutions. L'une invitait les Etats membres à redoubler d'efforts visant à promouvoir ce type de coopération, sous forme bilatérale comme dans le cadre de la Commission. Elle recommandait également l'échange de renseignements et de données d'expérience entre hommes de science et entre instituts nationaux de recherche technique et scientifique. La deuxième résolution traitait des méthodes employées par les gouvernements pour organiser la recherche scientifique et technique.

331. A propos de la situation économique de l'Europe occidentale, le secrétaire exécutif a indiqué que le taux général d'accroissement de la production dans cette partie de l'Europe s'était maintenu entre 3,5 et 4 p. 100 en 1966, contre un taux moyen à long terme de 4,5 à 5 p. 100. Ces taux avaient résulté de la politique visant à freiner l'excès de la demande et à rétablir l'équilibre intérieur et extérieur dans plusieurs des pays les plus importants. Les petits pays industrialisés d'Europe occidentale avaient de ce fait connu un certain ralentissement de leur activité économique mais ils bénéficieraient de la reprise de l'expansion dans les grands pays. Le ralentissement de la production s'était, bien entendu, traduit par un ralentissement du développement des échanges entre les pays d'Europe occidentale et par un certain ralentissement des importations des pays d'Europe occidentale en provenance du reste du monde. Toutefois, comme l'année précédente, les importations en provenance des pays en voie de développement avaient accusé en 1966 une augmentation en valeur de 5 p. 100.

332. En Europe orientale et en Union soviétique, il y avait eu une accélération de la croissance imputable essentiellement aux résultats meilleurs obtenus dans le secteur agricole. L'un des événements marquants de 1966 dans cette partie de l'Europe était la mise en route de nouveaux plans à moyen terme visant principalement à améliorer le rendement qualitatif de l'économie plutôt que son rendement quantitatif. On y avait beaucoup insisté sur l'efficacité; et on avait mis l'accent sur le progrès technique et les avantages à escompter du commerce extérieur et la coopération économique, notamment dans l'industrie, les sciences et la technique. Une importance accrue avait également été accordée dans les plans aux améliorations des niveaux de vie. La réforme de la gestion dans plusieurs pays d'Europe orientale paraissait être en bonne voie, et il était prévu qu'à l'avenir on redoublerait d'efforts pour relier plus étroitement entre eux les prix des différentes catégories, notamment les prix intérieurs et ceux qui sont pratiqués sur les marchés extérieurs. Le Secrétaire exécutif a noté que les gouvernements de la région tiraient un parti sans cesse accru de la CEE en s'en servant comme instrument de la coopération entre les Etats membres et aussi comme organisme participant aux programmes plus larges des Nations Unies.

333. Le secrétaire exécutif de la CEAE0, présentant le rapport annuel de la Commission (E/43584/), a informé le Conseil<sup>11/</sup> de ce que de la fin de la deuxième guerre mondiale à 1964, le développement économique et social avait été régulier, plusieurs pays en voie de développement de la région ayant atteint un taux de croissance moyen de près de 5 p. 100. Toutefois, en 1965 et 1966, on avait enregistré une décélération accentuée du progrès économique de la région, laquelle était imputable au déficit agricole, au fléchissement des prix à l'exportation et à la stagnation du montant net de l'assistance extérieure. En raison du déficit de la production agricole en 1965 et 1966, certains pays de la région de la CEAE0 avaient dû faire davantage appel aux importations de céréales pour contribuer à satisfaire la demande croissante de produits alimentaires. Une étude de la CEAE0 et de la FAO indiquait que, d'ici à 1970, la demande de la région en ce qui concerne les céréales alimentaires dépasserait probablement de façon sensible la production intérieure. Par ailleurs, les prix mondiaux des produits de base n'avaient pas été favorables aux exportations essentielles de la région. Si le volume des exportations des pays en voie de développement de la CEAE0 avait augmenté, l'indice correspondant des prix unitaires à l'exportation était resté le même ou avait accusé une baisse dans la plupart des pays. Par ailleurs, les principaux produits de base importés des pays en voie de développement de la CEAE0 devaient faire face à une sérieuse concurrence de la part des produits synthétiques de remplacement. De ce fait, il était absolument urgent de créer un système de financement supplémentaire pour faire face aux fluctuations à court terme des recettes d'exportation. Encore que l'expansion industrielle des pays en voie de développement de la CEAE0 avait beaucoup accru leur capacité d'absorption de l'aide étrangère, l'augmentation de cette aide n'avait pas été répartie uniformément et les conditions de son octroi avaient été défavorables

aux pays bénéficiaires. A cela venait s'ajouter l'aggravation des charges du service de la dette qui menaçaient d'annuler l'effet des ressources financières fournies du dehors aux pays en voie de développement de la région. Dans le domaine commercial, les pays de la CEAE0 éprouvaient des difficultés à trouver, dans les pays développés, des débouchés pour leurs articles manufacturés et semi-finis. Avec une population totale de 1 825 millions d'habitants, augmentant à une cadence annuelle de plus de 30 millions, l'Asie devait en outre faire face à un grave problème démographique.

334. La vingt-troisième session de la CEAE0 avait également marqué le vingtième anniversaire de la Commission. Tout en mesurant l'importance de ce que les pays de la région avaient réalisé au cours de cette période, la Commission n'en avait pas moins décelé un nombre appréciable de problèmes et de tâches auxquels elle-même et les pays membres devraient s'attaquer dans les années à venir. Les membres de la Commission s'étaient une fois de plus engagés à résoudre ces problèmes non seulement en intensifiant leurs efforts de développement, mais également en recherchant la coopération sans réserve des pays développés du monde. La Déclaration de Tokyo de même qu'une résolution intitulée "Commémoration du vingtième anniversaire de la CEAE0" soulignaient également la nécessité urgente de réorienter les activités du secrétariat vers des programmes d'action concrets. La Commission avait également estimé qu'il faudrait peut-être fixer un objectif de croissance de 7 p. 100 pendant les années 1970 pour donner aux pays en voie de développement de la région l'impulsion nécessaire au progrès de leur économie. Une des méthodes d'action dynamique adoptées par la Commission avait été la réalisation de programmes visant à aider les pays à œuvrer de concert à la solution de leurs problèmes communs. Au nombre de ces efforts de coopération régionale on en relevait certains qui sont bien connus, comme le Projet d'aménagement du bassin du Mékong, mais également des projets moins en vue tels que le Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes d'Asie. En s'attelant à ces programmes régionaux, la CEAE0 assumait progressivement un rôle plus important dans les activités économiques de l'Asie, travaillant en étroite collaboration avec la Direction des opérations d'assistance technique des Nations Unies, le PNUD, la CNUCED, l'ONUDI ainsi que les institutions spécialisées intéressées. Il y avait dans la région un nombre sans cesse accru de groupement sous-régionaux, tels que l'Association pour l'Asie du Sud-Est et la Coopération régionale pour le développement, dont on pouvait dire qu'ils avaient posé les premiers jalons de la coopération régionale d'ensemble. Il ne faisait pas de doute que la CEAE0 aurait à jouer un rôle essentiel en la matière en fournissant, pour le fonctionnement de ces groupements, le cadre régional nécessaire.

335. Passant en revue l'œuvre de la Commission au cours des années écoulées, le secrétaire exécutif a cité l'ouverture de la Banque asiatique de développement, au capital autorisé de 1 100 millions de dollars, laquelle comptait au total 31 pays membres, dont 19 de la région de la CEAE0. Tenue à Bangkok, la première Foire commerciale internationale d'Asie — la plus

grande foire de ce genre qui ait jamais eu lieu en Asie — avait prouvé à plusieurs pays en voie de développement que les foires étaient une occasion de vendre leurs articles manufacturés. La deuxième foire commerciale internationale d'Asie se tiendrait à Téhéran en 1969. Le Conseil asiatique du développement industriel, également créé en 1966, avait entrepris ses travaux d'une manière pratique, se concentrant sur des industries déterminées pour lesquelles on organisait deux missions d'enquête, l'une sur l'industrie sidérurgique et l'autre sur l'industrie des pâtes à papier et du papier. Le Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes d'Asie s'était surtout soucié, au départ, de recenser, dans les régions du Pacifique occidental, les gisements minéraux d'exploitation rentable. Avec l'approbation du Conseil d'administration du PNUD, une direction technique des transports avait été créée au début de 1967 pour coordonner les activités relatives à l'exécution du projet relatif à la Route d'Asie qui était passé ainsi à un stade plus avancé de sa réalisation. La Commission avait également envisagé la possibilité de mettre en commun, à l'échelon régional, du matériel spécialisé pour la construction et la réfection des routes, pour le dragage des voies navigables et des ports ainsi que pour le renflouement des navires. Le Projet d'aménagement du bassin du Mékong avait enregistré de nouveaux progrès avec la mise en chantier des travaux prévus dans le cadre du projet relatif à la Nam Ngum, au Laos. Toutefois, des progrès avaient été plus lents en ce qui concerne le financement du projet polyvalent de Prek Thnot, au Cambodge. Le Comité du Mékong avait reçu en 1966 le Prix de l'entente internationale de la Fondation Ramon Mag-saysay. La Commission avait également insisté sur la formation de personnel technique dans la région, à laquelle l'Institut asiatique pour la planification du développement économique a contribué efficacement. Un institut asiatique de statistique serait créé à Tokyo, en application d'une décision prise par la Commission à sa vingt-troisième session. Une autre des décisions importantes qui ont été prises a été de réaliser un programme de travail de grande envergure dans le domaine démographique. En terminant, le secrétaire exécutif a indiqué que l'un des aspects les plus positifs et les plus encourageants des travaux de la Commission avait été la conscience aiguë de leur mission et l'esprit de solidarité qui s'étaient établis non seulement entre les membres asiatiques de la Commission mais également entre ces derniers et les pays développés du monde.

336. Le secrétaire exécutif de la CEPAL, présentant le rapport de la Commission (E/4359/2 et Add.1), a passé en revue <sup>11/</sup> les aspects importants de la politique du développement dans les pays d'Amérique latine au cours des dix dernières années. On avait enregistré des progrès considérables qui s'étaient traduits par la création de mécanismes et d'institutions régionaux multilatéraux, la formulation de plans de développement et leur exécution, l'aménagement rural et la réforme agraire. Ces progrès ont également influé sur les aspects sociaux du développement et notamment l'éducation, la formation professionnelle, le logement et la santé publique. Toutefois, en dépit de ces progrès, le produit brut global de

l'Amérique latine n'avait accusé qu'une augmentation annuelle de l'ordre de 4,3 p. 100, ce qui, compte tenu du taux de croissance démographique, ne représentait en fait qu'un accroissement de l'ordre de 1,5 p. 100 du produit par habitant. Depuis dix ans, l'ensemble de l'Amérique latine n'avait enregistré qu'à deux reprises un taux de croissance annuel par habitant compris entre 2 et 3 p. 100, et en 1966 ce taux avait accusé un fléchissement très net. La croissance économique inégale et lente de l'Amérique latine se traduisait par une productivité médiocre, un accroissement du chômage et une recrudescence des tensions sociales. Le niveau de la productivité se ressentait des problèmes posés par la balance des paiements imputables à l'insuffisance des recettes d'exportation, la baisse du pouvoir d'achat, l'alourdissement du service de la dette et la rigidité du système de financement extérieur. Les problèmes de structure interne restant sans solution, des mesures telles que les politiques anti-inflationnistes, en dépit de leurs résultats positifs, avaient aussi contribué au fléchissement du taux de croissance économique et à l'augmentation du chômage. La production agricole avait continué d'enregistrer un taux de croissance insuffisant et le développement industriel n'avait pas fait preuve de la vitalité que l'on escomptait. Ce dernier fait était dû aux difficultés que l'on continuait d'éprouver pour remplacer les importations par des produits locaux, aux politiques de stabilisation et à la structure imposée à la demande par la forte concentration des revenus dans certains groupes en Amérique latine, et surtout aux problèmes de balance des paiements. De ce fait, l'industrie ne remplissait pas son rôle qui était de favoriser, directement et indirectement, la mise au travail du surcroît de main-d'œuvre imputable à la croissance des populations urbaines et à l'excédent des populations rurales. L'accroissement rapide de la population avait entraîné un accroissement correspondant d'une main-d'œuvre qu'il faudrait employer à des tâches productives si l'on voulait atteindre un taux de croissance économique plus élevé qu'il n'était. Une autre caractéristique du développement commune aux pays d'Amérique latine avait été l'augmentation des investissements du secteur public et des dépenses opérationnelles dans les services sociaux — santé, éducation, logement et services publics qui s'y rattachaient — pour lesquels il faudrait un taux plus élevé d'expansion des secteurs économiques. Etant donné que c'était des secteurs extérieurs que venait le plus grand obstacle au développement, on s'était fixé trois objectifs fondamentaux; tout d'abord accélérer l'intégration régionale pour pouvoir continuer à remplacer les importations par une production nationale organisée plus rationnellement dans le cadre plus large du marché latino-américain; deuxièmement, accroître et diversifier les exportations — notamment de produits industriels — à destination du reste du monde à des prix stables et rémunérateurs; et, troisièmement, obtenir à l'extérieur des moyens de financement à de meilleures conditions de remboursement, à des taux d'intérêt moins élevés et assortis de conditions moins rigides, afin de faciliter l'identification des besoins globaux du développement et de neutraliser les fluctuations ou de faire face aux crises. Le secrétaire exécutif a également rappelé que la réunion des chefs d'Etat américains, tenue en avril 1967 à Punta del Este, avait permis d'arrêter une politique de dévelop-



pement intérieur et extérieur pour l'Amérique latine. La déclaration adoptée à l'issue de la réunion traitait d'importantes questions relatives à l'accélération de l'intégration régionale, à l'amélioration de la situation du commerce extérieur, à la modernisation des conditions de vie dans les régions rurales et à la nécessité d'accroître la production et la productivité agricoles ainsi que d'encourager l'enseignement et la recherche scientifique et technique en Amérique latine.

337. La douzième session de la Commission, qui s'était tenue à Caracas en mai 1967, avait porté sur quatre questions de fond: la situation économique et sociale en Amérique latine, les problèmes de planification, la politique commerciale de l'Amérique latine en relation avec la deuxième session de la CNUCED et les problèmes d'intégration qui se posaient aux pays les moins développés de la région. Pour ce qui était de la situation de la planification en Amérique latine, la Commission avait procédé à une évaluation des différents facteurs d'ordre pratique, technique, politique et économique qui avaient entravé l'exécution des plans. L'examen de la question avait encore été facilité par les travaux de la Commission de la planification du développement qui avait tenu sa deuxième session au siège de la CEPAL. La Commission avait souligné la nécessité d'intensifier la mise en œuvre des plans de développement, étant donné que la plupart des pays latino-américains en étaient arrivés à accepter le principe de la planification du développement, première étape du processus. La politique commerciale de l'Amérique latine, les problèmes commerciaux internationaux et la prochaine conférence de la CNUCED (la deuxième) avaient été autant de questions vitales pour la Commission. La Commission n'avait pas caché son inquiétude devant le fait que la politique des pays économiquement avancés ne semblait pas avoir évolué de façon suffisamment notable pour faciliter l'expansion du commerce des pays en voie de développement. Les recommandations adoptées par la CNUCED à sa première session ne s'étaient pas traduites par des décisions d'ordre pratique. Dans les résolutions qu'elle avait adoptées, la Commission avait prié le secrétariat d'établir une série d'études détaillées sur les politiques commerciales des pays d'Amérique latine et de convoquer une session du Comité du commerce de la CEPAL pour analyser les résultats de la deuxième session de la CNUCED.

338. Le secrétaire exécutif a indiqué que l'orientation et la nature du travail du secrétariat étaient déterminées notamment par les problèmes que pose le développement latino-américain aussi bien que par les résolutions du Conseil et les préoccupations et les inquiétudes qui se faisaient jour en Amérique latine. Le Secrétariat de la CEPAL intensifierait ses études sur la politique de développement général et sectoriel. Une étude complète de la politique de l'emploi et de la politique démographique s'imposait tout particulièrement. Le secrétariat de la CEPAL poursuivrait aussi ses études sur des sujets comme les systèmes de réduction et d'harmonisation des tarifs, les accords sous-régionaux et la coordination des politiques afin d'aider à accélérer le mouvement vers l'intégration régionale. Il faudrait aussi étudier les aspects techniques et économiques de la production

et de la distribution tant dans le secteur industriel qu'agricole. Il fallait également procéder à des études sur l'assimilation et l'adaptation de la technique et sur l'encouragement de la recherche scientifique et technique en Amérique latine. Pour terminer, le secrétaire exécutif a déclaré que la CEPAL avait coordonné ses activités avec celles des institutions spécialisées intéressées.

339. Présentant le rapport annuel de la CEA (E/4354/1), le secrétaire exécutif de la Commission a rappelé qu'au cours de l'année écoulée le Lesotho et le Botswana étaient devenus membres de la Commission dès leur accession à l'indépendance. Les difficultés auxquelles se heurtaient ces deux pays, ainsi que le Swaziland qui accéderait bientôt, lui aussi, à l'indépendance, étaient de trois ordres: premièrement, ils étaient entourés de pays avec lesquels il avaient divers liens institutionnels et économiques mais qui suivaient une politique sociale et économique différente de la leur; deuxièmement, ils étaient parmi les pays les plus pauvres de la région, elle-même déjà déshéritée; et troisièmement ces jeunes nations n'avaient pas le personnel qualifié nécessaire pour développer et administrer leur économie. A l'heure actuelle, d'autres pays voisins leur imposaient des restrictions mais on espérait que le développement maximal de leur économie contribuerait à réduire ces restrictions et que du fait des petites dimensions de leur économie ces pays pourraient réaliser leurs objectifs de développement à condition de recevoir de l'extérieur l'appui nécessaire.

340. Examinant la situation économique du continent africain, le secrétaire exécutif a indiqué que depuis dix ans le revenu moyen par habitant pour l'ensemble de l'Afrique n'avait sans doute pas augmenté de plus de 1 p. 100 par an. La lenteur de l'expansion économique avait été imputable à plusieurs facteurs et notamment à la structure de la production agricole. L'agriculture était le plus important secteur d'activité productive en Afrique, représentant près de deux cinquièmes du produit intérieur brut. Si la production agricole avait enregistré une augmentation annuelle de 2,5 p. 100, la production alimentaire par habitant en 1965-1966 avait été inférieure d'environ 2 p. 100 à la moyenne de la période comprise entre 1952 et 1958. Comme le volume des exportations de produits agricoles avait augmenté plus rapidement que la production, il y avait eu une diminution du volume de la production vivrière réservée à la consommation qui avait elle-même entraîné un accroissement des importations de produits alimentaires, encore que la région dans son ensemble avait été exportatrice nette de produits agricoles. Le secrétaire exécutif a indiqué que le succès d'un développement industriel rapide était lié à un appui qui se traduirait par une augmentation de la production et de la demande de produits alimentaires. Pour cette raison, un des objectifs prioritaires du programme de travail que la Commission s'était fixé pour 1967-1968 était de fournir une assistance aux gouvernements des pays d'Afrique en vue de permettre aux agriculteurs et aux paysans de retirer davantage de leur travail grâce à l'augmentation de la productivité, à la création d'installations de stockage et à des mesures efficaces de commercialisation, s'accompagnant d'un renforce-



ment du secteur local de transformation des produits agricoles. En Afrique, le secteur industriel s'était développé plus vite que tous les autres, à l'exception des mines et des carrières, mais ses progrès étaient encore très médiocres, ce secteur étant entré pour à peine plus de 10 p. 100 dans la constitution du produit intérieur brut en 1964. Les industries de transformation de matières premières agricoles étaient en expansion dans la région. Dans certains pays, on enregistrait également des progrès dans le secteur de la transformation de matières premières non agricoles. Toutefois, les industries africaines étaient handicapées par le coût élevé des capitaux et de la main-d'œuvre et par l'exiguïté des marchés nationaux. Il leur fallait souvent supporter des charges n'ayant aucune incidence directe sur la productivité étant donné qu'à de nombreux échelons la majorité des emplois salariés étaient occupés par des expatriés. De ce fait, il fallait chercher à renforcer la formation de la main-d'œuvre nécessaire à l'industrie africaine.

341. Un des principaux problèmes qui se posaient à la Commission avait été de créer des groupes économiques viables au départ d'une multitude d'entités politiques afin de bénéficier pleinement du progrès technique caractéristique du XX<sup>ème</sup> siècle. Un cycle de réunions consacrées à la coopération économique avait été organisé dans les quatre sous-régions du continent. Dix pays d'Afrique orientale avaient ratifié la Convention d'association tendant à créer une communauté économique d'Afrique orientale. Des représentants des pays d'Afrique centrale avaient décidé de créer un comité ministériel chargé d'étudier des arrangements institutionnels de coopération économique. En Afrique du Nord, le Conseil des ministres du Maghreb, qui existait depuis 1964, élargissait le champ de ses activités et de ses préoccupations. Douze des 14 pays d'Afrique occidentale avaient signé le statut d'un conseil intérimaire de ministres chargé d'élaborer un traité portant création d'une communauté économique d'Afrique occidentale. Toutefois, il fallait faire davantage pour passer du stade de l'accord général sur une action multinationale et des études de viabilité à celui des relations de travail permanentes nécessaires à la mise en œuvre de projets "bancables" bien précis. En conséquence, le programme de travail que la Commission s'était fixé pour les deux années à venir recommandait une intensification des activités visant à consolider les mécanismes institutionnels créés dans les diverses sous-régions. Pour cimenter encore davantage la coopération économique africaine, il faudrait, pendant la phase d'action suivante, de gros investissements de capitaux et de ressources humaines dans les domaines des transports, des communications, de l'énergie et des instituts de formation en plus des investissements directs dans les secteurs agricole et industriel. A cet égard, la politique d'aide de certains des principaux pays bailleurs de fonds et des institutions financières multilatérales accordait plus d'importance à l'assistance technique et au financement de projets d'équipement destinés à renforcer les activités économiques régionales en Afrique.

342. Dans ses travaux, le Comité consultatif des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique au développement semblait insister plus sur la nécessité de disposer de connaissances tech-

niques que sur la capacité des pays en voie de développement à les exploiter efficacement. Comme l'enseignement africain devait former des spécialistes qualifiés sans lesquels il serait difficile d'appliquer la technique moderne au développement, il fallait élaborer des programmes appropriés. En raison de l'expansion récente de l'enseignement primaire en Afrique, des jeunes quittant l'école primaire sans compétences particulières étaient venus gonfler les rangs des chômeurs; il fallait un nouveau type d'établissement de formation préprofessionnelle pour préparer les jeunes aux travaux semi-qualifiés et, par la suite, qualifiés. La Commission espérait mettre ce programme au point en étroite collaboration avec l'OIT.

343. Le secrétaire exécutif a déclaré qu'entre 1960 et 1965 les recettes d'exportation de l'Afrique avaient augmenté à une cadence annuelle moyenne de 8 p. 100. Toutefois, cette expansion était due, pour plus de la moitié, à la progression des exportations de pétrole des nouveaux gisements de Libye, d'Algérie, du Nigéria et du Gabon. La région avait également accru les recettes qu'elle tirait d'un certain nombre d'autres produits de base importants bien que les ventes totales de la plupart des produits primaires agricoles n'eussent accusé qu'une progression lente ou eussent diminué sur les principaux marchés. Si le déficit commercial avait pratiquement disparu entre 1960 et 1965, cela avait été imputable non seulement à l'augmentation des exportations mais aussi à la lenteur de la progression des importations nécessaires au développement économique général. Si la Commission avait accordé son plein appui à la CNUCED et à l'ONUDI, elle estimait cependant que les pays africains ne bénéficieraient des activités de ces organisations que si l'orientation de leurs travaux comme la portée et l'ampleur de leurs activités étaient clairement formulées. S'il se peut que des pays très peu développés ne soient pas, au départ, en mesure d'utiliser un équipement complexe pour la production d'articles très compliqués, ils pouvaient avoir une capacité d'absorption assez forte pour ce qui était de l'assistance technique, l'aide à l'éducation et à la formation professionnelle. Il était même possible d'harmoniser l'assistance financière destinée à accroître la capacité de production des économies africaines avec celle de l'assistance technique destinée à augmenter leur capacité d'absorption de manière que les deux types d'aide se complètent mutuellement, mais il faudrait prendre des mesures judicieuses pour réaliser cette coordination. Des études préliminaires avaient été entreprises par la Commission en vue d'élaborer des plans rationnels pour créer un réseau africain de transports aériens, routiers, de voies navigables et de télécommunications destinés à relier entre eux les principaux centres urbains ainsi que les capitales et l'intérieur des pays africains. Toutefois, en raison des parts importantes de leurs budgets que les pays africains affectaient déjà au développement des transports et des communications, l'assistance multinationale ou l'aide coordonnée des sources bilatérales aux fins susmentionnées ne seraient efficaces que si les pays africains établissaient une coopération étroite à l'échelon sous-régional. La Commission comptait bien que les industriels et les financiers des pays développés participeraient à des entreprises

mutuellement avantageuses. Sans ces efforts communs, même l'octroi de concessions pour l'exportation d'articles manufacturés et semi-finis n'apporterait pas d'avantages immédiats aux pays les moins avancés des régions en voie de développement. La Commission aurait aussi besoin d'une assistance spéciale des pays avancés pour créer les établissements et les institutions techniques destinés à la formation de techniciens, d'instructeurs, de dirigeants et d'hommes de science autochtones. Ce n'est qu'avec cette aide que la Commission serait en mesure de contribuer au développement de l'Afrique et, de concert avec d'autres, à créer une vie meilleure pour tous les hommes.

344. Les débats du Conseil sur les rapports des commissions économiques régionales<sup>12/</sup> ont mis en lumière l'importance croissante du rôle joué dans leurs régions respectives par les commissions économiques régionales en tant que centres de coordination pour la mise en œuvre des programmes des Nations Unies en matière économique et sociale. Le Conseil a également insisté sur l'utilité sans cesse croissante des travaux accomplis par ces commissions, notamment en ce qui concerne l'encouragement à la coopération tant régionale qu'internationale. Les activités des commissions ont eu pour conséquence le renforcement des institutions par l'intermédiaire desquelles les pays en voie de développement coordonnent leurs activités et les harmonisent avec celles des pays développés. On a estimé que sans les commissions économiques régionales, dont les programmes portent principalement sur les besoins régionaux et locaux, le programme d'ensemble des Nations Unies ne donnerait guère de résultats. Dans une situation où les régions en voie de développement connaissent des problèmes communs, comme la médiocrité de la productivité agricole, le rôle insignifiant de la production industrielle, des conditions commerciales défavorables, un alourdissement du service de la dette et une aide extérieure insuffisante, les commissions régionales semblent être le meilleur moyen de mettre en œuvre dans les régions intéressées les programmes des Nations Unies dans les domaines économique et social. L'œuvre entreprise par la CEE dans les pays développés intéressait également les pays en voie de développement. Par ailleurs, si les progrès scientifiques et techniques pouvaient être appliqués efficacement dans les pays en voie de développement, c'était en raison de l'expérience acquise dans les pays plus développés. Le Conseil a estimé que pour cette raison, il serait utile que les commissions économiques régionales renforcent leur coopération.

345. Les déclarations faites par les secrétaires exécutifs étaient très utiles en ce sens qu'elles décrivaient avec concision la situation économique régnant dans leur région ainsi que les programmes de travail et les priorités de leurs commissions. On a demandé que l'on envisage d'informer le Conseil sur la situation économique au Moyen-Orient et sur les activités du Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth. Le Conseil a aussi pris note de l'importance croissante des réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales auxquelles les

chefs des autres organes des Nations Unies et des représentants des institutions spécialisées participaient de plus en plus. Le Conseil s'est félicité de cette tendance et a exprimé l'espoir qu'elle conduirait à renforcer l'effort de coopération consenti par les organismes des Nations Unies dans les domaines économique et social. Plusieurs membres ont exprimé leur satisfaction devant les résultats des réunions des secrétaires exécutifs tenues en 1967, notamment en ce qui concernait la création du Programme des Nations Unies pour la promotion des exportations. Certains membres du Conseil ont convenu que la réunion des secrétaires exécutifs était l'organe approprié pour coordonner les activités en matière de promotion commerciale et ont recommandé la création rapide de centres régionaux de promotion commerciale, ainsi qu'il avait été décidé lors de la réunion de juillet. On a suggéré que l'une des fonctions de ces centres régionaux de promotion commerciale devrait être de rassembler et de diffuser des renseignements commerciaux relatifs aux prix actuels des produits de base exportés par les pays en voie de développement. Le Conseil a également pris acte avec satisfaction de la coopération établie entre la CNUCED et le GATT en vue de la création d'un centre commercial international destiné à contribuer le plus efficacement au Programme des Nations Unies pour la promotion du commerce. Le Conseil a approuvé la procédure envisagée pour la mise en œuvre du programme dans le cadre duquel le PNUD et d'autres organes des Nations Unies offriront aux pays en voie de développement une assistance technique en matière de promotion du commerce. D'une manière générale, le Conseil a estimé que l'esprit de coopération avec d'autres chefs d'organisation instauré par la réunion des secrétaires exécutifs était un heureux présage pour l'ensemble de l'œuvre de développement entreprise par les Nations Unies.

346. D'une manière générale, on a estimé que les programmes de travail des commissions économiques régionales étaient bien équilibrés, les secteurs agricole et industriel s'étant vu accorder les priorités appropriées. Les commissions semblaient mettre l'accent sur l'industrialisation comme constituant la base du développement des pays en voie de développement. Toutefois, on prêtait dûment attention au développement du secteur agricole qui bénéficierait des progrès réalisés dans le secteur industriel. On estimait qu'étant donné l'attention croissante accordée aux problèmes commerciaux, attention qui se traduisait par les arrangements de coopération pris par toutes les commissions économiques régionales avec la CNUCED, les programmes de travail des commissions économiques régionales devaient, en ce qui concerne les pays en voie de développement, contribuer à donner des résultats encore plus satisfaisants. Toutefois, certains représentants ont estimé qu'en renforçant les programmes de travail des commissions économiques régionales, il faudrait placer l'accent sur des programmes à exécuter dans certains domaines comme celui de la main-d'œuvre. Le Conseil a souligné qu'il fallait décentraliser les activités opérationnelles des Nations Unies en matière économique et sociale en accordant davantage de ressources, en fonds et en personnel, aux commissions économiques régionales.

<sup>12/</sup> E/SR.1491, 1493, 1494, 1495.

347. On a exprimé l'opinion que le Siège de l'ONU et les commissions économiques régionales devraient coordonner davantage leurs programmes dans certains domaines comme la mise en valeur des ressources naturelles et la planification, la programmation et les projections du développement. Certains représentants ont recommandé à la CNUCED et à l'ONUDI de profiter de l'expérience des commissions économiques régionales pour exécuter leurs programmes de travail. On a également indiqué qu'il fallait coordonner de manière appropriée les activités des représentants résidents du PNUD et des commissions économiques régionales de manière à permettre aux pays en voie de développement de retirer le maximum d'avantages du programme de coopération technique des Nations Unies. Le Conseil a également observé que certaines institutions spécialisées régionalisaient leurs activités opérationnelles et que certaines d'entre elles s'efforçaient tout spécialement d'harmoniser leurs programmes avec ceux des commissions économiques régionales. Toutefois, on a estimé possible de pousser davantage la coordination des activités des commissions économiques régionales et des institutions spécialisées.

348. Les commissions économiques régionales, tout en ayant des objectifs analogues, présentent des caractéristiques différentes qui correspondent à la diversité des méthodes à employer pour faire face aux besoins des régions qu'elles desservent. A cet égard, le Conseil a noté que les programmes de coopération régionale des commissions avaient revêtu des formes différentes. En Amérique latine, l'objectif était l'intégration régionale; en Europe, il s'agissait d'obtenir un "accord général européen" permettant une coopération plus étroite entre l'Est et l'Ouest; en Afrique, il s'agissait de créer des groupes sous-régionaux propres à assurer la viabilité économique; et en Asie, l'objectif était de développer les activités sous-régionales d'intérêt commun et de formuler des programmes plus vastes destinés à pourvoir aux besoins d'une région entière. Si, d'une part, les commissions avaient inspiré et mis en route plusieurs programmes régionaux répondant aux besoins de leurs régions respectives et avaient enregistré quelques succès dans leur exécution, d'autre part, on avait également vu les pays eux-mêmes créer d'autres groupes sous-régionaux. Le Conseil a estimé que de tels groupements auraient tout avantage à s'associer avec les commissions économiques régionales qui avaient eu une certaine expérience dans ce domaine.

349. Plusieurs représentants ont pris acte de ce qu'en dépit des programmes exécutés par les commissions économiques régionales, les progrès réalisés en matière de développement économique et social des régions en voie de développement avaient été décevants. Il faudrait que tant les pays en voie de développement que les pays développés déploient de plus grands efforts parallèlement à ceux que devraient consentir toutes les organisations et institutions des Nations Unies. Un certain nombre de représentants des pays développés ont indiqué que leurs gouvernements étaient disposés à aider davantage les commissions économiques régionales à exécuter leurs programmes. On a exprimé l'avis que l'action combinée des banques régionales du développement, de la Banque mondiale et des institutions qui lui sont rat-

tachées ainsi que du PNUD pourrait permettre aux pays en voie de développement de financer leurs programmes de développement industriel et agricole.

350. Notant que la CEE comptait parmi ses membres la plupart des pays industrialisés du monde et qu'elle était en Europe le seul organe au sein duquel coopéraient les Etats ayant des systèmes économiques et sociaux différents, le Conseil a félicité la Commission de ses travaux à l'occasion de son vingtième anniversaire. Il a exprimé l'espoir que le futur programme de travail de la CEE, recommandé dans la déclaration adoptée à l'unanimité à l'occasion de son vingtième anniversaire, contribuerait à renforcer la compréhension que la Commission avait instaurée entre l'Est et l'Ouest, étant donné que cette compréhension pouvait aboutir à une plus grande coopération mondiale. Le Conseil a estimé que la coopération entre les membres de la CEE dans les domaines scientifique et technique, coopération recommandée dans la déclaration, servirait à renforcer davantage les relations économiques et sociales. La libération des échanges européens n'ayant progressé que lentement, on a formulé l'espoir que la mise en œuvre de la résolution de la CEE en la matière permettrait de remédier à cette situation. Certains représentants ont également estimé que le Comité du développement industriel de la CEE devrait reprendre ses travaux. Un certain nombre de représentants ont exprimé le regret que la République démocratique allemande n'ait pas été admise à faire partie de la Commission.

351. Le Conseil a reconnu que parmi les résolutions adoptées par la CEAO, celle qui commémore le vingtième anniversaire de la Commission et celle qui concerne la Déclaration de Tokyo témoignaient que les pays membres, qu'il s'agisse de pays en voie de développement ou de pays développés et qu'ils appartiennent ou non à cette région, étaient unanimes à reconnaître qu'il était nécessaire d'accomplir des progrès plus rapides en matière de développement régional. On a noté que, pour réaliser cet objectif, la CEAO avait mis l'accent sur les projets de coopération régionale et notamment sur la création d'un institut régional de statistiques et d'une Commission asiatique de normalisation; la CEAO a également donné un statut permanent à la Conférence asiatique de la population et a développé le programme d'études démographiques de la Commission. Un certain nombre de représentants ont déclaré qu'ils étaient sensibles au fait que la CEAO était la première commission économique régionale à s'occuper des délicats problèmes démographiques. Certains représentants, cependant, ont estimé que la CEAO devait intensifier ses activités de coopération régionale en vue notamment de stimuler les échanges commerciaux et les exportations des pays de la région. La CEAO pourrait également, en suscitant la conclusion de conventions internationales, contribuer à la stabilisation des prix pratiqués sur le marché des matières premières.

352. Le Conseil s'est en outre félicité des efforts féconds accomplis par la CEPAL en vue de résoudre les problèmes des pays de la région de l'Amérique latine, notamment en lançant des entreprises de coopération sous-régionale comme le programme d'intégration d'Amérique centrale et en créant l'Insti-

tut latino-américain de planification économique et sociale. Le Conseil a noté que la CEPAL, à sa deuxième session, avait accordé une attention particulière au problème du commerce extérieur des pays d'Amérique latine ainsi qu'aux efforts de cette commission en vue de coordonner, dans ce domaine, ses activités avec celles de la CNUCED. Néanmoins, un certain nombre de représentants ont fait connaître les réserves exprimées par leurs gouvernements à l'égard de certaines décisions formulées dans les résolutions adoptées à cet égard à la douzième session de la Commission. Le Conseil s'est déclaré convaincu que la CEPAL donnait la priorité à la mise en œuvre des plans de développement. Certains représentants ont également estimé que la tâche féconde accomplie par la CEPAL pour organiser son programme de travail sur la base d'un système de budget-programme et de budget fonctionnel pourrait servir de modèle à d'autres commissions économiques régionales. Les études effectuées par la CEPAL dans de nombreux domaines et, notamment, en matière d'agriculture ont été jugées utiles aux efforts de développement économique et social déployés dans la région et il serait utile que d'autres travaux soient entrepris sur les possibilités de substituer des produits locaux aux importations et sur les perspectives du secteur extérieur. Certains participants ont été d'avis que la CEPAL devrait, à l'avenir, accorder davantage d'attention au développement des échanges commerciaux entre les pays d'Amérique latine d'une part et les pays socialistes d'autre part. Les membres du Conseil se sont félicités de la création, l'année précédente, de bureaux sous-régionaux de la CEPAL à Bogota et aux Antilles.

353. Le Conseil a félicité la CEA des efforts qu'elle a déployés pour encourager la coopération régionale et sous-régionale. Les membres du Conseil ont accueilli avec satisfaction les progrès réalisés sur la voie de la coopération industrielle à l'échelon régional et, en particulier, les recommandations formulées en janvier 1967 à la Conférence des industriels et des financiers d'Addis-Abeba, et approuvées par la CEA, concernant la création de centres de promotion industrielle multinationaux dans l'ensemble de l'Afrique. Afin de réaliser une coopération économique à l'échelon sous-régional, il a été néanmoins

jugé souhaitable de renforcer les bureaux sous-régionaux de la Commission. Le Conseil a accueilli favorablement les résolutions récemment adoptées par la CEA sur l'agriculture et la coopération avec la FAO et a pris note avec satisfaction des activités de la Commission en matière de mise en valeur des ressources naturelles, ainsi que de développement des réseaux de transport et de communication. On a exprimé l'opinion que la Commission pourrait obtenir des meilleurs résultats si elle tirait meilleur parti des possibilités de coopération offertes par les organisations intergouvernementales existantes telles que les unions douanières, les conférences de ministres des finances et de l'économie et les commissions pour la mise en valeur des grands fleuves. Certaines délégations ont déclaré qu'elles partageaient l'opinion exprimée par le Secrétaire exécutif de la CEA en ce qui concerne la situation économique du Botswana, du Lesotho et du Swaziland. D'autre part, les membres de la Commission ont attaché une importance capitale aux travaux de la CEPAL dans le domaine du développement des ressources humaines car la mise en valeur de ces ressources est la condition d'une utilisation efficace des capitaux disponibles dans les pays d'Afrique. Le document intitulé Survey of Economic Conditions in Africa (1960-1964), présenté par la Commission (E/CN.14/397), revêtait un grand intérêt et il a été noté avec satisfaction qu'à compter de 1967 une étude annuelle de la situation économique en Afrique serait publiée. Néanmoins, une certaine appréhension s'est manifestée en ce qui concerne les difficultés auxquelles se trouve actuellement confronté l'Institut africain de développement économique et de planification.

354. Dans ses résolutions 1245 (XLIII), 1246 (XLIII), 1247 (XLIII) et 1248 (XLIII), le Conseil a respectivement pris note des rapports annuels de la CEE, de la CEAEIO, de la CEPAL et de la CEA, ainsi que des résolutions et recommandations qui y figurent et a approuvé les programmes de travail de ces commissions. Dans sa résolution 1246 (XLIII), le Conseil s'est félicité des progrès et réalisations que la CEAEIO a accomplis pendant ses vingt ans d'existence et, dans la résolution 1248 (XLIII), il a félicité la CEA des mesures qu'elle a prises pour l'élargissement de ses activités.



## RAPPORT DU CONSEIL DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL \*

355. Conformément aux dispositions de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, le Conseil était saisi à sa quarante-troisième session <sup>1/</sup> du rapport du Conseil du développement industriel sur sa première session (A/67152/), tenue à New York du 10 avril au 5 mai 1967.

356. En présentant ce rapport, le Directeur exécutif de l'ONUDI a informé le Conseil que le transfert à Vienne du siège de cette organisation, prévu dans l'accord conclu avec le Gouvernement autrichien, se poursuivait normalement et qu'il espérait que l'ONUDI commencerait à fonctionner à son nouveau siège de Vienne au mois d'octobre de l'année en cours.

357. Après avoir rappelé ce qu'avait dit le Secrétaire général dans son message au Conseil à propos du rôle de pionnier que l'ONUDI serait appelée à jouer, il a déclaré que le Conseil du développement avait reconnu que l'ONUDI devrait appliquer des méthodes nouvelles et donner la souplesse voulue à son action. Dans les principes qu'il avait énoncés, le Conseil du développement industriel avait donné la priorité aux activités opérationnelles entreprises dans le cadre des programmes d'assistance technique et financées par le budget ordinaire et par des contributions volontaires. L'ONUDI avait également un rôle de promotion à jouer: elle devait notamment encourager l'apport de ressources destinées à l'industrialisation des pays en voie de développement.

358. L'Assemblée générale avait assigné à l'ONUDI un rôle central et fonctionnel dans la coordination des activités menées par les organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel, et le Conseil du développement industriel avait reconnu la nécessité d'une coopération et d'une harmonisation de ces activités. Quelques organismes des Nations Unies avaient déjà acquis une grande expérience en ce qui concerne certains aspects des activités industrielles, mais s'agissant notamment des problèmes fondamentaux de l'industrialisation, l'ONUDI avait encore beaucoup à faire. Un effort mutuel d'ajustement des activités opérationnelles et des études est nécessaire pour que l'on puisse parvenir à une stratégie équilibrée et harmonieuse de l'industrialisation.

359. Le Directeur exécutif a cité des exemples de coopération entre l'ONUDI et d'autres organismes des Nations Unies telle que celle qui s'était établie avec les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth à

l'occasion de la préparation du prochain Colloque international sur le développement industriel et des réunions régionales qui l'avaient précédé. A ce propos, le Directeur exécutif a exprimé l'avis que l'ONUDI devrait chercher à établir une coopération plus étroite avec les commissions économiques régionales au lieu d'instituer dès le début son propre mécanisme régional. Elle était en train de constituer un réseau de représentants sur le terrain, détachés comme conseillers auprès des représentants résidents du PNUD, chaque conseiller devant travailler avec un groupe de pays en voie de développement et assurer la liaison entre l'ONUDI et la commission économique régionale intéressée. En ce qui concerne les institutions spécialisées, les bases d'une coopération avec l'OIT avaient été solidement établies; l'OIT, l'UNESCO et l'ONUDI avaient préparé en commun des études sur la formation professionnelle destinées au prochain Colloque; une coopération étroite avait été instaurée avec la CNUCED, notamment dans le domaine de la promotion des exportations, et avec la FAO pour l'exécution d'études préliminaires en vue du programme de production alimentaire; l'ONUDI se proposait de collaborer avec le PNUD à l'élaboration d'un programme et de procédures en vue de la création d'usines pilotes. Les progrès accomplis étaient donc déjà importants, bien qu'il y eût encore certains domaines où la coopération n'était pas pleinement établie.

360. Le Directeur exécutif a ajouté que des contacts étroits seraient maintenus avec des pays industrialisés afin de profiter de leur expérience et de leurs ressources pour l'exécution des activités opérationnelles et de promotion. L'assistance de ces pays serait essentielle, notamment pour le recrutement du personnel qualifié à envoyer sur le terrain, problème particulièrement complexe dans le domaine industriel. Il importait également que l'ONUDI se tînt informée des progrès de la technologie industrielle et de l'expérience des pays développés afin de pouvoir faire des recommandations appropriées aux pays en voie de développement. Des contacts avec les sources de financement, aussi bien publiques que privées, dans les pays avancés seraient établis ou étendus afin de favoriser le financement d'entreprises industrielles dans les pays en voie de développement.

361. Se référant au Colloque international, le Directeur exécutif a rappelé les circonstances dans lesquelles il avait été décidé de le réunir à Athènes en novembre et décembre 1967. Les quatre colloques régionaux, qui avaient eu lieu en 1965 et 1966, avaient été organisés en prévision de ce colloque et avaient servi à le préparer. Sa date de réunion avait été reculée plusieurs fois. La préparation et la distribution de la documentation en étaient à un stade avancé. L'ONUDI avait organisé des missions spéciales, dont certaines avaient déjà entamé des consultations avec

\* Point inscrit à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>1/</sup> E/SR.1499, 1500, 1502 et 1506

<sup>2/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Supplément No 15, transmis au Conseil économique et social par note du Secrétaire général (E/4385).



les gouvernements sur la préparation du Colloque et sur la mise en place d'un service de promotion industrielle. L'ONUDI avait assuré des responsabilités financières et juridiques et d'autres organisations participantes avaient consacré au Colloque d'importantes ressources. L'intérêt des résultats des colloques régionaux et des résultats attendus du Colloque international se trouverait diminué si celui-ci était remis à plus tard.

362. L'ONUDI allait se trouver aux prises avec un certain nombre de difficultés au cours des mois à venir du fait qu'elle devait s'occuper simultanément de l'installation de son siège à Vienne et de la préparation du Colloque international. Le Directeur exécutif gardait cependant la conviction qu'elle les surmonterait et qu'elle progresserait dans la voie de ses objectifs.

363. Au cours du débat, des membres du Conseil ont félicité le Directeur exécutif de sa déclaration. On a noté que, malgré les nombreuses difficultés rencontrées par le Conseil du développement industriel, les résultats de sa première session avaient été encourageants. Plusieurs membres ont fait observer que les décisions qu'il avait prises respectaient l'orientation donnée par l'Assemblée générale et que, grâce à une interprétation constructive de la tâche qui lui était assignée, il avait préparé le terrain pour un départ prometteur de la nouvelle organisation. Il s'était attaché, avec réalisme et objectivité, à mettre au point les moyens de coordonner les activités de développement industriel des organismes des Nations Unies et de canaliser ces activités de façon à accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement.

364. Le Conseil a noté avec satisfaction que le Conseil du développement industriel n'avait pas oublié qu'il importait que la recherche fût orientée vers les activités opérationnelles, afin de lui permettre d'avoir une vue d'ensemble et de maintenir un lien rationnel entre les différents aspects de l'industrialisation.

365. Le détachement de conseillers de l'ONUDI auprès des représentants résidents du PNUD devait permettre non seulement de rester en contact étroit avec les Etats Membres mais aussi, compte tenu de l'expérience acquise par les commissions régionales, de disposer d'un mécanisme permettant de coordonner les activités régionales dans le domaine du développement industriel. A cet égard, des membres ont approuvé la méthode préconisée par le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement pour qui la coordination devrait être préparée et réalisée par la voie de négociations à l'échelon des secrétariats plutôt que par des règlements écrits. On a fait observer en particulier que l'exécution du programme des Nations Unies concernant la promotion des exportations exigerait la coopération étroite de la CNUCED, du GATT et de l'ONUDI.

366. Plusieurs membres ont exprimé l'avis que l'étude du secteur public et de la planification d'Etat devrait recevoir un rang de priorité élevé dans les activités de l'ONUDI. Ils ont ajouté que celle-ci, du fait qu'elle se trouvait au point de convergence des activités des organismes des Nations Unies en matière de développement industriel, devait devenir un centre

d'échange de renseignements et de données d'expérience entre tous les pays. Ils ont fait observer que le principe de l'universalité devait s'appliquer aux activités de la nouvelle organisation.

367. Des avis divergents ont été exprimés en ce qui concerne le mode de financement des opérations de l'ONUDI. La nécessité d'une homogénéité, d'une coordination et d'une efficacité accrues a été avancée comme argument surtout par ceux qui souhaitaient maintenir le rôle central du PNUD en tant que source unique de financement. Les tenants de la thèse contraire, fondée sur l'autonomie de l'organisation, ont fait valoir qu'il serait préférable de mettre à sa disposition des fonds distincts alimentés par des contributions volontaires annoncées lors de conférences convoquées périodiquement par le Secrétaire général.

368. Au cours de la discussion concernant le prochain Colloque international, le Conseil a relevé que les travaux se poursuivaient activement et que les gouvernements et les organes et institutions des Nations Unies étaient tenus informés, par des notes du secrétariat, des progrès accomplis dans la préparation de ce colloque. On a formulé le vœu que les résultats du Colloque répondent aux espoirs qu'il suscitait. L'avis a été exprimé qu'il conviendrait d'inviter le plus grand nombre possible de spécialistes représentant le secteur industriel et d'autres secteurs économiques connexes, y compris des institutions financières. Le Colloque, grâce à cette participation, serait mieux à même d'examiner avec profit les problèmes qui se posent aussi bien aux pays en voie de développement qu'aux investisseurs.

369. On a exprimé la conviction que le Colloque contribuerait à accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement en ce qu'il fournirait des indications supplémentaires pour le programme à long terme de l'ONUDI, aiderait à définir les politiques gouvernementales et donnerait l'occasion de procéder à un échange fructueux de renseignements et d'opinions sur les aspects nationaux et internationaux de l'industrialisation.

370. Certaines délégations ont critiqué l'ordre du jour du Colloque dont la portée était, à leur avis, trop vaste; il fallait s'efforcer de fixer l'attention sur un certain nombre limité de questions importantes.

371. Certains représentants ont formulé des objections au sujet de la réunion du Colloque à Athènes, motif pris de ce que cette décision pourrait être interprétée comme un vote de confiance à l'égard du Gouvernement grec du moment. Une réunion comme le Colloque devrait, ont-ils déclaré, se tenir dans un milieu favorable à la coopération internationale, et l'on ne pouvait qualifier de la sorte l'atmosphère qui régnait actuellement en Grèce. La participation au Colloque aurait à souffrir de l'atmosphère politique dans le pays, et c'était là une considération assez importante. Une délégation a rappelé la suggestion présentée à la première session du Conseil du développement industriel et tendant à ce que le Colloque ait lieu à Genève. On a également fait valoir que le travail du secrétariat se trouverait facilité si le Colloque se réunissait dans la ville où était en train de s'installer le nouveau siège de l'ONUDI, et que le

Directeur exécutif devrait examiner de façon approfondie cette possibilité.

372. D'autres délégations se sont prononcées en faveur d'Athènes en tant que lieu de réunion du Colloque. L'avis a été exprimé que le Conseil économique et social ne devrait pas méconnaître l'accord conclu entre le Gouvernement grec et le Secrétaire général et approuvé par l'Assemblée générale, et qu'il ne devrait pas non plus s'ingérer dans les affaires intérieures d'un Etat Membre. Plusieurs délégations ont formulé le vœu que rien ne soit fait qui risquât de retarder le Colloque. D'autres délégations ont souligné qu'il fallait avant tout faire en sorte que le

Colloque soit minutieusement préparé, même si cela devait prendre plus de temps.

373. A la fin de la discussion, le Conseil a adopté une résolution [1269 (XLIII)], par laquelle il prenait acte du rapport du Conseil du développement industriel sur sa première session et le transmettait à l'Assemblée générale. Le Conseil a également décidé <sup>3/</sup> de recommander à l'Assemblée générale d'examiner tôt au cours de sa vingt-deuxième session les informations supplémentaires que le Directeur exécutif de l'ONUDI donnerait sur l'état de la préparation du Colloque international en vue d'en assurer le succès.

---

<sup>3/</sup> E/SR.1506.

## MISE EN VALEUR ET UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES\*

374. Sur la demande du Conseil économique et social à sa trente-neuvième session [résolution 1090 A (XXXIX)] et de l'Assemblée générale [résolution 2083 (XX)], le Secrétaire général, en consultation avec les autres organismes intéressés des Nations Unies, a établi un rapport détaillé sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines dans les pays en voie de développement (E/4353 et Add.1<sup>1/</sup>). Le rapport portait tout particulièrement sur les mesures propres à intensifier l'action concertée menée par l'Organisation des Nations Unies et les institutions qui s'y rattachent dans le domaine de la formation de personnel national pour le développement économique et social. Dans la première partie du rapport (E/4353) on analysait la nature du problème et on résumait les principales conclusions; dans la deuxième (E/4353/Add.1), on passait en revue les activités actuelles et on formulait un certain nombre de propositions précises en vue d'une action internationale concertée et intensifiée dans divers domaines.

375. Dans son rapport, le Secrétaire général soulignait que s'il y a peu de temps encore il était courant de penser que c'était surtout la pénurie de capitaux qui freinait la croissance économique, il était apparu de plus en plus nettement, récemment, que les connaissances théoriques et pratiques et les aptitudes des membres d'une société étaient tout aussi importantes aux fins de son développement. La pénurie de personnel qualifié semblait exister dans le monde entier et même dans les pays industrialisés. Le nombre d'individus dépourvus d'instruction et de formation augmentait rapidement d'année en année dans la plupart des pays en voie de développement par suite de l'expansion rapide de la population et malgré les efforts croissants déployés pour développer des programmes d'enseignement et de formation. Le Secrétaire général déclarait que, bien qu'il fût difficile de l'exprimer en termes quantitatifs précis, il semblerait que le décalage des connaissances entre pays développés et pays en voie de développement fût plus important encore que le décalage des revenus par habitant ou des niveaux de vie.

376. Etant donné que l'on prévoyait une expansion rapide de la population et une augmentation de la main-d'œuvre dans les pays en voie de développement, le problème de la mise en valeur des ressources humaines n'en devenait que plus aigu. La population totale de ces pays devrait doubler avant la fin du siècle et la population en âge de travailler augmenter plus rapidement encore. A l'heure actuelle, les pays en

voie de développement possédaient les deux tiers des ressources mondiales totales en main-d'œuvre et, d'après les projections, ils en posséderaient les trois quarts à la fin du siècle.

377. Le fort accroissement prévu du nombre des enfants et des jeunes mettait en évidence toute l'importance qu'il y avait à entreprendre des programmes d'enseignement et à prendre d'autres mesures en faveur de l'enfance et de la jeunesse. Pour ce qui était de la population active, le taux de croissance annuelle devait tripler dans les pays en voie de développement avant la fin du siècle. Si, actuellement, il fallait créer des emplois pour la moitié environ de la population active dans les pays en voie de développement, ce taux augmenterait encore davantage à l'avenir et il faudrait dès 1980 créer environ deux tiers du total des emplois nécessaires pour occuper la population active nouvelle.

378. Le Secrétaire général exprimait l'avis qu'il était impossible d'élaborer un plan général pour la mise en œuvre et l'utilisation des ressources humaines au niveau national ou au niveau international. Chaque région avait ses problèmes particuliers qui appelaient des mesures spéciales. Le rapport mettait l'accent principalement sur l'enseignement et la formation en vue du développement. Il importait que les programmes d'enseignement et de formation soient tout à fait adaptés, dans leur contenu, leur progression et leurs techniques, aux impératifs du développement économique et social. On comptait parfois beaucoup sur la seule école pour résoudre les problèmes du développement économique, mais on devait cependant reconnaître que l'apport d'investissements considérables au profit de l'enseignement ne résolvait pas automatiquement le problème du manque de main-d'œuvre qualifiée. Le problème n'était pas seulement d'enseigner et de former davantage; il fallait, plus précisément, faire en sorte que l'enseignement et la formation dispensés répondent aux besoins les plus pressants de l'œuvre de développement.

379. Il fallait adapter l'enseignement et la formation aux besoins du développement et les imprégner de son esprit. Par exemple, au niveau de l'enseignement universitaire, les disciplines scientifiques et techniques devraient recevoir une priorité plus élevée que les disciplines "nobles" telles que le droit et les lettres, qui avaient souvent le pas sur elles. Les programmes de formation étaient trop souvent axés sur des problèmes d'importance secondaire eu égard aux besoins des pays en voie de développement et mettaient trop l'accent sur des techniques et une formation scientifique probablement sans application pendant longtemps dans ces pays. L'enseignement, dans ses premières phases, était souvent conçu comme devant

\* A l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale figure le point suivant: "Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement."

<sup>1/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 8 de l'ordre du jour.

préparer à un enseignement supérieur auquel la plupart des élèves n'accéderaient jamais. Dans les pays où la scolarisation atteignait un degré impressionnant dans les premières classes, un nombre considérable d'élèves abandonnaient l'école, beaucoup ne parvenant pas au terme de leurs études par suite de la médiocrité de l'enseignement dispensé, du surchargement des classes, du manque de manuels et de matériel, etc.

380. En ce qui concernait la formation, on n'insistait souvent pas assez sur la formation pratique et la formation en cours d'emploi. On ne tenait pas suffisamment compte souvent de l'importance que pourrait revêtir dans l'avenir pour le développement le personnel de niveau intermédiaire et partant de l'importance qu'il y avait à en assurer la formation.

381. Pour accélérer la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, une planification judicieuse de la main-d'œuvre et de l'enseignement était indispensable. Il faudrait donc évaluer les besoins futurs en main-d'œuvre aux fins du développement et les moyens d'enseignement et de formation nécessaires pour obtenir le personnel instruit et qualifié dont on avait besoin. Dans les pays en voie de développement, cette planification se heurtait à de graves difficultés: les données quantitatives et qualitatives étaient insuffisantes, bon nombre de plans de développement général avaient un caractère expérimental, les méthodes suivies pour établir les projections et fixer les objectifs présentaient de graves inconvénients, un dispositif adéquat de planification faisait défaut et la participation de la population à la planification était restreinte.

382. Etant donné les ressources limitées dont ils disposaient, les pays en voie de développement se heurtaient généralement à un problème délicat lorsqu'il leur fallait établir un ordre de priorité pour la mise en valeur des ressources humaines. Les pouvoirs publics ne pouvaient pas le résoudre à eux seuls; il leur fallait la coopération active de tous les secteurs de l'économie. D'une part, les pays en voie de développement devaient augmenter sensiblement le nombre de personnes recevant une instruction générale, afin d'élever le niveau d'alphabétisation et le niveau culturel de la population; d'autre part, il leur fallait former un noyau de personnel hautement qualifié capable non seulement d'assurer le développement et d'entreprendre des recherches mais aussi de préparer les cadres qui propageraient l'instruction. Si la suppression de l'analphabétisme et l'instruction primaire pour tous pouvaient constituer des objectifs à long terme, dans l'immédiat on devait s'efforcer surtout d'encourager au maximum des possibilités de formation en cours d'emploi, le recyclage et les cours à temps partiel. Il convenait d'accorder une haute priorité aux types de formation qui pouvaient avoir le plus grand effet multiplicateur possible, par exemple la formation d'enseignants, d'instructeurs, d'administrateurs, d'agents du développement communautaire et de personnel d'entretien de l'équipement industriel.

383. Si le rapport avait trait essentiellement à l'enseignement, à la formation et à l'utilisation des ressources humaines, comme l'avait demandé le Conseil, il reconnaissait en même temps que d'autres

facteurs intervenaient dans le problème de la mise en œuvre des ressources humaines. Il fallait notamment citer l'hygiène, la nutrition et le milieu. La mauvaise santé était presque certainement le facteur le plus important de la perte d'heures de travail productif dans les pays en voie de développement et se trouvait souvent à l'origine de la perte prématurée de travailleurs expérimentés. Le profit que les enfants d'âge préscolaire et scolaire pouvaient retirer de l'éducation familiale du premier âge et de la préparation à l'enseignement scolaire dépendait de beaucoup de leur état de santé, du niveau de nutrition et de leur bien-être général. Des logements convenables, l'approvisionnement en eau, l'équipement sanitaire et les installations récréatives étaient d'autres éléments importants pour la mise en valeur des ressources humaines. Un réseau routier et de moyens de transport était aussi essentiel pour propager l'instruction et assurer la meilleure utilisation de la main-d'œuvre.

384. Le rapport traitait principalement de l'assistance que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées fournissaient aux pays en voie de développement pour les aider à former et à utiliser leurs cadres spécialisés. Il y était reconnu qu'il appartenait à chaque pays en voie de développement au premier chef de résoudre le problème de ses ressources humaines. Dans ce domaine, l'aide extérieure resterait toujours bien en deçà des besoins. Il fallait veiller à ce que toutes les ressources dont ces pays disposaient soient utilisées et à ce que les divers programmes soient coordonnés le mieux possible. Le rapport contenait un certain nombre de propositions visant à intensifier l'activité conjointe des organisations internationales notamment dans certains domaines qui demandaient à être étudiés de façon plus approfondie en vue de déterminer les possibilités d'action future. Ces propositions, décrites en détail dans la deuxième partie du rapport, concernaient la planification de la main-d'œuvre et de l'enseignement, les programmes d'enseignement et de formation établis pour faire face aux besoins du développement, les moyens d'éducation, la localisation de la formation, le développement des secteurs rural et urbain et le rôle de la femme et des jeunes dans la mise en valeur et l'utilisation de la main-d'œuvre. Les principales, qui visaient une action intensifiée et concertée, étaient énoncées sous forme de 16 propositions dans la première partie du rapport (E/4353, par. 66).

385. Au cours de la discussion du rapport à la quarante-troisième session du Conseil<sup>2/</sup>, certains représentants ont dit beaucoup de bien du rapport du Secrétaire général et des nombreuses propositions d'action concertée qui y étaient formulées. Plusieurs membres ont déploré que la traduction française du rapport n'eût pas été distribuée à temps pour que les services intéressés des ministères puissent l'étudier attentivement. Vu son importance, il a été proposé de laisser aux gouvernements le temps nécessaire pour examiner le rapport.

386. De nombreux représentants ont évoqué le problème de la mise en valeur des ressources humaines sous ses aspects quantitatifs compte tenu de la croissance démographique, actuelle et probable, des pays

<sup>2/</sup> E/AC.24/SR.330 à 336; E/SR.1507.

en voie de développement. On s'est alarmé des besoins toujours plus grands qui se faisaient sentir dans ces pays en matière d'enseignement, de formation et d'emploi par suite de la forte poussée démographique et du fait que l'on n'utilisait toujours pas les ressources humaines existantes. On a notamment rappelé que, selon les estimations du Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement, 10 p. 100 seulement des ressources humaines de ces pays étaient mobilisées en vue du développement.

387. Le problème des ressources humaines n'a pas été uniquement envisagé sous son aspect quantitatif; il l'a été également sous son aspect qualitatif. L'état de santé et de nutrition, les conditions sociales et le milieu étaient autant d'éléments importants qui intervenaient dans la mobilisation des ressources humaines en vue du développement. De nombreux programmes et mesures relatifs à l'enseignement et à la formation qui avaient pour objet de tirer un meilleur parti des ressources en main-d'œuvre existantes ne donnaient pas les résultats escomptés en raison des graves lacunes de l'infrastructure sociale. Il fallait tenir pleinement compte, dans tous les programmes et à tous les stades, de la place qu'occupait le facteur humain dans le développement.

388. Etant donné les insuffisances de la planification de la mise en œuvre des ressources humaines, on a fait observer que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées pouvaient jouer un rôle particulièrement important en aidant les pays en voie de développement à former du personnel capable d'élaborer des plans de développement réalistes et intégrés. On a également dit qu'il serait utile d'établir des plans indicatifs régionaux ou sub-régionaux fixant les besoins en main-d'œuvre et les objectifs en matière de formation. On a noté que l'OIT devait préparer, en se fondant sur des plans régionaux, un plan mondial de développement de l'emploi et de mise en œuvre des ressources humaines dont la Conférence internationale du travail serait saisie à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'OIT, en 1969.

389. De nombreux représentants ont accordé une attention toute particulière aux problèmes ruraux. On a déclaré notamment que, dans maints pays en voie de développement, la majeure partie de la main-d'œuvre rurale était sous-utilisée. Un représentant a indiqué que, dans bien des pays, plus des neuf dixièmes de la population agricole ne participaient pas aux efforts de développement économique. On a signalé la nécessité de former du personnel agricole qualifié de niveau intermédiaire et le rôle que peut jouer la réforme agraire en vue d'une meilleure utilisation des ressources humaines dans le secteur agricole.

390. On a souligné les rapports existant entre l'alphabétisation et la mise en valeur des ressources humaines pour dire qu'il fallait faire une plus large place au développement de l'enseignement à tous les degrés. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées devraient pour une part redoubler d'efforts pour fournir aux pays en voie de développement les grandes quantités de matériel d'enseignement et de formation dont ils avaient besoin et l'adapter aux conditions locales. Pour ce qui était de la formation supérieure, la proposition du Secrétaire général tendant à procéder à une réévaluation des programmes

internationaux de bourses a été largement approuvée, de même que la proposition tendant à entreprendre une étude de l'aide internationale aux instituts régionaux et nationaux de formation.

391. Plusieurs représentants ont insisté sur le rôle que la femme pourrait jouer dans le développement. Un grand nombre de pays avaient accordé trop peu d'attention à la contribution que la femme pouvait apporter grâce à son action dans la communauté et à son foyer. D'immenses ressources humaines étaient gaspillées par suite des préjugés sociaux et de la situation d'infériorité dont souffrait la femme, en particulier de l'insuffisance des moyens d'éducation et de formation qui lui étaient offerts. On a également dit qu'on devrait faire participer davantage les jeunes au développement national grâce à des programmes assurant la transition effective entre l'école et le travail et prendre des mesures pour faire face au problème des déchets scolaires.

392. On a accordé une grande attention au cours de la discussion à l'exode de personnel hautement qualifié des pays en voie de développement vers les pays développés. Quelques représentants ont fait observer que les pays en voie de développement perdaient relativement plus de personnel qualifié, qui allait travailler dans les pays avancés, qu'ils ne recevaient d'assistance technique. Vu l'absence de données exactes, d'autres représentants ont émis des doutes quant à l'ampleur et à la portée, ainsi qu'aux conséquences économiques et sociales, de la migration internationale de personnel hautement qualifié. La proposition du Secrétaire général tendant à ce que l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies entreprenne, en coopération avec l'UNESCO et les différentes institutions spécialisées intéressées, une étude approfondie du problème que pose "l'exode des compétences" a reçu un très large appui.

393. De nombreux représentants ont brièvement indiqué certaines des mesures que leurs pays avaient prises pour assurer la mise en valeur de leurs ressources humaines, notamment les mesures visant à mobiliser la main-d'œuvre pour le développement et à freiner l'exode du personnel qualifié. Les représentants des institutions spécialisées les plus directement intéressées ont rappelé succinctement ce qui, dans leurs programmes de travail, avait trait aux ressources humaines, ont indiqué l'intérêt particulier qu'ils portaient aux propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général et ont donné au Conseil l'assurance que leurs organisations coopéreraient sans réserve à la mise en œuvre des mesures envisagées. Si, dans l'ensemble, les représentants ont approuvé les propositions d'action concertée formulées dans le rapport, ils ont été généralement d'avis qu'elles demandaient à être étudiées plus avant par l'Organisation des Nations Unies et par les institutions spécialisées. Ils ont reconnu qu'il faudrait classer les nombreuses propositions par ordre d'urgence. Il faudrait en outre que, de leur côté, les gouvernements établissent des ordres de priorité et que les organisations internationales intéressées entreprennent, au niveau national, une action concertée en vue d'aider efficacement les gouvernements. On a suggéré que cette action porte également sur l'examen des programmes bilatéraux. Enfin, les divers organes de



l'ONU, notamment le Comité de la planification du développement, devraient se rendre compte de toute l'importance qu'avaient la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines.

394. Le Conseil économique et social a achevé l'examen du rapport en adoptant une résolution [1274 (XLIII)] par laquelle il invitait notamment les gouvernements des Etats membres à communiquer au Secrétaire général leurs observations sur les recommandations qui se dégageaient du rapport et priait le Secrétaire général de faire parvenir ce rapport aux institutions spécialisées compétentes, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux autres organismes intéressés des Nations Unies et d'examiner à fond, en liaison avec ces organismes par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination, les propositions formulées dans le rapport en vue de soumettre des recommandations précises au Conseil, à sa quarante-cinquième session, pour la mise en œuvre de ces propositions, les priorités à établir entre elles et les arrangements auxquels il conviendrait de procéder en vue de renforcer la coordination entre les organisations participant à l'exécution d'un programme concerté. Il recommandait aussi aux organes intéressés des Nations Unies de tenir pleinement compte, lorsqu'ils aidaient les gouvernements à élaborer leurs plans de développement, de l'interdépendance étroite qui existait entre les objectifs économiques et la mise en valeur des ressources hu-

maines. Il priait, en outre, le Secrétaire général de faire rapport au Conseil sur l'état d'avancement des études entreprises par les organismes intéressés des Nations Unies en ce qui concernait le problème de l'"exode des cerveaux". Le Conseil invitait l'OIT à étudier avec les Nations Unies, l'UNESCO et les autres institutions spécialisées intéressées les mesures qu'il conviendrait de prendre afin qu'une attention particulière fût consacrée, dans les programmes à long terme qui suivraient la Décennie du développement, aux problèmes les plus pressants que posaient la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines dans le cadre d'une politique dynamique de l'emploi. Il demandait également aux commissions économiques régionales, à la Commission du développement social, à la Commission de la condition de la femme et à la Commission de la population de tenir compte, dans l'établissement de leurs programmes de travail, des relations étroites qui devaient exister entre la croissance économique et le progrès social. Enfin, il recommandait au Programme des Nations Unies pour le développement de continuer à examiner avec bienveillance les requêtes soumises par les pays en voie de développement pour le financement de projets tendant à intensifier la formation scolaire, professionnelle et technique et de tenir le plus grand compte des besoins en main-d'œuvre, personnel qualifié et cadres techniques pouvant résulter de la réalisation de projets de développement et de la nécessité d'amorcer, dès avant le stade de l'investissement, la formation du personnel indispensable.

## QUESTIONS SOCIALES

## Section I. — Développement social\*

395. Lorsqu'il a examiné les questions relatives au développement social, à sa quarante-deuxième session<sup>1/</sup>, le Conseil était saisi du rapport de la Commission du développement social sur sa dix-huitième session (E/4324 et Add.1<sup>2/</sup>). Le Conseil a examiné les observations et les recommandations de la Commission (E/4324, chap. II) sur le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa quatrième session (E/4287<sup>3/</sup> et Add.1) et une note du Secrétaire général sur le même sujet (E/CN.5/407), en même temps que le rapport du Comité lui-même<sup>4/</sup>. Il a examiné, lors du débat qu'il a consacré à la réforme agraire<sup>5/</sup>, les avis et recommandations de la Commission sur les conclusions relatives au développement social auxquelles était parvenue la Conférence mondiale de 1966 sur la réforme agraire (E/4324, chap. IV). Le Conseil a également examiné les questions relatives au développement social à sa quarante-troisième session dans le cadre de la discussion générale de la politique économique et sociale internationale<sup>6/</sup>. Au cours du débat, un membre a fait observer qu'il était quelque peu illogique que le Conseil examine à des sessions différentes les aspects économiques et les aspects sociaux du développement, d'autant plus que le Conseil lui-même ne manquait jamais de souligner dans ses discussions et ses décisions l'interdépendance, en matière de développement, des facteurs économiques et des facteurs sociaux.

396. Lorsque le Conseil a examiné le rapport de la Commission sur sa dix-huitième session, première session que la Commission a tenue depuis l'augmentation du nombre de ses membres et la nouvelle orientation donnée à ses travaux par la résolution 1139 (XLI) du Conseil, celui-ci a noté que le nouveau mandat de la Commission exigeait qu'elle joue un rôle de plus en plus important et a estimé que les travaux de la session qui venait d'avoir lieu laissaient espérer que la Commission pourrait apporter une importante contribution aux travaux d'ensemble que le Conseil consacrait aux problèmes et aux politiques relatifs au développement. Les membres du Conseil ont noté en particulier que les travaux de la Commission avaient été liés plus intimement encore que par le passé aux activités de développement économique et aux travaux des

\*Un point intitulé "Situation sociale dans le monde" est inscrit à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

1/ E/AC.7/SR.579 à 581; E/1478.

2/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 5.

3/ Ibid., Supplément No 4.

4/ Voir sect. II ci-après.

5/ Voir chap. VI, sect. III.

6/ E/SR.1480 à 1489.

institutions spécialisées. En réévaluant le rôle de la Commission en 1966, le Conseil avait attaché une importance spéciale aux responsabilités de la Commission à l'égard de la politique du développement social, et les membres du Conseil ont noté avec satisfaction que les travaux de la dix-huitième session avaient montré que la Commission était capable de fournir une contribution utile dans ce domaine.

397. Plusieurs membres du Conseil ont regretté que le Conseil ne puisse consacrer davantage de temps à l'examen du rapport de la Commission. L'attention du Conseil avait également été appelée sur une recommandation du Comité consultatif de coordination<sup>7/</sup> tendant à ce que les questions figurant dans le rapport de la Commission qui appelaient des consultations entre organisations devraient être renvoyées à la quarante-troisième session du Conseil. Les membres du Conseil ont reconnu que les institutions spécialisées devaient être pleinement associées aux principaux projets auxquels la recommandation se référait manifestement, à savoir le projet de déclaration sur le développement social, l'examen des activités de coopération technique en matière de développement social et les questions sociales touchant l'expansion des services de santé, mais ils ont également estimé en général que le Conseil devait se prononcer sur les recommandations de la Commission à sa quarante-deuxième session, car c'était à cette session que, conformément à sa résolution 1156 (XLI), il avait décidé d'étudier les rapports des commissions et comités techniques, en particulier de ceux qui s'occupaient de questions sociales et des droits de l'homme.

## PROJET DE DECLARATION SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

398. A sa dix-huitième session, la Commission du développement social avait abordé la question de la préparation d'un projet de déclaration sur le développement social<sup>8/</sup>, comme l'Assemblée générale le lui avait demandé dans sa résolution 2215 (XXI). Dans cette résolution, l'Assemblée générale avait invité le Conseil économique et social à prier la Commission de préparer un projet de déclaration sur le développement social qui définirait en termes généraux les objectifs du développement social et les méthodes et moyens permettant de les atteindre, en se fondant sur les buts et principes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ainsi que sur les résolutions pertinentes de l'Assem-

7/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour, document E/4337, par. 71.

8/ Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 5, chap. III.

blée générale et du Conseil. A la reprise de sa quarante et unième session, le Conseil avait décidé<sup>9/</sup> de transmettre la question à la Commission et d'en reprendre l'examen à sa quarante-deuxième session, en même temps que le rapport de la Commission.

399. Lorsqu'elle a examiné la question du projet de déclaration sur le développement social, la Commission était saisie d'une note du Secrétaire général (E/CN.5/413) qui retraçait les origines de la question, résumait les débats que lui avait consacrés l'Assemblée générale à sa vingt et unième session et faisait certaines propositions en vue de la préparation du projet de déclaration. La Commission disposait également de la documentation soumise à l'Assemblée générale sur la question, notamment d'une note du Secrétaire général (A/6434) qui indiquait la portée et la nature des documents pertinents de l'Assemblée, du Conseil et des institutions spécialisées ainsi que d'un document de travail (A/C.3/L.1419) soumis à l'Assemblée par le représentant de l'Argentine. Un Groupe de travail de seize membres<sup>10/</sup> s'était réuni pendant la session de la Commission et avait élaboré une liste préliminaire des points à inclure dans le projet de déclaration concernant le préambule et les chapitres sur les principes, les objectifs et les méthodes et moyens permettant d'assurer le développement social. Le rapport du Groupe de travail (E/4324, Annexe III) avait été approuvé par la Commission et soumis au Conseil avec des recommandations concernant la procédure à suivre ultérieurement. Conformément à ces recommandations, le Groupe de travail devrait se réunir à nouveau avant la dix-neuvième session de la Commission pour préparer un premier projet de la déclaration qui serait examiné par la Commission, puis par le Conseil en 1968 et le Secrétaire général devait procéder à des consultations avec les institutions spécialisées avant la session du Groupe de travail. La Commission avait en outre proposé que, après avoir examiné le projet de déclaration, le Conseil autorise le Secrétaire général à le communiquer à tous les Etats Membres pour qu'ils présentent leurs observations et que le Groupe de travail se réunisse à nouveau en septembre 1968 pour réviser le projet initial compte tenu de ces observations. Elle a enfin suggéré que le Conseil autorise le Groupe de travail à soumettre le projet de déclaration final directement à l'Assemblée générale à sa vingt-troisième session.

400. Le Conseil a noté l'importance qu'un grand nombre des membres de la Commission avait attaché au rôle qu'une telle déclaration pourrait jouer en stimulant le développement et en fournissant des directives qui favoriseraient le progrès. Le Conseil a également noté qu'à sa dix-huitième session, la Commission avait donné un rang de priorité élevé à la question et il l'a félicitée de s'être efforcée d'entamer l'élaboration du projet de déclaration malgré un ordre du jour très chargé.

<sup>9/</sup> E/SR.1459.

<sup>10/</sup> Le Groupe de travail créé à la dix-huitième session était composé des pays ci-après, membres de la Commission du développement social: Chili, Chypre, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Haute-Volta, Iran, Maroc, Pakistan, Pays-Bas, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay et Venezuela.

401. Le Conseil a accordé une attention spéciale aux propositions de la Commission concernant les travaux futurs à consacrer au projet de déclaration. Certains membres du Conseil ont souligné qu'il importait que le projet de déclaration soit prêt à temps pour la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, comme celle-ci l'avait demandé dans sa résolution 2215 (XXI), mais le sentiment général a été que le projet que devait préparer le Groupe de travail demandait à être examiné sous sa forme définitive par la Commission et par le Conseil avant d'être soumis à l'Assemblée. A cette fin, le Conseil a approuvé les recommandations de la Commission touchant la procédure à suivre pour lesquelles une décision immédiate était nécessaire. Dans sa résolution 1228 (XLII), il a donc prévu que le Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de déclaration sur le développement social se réunirait 10 à 14 jours avant la dix-neuvième session de la Commission du développement social pour préparer un premier projet qui serait examiné par la Commission, puis par le Conseil en 1968, et que le Secrétaire général procéderait à des consultations avec les institutions spécialisées avant la session de février 1968 du Groupe de travail. Il a été en outre généralement admis que la Commission devrait revoir, à sa dix-neuvième session, le calendrier des travaux restant à consacrer au projet de déclaration et recommander la procédure à suivre pour mettre au point le projet et le soumettre à l'Assemblée générale.

#### EXAMEN DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL

402. Le Conseil a accordé une attention spéciale aux observations et aux recommandations de la Commission du développement social concernant le projet d'examen des activités de coopération technique en matière de développement social<sup>11/</sup>. Il a noté que la Commission avait attaché une importance particulière au rôle des activités de coopération technique internationale dans ce domaine et que le rapport soumis par le Secrétaire général sur la question (E/CN.5/412) avait mis en lumière certains des principaux problèmes et obstacles qui nuisaient à l'efficacité des programmes opérationnels relatifs au développement social. Au nombre des facteurs que la Commission avait jugé particulièrement importants figuraient la fragmentation et le cloisonnement relatif de certains des projets d'assistance technique des Nations Unies dans le domaine social, les limites auxquelles se heurtaient l'application d'une méthode intégrée ou intersectorielle aux programmes comportant des éléments sociaux et les difficultés que rencontraient les pays en voie de développement lorsqu'ils cherchaient à établir des priorités pour l'action dans le domaine social.

403. Des membres de la Commission avaient noté avec inquiétude que les projets économiques et les projets sociaux ne bénéficiaient pas dans les mêmes proportions des ressources d'assistance technique. On avait évoqué à ce sujet le rôle que pourrait jouer le Programme des Nations Unies pour le développe-

<sup>11/</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 5, chap. VI.

ment et on avait suggéré de faire davantage appel au PNUD aux fins du développement social; dans bien des cas, par exemple, les projets du Fonds spécial pouvaient offrir un excellent moyen de relier les programmes économiques et les programmes sociaux dans les pays bénéficiaires. La Commission avait donc insisté sur la nécessité pour les pays bénéficiaires d'aborder la planification des programmes internationaux d'aide au développement social selon une méthode concertée et elle a reconnu que l'ONU et les institutions spécialisées pouvaient jouer un rôle important à cet égard, de même que les représentants résidents du PNUD en tant que conseillers des pays sur la planification des programmes et responsables de la coordination des programmes d'assistance technique. On avait souligné au cours des débats qu'il fallait intégrer les divers types d'assistance afin d'éviter de morceler indûment les projets et combiner, dans la mesure du possible, plusieurs programmes d'assistance technique de façon à coordonner l'action de l'Organisation des Nations Unies, des commissions régionales, des institutions spécialisées et des gouvernements intéressés.

404. La Commission a également noté que les pays en voie de développement avaient particulièrement besoin d'assistance technique dans le domaine du développement social étant donné qu'ils consacraient généralement des crédits limités aux secteurs sociaux dans leurs plans nationaux, qu'ils avaient beaucoup de mal à rassembler les données nécessaires pour établir leurs plans et leurs priorités, et qu'il y avait pénurie de planificateurs de développement capables de s'occuper à la fois des aspects économiques et des aspects sociaux du développement. On a souligné l'importance du rôle que pouvaient jouer les planificateurs du développement social en aidant les gouvernements à examiner leurs besoins et à répartir les ressources dans le domaine social afin de faciliter l'intégration des activités de développement social et de développement économique; la Commission a jugé particulièrement important de donner plus d'ampleur aux programmes de formation en matière de planification du développement social.

405. Le Conseil s'est vivement intéressé à la proposition de la Commission concernant un examen des activités de coopération technique dans le domaine social par des rapporteurs spéciaux qui seraient nommés par le Secrétaire général. Dans une déclaration au Conseil, le représentant du Secrétaire général a souligné que l'examen envisagé n'avait pas pour objet d'évaluer des activités opérationnelles ni les projets entrepris dans divers domaines mais traduisait plutôt le besoin d'examiner la relation entre les activités de l'ONU et celles des institutions spécialisées ainsi qu'entre les activités de l'ONU dans divers domaines, notamment les activités entreprises par l'ONUDI, le FISE et le PNUD. La Commission espérait, a-t-il signalé, que "l'examen et l'analyse" que l'on envisageait de faire de ces activités conduiraient à des recommandations visant à renforcer l'effet que les activités de coopération technique de l'ensemble des organismes des Nations Unies exerçaient sur le développement social. L'objectif était de faire en sorte que les conseils et l'assistance fournis par les organismes des Nations Unies dans le domaine social soient octroyés, dans toute la mesure possible,

dans le cadre d'une stratégie coordonnée fondée sur les besoins et les priorités de chaque pays.

406. Plusieurs membres du Conseil ont souligné qu'il importait de fixer aux rapporteurs spéciaux un mandat précis et détaillé et de consulter les institutions spécialisées intéressées avant de nommer les rapporteurs; d'autres membres ont, par contre, estimé que ces consultations seraient plus utiles après la nomination des rapporteurs, lorsqu'il s'agirait de formuler leur plan de travail.

407. Le représentant du Secrétaire général a fait observer que des consultations avec les institutions spécialisées auraient lieu pendant l'été et a souligné que le Secrétaire général estimait très important de discuter du mandat des rapporteurs spéciaux avec les institutions spécialisées avant que les rapporteurs soient effectivement nommés. Il a fait observer en outre que le Conseil d'administration du PNUD avait également été informé, à sa session en cours, des recommandations de la Commission.

408. Compte tenu de cette explication, le Conseil, appuyant une proposition de la Commission du développement social, a adopté une résolution [1227 (XLII)] dans laquelle il invitait la Commission à formuler des recommandations, au plus tard à sa vingtième session, sur les moyens de renforcer les programmes opérationnels des organismes des Nations Unies dans le domaine social afin que ces programmes puissent jouer pleinement leur rôle en encourageant le développement social au cours des années immédiatement à venir et de la prochaine décennie; à cette fin, il priait le Secrétaire général de désigner parmi les Etats membres de la Commission du développement social, pour une période maximum de deux ans, cinq rapporteurs spéciaux, choisis en fonction de leur compétence personnelle, qui seraient chargés de procéder à un examen et à une analyse des différents programmes et méthodes utilisés par les organismes des Nations Unies en ce qui concerne le secteur social de l'assistance technique aux pays en voie de développement et de présenter les recommandations nécessaires à la Commission du développement social au plus tard à sa vingtième session. Les rapporteurs spéciaux s'acquitteraient de leur tâche en procédant à des consultations avec les gouvernements des Etats membres et avec le PNUD, l'ONUDI, le FISE, les institutions spécialisées qui s'occupent de développement social et les commissions économiques régionales, lesquelles étaient invitées à coopérer avec les rapporteurs spéciaux et la Commission à l'exécution de cette tâche. Le Secrétaire général était en outre prié d'obtenir des Etats des régions en voie de développement et des organismes, institutions et commissions susmentionnés, les renseignements de base nécessaires à la tâche des rapporteurs spéciaux par le moyen d'un questionnaire. Le Conseil recommandait également aux gouvernements des Etats membres d'accorder une attention particulière aux problèmes de développement social lorsqu'ils formulent des demandes et procèdent à la répartition des ressources d'assistance technique et priait le Secrétaire général, le PNUD, l'ONUDI, le FISE et les institutions spécialisées intéressées d'accueillir favorablement les demandes d'assistance concernant tous les aspects du domaine social.

## QUESTIONS SOCIALES TOUCHANT L'EXPANSION DES SERVICES DE SANTE

409. La Commission du développement social a accordé une importance spéciale à un rapport sur les questions sociales touchant l'expansion des services de santé (E/CN.5/415 et Corr.1) que l'Organisation mondiale de la santé a préparé pour la dix-huitième session de la Commission. Ce rapport est le premier d'une série de rapports que les institutions spécialisées doivent rédiger pour la Commission sur les principaux problèmes qui se posent dans les secteurs de la santé, de l'enseignement, de l'emploi et de la nutrition envisagés du point de vue du développement social. La Commission avait estimé qu'une étude de ces rapports, et les recommandations de la Commission et du Conseil, pourraient probablement fournir des indications plus complètes sur les relations entre secteurs et sur les moyens de renforcer les bases sur lesquelles reposaient les activités entreprises dans ces différents domaines en vue d'un effort global de développement économique et social.

410. La Commission a pris note avec satisfaction du rôle joué par l'OMS dans la lutte contre la maladie et notamment des efforts que déploie cette Organisation pour mettre des services tant préventifs que curatifs à la disposition de tous les groupes de la population dans les pays en voie de développement. Le Conseil a noté que, lorsqu'elle a étudié le rapport, la Commission a fait ressortir la nécessité de procéder, en tenant compte des données et des perspectives offertes par les sciences sociales, à un nouvel examen des besoins sanitaires des pays en voie de développement notamment en ce qui concernait la manière dont les planificateurs sanitaires déterminent les objectifs et établissent les priorités dans le secteur sanitaire, la nature des relations entre la santé et les facteurs culturels et sociaux et la nécessité de tenir compte de ces relations lorsqu'on établit des programmes de médecine préventive et curative, et des liens entre les services de santé et les autres activités et services sociaux et communautaires. Il a également été reconnu qu'il fallait faire davantage de recherches sur les attitudes envers la santé qui peuvent conditionner l'utilisation des services médicaux et sanitaires existants. Le Conseil a noté que la Commission s'était principalement inquiétée des questions liées à la répartition des services de santé et du coût des soins médicaux, tant dans les pays développés que dans ceux en voie de développement, et d'autres facteurs intéressant l'accès aux services de santé et leur utilisation par l'ensemble de la population.

411. Le Conseil était également saisi de diverses constatations, conclusions et recommandations formulées par la Commission sur la base de son étude de la question (E/4324, par. 76). Plusieurs membres ont proposé que ces recommandations soient portées à l'attention des gouvernements et des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales intéressées, par exemple par une note du Secrétaire général; il a également été suggéré que les gouvernements soient invités à formuler des observations sur les recommandations afin d'encourager les organisations nationales et internationales intéressées à les faire suivre de mesures pratiques.

412. Sur la recommandation de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [1226 (XLII)], dans laquelle il a noté que, malgré les grands progrès de la science médicale réalisés au cours des dernières décennies, la population de nombreux pays n'avait encore qu'un accès limité aux services médicaux et sanitaires en raison notamment du manque de ressources financières et de personnel qualifié ainsi que de la répartition inégale de ces services et de leur coût élevé. Notant en outre que la Commission souhaitait poursuivre l'étude des aspects sociaux de ce problème tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, il a invité l'Organisation mondiale de la santé à rédiger, si possible pour la dix-neuvième session de la Commission, une étude qui examinerait dans quelle mesure l'accès aux services médicaux et sanitaires était assuré dans des groupes représentatifs de pays se trouvant à des stades plus ou moins avancés pour ce qui était de la fourniture de ces services et employant des moyens différents à cet égard, en prenant en considération, le cas échéant, la question du coût de ces services, et compte dûment tenu des facteurs sociaux qui influent sur l'accès aux services de santé et sur l'utilisation de ces services.

413. Par sa résolution 1229 (XLII), le Conseil a pris acte du rapport de la Commission du développement social sur sa dix-huitième session et du programme de travail qui y figurait.

### Section II. — Habitation, construction et planification\*

414. A sa quarante-deuxième session, le Conseil, comme base à son examen des questions relatives à l'habitation, à la construction et à la planification, était saisi du rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa quatrième session (E/4287<sup>12/</sup>), des parties pertinentes du rapport de la Commission du développement social sur sa dix-huitième session (E/4324<sup>13/</sup>), et des observations de la Commission sur le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (E/4330<sup>14/</sup>).

415. Le Conseil a examiné<sup>15/</sup> les propositions contenues dans le rapport du Comité (E/4287, chap. X, projets de résolution I et II), ainsi que les propositions contenues dans le rapport de la Commission (E/4324, chap. IX, projets de résolution A et B).

416. En présentant le rapport du Comité<sup>16/</sup>, le Directeur du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification a déclaré que la situation mondiale du logement continuait de s'aggraver malgré les efforts accrus déployés par l'Organisation des Nations Unies et bon nombre de gouvernements. Le manque de logements et d'installations communautaires adéquats et l'absence d'aménagement du milieu naturel constituent un problème qui préoccupe égale-

\* Cette question est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>12/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 4.

<sup>13/</sup> Ibid., Supplément No 5.

<sup>14/</sup> Ibid., quarante-deuxième session, Annexes, point 9 de l'ordre du jour.

<sup>15/</sup> E/AC.7/SR.576 et 577; E/SR.1478.

<sup>16/</sup> E/AC.7/SR.576.



ment tous les pays du monde. Le taux général de construction dans les pays en voie de développement est resté au niveau d'un cinquième de l'objectif établi par le Secrétaire général pour la Décennie du développement. Sur dix familles ayant besoin d'un logement adéquat, seulement deux avaient pu être logées décemment. Les huit autres habitaient en majeure partie dans des bidonvilles ou dans des quartiers délabrés de centres urbains. Les migrants venus des campagnes étaient souvent réduits à la situation de squatters. Les taudis et les bidonvilles constituaient le milieu physique d'un quart sinon de la moitié de la population de nombreuses zones métropolitaines.

417. Des membres du Conseil ont donné leur appui général aux propositions soumises par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification et la Commission du développement social. Un grand nombre d'entre eux ont souligné la gravité du problème du logement dans le monde et ont décrit les mesures prises par leurs propres pays en vue d'y remédier.

418. On s'est inquiété tout particulièrement de la lenteur avec laquelle était réalisé l'objectif fixé pour la Décennie du développement dans le domaine de la construction d'habitations; on a émis l'opinion que, si l'objectif initial a peut-être été trop ambitieux, sa réalisation a sans doute été empêchée en outre du fait qu'après avoir négligé trop longtemps le problème du logement, on s'y attaquait maintenant en l'isolant excessivement de son contexte. A cet égard, le Conseil a souligné la nécessité de rechercher des solutions au problème du logement dans le cadre général de la planification économique et sociale.

419. De nombreux membres du Conseil ont exprimé leurs vues au sujet du rôle et de l'orientation de l'assistance internationale dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification. A leur avis, le rôle de l'assistance des Nations Unies dans ce domaine était surtout celui d'un catalyseur, car c'est aux gouvernements nationaux qu'incombait, au premier chef, la responsabilité de résoudre les problèmes de logement. Toutefois, les gouvernements faisaient souvent face à une sérieuse pénurie de ressources et il en résultait que les crédits consacrés à l'habitation étaient parfois insuffisants. On a émis l'opinion que l'ONU et les institutions spécialisées devraient aider les pays en voie de développement à établir un système rationnel de priorités qui leur permettrait de tirer le meilleur parti de leurs ressources nationales et humaines.

420. On a également souligné que même si l'assistance internationale était considérablement accrue, elle continuerait d'être insuffisante, comparée aux besoins des gouvernements dans le domaine de l'habitation. Plusieurs membres ont suggéré que l'on examine avec une attention toute particulière, à l'échelon international, des questions telles que: projets de démonstration et projets pilotes de construction d'habitations à bon marché pour les familles à faible revenu, diffusion de renseignements et formation du personnel national, notamment d'ouvriers du bâtiment qualifiés. En fait, la formation du personnel local devrait être un important élément de tous les programmes d'assistance technique des Nations Unies.

421. On a noté que le coût de la construction d'habitations était un important problème qui méritait de retenir davantage l'attention. De nombreux membres du Conseil ont parlé de la nécessité de créer des industries nationales du bâtiment et de fournir aux gouvernements une aide efficace dans ce domaine. A cet égard, ils ont attaché une importance toute particulière à la production locale de matériaux de construction.

422. Plusieurs membres du Conseil ont déclaré qu'il convenait de fournir des ressources supplémentaires au Centre de l'habitation, de la construction et de la planification; ils ont notamment observé que le volume croissant des activités d'assistance technique relevant de la responsabilité du Centre nécessitait un renfort de personnel.

423. En ce qui concernait la création à New Delhi d'un Institut de documentation des Nations Unies pour l'habitation, la construction et la planification<sup>17/</sup>, on a constaté avec inquiétude que les fonctions que l'on avait initialement envisagé de confier à l'Institut avaient été modifiées par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Il a cependant été noté qu'un groupe d'étude avait été chargé de définir plus clairement les fonctions de l'Institut et de faire rapport sur les modalités de sa mise en place et sur son domaine de compétence. On a souligné que les travaux de l'Institut ne devraient en aucun cas faire double emploi avec ceux du Centre lui-même.

424. Plusieurs membres du Conseil ont exprimé l'avis que la Commission du développement social aurait eu intérêt à soumettre ses propositions au Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, pour commentaires et conseils, avant que le Conseil ne tranche à leur sujet. D'un autre côté, on a souligné qu'une telle procédure retarderait la mise en œuvre de ces propositions, en particulier celle qui concerne les programmes pilotes envisagés et qu'en tout état de cause ces programmes pourraient être révisés par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification et de nouveau par la Commission du développement social sur la base de l'expérience acquise pendant la première phase de mise en œuvre.

#### COOPERATION AVEC LES COMMISSIONS ECONOMIQUES REGIONALES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX, NOTAMMENT AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

425. Sur la recommandation du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification<sup>18/</sup>, le Conseil a adopté une résolution [1221 (XLI)] sur la coopération avec les commissions économiques régionales et les organismes internationaux, notamment avec les organisations non gouvernementales, dans laquelle il a invité le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification, les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées, les centres régionaux de l'habitation et les organisa-

<sup>17/</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 4, chap. VI. Voir également E/SR.1447.

<sup>18/</sup> Voir *ibid.*, quarante-deuxième session, Supplément No 7, chap. III, section C et chap. X, projet de résolution 4 (I).

tions gouvernementales et non gouvernementales intéressées à renforcer et à accroître leur coopération dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification; prié le Secrétaire général de fournir au Comité de l'habitation, de la construction et de la planification à chacune de ses sessions, à partir de sa cinquième session, un rapport sur les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification et demandé que ce rapport accordât une place particulière aux mesures de coopération existant ou à prendre entre les organismes des Nations Unies qui exerçaient diverses activités dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification.

#### RELEVEMENT ET RECONSTRUCTION A LA SUITE DE CATASTROPHES NATURELLES

426. Sur la recommandation du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification<sup>19/</sup>, le Conseil a adopté une résolution [1222 (XLII)] sur le relèvement et la reconstruction à la suite de catastrophes naturelles, aux termes de laquelle il a notamment prié le Secrétaire général de donner au rapport sur cette question (E/C.6/52/Add.6) une diffusion aussi large que possible; d'établir une liste d'experts qui seraient disponibles à bref délai pour apporter leurs conseils et leur aide dans les régions sinistrées; d'entreprendre, dans la mesure où les ressources le permettraient, la préparation de manuels sur les catastrophes; d'accorder un rang de priorité élevé à l'octroi de bourses à des étudiants d'architecture et de génie civil pour leur permettre de faire des études spéciales sur les problèmes de conception et de construction qui se posaient à propos des mesures à prendre avant et après les catastrophes en génie parasismique et dans des domaines analogues; et, enfin, d'étudier la possibilité de prévoir des mesures administratives spéciales pour accélérer l'assistance technique aux pays victimes de catastrophes.

#### PROGRAMMES PILOTES DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION

427. Le Conseil a noté que lors des débats de la Commission du développement social sur la question des programmes pilotes dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification<sup>20/</sup>, on avait attaché une importance spéciale à une formation technique et professionnelle accrue, ainsi qu'à des programmes de construction d'habitations à bon marché et à des méthodes permettant de produire des matériaux de construction à bas prix. La Commission avait examiné avec une attention particulière les problèmes de logement découlant de l'accroissement rapide de la population urbaine tant dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement et elle avait insisté sur la nécessité de prendre d'urgence des mesures tendant à intégrer les migrants ruraux dans l'activité économique et sociale des villes et de prévenir l'apparition de taudis et d'agglomérations de squatters. Le Conseil a noté que les membres

de la Commission avaient jugé la question de la mobilisation des ressources pour la construction d'habitations particulièrement importante pour les pays en voie de développement, où tous les secteurs rivalisaient pour obtenir une part des maigres ressources disponibles et où, de ce fait, les fonds consacrés aux programmes de logements étaient souvent insuffisants et qu'ils avaient spécialement mis l'accent sur le rôle de l'assistance internationale, sur la formation de cadres qualifiés et sur les moyens permettant de tirer davantage parti des ressources disponibles: projets pilotes, autoconstruction, etc.

428. Ayant accepté une proposition soumise par la Commission du développement social après y avoir apporté certaines modifications, le Conseil a adopté une résolution [1224 (XLII)] relative aux logements et installations collectives connexes à l'intention des groupes à faible revenu, dans laquelle il a prié le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification d'accorder l'attention voulue à des moyens tels que l'auto-assistance, les coopératives, les logements en location, les subventions de l'Etat, ainsi qu'à l'établissement de normes appropriées pour les logements. Il a également invité les gouvernements des Etats Membres à entreprendre des programmes pilotes répondant aux besoins des pays en voie de développement et visant à améliorer les conditions de vie dans les agglomérations de squatters ou dans les taudis des zones urbaines et rurales, en s'attaquant simultanément aux conditions sociales, économiques et physiques dans ces zones, en s'assurant la participation des citoyens intéressés et en créant, si possible, des institutions et organisations chargées de favoriser et d'appuyer les efforts des intéressés et il a prié le Secrétaire général d'entrer en consultation avec les gouvernements des Etats Membres et avec d'autres organismes des Nations Unies pour voir dans quelle mesure il serait possible d'obtenir un appui financier, technique et matériel pour ces programmes pilotes et de donner une orientation générale pour tout programme pilote qui pourrait être entrepris.

#### ANNEE INTERNATIONALE DE L'HABITATION

429. Egalement sur la recommandation de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [1223 (XLII)] concernant les moyens d'appeler l'attention de l'opinion publique mondiale sur les graves problèmes sociaux et économiques que posaient le manque de logements adéquats et d'installations communautaires ainsi que les difficultés auxquelles se heurte le développement rationnel des communautés urbaines et rurales, en particulier dans les pays en voie de développement ainsi que sur les moyens qui permettraient de mobiliser les énergies pour l'exécution de programmes déterminés de nature à remédier à cet état de choses. Le Conseil a prié le Secrétaire général de présenter un rapport à ce sujet et, le cas échéant, de recommander les mesures à prendre et il a prié le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, lorsqu'il examinerait ce rapport, de considérer l'opportunité de proclamer une année internationale de l'habitation. Plusieurs représentants ont exprimé des réserves quant aux incidences financières de la résolution.

<sup>19/</sup> Ibid., chap. IV, section B et chap. X, projet de résolution 4 (II).

<sup>20/</sup> Ibid., Supplément No 5, chap. II, et chap. IX, projet de résolution I A.

430. La Commission de la population ne s'étant pas réunie pendant la période considérée, l'ordre du jour du Conseil pour 1967 ne comportait pas de question concernant spécifiquement la population. Le Conseil n'en a pas moins accordé une attention considérable aux questions démographiques lors des discussions qu'il a tenues au cours de sa quarante-troisième session, notamment à l'occasion de son examen général de la politique économique et sociale internationale<sup>21/</sup>.

431. Dans le discours d'ouverture dont lecture a été donnée au Conseil<sup>22/</sup>, le Secrétaire général a noté que le comportement à l'égard des problèmes posés par la rapidité de l'accroissement démographique s'était beaucoup modifié. Il a fait observer que les questions démographiques n'étaient plus considérées d'un point de vue strictement économique, mais qu'elles étaient également étudiées et traitées dans le vaste contexte, humain et social, de la société moderne, laquelle reconnaissait de plus en plus la nécessité de fournir les moyens propres à assurer la planification familiale.

432. Le Secrétaire général a noté que l'adoption de la résolution 2211 (XXI) de l'Assemblée générale avait permis à l'Organisation des Nations Unies d'entreprendre un "programme d'action plus audacieux et plus efficace" dans ce domaine. L'ONU avait acquis une infrastructure institutionnelle qui, avec la coopération des institutions spécialisées intéressées et sous réserve qu'elle fût dotée de moyens supplémentaires, lui permettrait de donner un appui plus efficace à des programmes de grande envergure. Après avoir noté qu'un programme de travail quinquennal dans le domaine démographique avait déjà été établi, le Secrétaire général a déclaré qu'il se proposait de demander une augmentation progressive des crédits budgétaires consacrés à ces activités. Il a également fait savoir au Conseil qu'il avait décidé de constituer un fonds d'affectation spéciale pour les activités dans le domaine démographique, auquel les gouvernements et les institutions seraient invités à verser des contributions volontaires; ce fonds devait permettre, entre autres choses, de créer des centres de formation et de mettre en œuvre des projets pilotes destinés à aider les gouvernements à élaborer ou à élargir leurs propres programmes.

433. De nombreux membres du Conseil ont parlé de l'importance de la résolution 2211 (XXI) de l'Assemblée générale, et ont noté que son adoption à l'unanimité permettait à l'ONU d'assurer l'exécution d'un vaste programme équilibré et progressif dans le domaine démographique. On a fait observer également que cette résolution, avec les décisions prises par le Conseil à sa trente-neuvième session [résolution 1084 (XXXIX)], marquaient une nouvelle étape dans la reconnaissance du rôle que les organismes des Nations Unies étaient appelés à jouer dans ce domaine.

434. La plupart des membres du Conseil ont mentionné les rapports qui existent entre l'accroissement rapide de la population et le volume de la production vivrière. Il a été fait observer notamment que l'écart

entre cette production et les besoins en produits alimentaires dans les pays en voie de développement s'élargissait et que l'expansion démographique continuait d'être plus rapide que la production vivrière mondiale; un membre a déclaré que si l'on n'intensifiait pas les programmes tendant à augmenter la production vivrière et à freiner l'accroissement démographique, la famine risquait de sévir dans de nombreuses régions du monde pendant la prochaine décennie. L'influence des facteurs démographiques sur la main-d'œuvre et sur l'emploi a été également examinée, notamment à l'occasion de l'étude des problèmes complexes que posent la mise en valeur et l'utilisation complètes des ressources humaines existant dans les pays<sup>23/</sup>.

435. Plusieurs membres du Conseil ont parlé des politiques adoptées dans leurs pays respectifs et des programmes entrepris pour répondre aux problèmes posés par l'accroissement rapide de la population. L'accent a été mis en particulier sur l'importance de la régulation des naissances dans ses rapports avec la promotion du développement économique et social. D'autre part, on a fait observer que, s'il était souhaitable que l'ONU multiplie les efforts pour résoudre les problèmes démographiques dans le monde, une réduction du taux de natalité ne constituait pas un remède universel. Un membre a noté que dans certains cas l'abaissement du taux d'accroissement naturel de la population pourrait avoir des effets défavorables à long terme.

436. De nombreux membres du Conseil ont souscrit aux mesures prévues par le Secrétaire général en vue d'un élargissement des activités de l'ONU dans le domaine démographique. La décision du Secrétaire général de constituer un fonds d'affectation spéciale alimenté par des contributions volontaires a été bien accueillie; plusieurs membres ont déclaré que leur pays était disposé à considérer le versement d'une contribution à ce fonds et ont exprimé l'espoir que d'autres gouvernements ainsi que des organismes privés y contribueraient aussi. L'accroissement envisagé des crédits budgétaires consacrés aux activités des Nations Unies dans ce domaine a trouvé un écho favorable, car celles-ci avaient un rôle important à jouer dans la recherche des solutions à apporter aux problèmes démographiques dans le monde. Ainsi qu'un membre l'a noté, l'une des fonctions principales du Conseil était d'assurer que le problème démographique fût au centre des discussions et des activités internationales. Le Conseil a dans l'ensemble appuyé la proposition tendant à faire du problème démographique une des principales questions inscrites à l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil, qui aurait lieu pendant l'Année internationale des droits de l'homme.

437. Le Conseil a terminé l'examen de cette question en adoptant une résolution dans laquelle il rappelait sa résolution 1084 (XXXIX) et la résolution 2211 (XXI) de l'Assemblée générale, et se référait également à la déclaration faite par le Secrétaire général devant le Conseil au sujet des programmes de l'ONU dans le domaine démographique. Il notait en outre les décisions des organes délibérants de l'OMS, de l'OIT et de l'UNESCO concernant les activités entreprises

<sup>21/</sup> E/SR.1480 à 1489, 1505.

<sup>22/</sup> E/SR.1480.

<sup>23/</sup> Voir chapitre X.

par ces institutions spécialisées dans ce domaine. Le Conseil demandait instamment à tous les organismes des Nations Unies de ne ménager aucun effort, dans les limites de leur compétence, pour développer et rendre plus efficaces leurs programmes dans le domaine démographique, y compris la formation, la recherche, l'information et les services consultatifs; et, en particulier, il a invité l'UNESCO à poursuivre activement ses travaux dans les domaines de l'éducation, des sciences sociales et des moyens d'information des masses.

#### Section IV. — Fonds des Nations Unies pour l'enfance

438. Le Conseil a examiné à sa quarante-troisième session<sup>24/</sup> le rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de la session tenue à New York, en juin 1966 (E/4403<sup>25/</sup>). Le Conseil a également entendu au cours du débat général une brève déclaration du Directeur général du FISE<sup>26/</sup>.

439. En présentant ce rapport, le Président du Conseil d'administration a déclaré que l'une des tâches les plus importantes dont le Conseil d'administration s'était acquitté à sa dernière session avait consisté à examiner un rapport sur la politique, les critères et les priorités à appliquer pour l'utilisation de l'assistance du FISE, rédigé par le Directeur général à la demande du Conseil d'administration. Celui-ci avait vivement approuvé les conclusions du rapport qui ne suggérait, d'ailleurs, aucun changement important de la politique fondamentale. Selon la recommandation centrale de ce rapport, la meilleure façon pour le FISE d'atteindre ses buts humanitaires et d'utiliser le plus efficacement ses ressources, consisterait à adapter son assistance aux besoins du pays, c'est-à-dire à aider des programmes clefs en faveur de l'enfance et de la jeunesse auxquels une certaine priorité a été reconnue dans le cadre de l'effort national de développement. Etant donné que les pays avaient des besoins différents à des époques différentes, le FISE ne pouvait fixer des priorités globales pour la répartition de ses ressources; il devait au contraire choisir les priorités avec l'accord de chaque pays, selon la situation locale de l'enfance et de l'adolescence et compte tenu de la stratégie du développement des services nationaux permanents et nécessaires.

440. Le FISE ne disposant que de ressources limitées par rapport aux besoins qu'il s'efforçait de satisfaire, son rôle devait être avant tout d'exécuter des projets pilotes dont le succès, une fois établi, pourrait attirer des ressources supplémentaires de la part des pays bénéficiaires ou d'autres sources extérieures. Les projets bénéficiant de l'assistance du FISE ne pouvaient réussir que si les responsables des allocations budgétaires dans les pays intéressés leur attribuaient un rang de priorité suffisamment élevé pour qu'ils reçoivent l'appui voulu en personnel et en crédits. Le meilleur moyen de s'en assurer était généralement de faire en sorte que les projets soient inclus dans le plan de développement du pays,

lorsqu'il en existait, mais il était possible d'atteindre le même but par la simple application du principe de la contrepartie auquel le FISE était toujours resté fidèle et en vertu duquel le gouvernement bénéficiaire doit contribuer aux dépenses locales pour les projets aidés par le FISE. Cette contribution peut toutefois représenter parfois un lourd fardeau pour les pays en voie de développement. Conscient de ce problème, le Conseil d'administration appliquait depuis quelques années une politique dite d'"assistance spéciale" qui réduisait lesdites contributions. Il était néanmoins encourageant de noter que l'exécution des projets bénéficiant de l'assistance du FISE se poursuivait de façon satisfaisante et qu'en moyenne les pays bénéficiaires avaient prélevé sur leurs propres ressources des contributions de contrepartie représentant près de deux fois et demie la valeur de l'aide du FISE.

441. Le FISE devait en outre utiliser ses ressources de façon à leur donner l'effet multiplicateur maximum, ce qu'il pouvait faire, par exemple, en aidant les pays à évaluer leurs besoins et leurs possibilités, en orientant l'assistance vers les "pôles de croissance" dans les services destinés aux enfants et en aidant à supprimer les goulots d'étranglement, par la formation notamment. Le Conseil avait jugé souhaitable de concentrer les ressources du FISE sur un plus petit nombre de projets plus vastes. Tout en reconnaissant que l'existence d'un petit projet était parfois justifiée par les dimensions réduites du pays ou l'intérêt que présentaient des tentatives expérimentales qu'il convenait d'encourager, le Conseil d'administration a déclaré que l'objectif essentiel du FISE devait être de n'aider que des projets présentant un intérêt immédiat ou potentiel. De l'avis du Conseil d'administration, il n'était ni possible ni souhaitable d'arrêter à l'avance des critères précis pour la répartition de l'assistance entre les divers types de projets et les pays. Il fallait surtout s'efforcer de conserver la souplesse et le pragmatisme qui avaient toujours caractérisé l'attitude du FISE et de donner la priorité aux projets dont le coût par bénéficiaire était peu élevé.

442. Le Conseil d'administration s'était félicité de l'importance croissante que l'on attachait à la coordination de l'assistance du FISE avec celle des autres organismes apparentés à l'ONU, non seulement pour éviter les chevauchements mais aussi pour s'efforcer d'adopter à l'égard des problèmes une attitude dynamique fondée sur un véritable esprit d'équipe.

443. Le Conseil d'administration avait approuvé des allocations s'élevant au total à un peu plus de 50 millions de dollars, chiffre qui n'avait jamais encore été atteint depuis la période où, tout au début de son existence, le FISE se consacrait aux secours d'urgence. Les allocations avaient été réparties entre les divers domaines d'activité comme suit: 52 p. 100 pour la santé, y compris la lutte contre les maladies, 13 p. 100 pour la nutrition, 5 p. 100 pour la protection sociale et 24 p. 100 pour l'enseignement. Le nombre des projets approuvés, y compris les secours d'urgence, les services intégrés et la planification atteignait au total 251.

444. Ce qui avait le plus varié par rapport aux années précédentes, c'était le pourcentage de l'aide

<sup>24/</sup> E/SR.1503.

<sup>25/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 8.

<sup>26/</sup> E/SR.1484.



accordée à l'enseignement. L'accent avait été mis avant tout sur la formation des enseignants, mais les allocations approuvées pour 1967 étaient également destinées à couvrir l'achat d'auxiliaires pédagogiques. En fait, dans la plupart des projets pour lesquels le FISE fournissait une assistance, la formation de personnel dans le pays même figurait en bonne place, ce qui témoignait de la priorité élevée accordée par les gouvernements au renforcement de leurs moyens de formation locaux. A la fin de 1966, le FISE avait fourni du matériel, des indemnités de subsistance et une assistance sous une autre forme pour la formation de plus de 220 000 agents travaillant à des programmes en faveur de l'enfance et il avait consacré presque le tiers de ses ressources à cette fin. On s'attachait surtout à former des auxiliaires et des agents des catégories intermédiaires, ainsi que des animateurs de collectivités et des travailleurs bénévoles.

445. Le pourcentage des crédits alloués à la santé avait été légèrement inférieur à celui des années précédentes, mais le rendement réel du dollar avait nettement augmenté. En approuvant les recommandations du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires, le Conseil d'administration avait décidé que le FISE pourrait fournir une assistance pour la planification de la famille en tant que partie intégrante de services généraux d'hygiène maternelle et infantile. Dans la pratique, l'assistance du FISE serait donnée à la demande des gouvernements et constituerait une partie des services de santé du pays, et non une catégorie distincte d'assistance; cette assistance se bornerait aux formes habituelles d'aide approuvées par le Conseil d'administration depuis des années, telles que la formation de personnel et l'octroi de véhicules, de fournitures et de matériel destinés aux services d'hygiène maternelle et infantile; le FISE n'assumerait aucune responsabilité dans l'élaboration et la mise en œuvre du programme gouvernemental en matière de planification familiale; et il demanderait l'avis technique de l'OMS au sujet de toute assistance de ce genre.

446. Le Conseil d'administration avait également examiné un certain nombre d'évaluations portant sur divers domaines. Une évaluation effectuée par l'OMS et par le FISE avait révélé que l'assistance fournie entre 1960 et 1964 inclusivement au titre des services d'hygiène maternelle et infantile avait contribué au progrès sensible enregistré tant dans la quantité que dans la qualité desdits services. Il était toutefois apparu que les programmes d'hygiène maternelle et infantile atteignaient un nombre par trop restreint de mères et d'enfants et que les services qui leur étaient assurés étaient parfois d'une qualité médiocre. S'agissant de l'éradication du paludisme, le Conseil d'administration avait constaté que notamment dans les pays où l'incidence du paludisme avait été considérablement réduite les gouvernements commençaient à se désintéresser de la question et ne voulaient plus continuer d'investir les sommes considérables qui étaient nécessaires pour poursuivre les campagnes jusqu'au bout. Le Conseil avait approuvé la recommandation du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires, qui avait invité instamment l'OMS et le FISE à user au maximum de leur influence sur les gouvernements des pays où pareille chose se produisait afin de raviver leur intérêt pour ces programmes, et

il avait estimé, comme le Comité, que si un pays ne fournissait pas les fonds de contrepartie nécessaires à l'exécution du programme d'éradication du paludisme, les institutions internationales n'auraient plus de raison de continuer à lui fournir leur assistance.

447. Les effets sur les enfants de la course entre l'accroissement démographique et celui des réserves alimentaires — course que l'on est en train de perdre dans de nombreuses régions du monde — avait été au premier plan des préoccupations du Conseil d'administration pendant toutes ses délibérations. Le Conseil avait examiné un rapport sur l'état des travaux en ce qui concerne la mise au point d'aliments riches en protéines, ainsi que l'évaluation du programme de nutrition appliquée. La FAO, l'OMS et le FISE travaillaient en commun depuis plusieurs années à la mise au point de concentrés protéiniques et de préparations alimentaires riches en protéines. Plus des deux tiers des crédits alloués par le FISE en 1967 dans le domaine de la nutrition étaient destinés à des projets de nutrition appliquée à l'intention de la famille rurale, tendant notamment à améliorer le régime alimentaire des mères et des enfants et combinant la formation et l'éducation nutritionnelles avec des activités intéressant la production et la consommation de divers aliments de protection. Il ressortait d'une évaluation de l'assistance fournie conjointement par le FISE, la FAO et l'OMS au programme de nutrition appliquée, que les idées fondamentales sur lesquelles reposait ce programme étaient rationnelles mais qu'une plus grande souplesse était nécessaire.

448. Le Conseil d'administration avait également été saisi d'une évaluation préliminaire des résultats des conférences régionales tenues en Amérique latine (novembre-décembre 1965) et en Asie (mars 1966) sur la planification en faveur de l'enfance et de la jeunesse dans le développement national. Il était apparu que ces conférences avaient atteint les buts recherchés et avaient favorisé des activités qu'il convenait de poursuivre. Le Directeur général avait toutefois déclaré qu'il ne voyait pas la nécessité de prévoir d'autres conférences du même genre dans un proche avenir et qu'il y avait lieu désormais d'intensifier les travaux dans ce domaine à l'échelon national.

449. Tout en réaffirmant sa conviction que la majeure partie des ressources du FISE devrait être consacrée aux programmes à long terme, le Conseil d'administration avait reconnu que le FISE devait être attentif aux besoins en matière de secours d'urgence et y répondre. Vers la fin de 1966 et au début de 1967, le Conseil avait approuvé, par des votes par correspondance, des allocations d'un montant total de 2,5 millions de dollars pour aider les mères et les enfants victimes de la sécheresse en Inde. A sa session de 1967, le Conseil d'administration avait prié le Directeur général d'étudier les moyens par lesquels l'aide du FISE pourrait être étendue, avec le concours des organisations de la Croix-Rouge, aux situations d'urgence dans les deux parties du Viet-Nam. Il avait également pris des mesures pour venir en aide aux enfants et aux mères victimes des opérations militaires au Moyen-Orient.

450. Le Conseil d'administration était toutefois profondément conscient de l'écart énorme qui per-



sistait entre les besoins de l'enfance et les moyens totalement inadéquats dont on disposait pour y faire face. Dans les pays en voie de développement, presque 40 p. 100 des habitants étaient âgés de moins de 15 ans. Devant l'urgence des besoins, le Conseil d'administration avait autorisé des allocations de l'ordre de 50 millions de dollars, ce qui signifiait que toutes les modestes ressources du FISE seraient utilisées. Ce faisant, il avait pris certains risques calculés, car si les recettes, qui s'élevaient actuellement à 40 millions de dollars environ n'atteignaient pas l'objectif de 50 millions de dollars déjà approuvé par le Conseil, il pourrait s'avérer nécessaire de réduire sensiblement les allocations au cours des années suivantes. Le Président du Conseil d'administration avait conclu son exposé en demandant au Conseil économique et social, au nom du Conseil d'administration du FISE, d'appuyer de toute son autorité les appels de fonds destinés à obtenir les ressources supplémentaires.

451. Au cours du débat que le Conseil économique et social a consacré au rapport du Conseil d'administration du FISE, on a généralement reconnu l'ampleur des besoins de l'enfance et l'importance qui s'attache à essayer d'y répondre non seulement pour des raisons humanitaires, mais aussi à cause des liens étroits qui existent entre les programmes en faveur des enfants et le développement économique et social des pays où vivent ces enfants. Certes, les conditions de vie des enfants depuis leur naissance jusqu'à l'âge adulte dépendaient essentiellement du niveau de développement du pays considéré, mais il ne fallait pas oublier que ce développement lui-même dépendait dans une large mesure de la qualité de la préparation donnée aux jeunes générations.

452. La méthode de l'adaptation de l'assistance aux besoins du pays et l'étroite coordination qu'elle implique avec d'autres sources d'aide extérieure, notamment avec d'autres organismes des Nations Unies, ont également rencontré l'approbation générale. Plusieurs représentants ont loué les efforts déployés par le FISE à cet égard. Selon l'un d'eux, le FISE était un modèle de réussite pendant la première Décennie pour le développement, qui entreprenait en coopération avec d'autres organismes de fournir une assistance à l'enfant "considéré comme un tout" et traité à la fois en tant qu'individu et en tant qu'élément de la société.

453. D'une façon générale, il a été admis que les priorités pour l'octroi de l'aide du FISE devaient être déterminées non sur une base globale, mais en accord avec chaque pays, compte tenu de ses besoins à un moment donné et de ses efforts de développement d'ensemble. L'importance du rôle de catalyseur que peut jouer le FISE a aussi été généralement reconnue. Sans nier l'intérêt que présentaient certaines tentatives faites pour concentrer l'assistance du FISE sur des projets moins nombreux et plus vastes, on a souligné que le FISE ne devait pas se laisser entraîner à ne s'occuper que d'un petit nombre de projets dans un petit nombre de pays; il devait au contraire conserver une certaine souplesse et, dès l'instant que l'un de ses projets avait réussi et recevait une assistance suffisante de la part d'autres organismes capables de fournir une aide plus étendue,

il devait s'intéresser à de nouveaux domaines dans lesquels des besoins se font sentir.

454. Certains représentants ont dit combien ils se préoccupaient de l'écart considérable existant entre le montant de l'aide fournie par enfant dans chacune des différentes régions. Le Président du Conseil d'administration a expliqué que cette disparité tenait, dans une certaine mesure, au volume différent des demandes d'assistance des pays bénéficiaires, sur lesquelles se fonde toute l'action du FISE. Néanmoins, le problème n'avait pas échappé au FISE et le Président se proposait de le rappeler à l'attention du Secrétariat et du Conseil d'administration lors de la prochaine réunion du Comité du programme.

455. A propos des programmes du FISE et de ses divers domaines d'activité, il a été presque unanimement reconnu que le FISE utilisait au maximum les ressources dont il disposait pour aider à satisfaire les besoins prioritaires des enfants et des adolescents. Un représentant a toutefois exprimé certaines réserves à cet égard, soutenant que le FISE devait s'intéresser davantage aux jeunes enfants, notamment à ceux âgés d'un à six ans, qu'il ne devait pas accorder son aide pour des projets destinés aux jeunes gens, ni fournir une assistance dans les domaines de l'enseignement et de la formation, qui étaient du ressort de l'UNESCO et de l'OIT. En réponse, le Président du Conseil d'administration du FISE a rappelé que la question avait été longuement débattue à la session de 1961 du Conseil d'administration et qu'il avait été alors décidé que le FISE devait fournir une assistance dans ces domaines. Il a insisté sur le fait qu'il n'y avait aucun chevauchement entre les activités du FISE et celles de l'UNESCO ou de l'OIT et qu'au contraire l'aide du FISE favorisait l'adoption de programmes dans des domaines relevant de la compétence de ces organisations. Il a également fait observer que la répartition de l'aide entre divers domaines d'activité découlait tout naturellement de la méthode de l'adaptation de l'assistance aux besoins du pays; le FISE avait augmenté son aide au titre de l'enseignement et de la formation pour tenir compte du fait que les pays en voie de développement avaient décidé que tels étaient les domaines où les besoins de l'enfance étaient prioritaires. A propos de la question générale des limites d'âge, le Président du Conseil d'administration a rappelé que, dans de précédentes résolutions sur le FISE, l'Assemblée générale avait approuvé des programmes en faveur de l'enfance et de l'adolescence ou de la jeunesse. Dans l'ensemble, le FISE avait tendance à s'occuper davantage des jeunes enfants, mais il était difficile de poser une règle absolue en ce qui concerne l'âge maximum. Un autre représentant a regretté que le pourcentage de l'assistance au titre de la nutrition n'ait pas été plus élevé et il a noté que les crédits alloués pour 1967 étaient encore inférieurs à la moyenne pour la période comprise entre 1961 et 1965. Néanmoins, ce même représentant, parlant au nom des auteurs d'un projet de résolution concernant le FISE, a exprimé la satisfaction générale des délégations devant l'utilisation qui avait été faite des ressources du FISE et il a déclaré qu'à son avis le Conseil d'administration et le Secrétariat devraient être félicités d'avoir eu le courage de décider de prendre un risque calculé en prévoyant des allocations de l'ordre de 50 millions de dollars.

Comme on n'avait pu le faire qu'en épuisant la totalité des ressources limitées dont on disposait, il faudrait obtenir de plus fortes contributions pour pouvoir maintenir les allocations à ce niveau. Plusieurs représentants de pays bénéficiaires ont dit combien ils appréciaient l'assistance que leur fournissait le FISE, notamment dans des domaines tels que l'hygiène maternelle et infantile, la lutte contre les maladies, la nutrition et l'enseignement.

456. En ce qui concerne la planification de la famille, de nombreux représentants, rappelant les difficultés qui s'étaient posées lors de la discussion de la question à la session de 1966, ont été heureux de constater que le Conseil d'administration avait réussi à prendre une décision unanime sur ce point à sa session de 1967. Un représentant a exprimé certaines réserves à l'égard de cette décision, soutenant que la planification de la famille n'était pas un domaine d'activité approprié pour l'assistance du FISE. Le Président du Conseil d'administration a souligné que le FISE ne conseillait, ni ne déconseillait, aux pays d'adopter une politique de planification familiale et qu'il ne fournirait une assistance dans ce domaine que sur la demande des gouvernements. Il a également signalé combien il serait difficile, dans la pratique, de limiter l'assistance du FISE exclusivement aux services d'hygiène maternelle et infantile si ces services s'occupaient aussi de planification familiale.

457. On a généralement loué le FISE de la promptitude avec laquelle il avait répondu aux demandes d'assistance dans les situations d'urgence qui s'étaient produites pendant l'année écoulée. Un représentant a estimé qu'il n'appartenait pas au FISE de fournir une aide au Viet-Nam et il a demandé des précisions sur la mise en œuvre de la décision du Conseil d'administration concernant l'aide au Moyen-Orient. Le Président du Conseil d'administration a fait observer que le FISE fournissait une assistance à la République du Viet-Nam depuis un certain temps déjà et que cette assistance s'adressait aux enfants dont les besoins dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale n'étaient satisfaits par nul autre organisme. Il a rappelé que le Conseil d'administration avait décidé de demander au Directeur général d'étudier les moyens par lesquels l'aide du FISE, avec la coopération des organisations de la Croix-Rouge, pourrait être étendue aux deux parties du Viet-Nam et il a indiqué que des premiers contacts avaient été pris avec ces organisations. A propos du Moyen-Orient, il a signalé qu'une somme d'environ 470 000 dollars avait déjà été allouée et que la plupart des secours auxquels elle était destinée avaient déjà été fournis ou, tout au moins, expédiés. Il a ajouté que toute nouvelle allocation, si le chiffre de 500 000 dollars devait être dépassé, devrait être approuvée par le Conseil d'administration, au moyen d'un vote par correspondance, et qu'aucune demande à cette fin n'avait encore été adressée au FISE par les gouvernements intéressés.

458. Un représentant s'est préoccupé de l'ampleur des dépenses administratives. Le Président du Conseil d'administration a fait observer que les dépenses afférentes au personnel local du FISE n'avaient pas un caractère purement administratif, ajoutant que ce personnel contribuait pour une très grande part à la bonne exécution des projets et assistait en outre les gouvernements de bien d'autres manières qui étaient peut-être moins visibles mais tout aussi importantes. Il y avait eu, au cours des dernières années, certaines augmentations exceptionnelles des dépenses administratives qu'il n'était pas au pouvoir du FISE d'éviter, par exemple lorsqu'il a fallu louer des locaux pour les bureaux du siège. Le Président du Conseil d'administration a souligné qu'en définitive la solution consistait à obtenir de plus fortes contributions de façon à atteindre l'objectif financier de 50 millions de dollars, étant donné que les dépenses administratives ne s'accroîtraient pas alors dans la même proportion.

459. On a dans l'ensemble approuvé l'objectif financier de 50 millions de dollars que s'était fixé le FISE. Un certain nombre de représentants ont rappelé que leurs gouvernements avaient récemment augmenté leur contribution ou se proposaient de le faire. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'espoir qu'un jour prochain son gouvernement pourrait, tenant sa promesse, envisager d'augmenter sa propre contribution, conformément à la formule habituelle de contrepartie de 40 p. 100. Plusieurs représentants ont noté l'importance des contributions provenant de sources privées, dont le montant représentait désormais plus de 20 p. 100 du total des contributions. Ils ont dit combien ils appréciaient l'œuvre utile accomplie à cet égard par les comités nationaux.

460. A l'issue du débat, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1258 (XLIII) par laquelle il approuvait les politiques d'assistance et les programmes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, félicitait le Fonds de maintenir une coopération étroite avec les autres organismes des Nations Unies, notait que le Fonds utilisait pleinement les ressources mises à sa disposition pour aider à satisfaire les besoins prioritaires de l'enfance et de la jeunesse et que le Conseil d'administration avait approuvé des allocations dépassant 50 millions de dollars pendant sa dernière session, exprimait la crainte que les ressources financières limitées du FISE ne permettraient pas de maintenir les allocations au niveau de 50 millions de dollars, sans un accroissement de l'aide financière, et priait instamment les gouvernements et les organisations privées d'étudier sérieusement la possibilité d'augmenter leurs contributions de façon à permettre au Fonds d'atteindre l'objectif financier de 50 millions de dollars avant la fin de 1969.

# DROITS DE L'HOMME

461. A sa quarante-deuxième session, le Conseil économique et social a examiné <sup>1/</sup> le rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-troisième session, tenue du 20 février au 23 mars 1967 (E/4322 <sup>2/</sup> et Add.1), dont il a pris note dans la résolution 1241 (XLI). Il a été saisi <sup>3/</sup> d'une communication du Directeur général de l'Organisation internationale du Travail sur les plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux dans la République sud-africaine. Le Conseil a également examiné <sup>4/</sup> le rapport de la Commission de la femme sur sa vingtième session, tenue du 13 février au 6 mars 1967 (E/4316 <sup>5/</sup> et Add.1), dont il a pris note dans la résolution 1210 (XLI), et le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme <sup>6/</sup>.

## A

### Section I.—Mesures prises en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale\*

462. La question des mesures prises en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui avait été examinée par le Conseil à ses trente-septième <sup>7/</sup>, trente-neuvième <sup>8/</sup> et quarante et unième <sup>9/</sup> sessions, et dont l'Assemblée générale avait traité dans ses résolutions 1905 (XVIII), 2017 (XX) et 2142 (XXI), a fait l'objet d'un nouvel examen à la quarante-deuxième session <sup>10/</sup>.

463. Conformément à la résolution 1146 (XLI) du Conseil, le Secrétaire général a présenté au Conseil un nouveau rapport (E/4306 et Add.1 à 4) sur les mesures prises par les Etats Membres, l'ONU, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales régionales en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Le Conseil a également été informé qu'à la date du 10 mai 1967, la Convention internationale sur l'élimi-

nation de toutes les formes de discrimination raciale avait été signée par 57 Etats et ratifiée par 12.

464. Au cours du débat <sup>11/</sup>, il a été décidé que cette question, ayant été examinée à fond par la Commission des droits de l'homme à sa vingt-deuxième session <sup>12/</sup>, ne ferait pas l'objet d'un débat général et que les discussions ne porteraient que sur les deux propositions soumises par la Commission.

465. La première de ces propositions, relatives aux mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale [E/4322, par. 427, résolution 11 (XXIII)], a reçu une approbation unanime. Le Conseil a, sur recommandation de la Commission, adopté une résolution [1211 (XLI)] dans laquelle il recommandait à l'Assemblée générale de condamner fermement toute idéologie, y compris le nazisme, fondée sur l'intolérance raciale et la terreur, comme constituant une violation flagrante des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que des buts et principes de la Charte des Nations Unies, et d'inviter tous les Etats à prendre immédiatement des mesures efficaces contre toutes ces manifestations de nazisme et d'intolérance raciale.

466. La deuxième proposition, qui concernait les mesures relatives à une mise en œuvre rapide des instruments internationaux contre la discrimination raciale [E/4322, par. 435, résolution 12 (XXIII)], a donné lieu à un échange de vues. La Commission a prié le Conseil de recommander à l'Assemblée générale un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale inviterait notamment la Conférence internationale des droits de l'homme à examiner les questions relatives à la mise en vigueur des dispositions de la Déclaration et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et concernant la mise en œuvre d'autres conventions contre la discrimination, et recommanderait à la Commission des droits de l'homme de préparer, pour le soumettre à l'Assemblée générale, un projet d'appel des Nations Unies à tous les pays pour qu'ils appliquent intégralement les dispositions de la Déclaration et, lorsqu'ils ont qualité à cet effet, pour qu'ils ratifient la Convention.

467. Tous les membres du Conseil sont convenus que ladite proposition constituait un pas important vers une mise en œuvre rapide des instruments internationaux visant la discrimination raciale. Plusieurs représentants ont cependant estimé qu'il conviendrait de faire certaines références explicites à l'Afrique du Sud, à la Rhodésie du Sud et au territoire du Sud-Ouest africain, où les droits de l'homme se trouvaient encore grossièrement enfreints dans le cadre de la politique gouvernementale. Quelques

\*Subdivision d'un des points de l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>1/</sup> E/AC.7/SR.562 à 575, 577 et 578; E/SR.1479.

<sup>2/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 6.

<sup>3/</sup> E/SR.1463, 1465 et 1473.

<sup>4/</sup> E/AC.7/SR.558 à 560; E/SR.1470.

<sup>5/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 7.

<sup>6/</sup> E/AC.7/SR.581; E/SR.1479.

<sup>7/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Supplément No 3, chap. IX, sect. VII.

<sup>8/</sup> Ibid., vingtième session, Supplément No 3, chap. XIII, sect. IV.

<sup>9/</sup> Ibid., vingt-et unième session, Supplément No 3, chap. XI, sect. 1.

<sup>10/</sup> E/AC.7/SR.560 et 561; E/SR.1479.

<sup>11/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 6, chap. VI.

représentants ont émis l'opinion que le projet de résolution constituait un instrument de caractère général qui visait la discrimination raciale partout où elle existait dans le monde et que faire spécifiquement mention de certains pays aurait pour effet d'affaiblir le texte et d'impliquer l'exclusion d'autres pays et d'autres formes de discrimination raciale.

468. Le Conseil a décidé [résolution 1244 (XLII)] de recommander à l'Assemblée générale d'adopter une résolution par laquelle elle prierait instamment tous les gouvernements qui ont qualité pour le faire de signer, ratifier et mettre en œuvre la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ainsi que les autres conventions concernant la lutte contre la discrimination en matière d'emploi et de profession et en matière d'enseignement. Par cette résolution, l'Assemblée prierait le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission des droits de l'homme, à ses sessions ordinaires, les renseignements communiqués par les gouvernements des Etats Membres sur les mesures adoptées en vue d'une mise en œuvre rapide de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et, avec les institutions spécialisées et toutes les organisations intéressées, de continuer à prendre des mesures en vue de diffuser, par les voies appropriées, les principes et les règles énoncés dans la Déclaration et dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. L'Assemblée inviterait la Conférence internationale des droits de l'homme à examiner les questions relatives à la mise en vigueur des dispositions de la Déclaration et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et ayant trait à l'application des conventions concernant la lutte contre la discrimination en matière d'emploi et de profession et en matière d'enseignement, dans la mesure où elles ont trait à la discrimination raciale, notamment dans la République sud-africaine, dans la colonie rebelle de Rhodésie du Sud et dans le Territoire du Sud-Ouest africain, placé sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et actuellement occupé illégalement par le Gouvernement de la République sud-africaine. De plus, l'Assemblée recommanderait à la Commission des droits de l'homme de continuer à examiner en priorité les mesures visant à faire appliquer sans retard la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et de faire rapport par l'intermédiaire du Conseil économique et social à l'Assemblée générale lors de sa vingt-troisième session. L'Assemblée générale y spécifierait également qu'elle condamne le Gouvernement de la République sud-africaine et le régime illégal de Rhodésie du Sud pour leurs pratiques ouvertes et infâmes de discrimination et d'intolérance contre les populations africaines et autres populations non blanches de la République sud-africaine, du Territoire du Sud-Ouest africain, placé sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et actuellement occupé illégalement par le Gouvernement de la République sud-africaine. Enfin, le Conseil recommandait à l'Assemblée générale de décider d'examiner, à sa vingt-troisième session, la

question de l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Section II.—Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants\*

469. Conformément à la proposition faite par le Conseil dans sa résolution 1164 (XLI), l'Assemblée générale, par sa résolution 2144 (XXI), a notamment invité le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme à examiner d'urgence les mesures à prendre afin de renforcer les moyens dont l'Organisation des Nations Unies dispose pour mettre fin aux violations des droits de l'homme partout où celles-ci se produisent.

470. Le Conseil a été informé, à sa quarante-deuxième session<sup>12/</sup>, que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités avait notamment, par sa résolution 5 (XIX) [E/4322, par. 274], prié la Commission des droits de l'homme lorsqu'elle examinerait la question de ses tâches et fonctions et de son rôle en ce qui concernait les violations des droits de l'homme dans tous les pays, y compris l'assistance qu'elle devait apporter au Comité spécial dans l'application, pour ce qui était des questions relatives aux droits de l'homme, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des décisions de l'Assemblée générale fondées sur cette Déclaration, de tenir compte de l'intérêt particulier que la Sous-Commission portait à la prévention et à l'élimination de toutes les formes de discrimination, notamment de la discrimination raciale, et à la protection des minorités. La Sous-Commission avait prié le Secrétaire général de rédiger, pour sa vingtième session, une étude analytique des pétitions et autres documents sur la base desquels la question des violations des droits de l'homme avait été soulevée au Comité spécial et soumise, par sa résolution 5 (XIX), aux organes s'occupant des droits de l'homme, en accordant une attention particulière aux faits qui étaient considérés dans les pétitions et lesdits documents comme des manifestations de discrimination et des atteintes aux droits des minorités.

471. A sa vingt-troisième session, la Commission des droits de l'homme a adopté une série de résolutions en la matière, ainsi qu'il est indiqué ci-après.

472. Au cours du débat sur le rapport de la Commission, le Conseil a, à sa quarante-deuxième session, examiné<sup>13/</sup> diverses propositions contenues dans les résolutions de la Commission. Le Conseil était saisi, en plus des résolutions de la Commission, du premier supplément annuel (E/CN.4/923) à un document (E/4226) établi par le Secrétaire général conformément à la résolution 1102 (XL) du Conseil économique et social, contenant les textes (ou extraits) des décisions prises par des organes de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil était

\*Point de l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>12/</sup> Ibid., chap. V.

<sup>13/</sup> E/AC.7/SR.565 à 571; E/SR.1479.



également saisi d'un rapport du cycle d'études sur l'apartheid tenu à Brasilia (Brésil) en août 1966 (ST/TAO/HR/27).

473. S'agissant de la résolution 5 (XXIII) (E/4322, par. 350) de la Commission sur la "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants", on a fait observer qu'elle constituait essentiellement une résolution interne, sauf pour ce qui était d'un paragraphe, du dispositif demandant l'intervention du Conseil économique et social. Des points de vue divergents ont été exprimés au sujet de la procédure que devrait suivre le Conseil pour que le Sud-Ouest africain mentionné dans la résolution soit désigné conformément à la terminologie déjà adoptée par le Conseil au cours de cette même session et, plus généralement, pour sanctionner ou modifier les résolutions de la Commission.

474. Le Conseil a adopté une résolution [1234 (XLII)] dans laquelle il notait avec satisfaction les dispositions de la résolution 5 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme et notait également que depuis l'adoption de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, le Sud-Ouest africain devrait être désigné sous le nom de Territoire du Sud-Ouest africain placé sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et que, chaque fois qu'il était fait mention de ce territoire dans les résolutions et dans le rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-troisième session, il convenait d'utiliser l'expression précitée. Il recommandait à l'Assemblée générale de continuer à encourager tous les Etats qui remplissaient les conditions requises à signer et à ratifier sans retard la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme ainsi que les autres conventions et protocoles qui visaient à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

475. S'agissant de la résolution 6 (XXIII) de la Commission (E/4322, par. 368), relative à la constitution d'un groupe d'étude spécial chargé d'étudier la création de commissions régionales des droits de l'homme, certains membres se sont vivement intéressés à la création de ces commissions qui, selon eux, joueraient un rôle essentiel dans la protection des droits de l'homme. En revanche, un membre s'est opposé à cette idée sous prétexte que la création de telles commissions relevait exclusivement de la compétence des Etats dans quelque région que ce fût.

476. La résolution 7 (XXIII) de la Commission (E/4322, par. 376), qui faisait connaître la décision de la Commission de nommer un Rapporteur spécial chargé d'établir un rapport sur les mesures appropriées que l'Assemblée générale pourrait prendre pour combattre efficacement la discrimination raciale et les politiques d'apartheid et de ségrégation, n'a fait l'objet d'aucun commentaire. Le Conseil a pris acte de la résolution de la Commission.

477. Le Conseil a examiné simultanément la résolution 8 (XXIII) (E/4322, par. 394) et la résolution 9 (XXIII) (E/4322, par. 404) de la Commission en raison du rapport étroit existant entre ces deux textes.

478. Par sa résolution 8 (XXIII), la Commission priait le Conseil d'autoriser la Commission et la Sous-Commission d'examiner les renseignements pertinents contenus dans les communications mentionnées sur la liste dressée par le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil économique et social. La Commission demandait en outre à être autorisée "à entreprendre ... une étude et des recherches approfondies sur les situations qui révèlent de constantes et systématiques violations des droits de l'homme et à faire rapport à ce sujet au Conseil économique et social en présentant des recommandations". Par sa résolution 9 (XXIII), elle recommandait au Conseil économique et social de confirmer l'inclusion dans son mandat du "pouvoir ... d'adopter des mesures générales et spéciales en vue de trafter des violations des droits de l'homme". De plus la Commission chargeait le groupe d'étude spécial constitué en vertu de sa résolution 6 (XXIII) d'étudier sous tous ses aspects la question des moyens qui permettraient à la Commission d'exercer, ou qui l'aideraient à exercer, des fonctions en matière de violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales et d'accorder une attention particulière à la question de l'opportunité de créer de nouvelles sous-commissions.

479. S'il y a eu unanimité pour condamner toute violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les opinions ont été fort divergentes à propos de l'élargissement du mandat de la Commission des droits de l'homme envisagé dans les deux résolutions.

480. Certains membres ont objecté que l'élargissement envisagé du mandat de la Commission habiliterait cette dernière non seulement à étudier les violations des droits de l'homme mais également à procéder à des enquêtes et à proposer des solutions, et que, de la sorte, ses pouvoirs dépasseraient ceux du Conseil lui-même. Ils ont souligné qu'un semblable élargissement du mandat de la Commission allait à l'encontre des dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies et de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil. De plus, cela reviendrait à méconnaître l'existence du mécanisme de mise en œuvre qui avait déjà été établi à propos des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et créerait, de ce fait, un risque de conflits de compétence et des confusions. Selon eux, les nouvelles tâches de la Commission n'étaient ni clairement ni suffisamment définies, notamment pour ce qui était des critères à adopter pour décider des violations devant faire l'objet d'une étude et d'une enquête et des renseignements qui devraient être communiqués à la Commission; ils ont souligné que ces renseignements ne devraient pas se limiter aux communications visées dans la résolution 8 (XXIII) de la Commission, mais devraient s'étendre à tous les renseignements dont pouvait disposer l'ONU. Ils ont donc proposé de soumettre la résolution en question au groupe d'étude spécial



prévu par la résolution 6 (XXIII) de la Commission, ou de la renvoyer à la Commission elle-même pour plus ample examen.

481. Divers autres membres se sont prononcés en faveur de l'élargissement du mandat de la Commission des droits de l'homme. Ils ont rappelé que la Commission avait adopté la résolution en question en vue de répondre à la demande expresse contenue dans la résolution 2144 A (XXI) de l'Assemblée générale d'examiner d'urgence les mesures à prendre afin de renforcer les moyens dont l'Organisation des Nations Unies dispose pour mettre fin aux violations des droits de l'homme partout où celles-ci se produisent. Ils ont souligné que la nouvelle voie dans laquelle s'engageait la Commission constituait un heureux changement d'orientation par rapport aux travaux d'ordre exclusivement théorique auxquels elle s'était consacrée depuis sa création. Ils se sont vivement opposés à ce que la Commission des droits de l'homme ait tout autre organe soit appelé à réexaminer une question déjà étudiée à fond à la session précédente de la Commission, ce qui aurait pour effet de retarder indûment la suite donnée à la demande de l'Assemblée générale.

482. Sur la base des résolutions 8 (XXIII) et 9 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, le Conseil a adopté une résolution [1235 (XLII)] par laquelle il accueillait avec satisfaction la décision de la Commission des droits de l'homme d'examiner chaque année le point de l'ordre du jour intitulé: "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants", sans préjudice des fonctions et pouvoirs des organismes déjà existants ou qui pourraient être établis dans le cadre des mesures d'application comprises dans les Conventions et Pactes internationaux sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et il donnait son agrément aux demandes d'assistance adressées à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et au Secrétaire général. Le Conseil autorisait la Commission et la Sous-Commission à examiner les renseignements concernant les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par exemple la politique d'apartheid pratiquée dans la République sud-africaine et dans le Territoire du Sud-Ouest africain placé sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies ainsi que la discrimination raciale, telle qu'elle était pratiquée notamment en Rhodésie du Sud, et qui étaient contenus dans les communications mentionnées sur la liste dressée par le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil économique et social. Il a également décidé que la Commission pouvait, s'il y avait lieu, et après avoir examiné attentivement les renseignements qui lui auraient été ainsi communiqués, entreprendre une étude approfondie des situations qui révélaient de constantes et systématiques violations des droits de l'homme, par exemple la politique d'apartheid pratiquée dans la République sud-africaine et dans le Territoire du Sud-Ouest africain placé sous la responsabilité directe de l'Organisation des

Nations Unies, ainsi que la discrimination raciale telle qu'elle était pratiquée notamment en Rhodésie du Sud, et présenter un rapport et des recommandations à ce sujet au Conseil économique et social.

483. Le Conseil a décidé, dans cette même résolution, de réexaminer les décisions susmentionnées après l'entrée en vigueur des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et pris note du fait que la Commission avait chargé un groupe d'étude spécial d'étudier sous tous ses aspects la question des moyens qui permettraient à la Commission d'exercer, ou qui l'aideraient à exercer, des fonctions en matière de violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tout en continuant à s'acquitter de ses autres fonctions. Il a finalement prié la Commission de lui faire rapport sur les résultats de cette étude lorsqu'elle aurait examiné les conclusions du groupe d'étude spécial mentionné ci-dessus.

### Section III.—Accusations concernant les tortures et mauvais traitements infligés aux prisonniers, aux détenus et aux personnes arrêtées par la police en Afrique du Sud

484. A sa quarante-deuxième session<sup>14/</sup>, le Conseil a été informé que la Commission des droits de l'homme avait été saisie, à sa vingt-troisième session, d'une note du Secrétaire général (E/CN.4/935) appelant son attention sur une communication, en date du 3 février, reçue du Président par intérim du Comité spécial de l'Assemblée générale chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine qui montrait, par sa teneur, les mauvais traitements auxquels continuaient d'être soumis en Afrique du Sud les prisonniers, les détenus et les personnes arrêtées par la police.

485. Après un long débat sur la question, la Commission avait adopté une résolution [E/4322, par. 268, résolution 2 (XXIII)], dans laquelle elle condamnait notamment les pratiques qui étaient décrites et faisaient l'objet de plaintes dans les témoignages transmis par le Comité spécial comme constituant une double atteinte portée contre les victimes de la politique inhumaine d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine qui étaient emprisonnées ou détenues pour opposition et infraction à cette politique et priait le Secrétaire général d'envoyer immédiatement au nom de la Commission un télégramme au Gouvernement de la République sud-africaine pour lui faire part de la profonde angoisse et des graves inquiétudes que cette situation inspirait à la Commission et pour lui demander de prendre des mesures positives en vue de rendre le traitement des prisonniers politiques conforme aux normes du droit et de la pratique en matière pénale. La Commission avait également décidé de constituer un groupe spécial d'experts composé d'éminents juristes et de fonctionnaires de l'administration pénitentiaire qui seraient désignés par le Président de la Commission, et qui serait chargé: a) de faire une enquête sur les tortures et les mauvais traitements infligés aux prisonniers, aux détenus et aux personnes arrêtées par la police dans la République sud-africaine; b) de recevoir des communications et d'entendre des

<sup>14/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 6, chap. IV.

témoins et d'employer tels modes de procédure qu'elle jugerait appropriés; c) de recommander les mesures à prendre dans des cas concrets; de faire rapport à la Commission des droits de l'homme à une date aussi rapprochée que possible.

486. La Commission avait en outre demandé au Gouvernement de la République sud-africaine de coopérer avec le Groupe spécial d'experts, en lui accordant toutes les facilités nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche en Afrique du Sud. Elle avait prié le Secrétaire général de donner la plus large publicité, dès que possible, aux documents reçus du Président par intérim du Comité spécial, où figuraient le témoignage des prisonniers politiques victimes des tortures et des mauvais traitements dans les prisons de l'Afrique du Sud, ainsi que les déclarations faites par Nelson Mandela et Abram Fischer, lors de leur récent procès en Afrique du Sud, et elle avait demandé à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de donner la plus large publicité, à l'échelon national, par tous les moyens d'information possibles, aux éléments essentiels contenus dans ces documents. La Commission avait également attiré l'attention de toutes les organisations humanitaires internationales sur ces documents et leur avait demandé de faire d'urgence tout ce qui était en leur pouvoir pour adoucir la situation inhumaine qui y était décrite. En outre, elle avait fait appel à tous les Etats Membres et à toutes les organisations gouvernementales, non gouvernementales et privées, ainsi qu'aux personnes privées, pour qu'ils donnent leur appui au Fonds d'affectation spécial des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, notamment par une aide financière, et elle avait prié le Secrétaire général de faire distribuer le texte de la résolution aux membres du Conseil de sécurité. De plus, elle avait demandé au Secrétaire général de faire part au Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine du désir de la Commission des droits de l'homme de maintenir une étroite collaboration avec lui pour la réalisation de leurs objectifs communs. Enfin, elle avait recommandé que le Secrétaire général, en consultation avec les Etats Membres, prît les dispositions voulues pour faciliter l'ouverture dans chaque pays de registres pour la collecte des dons provenant de toutes les sources privées et publiques en faveur des victimes de la politique d'apartheid et du racisme en Afrique du Sud et prié le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale sur le degré de coopération dont il aurait bénéficié de la part des divers Etats Membres. La Commission avait également décidé d'examiner à nouveau la situation à sa vingt-quatrième session.

487. Le 22 mars 1967, le Président de la Commission a annoncé que le Groupe de travail comprenait M. Félix Ermacora (Autriche), M. Luis Marchand Stens (Pérou), M. Waldo Emerson Waldron-Ramsey (République-Unie de Tanzanie), M. Ibrahim Boye (Sénégal) et M. Branimir Jankovic (Yougoslavie).

488. Conformément à la demande faite par la Commission dans sa résolution, le Secrétaire général a envoyé un télégramme au Ministre des affaires étrangères de la République sud-africaine, le 8 mars 1967, l'informant de l'adoption de la résolution et des

graves inquiétudes qu'inspirait à la Commission la situation décrite dans les documents transmis par le Président par intérim du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine. Par deux lettres datées respectivement des 13 et 17 avril 1967 (E/4340 et Add.1<sup>5</sup>/), émanant du représentant permanent de la République sud-africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement de la République sud-africaine a notamment demandé au Secrétaire général de transmettre au Président de la Commission des droits de l'homme les vives protestations du Gouvernement sud-africain contre la décision de créer un Groupe spécial d'experts, qu'il considérait comme une ingérence flagrante dans les affaires intérieures d'un Etat souverain Membre de l'Organisation des Nations Unies, et déclaré qu'il ne saurait reconnaître cette résolution comme juridiquement valable au regard de la Charte des Nations Unies.

489. Après un échange de vues, à sa quarante-deuxième session<sup>16</sup>/, le Conseil a adopté la résolution 1236 (XLII) dans laquelle il a accueilli avec satisfaction la décision de la Commission des droits de l'homme, telle qu'elle était énoncée dans sa résolution 2 (XXIII), et a condamné le Gouvernement de la République sud-africaine pour son refus de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et de faciliter la tâche du Groupe spécial d'experts créé par ladite résolution.

#### Section IV.—Esclavage

490. En application de la résolution 1126 (XLI) du Conseil, la Commission des droits de l'homme a adopté, à sa vingt-troisième session<sup>17</sup>/, une résolution [E/4322, par. 480, résolution 13 (XXIII)], dans laquelle elle a notamment prié la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de procéder régulièrement à l'examen de la question de l'esclavage et de soumettre à la Commission ses recommandations sur les mesures pouvant aider l'Organisation des Nations Unies et les Etats Membres qui le désiraient à résoudre ce problème. Elle a prié le Secrétaire général de procéder à l'étude des ressources des organismes des Nations Unies en matière d'assistance technique ou autres, qui pourraient servir aux Etats Membres pour éliminer tous les vestiges de l'esclavage et les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme. Dans la même résolution, la Commission recommandait au Conseil d'adopter un projet de résolution aux termes duquel le Conseil prierait la Commission de la condition de la femme de formuler des propositions sur les mesures que les Nations Unies pourraient prendre pour abolir toutes les formes et pratiques d'esclavage et de traite des esclaves qui affectaient la condition de la femme. En outre, le Conseil appellerait l'attention de la Commission du développement social et des institutions spécialisées sur les problèmes en cause et les

<sup>15</sup>/ Ibid., quarante-deuxième session, Annexes, point 11 de l'ordre du jour.

<sup>16</sup>/ A/AC.7/SR.565 et 566; E/SR.1479.

<sup>17</sup>/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 6, chap. VII.

moyens qui permettraient de les résoudre. Il ferait appel au Gouvernement de l'Afrique du Sud pour qu'il mît immédiatement fin aux pratiques esclavagistes de l'apartheid dans la République sud-africaine et le Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain. Le Conseil prierait le Secrétaire général d'organiser, au titre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, des cycles d'études sur les mesures et techniques qui s'étaient révélées efficaces pour abolir l'esclavage et la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques et aspects esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme.

491. Lors des débats du Conseil<sup>18/</sup> tous les membres ont condamné l'esclavage et demandé son élimination. Il y a eu cependant certaines divergences d'opinions sur la question de savoir si les politiques racistes de l'apartheid et du colonialisme constituaient des pratiques esclavagistes. Pour certains membres, l'esclavage était un concept précis juridiquement défini sur la base des dispositions de la Convention internationale de 1926 sur l'esclavage et de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, tandis que pour d'autres membres les aspects esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme étaient, à l'heure actuelle, la forme la plus odieuse de l'esclavage.

492. Le Conseil a adopté une résolution [1232 (XLI)], dans laquelle il a prié la Commission de la condition de la femme d'étudier le rapport du Rapporteur spécial sur l'esclavage (E/4168/Rev.1<sup>19/</sup>) et de formuler des propositions concrètes sur les mesures efficaces et immédiates que l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre pour abolir toutes les formes et pratiques d'esclavage et de traite des esclaves qui affectaient la condition de la femme. Il a appelé l'attention de la Commission du développement social sur le rapport du Rapporteur spécial sur l'esclavage et a suggéré à ladite Commission de tenir compte des recommandations qui y figuraient pour l'élaboration de son programme de travail. Le Conseil a en outre fait appel au Gouvernement de la République sud-africaine pour qu'il mît immédiatement fin aux pratiques esclavagistes de l'apartheid dans la République sud-africaine et le Territoire du Sud-Ouest africain placé sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et occupé illégalement par ce gouvernement. Il a prié le Secrétaire général d'organiser, au titre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, des cycles d'études sur les mesures et techniques qui s'étaient révélées efficaces pour abolir l'esclavage et la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques et aspects esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme. Il a invité les institutions spécialisées à accorder l'attention voulue aux problèmes en cause et aux moyens qui permettraient de les résoudre.

## Section V.—Projet de déclaration et projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse\*

493. Conformément à la résolution 2020 (XX), par laquelle l'Assemblée générale avait invité la Commission des droits de l'homme à n'épargner aucun effort pour achever de préparer le projet de déclaration et le projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse afin qu'il puissent être soumis à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session, la Commission a donné, à sa vingt-troisième session<sup>20/</sup>, la plus haute priorité à l'examen du projet de convention, qu'elle avait commencé à sa vingtième session et poursuivi à ses vingt et unième et vingt-deuxième sessions. Toutefois, faute de temps, elle n'a pas repris l'examen du projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, qu'elle avait commencé à examiner à sa vingtième session<sup>21/</sup>.

494. Comme base de discussion, le Conseil était saisi, à sa quarante-deuxième session<sup>22/</sup>, d'une résolution de la Commission [E/4322, par. 334, résolution 3 (XXIII)], par laquelle celle-ci lui communiquait, pour transmission à l'Assemblée générale, les textes de certains articles du projet de convention et des avant-projets additionnels.

495. La plupart des membres ont approuvé une proposition tendant à ce que le texte du projet de convention ainsi que les autres textes mentionnés dans la résolution soient transmis à l'Assemblée générale. Toutefois, quelques membres ont estimé qu'il ne convenait pas de transmettre à l'Assemblée générale un texte qu'ils jugeaient incomplet et imparfait et ils étaient d'avis que le projet devrait être renvoyé à la Commission des droits de l'homme pour être complété et amélioré. Cette façon de voir a été énergiquement contestée par certains représentants qui ont estimé, d'une part, que le projet de convention était le meilleur compromis possible sur une question particulièrement complexe, à laquelle la Commission des droits de l'homme avait consacré beaucoup de temps et d'efforts, et, d'autre part, que l'Assemblée générale n'aurait aucune difficulté à formuler les dispositions requises pour sa mise en œuvre et les clauses finales, compte tenu de l'expérience qu'elle avait récemment acquise lors de l'élaboration de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

496. Certains membres se sont opposés à ce que l'antisémitisme fût mentionné dans l'article VI du projet de convention. A leur avis, le fait de mentionner en particulier une manifestation d'intolérance religieuse donnerait à entendre que l'on hésitait à condamner les autres formes de cette intolérance. Ils ont donc proposé qu'il fût fait mention d'autres

\* Cette question est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

20/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 6, chap. II.

21/ Ibid., trente-septième session, Supplément No 8, chap. III. Voir également la résolution 1015 C (XXXVII) du Conseil et la résolution 2020 (XX) de l'Assemblée générale.

22/ E/AC.7/SR.563 et 564; E/SR.1479.

18/ E/AC.7/SR.562; E/SR.1479.

19/ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 67.XVI.2.

manifestations d'intolérance religieuse. Le Conseil a cependant décidé de ne prendre aucune décision concernant cette proposition.

497. Certains membres ont noté que la Commission des droits de l'homme avait été chargée de rédiger un projet de déclaration et un projet de convention et que, bien que ce dernier fût sur le point d'être adopté par l'Assemblée générale, le premier n'avait pas encore été achevé. Ils ont proposé que, dans sa résolution, le Conseil indiquât d'une manière ou d'une autre que la Commission des droits de l'homme n'avait pas achevé la rédaction du projet de déclaration. Cette proposition a été retirée à la lumière des débats.

498. Le Conseil a adopté une résolution [1233 (XLII)], par laquelle il a transmis à l'Assemblée générale: a) un préambule et 12 articles d'un projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, adoptés par la Commission et annexés à la résolution; b) un projet d'article additionnel présenté par la délégation de la Jamaïque et un projet d'article proposé par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités que la Commission, après un échange de vues, avait estimé devoir être soumis à l'Assemblée; c) l'avant-projet de mesures de mise en œuvre complémentaires que la Sous-Commission a présenté dans sa résolution 2 (XVII) et que la Commission n'avait pas eu le temps d'examiner. Dans la même résolution, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Assemblée générale déciderait elle-même des mesures de mise en œuvre appropriées ainsi que de la teneur des clauses finales du projet de convention.

#### Section VI.—Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités

499. A sa quarante-deuxième session, le Conseil a adopté une résolution [1140 (XLII)], dans laquelle il a recommandé que la Commission des droits de l'homme étudie au début de sa prochaine session les rapports non encore examinés de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur ses dix-septième (E/CN.4/882), dix-huitième (E/CN.4/903) et dix-neuvième (E/CN.4/903) sessions, que la Commission n'avait pu examiner à ses vingt-deuxième et vingt-troisième sessions<sup>23/</sup>. Le Conseil a approuvé la demande que la Sous-Commission avait adressée au Secrétaire général d'inviter le Rapporteur spécial chargé de l'étude sur la question de la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel à participer au cycle d'études sur la discrimination raciale qui serait organisé en 1968 dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, et à faire en sorte que son rapport intérimaire fût mis à la disposition du cycle d'études avec les observations que la Sous-Commission pourrait formuler au sujet de l'étude spéciale. En outre, le Conseil a prié la Conférence internationale des droits de l'homme d'utiliser l'étude sur la question de la discrimination raciale, ainsi que le rapport du cycle d'études sur la discrimi-

nation raciale qui se tiendrait en 1968, comme documentation de base sur la question de la discrimination raciale.

500. Le Conseil a également adopté une résolution [1239 (XLII)], dans laquelle il a décidé que la vingtième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités durerait trois semaines.

#### Section VII.—Rapports périodiques sur les droits de l'homme

501. Le Conseil a été informé, à sa quarante-deuxième session<sup>24/</sup>, que, conformément à la procédure établie par la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil, la Commission des droits de l'homme avait, à sa vingt-troisième session, examiné les rapports périodiques soumis par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées sur les droits économiques, sociaux et culturels et, conformément à sa résolution 12 (XXII), avait en outre poursuivi l'étude et l'évaluation des rapports et autres renseignements sur les droits civils et politiques.

502. Sur la recommandation du Comité spécial chargé d'étudier les rapports périodiques, la Commission a adopté une résolution [E/4322, par. 538, résolution 16 (XXIII)], par laquelle elle déclarait notamment estimer que les rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels révélaient les tendances suivantes, qui présentaient une importance toute particulière et un intérêt commun: a) le souci des Etats Membres de mettre en œuvre les droits de l'homme conformément aux normes établies dans les instruments des Nations Unies; b) les efforts constructifs, sur le plan législatif et dans la pratique, entrepris dans des Etats ayant divers systèmes de gouvernement et parvenus à différents stades de développement en vue de promouvoir le droit à l'éducation, y compris l'intérêt marqué pour la question de l'éducation des adultes, le droit à la sécurité sociale, les droits de l'enfant et de la famille, y compris la fourniture de soins et d'une assistance spéciale aux mères et aux enfants, le droit au travail et le droit à un niveau de vie satisfaisant, et c) les tentatives faites par divers Etats pour surmonter les difficultés relatives à la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels, et notamment le souci d'ouvrir aux intéressés des recours en cas de violation de ces droits. La Commission déclarait qu'elle estimait que, pour la détermination des principales tendances des rapports périodiques, la tâche des organismes intéressés des Nations Unies serait facilitée dans l'avenir si l'on mettait surtout à leur disposition des données objectives révélant des caractéristiques telles que: a) l'influence exercée sur les Etats Membres par les instruments de l'Organisation des Nations Unies qui contenaient des principes et des normes en vue de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, en particulier, des mesures adoptées pour mettre en œuvre ces instruments; b) l'intérêt commun de plusieurs Etats en ce qui concernait certains aspects des droits à l'étude; c) l'expérience des difficultés rencontrées dans le domaine des droits de l'homme

<sup>23/</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 6, chap. XIII, par. 559.

<sup>24/</sup> Ibid., chap. X.



qui pouvait présenter un intérêt pour d'autres Etats; d) les faits nouveaux ou les méthodes nouvelles qui pourraient aider à surmonter certaines difficultés, et e) la participation de fractions de plus en plus nombreuses de la population à l'exercice des droits de l'homme. Elle priait le Secrétaire général, lorsqu'il soumettrait à l'avenir des rapports à l'examen de la Commission, de préparer pour chacun des droits de l'homme à l'étude un résumé analytique qui tienne compte des caractéristiques exposées ci-dessus, décrive les principales tendances qui se dégagent des rapports, les difficultés rencontrées, les méthodes adoptées pour les surmonter, formule des suggestions concernant les possibilités de nouvelles mesures et utilise le cas échéant les données pertinentes que pourraient fournir d'autres sources des Nations Unies. Elle le priait en outre, lorsqu'il inviterait les Etats à présenter des rapports périodiques conformément à la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil, d'indiquer les grandes lignes suivant lesquelles il envisageait de classer la documentation reçue, compte tenu des dispositions pertinentes des instruments des Nations Unies, de manière que ces rapports puissent être présentés sous ces rubriques si ceux qui les présentaient le désiraient.

503. En outre, le Conseil a été informé que les rapports et la documentation reçus conformément à sa résolution 1074 C (XXXIX) avaient également été examinés par la Commission de la condition de la femme à sa vingtième session<sup>25/</sup>. Dans sa résolution 2 (XX) la Commission de la condition de la femme notait avec satisfaction que plusieurs gouvernements avaient pris des mesures législatives ou administratives pour promouvoir les droits civils et politiques de la femme, notamment en ce qui concernait les droits électoraux, les fonctions de juré, le mariage et la tutelle des enfants, et pris des mesures pour assurer aux femmes l'égalité de droits économiques, sociaux et culturels, notamment en ce qui concernait les possibilités d'emploi, la rémunération, la retraite, les allocations familiales et les allocations de subsistance ainsi que l'accès à l'éducation. La Commission notait également que de nombreux gouvernements avaient adopté les dispositions normatives fixées par les institutions spécialisées en matière d'accès à l'éducation et de conditions de travail des femmes, et que les rapports des institutions spécialisées sur l'application de ces normes donnaient des renseignements utiles à la Commission, tant sur l'évolution favorable que sur les difficultés existant encore. La Commission notait en outre que le nombre des femmes membres des assemblées législatives de certains pays avait augmenté et que nombre de gouvernements s'étaient attachés particulièrement aux besoins de la femme découlant de son rôle de mère et à ses responsabilités à la fois familiales et professionnelles. La Commission exprimait l'opinion qu'il serait très utile pour son évaluation future des progrès réalisés en matière de développement des droits de la femme et des problèmes que posait ce développement que les rapports soumis par les gouvernements comportent davantage de renseignements sur les progrès réalisés dans le domaine des droits de la femme pendant la période considérée, ainsi que des indications sur certaines difficultés

rencontrées et sur les mesures prises ou envisagées en vue de l'application pratique de dispositions constitutionnelles ou législatives, et que les rapports soumis par les organisations non gouvernementales contiennent davantage de renseignements sur les droits de la femme.

504. Sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme, le Conseil, à sa quarante-deuxième session, a décidé [résolution 1230 (XLII)] que les dispositions de la résolution 16 (XXIII) de la Commission rendaient inutile l'étude préliminaire des rapports périodiques par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités prévue à la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil, et a prié la Commission des droits de l'homme de s'acquitter de cette tâche avec l'aide de son Comité spécial des rapports périodiques sur les droits de l'homme. Le Conseil a réaffirmé que la Sous-Commission devait continuer d'avoir accès à la documentation reçue au titre de la résolution 1074 C (XXXIX), et d'utiliser cette documentation en relation avec ses travaux sur la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités.

#### Section VIII.—Question du châtiement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité\*

505. Le Conseil, à sa quarante-deuxième session<sup>26/</sup>, a noté que, conformément à sa résolution 1158 (XLI), la Commission des droits de l'homme avait été saisie à sa vingt-troisième session d'une étude sur la question de l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, qui lui avait été soumise par le Secrétaire général à sa vingt-deuxième session (E/CN.4/906), du rapport du Secrétaire général sur les mesures prises par les gouvernements (E/CN.4/927 et Add.1 à 6), et d'un avant-projet de convention rédigé par le Secrétaire général sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (E/CN.4/928<sup>27/</sup>). Un Groupe de travail constitué par la Commission pour étudier le projet de convention établi par le Secrétaire général n'a toutefois pu, faute de temps, achever l'examen du texte. En conséquence, par sa résolution 4 (XXIII) [E/4322, par. 181], la Commission a transmis au Conseil l'avant-projet de convention préparé par le Secrétaire général et le rapport du Groupe de travail (E/CN.4/L.943), ainsi que toutes les propositions qui avaient été présentées à la Commission et les comptes rendus des débats de la Commission sur ce point. La Commission priait le Conseil de transmettre lesdits documents à l'Assemblée générale, en lui demandant de les prendre en considération lorsqu'elle élaborerait et adopterait un projet de convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

506. Dans sa résolution 1220 (XLII), le Conseil a exprimé l'espoir que l'Assemblée générale adopterait, à la date la plus rapprochée possible, une convention

\*Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>26/</sup> E/SR.1478.

<sup>27/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, trente-deuxième session, Supplément No 6, chap. III.

<sup>25/</sup> Ibid., Supplément No 7, chap. III.



de cette nature et, comme l'avait recommandé la Commission des droits de l'homme, a transmis à l'Assemblée l'avant-projet de convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité établi par le Secrétaire général (E/CN.4/928) et le rapport du Groupe de travail institué par la Commission des droits de l'homme, ainsi que tous les documents énumérés dans la résolution 4 (XXIII) de la Commission. Le Conseil a également prié le Secrétaire général d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, à titre de point distinct, la question du châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité.

#### Section IX.—Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux

507. Par une communication du 1er juin 1966 (E/4305<sup>28</sup>), le Directeur général du Bureau international du Travail a informé le Secrétaire général que le Conseil d'administration du BIT avait décidé, le 27 mai 1966, sur recommandation du Comité de la liberté syndicale de renvoyer au Conseil économique et social, pour examen, conformément à la résolution 277 (X) du 17 février 1950, des plaintes alléguant la violation de droits syndicaux dans la République sud-africaine, que la Fédération syndicale mondiale avait présentées à l'Organisation internationale du Travail.

508. Ces plaintes étant dirigées contre un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'était pas membre de l'OIT, le Secrétaire général, dans des notes datées des 27 juin et 27 décembre 1966 respectivement, a sollicité le consentement du Gouvernement sud-africain au renvoi desdites plaintes devant la Commission d'investigation et de conciliation de l'OIT, comme il est prévu dans la résolution 277 (X).

509. Dans une réponse datée du 30 janvier 1967, le Gouvernement a refusé son consentement à ce renvoi. Cela étant, le Conseil économique et social devait, en application de la résolution 277 (X), examiner la situation créée par ce refus afin de prendre toute autre mesure appropriée de nature à protéger les droits relatifs à la liberté d'association mis en cause dans l'affaire.

510. Après un débat<sup>29</sup>, le Conseil a adopté une résolution [1216 (XLII)], par laquelle il a notamment condamné comme une violation du droit à la liberté d'association et comme une manifestation de la politique criminelle d'apartheid les atteintes à l'exercice des droits syndicaux et les poursuites illégales de militants syndicaux contraires aux normes internationales généralement acceptées et incompatibles avec la lettre et l'esprit de la Charte des Nations Unies, que reflètent les droits et les pratiques ayant cours dans la République sud-africaine. Le Conseil a prié le Secrétaire général de transmettre au Gouvernement sud-africain copie de la communication du Directeur général du Bureau international du Travail relative aux atteintes à l'exercice des droits syndicaux dans la République sud-africaine en l'invitant à

répondre d'urgence et à communiquer ses observations en la matière au plus tard à la fin du mois de juin 1967. De plus, le Conseil a décidé de transmettre au Groupe spécial d'experts institué par la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme<sup>30</sup> et chargé de faire enquête sur les tortures et les mauvais traitements infligés aux prisonniers, aux détenus ou aux personnes arrêtées par la police en Afrique du Sud, la communication du Directeur général du Bureau international du Travail avec les observations qui pourraient être adressées à ce sujet par le Gouvernement de la République sud-africaine. Le Conseil a aussi autorisé le Groupe spécial d'experts à recevoir des communications et, le cas échéant, à entendre des témoins, et, lorsqu'il procéderait à l'étude des plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux en Afrique du Sud, à examiner les observations qui auraient été communiquées par le Gouvernement de la République sud-africaine au sujet de la communication du Directeur général du Bureau international du Travail; il a invité le Groupe spécial d'experts à faire rapport à une date aussi proche que possible au Conseil sur ses conclusions et à communiquer ses recommandations quant aux mesures qu'il convient de prendre dans les différents cas. Le Conseil a en outre prié le Secrétaire général de transmettre cette résolution au Conseil d'administration du Bureau international du Travail et il a proposé que celui-ci maintienne cette question à son ordre du jour afin de la réexaminer périodiquement et tienne le Conseil économique et social au courant de ses délibérations. Enfin, le Conseil a décidé de porter à la connaissance du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, pour information, les accusations mentionnées dans la plainte de la Fédération syndicale mondiale.

#### Section X.—Question relative à la mise en œuvre des droits de l'homme par un Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou quelque autre organe international approprié\*

511. La question relative à la mise en œuvre des droits de l'homme par un Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou quelque autre organe international approprié a de nouveau été examinée par le Conseil à sa quarante-deuxième session. Les discussions ont essentiellement porté sur un projet de résolution établi par la Commission des droits de l'homme sur la base du rapport du Groupe de travail (E/CN.4/934) constitué pour étudier cette question<sup>31</sup>.

512. Dans ce projet de résolution, la Commission priait le Conseil de recommander à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution aux termes duquel elle déciderait de créer un Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de charger le Haut Commissaire d'aider à promouvoir et à encourager le respect universel et effectif des droits

<sup>28</sup>/ Ibid., quarante-deuxième session, Annexes, point 14 de l'ordre du jour.

<sup>29</sup>/ E/SR.1463, 1465 et 1473.

<sup>30</sup>/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 6, par. 268.

\*Point de l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>31</sup>/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 6, chap. VIII; chap. XVII, projet de résolution IV.

de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, tels que lesdits droits et libertés sont énoncés dans la Charte des Nations Unies ainsi que dans les déclarations et instruments de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées ou les conférences intergouvernementales réunies sous leurs auspices, sans préjudice des fonctions et pouvoirs des organismes déjà existants ou qui seraient établis dans le cadre des mesures de mise en œuvre comprises dans les conventions internationales sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le Haut Commissaire serait notamment invité à se tenir en rapport étroit avec l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, le Secrétaire général, la Commission des droits de l'homme, la Commission de la condition de la femme et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui s'occupent des droits de l'homme, et pourrait, si ceux-ci le lui demandaient, leur fournir des avis et une assistance. Il serait autorisé à prêter son concours et ses services à tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre de l'une quelconque des institutions spécialisées, ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou à tout Etat partie au Statut de la Cour internationale de Justice si ledit Etat en faisait la demande. Il pourrait également, avec l'assentiment de l'Etat intéressé, présenter un rapport sur le concours et les services qu'il aurait prêtés. De plus, il aurait accès aux communications relatives aux droits de l'homme, du genre de celles visées par la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil économique et social, qui auraient été adressées à l'Organisation des Nations Unies et pourrait, chaque fois qu'il le jugerait opportun, les porter à l'attention du gouvernement intéressé. Enfin, il serait tenu d'adresser à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des rapports sur les faits nouveaux dans le domaine des droits de l'homme, dans lesquels il formulerait notamment ses observations sur l'application des déclarations et instruments pertinents adoptés par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, et évaluerait le progrès et les problèmes importants. Ces rapports seraient examinés par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme en tant que point distinct de leur ordre du jour. Avant de présenter ses rapports, le Haut Commissaire consulterait, le cas échéant, tout gouvernement intéressé ou toute institution spécialisée compétente et tiendrait dûment compte de ces consultations lors de l'élaboration desdits rapports.

513. Le Haut Commissaire serait nommé par l'Assemblée générale, sur la proposition du Secrétaire général, pour une période de cinq ans. Il serait conseillé et assisté par un groupe d'experts consultants dont le nombre ne dépasserait pas sept, qui seraient désignés par le Secrétaire général en consultation avec le Haut Commissaire, compte tenu de la nécessité d'assurer une représentation équitable des principaux systèmes juridiques et des différentes régions géographiques. Le Haut Commissaire serait invité à s'acquitter de sa tâche en consultation étroite avec le Secrétaire général et compte dûment tenu des

responsabilités qui incombent à ce dernier en vertu de la Charte.

514. Au cours des débats du Conseil à sa quarante-deuxième session<sup>32/</sup>, plusieurs représentants ont exprimé l'avis que le Groupe de travail qui avait été à l'origine des recommandations de la Commission ne représentait pas véritablement toutes les nuances d'opinions car il ne comptait parmi ses membres que des partisans de la nouvelle institution proposée. En outre, le Groupe de travail ne s'était pas pleinement acquitté de son mandat étant donné qu'il n'avait songé qu'à une autorité confiée à un seul homme sans envisager une autre formule appropriée pour la mise en œuvre des droits de l'homme. Une nouvelle étude par un organe plus représentatif s'imposait donc. Certains représentants ont exprimé l'espoir qu'un nouvel organe technique serait ainsi constitué et examinerait des questions telles que le pouvoir du Haut Commissaire de procéder à des enquêtes in situ au sujet des plaintes et les procédures à suivre.

515. Les représentants qui se sont opposés par principe à la création d'un Haut Commissariat où les pouvoirs seraient confiés à un seul individu ont fait observer que l'institution envisagée aurait, en violation du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, des pouvoirs supérieurs à ceux que la Charte reconnaît à l'Assemblée générale, à d'autres organes de l'ONU et au Secrétaire général, et qu'elle pourrait à tout moment, sous prétexte de défendre les droits de l'homme, être utilisée abusivement à des fins d'ingérence politique dans les affaires intérieures des Etats. On a déclaré que la création d'une institution composée d'un seul homme irait à l'encontre de la Charte, celle-ci se fondant sur le principe de la responsabilité collective des Etats Membres et de leur collaboration en vue d'assurer l'observation et le respect universels des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Aucun individu ne saurait représenter comme il convient toutes les idéologies et tous les systèmes juridiques. La création du Haut Commissariat aurait aussi pour effet de saper sérieusement les pactes relatifs aux droits de l'homme, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et d'autres instruments internationaux qui existent déjà dans le domaine des droits de l'homme, et elle priverait les Etats de la protection contre les plaintes abusives de particuliers que leur assure actuellement la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil. De plus, les fonctions du Haut Commissaire feraient inutilement, et coûteusement, double emploi avec le dispositif de mise en œuvre prévu dans les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et dans d'autres instruments. Le meilleur moyen de renforcer le rôle de l'ONU en faveur du respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales consistait à encourager la ratification et la prompt application des instruments existants, notamment des pactes relatifs aux droits de l'homme et des Conventions sur le génocide et sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et à faire plein usage des mesures d'application prévues dans ces instruments. Sous sa forme actuelle, la proposition était totalement inacceptable. La question devait faire l'objet d'une étude

<sup>32/</sup> E/AC.7/SR.572 à 577; E/SR.1479.

beaucoup plus approfondie, compte tenu particulièrement de l'esprit des mesures adoptées récemment pour l'application des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ainsi que du principe de la responsabilité collective des Etats Membres en matière de développement des droits de l'homme.

516. Un certain nombre de représentants ont estimé qu'avant de prévoir le fonctionnement d'un nouvel organe de mise en œuvre il fallait convenir que la décision de créer cet organe aurait force juridique obligatoire, en d'autres termes qu'elle serait consignée dans une convention ouverte à la signature et à la ratification des Etats.

517. Les représentants qui ont pris la parole en faveur de la création du poste de Haut Commissaire ont souligné que, dans le domaine des droits de l'homme, l'Organisation des Nations Unies passait actuellement par une période de transition, de nombreux instruments adoptés par l'Assemblée générale devant encore entrer en vigueur. Dans certains secteurs, par surcroît, la mise en œuvre n'était encore assurée par aucun instrument. C'est ainsi qu'est apparue la nécessité urgente de créer un organe capable d'adopter des mesures modestes pour assurer le respect de toutes les normes proclamées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les pouvoirs du Haut Commissaire, tels qu'ils étaient définis dans la recommandation de la Commission, ne pouvaient violer les dispositions de l'Article 2, paragraphe 7, de la Charte étant donné que le Haut Commissaire ne serait uniquement autorisé à agir que sur la demande ou avec l'assentiment de l'Etat intéressé, et qu'il serait conseillé par un groupe d'experts consultants représentant les principaux systèmes juridiques et les différentes régions géographiques. Il aurait pour mission non d'analyser les plaintes mineures mais de faire rapport, en termes généraux, sur la situation relative aux droits de l'homme dans le monde.

518. A l'issue du débat, le Conseil a, par sa résolution 1237 (XLII), fait sienne la recommandation à l'Assemblée générale qui était contenue dans le projet de résolution soumis par la Commission des droits de l'homme.

519. Dans sa résolution 1238 (XLII), le Conseil a prié le Secrétaire général de porter la résolution 1237 (XLII), ainsi que les amendements y relatifs présentés par la République-Unie de Tanzanie (E/AC.7/L.526) et une documentation pertinente traduisant les divers points de vue exprimés, à l'attention des Etats Membres en vue d'obtenir leur avis sur la question relative à la mise en œuvre des droits de l'homme par un Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou quelque autre organe international approprié, et de présenter un rapport contenant les réponses des gouvernements en temps opportun pour qu'il puisse être examiné par l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session. Le Conseil a en outre prié le Secrétaire général d'inviter le Directeur général du Bureau international du Travail et le Directeur général de l'UNESCO à présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session, pour lui faciliter la tâche, les constatations de leurs organisations respectives en ce qui concerne la mise en œuvre des droits de l'homme.

520. L'Assemblée générale après avoir examiné la résolution 934 (XXXV) relative à la peine capitale avait, par sa résolution 1918 (XVIII), prié le Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme à étudier le rapport intitulé La peine capitale (ST/SOA/SD<sup>33/</sup>), qui avait été établi en application de la résolution 1396 (XIV) de l'Assemblée générale et de la résolution 747 (XXIX) du Conseil<sup>34/</sup>, ainsi que les observations présentées à son sujet par le Comité consultatif spécial d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants<sup>35/</sup>, et à présenter à ce sujet les recommandations qu'elle jugerait appropriées. L'Assemblée avait également prié le Secrétaire général, après avoir examiné le rapport de la Commission des droits de l'homme et avec le concours du Groupe consultatif sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, de faire rapport à l'Assemblée générale au plus tard lors de sa vingt-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur l'évolution de la situation en ce qui concernait les lois et pratiques relatives à la peine capitale et sur les nouvelles contributions de la criminologie en la matière.

521. La Commission des droits de l'homme, à sa vingt-deuxième session, avait adopté une résolution [E/4184<sup>36/</sup>, par. 400, résolution 15 (XXII)] dans laquelle elle décidait d'examiner en priorité la question de la peine capitale à sa vingt-troisième session. Le Conseil a été informé, à sa quarante-deuxième session<sup>37/</sup>, que la Commission n'avait pu, faute de temps, donner suite à cette décision.

522. Au cours du débat que le Conseil a consacré à cette question à sa quarante-deuxième session<sup>38/</sup>, les délégations de la Suède et du Venezuela ont présenté un projet de résolution (E/AC.7/L.514/Rev.1) contenant le texte d'un projet de résolution à soumettre à l'Assemblée générale aux fins d'adoption. Aux termes de ce dernier projet, l'Assemblée inviterait les gouvernements des Etats Membres à modifier, si besoin était, leur législation de manière qu'un individu condamné à la peine capitale ne soit privé du droit de faire appel devant une instance judiciaire supérieure ou de demander la grâce ou une commutation de peine; à prévoir qu'aucune condamnation à la peine capitale ne serait exécutée avant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la condamnation et à modifier leur législation en conséquence si besoin était; à s'engager à signaler tous les six mois au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, à compter de la date de l'adoption de la présente résolution, toute condamnation à la peine capitale prononcée et exécutée après cette date

\*Point de l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>33/</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.IV.2.

<sup>34/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 3, chap. IX, sect. IV.

<sup>35/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, trente-sixième session, Annexes, point 11 de l'ordre du jour, document E/3724, sect. III.

<sup>36/</sup> Ibid., quarante et unième session, Supplément No 8.

<sup>37/</sup> Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 6, chap. XVIII.

<sup>38/</sup> E/AC.7/SR.562, 571, 578; E/SR.1479.

dans leurs pays respectifs, en indiquant les crimes qui avaient donné lieu à pareille condamnation; et à informer le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, au plus tard le 10 décembre 1968, des mesures qu'ils auraient prises à la suite de ces recommandations.

523. Les auteurs du projet proposé à l'Assemblée générale aux fins d'adoption ont indiqué qu'ils avaient été amenés à présenter ce texte parce que la Commission des droits de l'homme ne pouvait vraisemblablement pas, étant donné son ordre du jour chargé, étudier la question dans un avenir prévisible. Il convenait donc que l'Assemblée elle-même fasse quelques recommandations d'ordre général en vue d'encourager les Etats qui maintenaient encore la peine capitale dans leur code à prendre des mesures. Toutefois, de l'avis d'autres représentants, cette question devait être étudiée par des experts hautement qualifiés et ne pouvait être séparée du problème toujours présent des criminels de guerre et des personnes coupables de crimes contre l'humanité.

524. Par sa résolution 1243 (XLII), le Conseil a regretté que le temps dont il disposait à sa quarante-deuxième session ne lui ait pas permis d'étudier suffisamment à fond le projet de résolution présenté par la Suède et le Venezuela (E/AC.7/L.514/Rev.1) et a transmis ledit projet de résolution à l'Assemblée générale afin qu'elle décide quelles mesures supplémentaires il conviendrait de prendre en la matière.

## B

### Section XII.—Projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes\*

525. A sa quarante-deuxième session, le Conseil a été informé que, conformément à la demande que l'Assemblée générale avait formulée dans la résolution 2199 (XXI), la Commission de la condition de la femme avait réexaminé, à sa vingtième session, le texte du projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes qu'elle avait adopté à l'unanimité à sa dix-neuvième session en 1966, en tenant compte des divers amendements qui avaient été présentés à la quarante et unième session du Conseil et à la vingt et unième session de l'Assemblée générale. Le projet de déclaration, tel qu'il a été révisé et adopté à l'unanimité par la Commission, a été transmis au Conseil par la résolution 1 (XX) de la Commission (E/4316<sup>39</sup>/, par. 151), qui contenait également un projet de résolution aux termes duquel le Conseil soumettrait le nouveau texte à l'Assemblée générale<sup>40</sup>.

526. L'importance du projet de déclaration a été soulignée à nouveau tant à la Commission de la condition de la femme qu'au Conseil. Au Conseil<sup>41</sup>, des représentants ont émis l'opinion que l'adoption de la Déclaration sanctionnerait les efforts déployés jusqu'à présent par les Nations Unies pour abolir la discrimination à l'égard des femmes, et qu'elle aurait sa place à côté de la Déclaration universelle des droits

de l'homme et d'autres instruments internationaux consacrés aux droits de l'homme qui avaient été adoptés par les Nations Unies. On a également fait remarquer que la Déclaration avait une importance particulière étant donné qu'elle établissait, dans un instrument unique, des normes internationales applicables à tous les domaines auxquels la Commission de la condition de la femme s'était intéressée depuis sa création en 1946. Plusieurs représentants ont souligné que l'objectif primordial de la Déclaration était d'établir des objectifs qui pourraient et devraient guider les efforts de tous les pays pour instaurer l'égalité de statut des hommes et des femmes — objectifs que tous les Etats Membres devraient s'efforcer d'atteindre. On a également dit que la Déclaration, comme d'autres instruments déjà adoptés consacrés aux droits de l'homme, devrait être suivie d'une convention qui imposerait aux Etats des règles de conduite juridiquement obligatoires.

527. La plupart des représentants au Conseil ont, de façon générale, approuvé le texte révisé du projet de déclaration qui, ont-ils estimé, avait tenu compte des principaux commentaires et observations formulés au sujet du texte antérieur adopté en 1966. Plusieurs membres ont cependant signalé que, bien qu'ils considéraient le texte comme acceptable en général, il serait bon d'y apporter des amendements sur certains points. Il a été décidé de ne pas examiner quant au fond ni mettre aux voix les amendements qui pourraient être présentés, mais de les faire suivre sans commentaire à l'Assemblée générale. Ultérieurement, un représentant a présenté formellement certains amendements (E/AC.7/L.512). Conformément à la décision du Conseil, ces amendements n'ont pas été discutés.

528. Dans sa résolution 1206 (XLII), le Conseil, ayant pris note de la résolution I (XX) de la Commission concernant le projet de déclaration, a soumis le texte révisé à l'Assemblée générale.

### Section XIII.—Condition de la femme en droit privé

529. Comme elle l'a indiqué dans son rapport sur sa vingtième session<sup>41</sup>, la Commission de la condition de la femme avait examiné un rapport du Secrétaire général sur les droits et devoirs des parents, y compris la tutelle (E/CN.6/474), qui avait été révisé dans le courant de l'année pour tenir compte de commentaires et de renseignements supplémentaires que les gouvernements des Etats Membres avaient présentés conformément à la demande que la Commission avait formulée en 1966<sup>42</sup>. La Commission a exprimé l'espoir que le rapport serait imprimé rapidement et, dans un projet de résolution qu'elle avait proposé au Conseil d'adopter, elle a recommandé aux Etats Membres d'appliquer certains principes pour assurer l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'exercice de leurs droits et devoirs de parents.

530. Au Conseil, certains représentants ont exprimé des réserves en ce qui concerne ces recommandations. On a déclaré que trois alinéas du préambule de la proposition, telle qu'elle était rédigée,

\*Point de l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>39</sup>/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 7.

<sup>40</sup>/ Ibid., chap. II.

<sup>41</sup>/ Ibid., chap. V.

<sup>42</sup>/ Ibid., quarante et unième session, Supplément No 7, par. 290, résolution 10 (XIX).



constituaient une critique implicite de certains systèmes juridiques; aussi a-t-il été décidé de supprimer ces alinéas. Certains représentants ont également été d'avis que, les principes énoncés ne pouvant pas, à l'heure actuelle, être appliqués dans tous les pays, il n'était pas réaliste de les inclure dans une résolution du Conseil. On a fait valoir, par exemple, que dans de nombreux pays le père était seul responsable de l'entretien des enfants et, lorsque les possibilités d'emploi n'étaient pas suffisantes pour les femmes, il était difficile de demander à celles-ci de participer à l'entretien de leurs enfants au même titre que le père, ainsi que l'alinéa a du projet de résolution semblait l'impliquer.

531. D'autres représentants ont cependant émis l'opinion que les principes énoncés étaient des principes importants qui pouvaient orienter les efforts que les gouvernements déployaient pour assurer l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'exercice de leurs droits et devoirs de parents. On a fait remarquer que des droits égaux ne signifiaient pas des droits identiques et que, ainsi que cela ressortait du rapport de la Commission (E/CN.4/316, par. 205), le principe énoncé à l'alinéa a du projet de résolution ne voulait pas dire que les deux parents devaient fournir une contribution financière égale, mais plutôt que l'obligation d'entretien incombait aux deux parents, même si chacun s'en acquittait sous des formes différentes.

532. Dans sa résolution 1207 (XLII), le Conseil a recommandé aux Etats Membres de prendre toutes les mesures possibles pour assurer l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'exercice de leurs droits et devoirs de parents, et a recommandé d'appliquer les principes ci-après pour assurer cette égalité, compte tenu des caractéristiques spéciales de la législation des différents pays et eu égard au fait que, dans tous les cas, l'intérêt de l'enfant devait être la considération primordiale: a) les femmes avaient les mêmes droits et les mêmes devoirs que les hommes pour ce qui était de la tutelle de leurs enfants mineurs et de l'exercice de l'autorité parentale à leur égard, y compris les soins, la garde, l'éducation et l'entretien; b) les deux époux avaient les mêmes droits et les mêmes devoirs pour ce qui était de l'administration des biens de leurs enfants mineurs, compte tenu des limitations légales qui étaient nécessaires pour garantir autant que possible que ces biens étaient administrés dans l'intérêt des enfants; c) l'intérêt des enfants serait la considération primordiale dans toute action concernant la garde des enfants en cas de divorce, d'annulation du mariage ou de séparation judiciaire; d) il ne serait pas fait de distinction entre les hommes et les femmes pour ce qui était des décisions concernant la garde des enfants et la tutelle ou d'autres droits parentaux en cas de divorce, d'annulation du mariage ou de séparation judiciaire.

533. La Commission a également fait savoir au Conseil qu'elle avait aussi examiné l'étude préparée par le Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage (E/CN.4/Sub.2/265), en même temps que les principes généraux concernant l'égalité des personnes nées

hors mariage et la non-discrimination à l'égard de ces personnes, approuvés par la Sous-Commission à sa dix-neuvième session (E/CN.4/930, par. 206<sup>43</sup>). Dans sa résolution 6 (XX) [E/4316, par. 244], la Commission avait félicité le Rapporteur spécial de son étude, et s'était également déclarée favorable en général aux principes généraux concernant l'égalité des personnes nées hors mariage et la non-discrimination à l'égard de ces personnes. Elle avait prié le Secrétaire général de préparer, à partir des renseignements dont il disposait, notamment ceux qui figuraient dans le rapport du Rapporteur spécial, un rapport sur la situation des mères célibataires en droit et dans la pratique.

#### Section XIV.—Accès de la femme aux études

534. Les recommandations que la Commission de la condition de la femme avait adressées au Conseil au sujet de l'accès de la femme aux études<sup>43</sup> étaient fondées sur deux rapports de l'UNESCO: le premier concernait les travaux que cette organisation avait accomplis dans des domaines d'un intérêt particulier pour la femme (E/CN.6/475), le second l'accès des jeunes filles et des femmes à l'enseignement supérieur (E/CN.6/451 et Add.1 et 2). Au cours des débats du Conseil<sup>44</sup>, des représentants ont souligné l'importance vitale que revêtaient pour les femmes l'enseignement et la formation, aussi bien pour leur permettre d'obtenir un statut égal à celui des hommes que pour leur permettre de contribuer pleinement au développement de leur pays. On a également fait remarquer qu'il était essentiel de garantir l'accès des femmes à l'enseignement supérieur et à la formation pour promouvoir le progrès économique et social des pays en voie de développement, et tout particulièrement ceux qui devaient faire face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

535. Le Conseil a appuyé les recommandations que la Commission avait formulées sur cette question et, dans sa résolution 1208 (XLII), a fait sien, sous réserve de certains amendements mineurs, un texte concernant l'accès des femmes à l'enseignement supérieur. Le Conseil a recommandé aux Etats Membres: a) de développer ou d'encourager la création de services d'orientation scolaire, universitaire, technique et professionnelle permettant aux étudiantes de choisir parmi les disciplines de l'enseignement supérieur celles qui correspondaient à leurs aptitudes et de mettre les mêmes services d'orientation à la disposition de toute femme adulte désireuse de commencer ou de reprendre des études supérieures; b) d'encourager les jeunes filles et les femmes à bénéficier aussi bien que les hommes de cet enseignement; c) de favoriser l'accès des femmes, dans des conditions d'égalité avec les hommes, aux études supérieures; d) de favoriser l'accès des femmes ayant terminé leurs études supérieures à tous les emplois et professions auxquels ces études leur permettaient de prétendre et pour lesquels elles étaient qualifiées.

#### Section XV.—Assistance des Nations Unies pour un progrès de la femme

536. Le Secrétaire général a présenté à la Commission de la condition de la femme, à sa vingtième

<sup>43/</sup> Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 7, chap. VI.



session, une note (E/CN.6/477) qui décrivait brièvement l'évolution de la situation en ce qui concernait l'étude d'un programme unifié et à long terme des Nations Unies pour le progrès de la femme depuis l'adoption par l'Assemblée générale, en 1962, de la résolution 1777 (XVII). La Commission a examiné également le rapport préliminaire du Secrétaire général sur la participation des femmes au développement communautaire (E/CN.6/473), et le rapport du Cycle d'études tenu aux Philippines en décembre 1966 sur les mesures nécessaires pour le progrès de la femme et, en particulier, l'établissement d'un programme à long terme (ST/TAO/HR/28).

537. Au cours du débat à la Commission de la condition de la femme, plusieurs représentants ont attaché une importance particulière aux réponses des gouvernements et des organisations non gouvernementales au questionnaire concernant le rôle de la femme dans le développement économique et social, que le Conseil avait demandé au Secrétaire général d'établir [résolution 1133 (XLI)]. Ils ont estimé que les réponses fourniraient à la Commission des orientations pour ses futurs travaux sur la question.

538. Ainsi que la Commission l'avait indiqué dans son rapport au Conseil <sup>44</sup>, la Commission a adopté trois résolutions à ce sujet à sa vingtième session, dont l'une seulement demandait au Conseil d'agir. Dans sa résolution 12 (XX) (E/4316, par. 348), la Commission a exprimé l'espoir que, dans le programme à long terme pour le progrès de la femme, les besoins des jeunes filles et des femmes des régions rurales recevraient l'attention voulue et feraient l'objet d'une étude spéciale, et elle a invité le Secrétaire général, les institutions spécialisées, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ainsi que les organisations non gouvernementales qui s'intéressent à la question à unifier, au niveau national et régional, la recherche et les activités visant à développer l'enseignement et la formation professionnelle des jeunes filles et des femmes des régions rurales, en s'attachant particulièrement à certains domaines, et de faire rapport sur les activités entreprises à ces fins.

539. Dans sa résolution 13 (XX) (E/4316, par. 351) concernant le développement communautaire, la Commission a prié le Secrétaire général de communiquer le rapport préliminaire établi à ce sujet aux gouvernements, aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales qui s'intéressaient à la question en vue d'obtenir les renseignements supplémentaires sur certains points.

540. Dans sa résolution 14 (XX) (E/4316, par. 357), la Commission a prié le Secrétaire général de demander aux Etats Membres des renseignements sur la création de commissions nationales de la condition de la femme et de faire une étude sur la mesure dans laquelle les instituts ou centres de formation régionaux offraient ou pourraient être invités à offrir des programmes de formation propres à assurer le progrès de la femme. La même résolution recommandait également au Conseil économique et social d'adopter certaines propositions qui étaient fondées essentiellement sur les conclusions et recommandations émanant des débats organisés lors du Cycle d'études tenu aux

Philippines. La Commission a recommandé au Conseil d'inviter les Etats Membres à intensifier leurs efforts en vue de l'établissement d'un programme à long terme pour les progrès de la femme, dans le contexte de plans généraux de développement national, et elle a recommandé de prendre certaines mesures pour hâter la réalisation des objectifs fixés. Elle a également proposé au Conseil d'inviter le Secrétaire général à examiner la possibilité de créer en 1968, à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme, des bureaux régionaux ou des sections dans lesquelles des bureaux existants, chargés de veiller au progrès de la femme au niveau régional, et à rendre compte à la Commission en 1968, lors de sa vingt et unième session.

541. Au cours des discussions que le Conseil a consacrées à ces recommandations <sup>45</sup>, plusieurs représentants ont appuyé les conclusions et recommandations du Cycle d'études qui s'était tenu aux Philippines et ont exprimé l'espoir que des cycles analogues pourraient être organisés sur le même sujet à l'avenir. Certains représentants ont exprimé des réserves au sujet de l'invitation faite aux Etats Membres de créer chez eux des commissions nationales de la condition de la femme, faisant valoir que cela ressortait de la compétence nationale des Etats. D'autres représentants ont cependant fait remarquer que le Conseil avait déjà adopté deux recommandations à ce sujet plusieurs années auparavant et que le projet de résolution dont le Conseil était saisi ne faisait que préconiser la création de ces commissions "le cas échéant".

542. Plusieurs membres du Conseil ont exprimé des réserves au sujet de la demande qui avait été faite au Secrétaire général d'examiner la possibilité de créer des bureaux régionaux. D'autres ont dit que ces bureaux étaient superflus; d'autres ont douté que leur utilité justifie les dépenses que leur création aurait impliquées. Il a en fin de compte été convenu de supprimer le paragraphe en question du projet de résolution. Le projet de résolution présenté par la Commission a également fait l'objet d'autres amendements.

543. Dans sa résolution 1209 (XLII), qui était fondée sur les recommandations de la Commission, le Conseil, considérant que l'Année internationale des droits de l'homme, prévue pour 1968, fournirait une excellente occasion de mettre en vedette les programmes à long terme pour le progrès de la femme au niveau national et international, a invité à nouveau les Etats Membres à envisager l'établissement de programmes nationaux à long terme pour le progrès de la femme, dans le contexte de plans généraux de développement national. Il a également recommandé aux Etats Membres d'envisager de prendre les mesures suivantes pour hâter la réalisation des objectifs fixés: a) création, le cas échéant, de commissions nationales de la condition de la femme ou organismes analogues; b) nomination de femmes qualifiées à des postes de direction dans l'administration, notamment dans les organes chargés de formuler les demandes d'assistance technique dans les domaines qui intéressent directement les femmes; c) inclusion, dans les demandes d'assistance technique, de projets et programmes axés sur le progrès

<sup>44/</sup> Ibid., chap. IX.

de la femme; d) établissement, selon que de besoin, de centres nationaux de formation polyvalents pour entreprendre des enquêtes sur des questions concernant le progrès de la femme et offrir aux femmes une formation ou une réorientation dans divers domaines.

#### Section XVI.—Droits politiques de la femme

544. Au Conseil, comme à la Commission de la condition de la femme, les représentants ont exprimé leur satisfaction des progrès que l'on a continué d'enregistrer dans le monde entier dans le domaine des droits politiques de la femme<sup>45/</sup>, ainsi qu'il ressortait du rapport récapitulatif (A/6447) que le Secrétaire général avait établi sur les constitutions, les lois électorales et les autres textes législatifs relatifs aux droits politiques de la femme conformément à la résolution 1132 (XLI) du Conseil. La Commission a estimé que les renseignements contenus dans ce rapport seraient d'une importance capitale pour les gouvernements, et elle a prié le Secrétaire général de mettre à jour le rapport après avoir invité les gouvernements des Etats Membres des Nations ou membres des institutions spécialisées à fournir des renseignements complémentaires et de prendre les dispositions voulues pour que le rapport soit imprimé aussitôt que possible [E/4315, par. 179, résolution 3 (XX)].

545. La Commission a également discuté de la nouvelle série de cycles d'études sur l'éducation civique et politique de la femme recommandés par le Conseil dans sa résolution 1067 A (XXXIX), et elle a noté avec satisfaction que le premier cycle d'études à ce sujet aurait lieu, en Finlande, en août 1967. Elle a exprimé l'espoir que l'on évaluerait, lors de ces cycles d'études, les facteurs, les obstacles et pressions qui influaient sur la mesure dans laquelle les femmes exerçaient leurs droits politiques et assumaient leurs responsabilités politiques et que les participants seraient en mesure de déterminer les méthodes permettant d'aider et d'encourager les femmes à exercer pleinement leurs droits et responsabilités politiques [E/4316, par. 183, résolution 4 (XX)].

#### Section XVII.—Droits économiques de la femme et accès de la femme à la vie économique

546. Le Conseil a pris note des discussions qui avaient eu lieu à la Commission de la condition de la femme avant l'adoption de la résolution 9 (XX) concernant les droits économiques de la femme et l'accès de la femme à la vie économique<sup>46/</sup>. Ces discussions étaient fondées essentiellement sur les rapports que l'OIT avait établis sur ses activités présentant un intérêt spécial du point de vue de l'emploi des femmes (E/CN.6/472), sur ses normes relatives à l'emploi des femmes (E/CN.6/465) et sur l'égalité de salaire pour un travail égal (E/CN.6/468). Les représentants à la Commission étaient convenus que le développement économique d'un pays impliquait la pleine utilisation de ses ressources humaines et que l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ne pourrait être réalisée si les deux

sexes n'étaient pas à même de participer, sur un pied d'égalité, à la vie économique du pays.

547. Dans sa résolution 9 (XX) [E/4316, par. 307], la Commission avait invité le Conseil d'administration du Bureau international du Travail à examiner la possibilité d'organiser régulièrement des réunions de conseillers pour les problèmes du travail féminin afin d'avoir périodiquement l'occasion d'examiner les programmes des travailleuses et les normes de l'OIT relatives à l'emploi des femmes, et à examiner la possibilité d'inscrire à l'ordre du jour des conférences régionales de l'OIT la question de la participation de la femme à la vie économique. Dans la même résolution, la Commission avait souligné la nécessité de pousser plus avant les travaux sur l'analyse des emplois, plus particulièrement en ce qui concernait les emplois principalement ou entièrement occupés par des femmes et pour lesquels la question d'une rémunération équitable ne pouvait être résolue sur la base du seul principe de l'égalité de salaire pour un travail égal, et elle avait invité le BIT à encourager la participation accrue des femmes aux programmes de formation professionnelle, technique et supérieure et à poursuivre ses efforts pour assurer l'application des principes contenus dans la Convention et la Recommandation de 1951 sur l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et féminine pour un travail de valeur égale. La Commission avait enfin, dans ladite résolution, exprimé l'espoir que l'OIT soumettrait un rapport intérimaire sur l'influence du progrès scientifique et technique sur l'emploi et les conditions de travail de la femme.

#### Section XVIII.—Promotion des droits de la femme à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme

548. Les membres du Conseil ont pris note<sup>47/</sup> de la résolution 15 (XX) [E/4316, par. 382], aux termes de laquelle la Commission de la condition de la femme avait prié le Conseil de permettre à la Commission de tenir sa session de 1968 avant l'ouverture de la Conférence internationale des droits de l'homme, afin que la Commission pût examiner les réponses au questionnaire sur le rôle de la femme dans le développement économique et social en vue de l'établissement de principes directeurs pour un programme des Nations Unies unifié et à long terme pour le progrès de la femme; elle avait également recommandé que certains documents concernant la condition de la femme soient mis à la disposition de la Conférence.

#### Section XIX.—Commentaires de la Commission de la condition de la femme sur les rapports périodiques sur les droits de l'homme

549. Les commentaires de la Commission de la condition de la femme sur les rapports périodiques sur les droits de l'homme<sup>48/</sup>, contenus dans sa résolution 2 (XX) [E/4316<sup>49/</sup>, par. 164], ont été pris en considération par la Commission des droits de l'homme à sa vingt-troisième session au cours des débats qu'elle a consacrés à cette question<sup>49/</sup>.

<sup>45/</sup> Ibid., chap. IV.

<sup>46/</sup> Ibid., chap. VII.

<sup>47/</sup> Ibid., chap. X.

<sup>48/</sup> Ibid., chap. III.

<sup>49/</sup> Voir plus haut, section VII.

## Section XX.—Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme

550. Le Conseil, à sa quarante-deuxième session, a examiné <sup>50/</sup> deux rapports du Secrétaire général sur les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/925-E/CN.6/476 et Add.1; et E/4328 <sup>51/</sup>), ainsi que les parties pertinentes des rapports de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-troisième session <sup>52/</sup> et de la Commission de la condition de la femme sur sa vingtième session <sup>53/</sup>.

551. Dans le premier de ses rapports sur le programme de services consultatifs (E/CN.4/925-E/CN.6/476 et Add.1), le Secrétaire général a informé le Conseil que trois cycles d'études étaient organisés pour 1967: un cycle d'études régional sur la mise en œuvre effective des droits civils et politiques sur le plan national qui aurait lieu à Kingston (Jamaïque) avec la participation de pays et de territoires de l'hémisphère occidental; un cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme, qui aurait lieu à Helsinki (Finlande) sur une base mondiale; et un cycle d'études sur la mise en œuvre des droits économiques et sociaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme qui aurait lieu à Varsovie (Pologne) avec la participation des pays d'Europe. Le Secrétaire général espérait pouvoir organiser trois cycles d'études en 1968: un cycle d'études, organisé sur le plan international, sur la question de l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui se tiendrait à New-Delhi (Inde), conformément aux demandes que l'Assemblée générale et le Conseil avaient formulées dans leurs résolutions 2017 (XX) et 1103 (XL) respectivement; un cycle d'études sur la liberté d'association, qui aurait lieu au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, également sur une base mondiale; et un troisième cycle d'études sur un sujet se rapportant à la condition de la femme.

552. Pour ce qui était des bourses de perfectionnement accordées dans le domaine des droits de l'homme, le Secrétaire général a noté que le programme de services consultatifs pour 1967 et 1968 avait été mis au point, conformément à la résolution 1782 (XVII) de l'Assemblée générale, en vue de pouvoir accorder près de deux fois plus de bourses qu'en 1962.

553. Le Secrétaire général a également informé le Conseil qu'il ne lui avait pas été possible de se conformer à la résolution 959 (XXXVI) du Conseil, aux termes de laquelle il avait été prié d'envisager l'organisation, avec les économies disponibles sous le Titre V du budget de l'ONU et à titre d'expérience, d'un ou plusieurs cours régionaux de formation dans le domaine des droits de l'homme, dès que les dispositions nécessaires pourraient être prises. Un cours régional de formation avait toutefois été maintenu dans la catégorie prioritaire II pour 1967 et 1968.

<sup>50/</sup> E/AC.7/SR.581; E/SR.1479.

<sup>51/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour.

<sup>52/</sup> Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 6, chap. XI et annexe I.

<sup>53/</sup> Ibid., Supplément No 7, chap. VIII.

554. L'attention du Conseil a été appelée sur les recommandations que la Commission des droits de l'homme avait formulées au sujet du programme de services consultatifs à sa vingt-troisième session [E/4322, par. 545, résolution 17 (XXIII)]. Lorsqu'elle a approuvé le programme de services consultatifs pour 1968, la Commission avait recommandé que les cycles d'études internationaux envisagés sur la discrimination raciale et la liberté d'association soient organisés en priorité pendant l'année 1968, que les cycles d'études sur les questions intéressant la condition de la femme continuent d'être organisés en collaboration avec les Etats Membres qui étaient en mesure de les accueillir sur leur territoire, et en particulier que tout fût fait pour que l'un de ces cycles d'études ait lieu en 1968, Année internationale des droits de l'homme. La Commission avait également prié le Secrétaire général d'envisager l'organisation à partir de 1969 d'un programme annuel comportant au moins deux cycles d'études, dont un au moins à l'échelon international, sur les questions intéressant les droits de l'homme, un ou deux cycles d'études sur la condition de la femme, et un ou plusieurs cours régionaux de formation en matière de droits de l'homme. Elle avait demandé que le programme comporte l'attribution d'un nombre adéquat de bourses dans le domaine des droits de l'homme, compte tenu de l'intérêt croissant manifesté à l'égard de ces bourses par les Etats Membres. La Commission avait enfin prié le Secrétaire général d'appeler l'attention du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur ladite résolution et elle avait invité le Conseil d'administration à en tenir compte lorsqu'il examinerait les recommandations du Conseil économique et social relatives au montant des crédits à ouvrir au Titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies en 1968 et 1969 <sup>54/</sup>.

555. L'attention du Conseil a également été appelée sur la résolution 10 (XX) de la Commission de la condition de la femme (E/4316, par. 322), dans laquelle la Commission avait exprimé l'espoir qu'à la suite du cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme, des cycles d'études régionaux (ou mondiaux) continueraient à être organisés en collaboration avec les Etats Membres susceptibles d'assumer la responsabilité de puissance invitante et tout particulièrement en 1968, Année internationale des droits de l'homme.

556. L'attention du Conseil a été attirée sur deux autres résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme et qui concernaient indirectement les services consultatifs: la première était la résolution 15 (XXIII) (E/4322, par. 518), concernant l'étude des problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement, aux termes de laquelle le Secrétaire général était prié de prendre les dispositions nécessaires pour organiser de nouveaux cycles d'études sur cette question; l'autre était la résolution 13 (XXIII) (E/4322, par. 480), selon laquelle le Conseil était prié d'adopter un projet de résolution invitant le Secrétaire général à organiser des cycles d'études sur les mesures et techniques qui s'étaient révélées efficaces pour abolir

<sup>54/</sup> L'attention du Conseil d'administration du PNUD a été appelée sur cette résolution dans le document DP/RP/3/Add.4.

l'esclavage et la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques et aspects esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme<sup>55/</sup>. Le Secrétaire général a fait remarquer que l'organisation de cycles d'études sur les questions mentionnées par la Commission dépendrait des offres que feraient les gouvernements des Etats Membres d'accueillir ces cycles d'études sur leur territoire.

557. A sa quarante-deuxième session, le Conseil a été informé par une déclaration orale que certains pays envisageaient d'accueillir sur leur territoire des cycles d'études sur la condition de la femme, et que la République Dominicaine avait offert d'accueillir un de ces cycles d'études en 1968.

558. Le Conseil a également été informé que, conformément à une demande que le Conseil avait formulée dans sa résolution 1125 (XLI), le Secrétaire général utilisait certains des fonds affectés aux bourses de perfectionnement prévues pour 1967 pour un projet pilote de formation en groupe plutôt que de formation individuelle, et que le Gouvernement japonais avait fourni les services nécessaires à la mise en œuvre de ce projet, qui s'adressait à des boursiers d'Asie et d'Extrême-Orient et portait sur les droits de l'homme dans l'administration de la justice et le régime des peines.

559. Au cours des débats qui ont eu lieu ultérieurement au Conseil<sup>56/</sup>, des représentants se sont déclarés satisfaits du programme dans son ensemble et en particulier de la contribution apportée par les cycles d'études organisés sur une base mondiale et à l'échelon régional. Le programme de services consultatifs était une importante méthode d'action dans le domaine des droits de l'homme. On a appelé l'attention sur le fait que la demande de cycles d'études et de bourses augmentait sans cesse, et l'on n'a pas estimé souhaitable que les fonds disponibles pour les bourses soient utilisés pour les cycles d'études ou vice versa. La plupart des représentants se sont également déclarés satisfaits de l'évolution du programme de bourses dans le domaine des droits de l'homme, bien qu'un représentant ait déclaré qu'il était sceptique à ce sujet.

560. Il a été pris note de ce que les demandes de bourses faites par les Etats Membres étaient de plus en plus nombreuses dans les domaines des droits économiques et sociaux, des droits de l'enfant, de la condition de la femme et de l'assistance juridique. Pour ce qui était de l'organisation en 1967 d'un projet pilote de formation en groupe destiné à des boursiers dans le domaine des droits de l'homme, on a exprimé l'opinion que l'expérience acquise grâce à ces projets pilotes serait précieuse pour l'organisation de cours régionaux de formation au cas où des fonds seraient disponibles à cette fin. On a souligné l'importance des cycles d'études et des bourses pour l'amélioration

de la condition de la femme et on a exprimé l'avis que des cours de formation pourraient également être utiles à cet égard.

561. On a appelé l'attention sur le rapport du Secrétaire général (E/4213<sup>57/</sup>), qui avait été établi à l'intention tant du Conseil que des deux commissions techniques intéressées et qui contenait un compte rendu détaillé de la mise en œuvre du programme de 1966.

562. Le programme prévu pour 1968 a reçu un assentiment général. On a estimé qu'un nouveau renforcement du programme de services consultatifs présenterait un intérêt particulier pour les pays en voie de développement. S'agissant du programme proposé par la Commission des droits de l'homme pour 1969 et les années suivantes, plusieurs représentants ont souligné que les cycles d'études régionaux favorisaient les échanges de vues dans le cadre d'une communauté d'intérêts, et ils ont estimé que les cycles d'études régionaux jouaient en cela un rôle qui, tout comme celui des cycles d'études organisés sur une base mondiale, devait être dûment pris en considération. On a également estimé que le programme pour les années à venir devait conserver une certaine souplesse et ne pas faire l'objet de dispositions rigides indiquant le nombre précis de cycles d'études devant être organisés chaque année et la proportion exacte entre les cycles d'études internationaux et les cycles d'études régionaux.

563. Le Conseil a ensuite approuvé<sup>58/</sup> le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme pour 1968 et a fait sienne la demande que la Commission des droits de l'homme avait adressée au Secrétaire général au sujet du programme annuel de services consultatifs à partir de 1969. Conformément à la résolution 1008 (XXXVII) du Conseil, le Secrétaire général avait appelé l'attention du Conseil d'administration du PNUD, à sa quatrième session, sur la résolution 17 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme (E/4322, par. 545) et, en particulier, sur la demande formulée par la Commission et approuvée par le Conseil économique et social tendant à ce que le Conseil d'administration tienne compte de cette résolution lorsqu'il examinerait les recommandations du Conseil économique et social relatives au montant des crédits à ouvrir au Titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies en 1968 et 1969.

564. Les observations du Conseil d'administration figuraient dans son rapport sur sa quatrième session (E/4398<sup>59/</sup>, chap. VI), que le Conseil économique et social a examiné, à sa quarante-troisième session, lors des débats qu'il a consacrés aux rapports du Conseil d'administration.

<sup>57/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 23 de l'ordre du jour.

<sup>58/</sup> E/SR.1479.

<sup>59/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 6A.

<sup>55/</sup> Adoptée ultérieurement par le Conseil économique et social dans la résolution 1232 (XLI). Voir plus haut, sect. IV.

<sup>56/</sup> E/AC.7/SR.581; E/SR.1479.



## ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT\*

### Section I. — Programme des Nations Unies pour le développement

565. A sa quarante-troisième session, le Conseil a examiné<sup>1/</sup> les rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur ses troisième et quatrième sessions (E/4297 et E/43982/), qui ont eu lieu respectivement en janvier et juin 1967. Le Conseil était saisi également de la décision concernant l'élément Assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement pour 1967-1968 que le Conseil d'administration avait prise à sa session spéciale, le 28 novembre 1966 (E/43263/).

566. En présentant les rapports, le Codirecteur du PNUD a déclaré<sup>2/</sup> qu'au cours de la période visée par ces rapports on avait pu adopter une attitude plus souple face aux besoins des pays en voie de développement, et on avait fait un effort accru pour mettre à leur disposition des programmes d'aide bien étudiés. L'une des plus importantes décisions prises par le Conseil d'administration portait sur les nouvelles procédures de programmation de l'élément Assistance technique du Programme, applicables à partir de 1969 (E/4398, par. 40-50). L'établissement d'un budget pour chaque projet et la programmation continue devraient faire de l'élément Assistance technique un instrument mieux adapté et plus efficace pour les pays en voie de développement.

567. Le Codirecteur a passé en revue les réalisations de l'ensemble du Programme. Les dépenses totales, pour les deux éléments du Programme, s'étaient élevées à 134,6 millions de dollars (dont 75,7 pour l'élément Fonds spécial et 58,9 pour l'élément Assistance technique), soit en tout une augmentation de 29 p. 100 par rapport à 1965. Les affectations de crédits du Conseil d'administration avaient atteint le chiffre record de 169,9 millions de dollars, ce qui représentait un accroissement de 52 p. 100 par rapport à 1965. Cette situation était due en grande partie à la plus grande latitude qui avait été donnée en matière d'affectation de crédits, les contributions pour l'année 1966 n'ayant augmenté que de 6,34 p. 100. En 1966, pour l'ensemble du Programme, 30 p. 100 des dépenses concernaient l'agriculture, 20 p. 100 l'industrie, 14 p. 100 l'enseignement, 13 p. 100 les services publics et 16 p. 100 la santé; ces dépenses avaient permis de fournir les services de 6 900 experts,

d'octroyer 5 500 bourses et de procurer du matériel et des fournitures d'une valeur de 22,4 millions de dollars. Outre la grande variété de services consultatifs, d'études sur les ressources et d'assistance aux infrastructures qui s'étaient encore accrus au cours de l'année, 70 000 ressortissants de pays en voie de développement avaient reçu une formation avancée en 1966. En ce qui concerne l'élément Fonds spécial, le Conseil d'administration avait approuvé, à ses troisième et quatrième sessions, 137 nouveaux projets, dont 40 concernant l'agriculture, 32 l'industrie et 23 les services publics, ce qui portait le total des projets approuvés pour le Fonds spécial à 778. La contribution du PNUD à ces projets était de 770,6 millions de dollars et celle des gouvernements bénéficiaires de 1 108,1 millions de dollars, le coût total des projets approuvés du Fonds spécial atteignant donc 1 878 millions de dollars. Au 30 avril 1967, 138 projets avaient été menés à bon terme, 438 étaient en cours d'exécution et les plans d'opérations étaient en préparation pour 153 nouveaux projets. En 1966, 1 180 experts avaient été recrutés pour l'exécution de nouveaux projets. Pour ce qui est de l'élément Assistance technique, le Conseil d'administration avait décidé le 28 novembre 1966 (E/4326), au cours de sa session spéciale, d'entreprendre un programme d'un coût de 63 millions de dollars environ pour 1967 et il avait prévu un programme analogue pour 1968, le total des dépenses pour la période biennale atteignant 110 millions de dollars. Le Codirecteur du PNUD a indiqué qu'au cours des six dernières années plus de 269 millions de dollars avaient été dépensés par l'élément Assistance technique en faveur de 145 pays ou territoires. De portée très vaste et adaptable à une grande variété de besoins et de circonstances, cet élément demeurerait manifestement une forme d'assistance hautement appréciée des pays en voie de développement. A sa quatrième session, le Conseil d'administration avait également approuvé un programme d'assistance technique pour l'Indonésie d'une valeur totale de 2 264 100 dollars et avait autorisé le Directeur à approuver de nouvelles demandes d'assistance de l'Indonésie jusqu'à concurrence de 235 900 dollars. A cet égard, il a été rappelé que le Secrétaire général avait demandé au Directeur du PNUD d'assumer l'entière responsabilité des activités du Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental (FUNDWI), qui était dirigé à peu près de la même manière que les autres activités du PNUD.

568. A mesure que le Programme de développement prenait de l'ampleur, de nouveaux problèmes se posaient exigeant une coopération plus étroite entre le Directeur du PNUD, ses collaborateurs au siège et sur place et les dirigeants des institutions spécialisées et leurs collègues dans le monde entier. Cette coopé-

\* Point de l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>1/</sup> E/SR.1496 et 1497.

<sup>2/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Suppléments Nos 6 et 6A.

<sup>3/</sup> Ibid., quarante-troisième session, Annexes, point 11 de l'ordre du jour.

<sup>4/</sup> E/SR.1496.



ration avait été grandement renforcée par la création du Comité consultatif interorganisations et par le fait que tous les intéressés reconnaissent de plus en plus que les représentants résidents occupaient une position clef en tant qu'agents de coordination sur le terrain. Il y avait lieu de se réjouir des perspectives d'expansion des activités dans le domaine du développement industriel, en étroite coopération avec l'ONUDI, ainsi que des arrangements constructifs pour la promotion des exportations, actuellement étudiés par les directeurs exécutifs de l'UNCTAD, du GATT, de l'ONUDI et de la FAO en association avec les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales.

569. En ce qui concerne les investissements, au 30 avril 1967, 35 projets de préinvestissement d'un coût de 22,3 millions de dollars, entrepris par l'élément Fonds spécial, avaient été suivis d'investissements d'un montant de 1 802 millions de dollars, dont 1 064 millions provenaient de l'étranger et 738 millions de sources nationales. Ces investissements intéressaient le développement de l'énergie, les transports, les activités extractives, les communications, l'agriculture et l'industrie. Les procédures de consultation s'amélioreraient sensiblement, de même que les relations avec les institutions de financement, y compris le groupe de la Banque mondiale, les banques régionales, certaines organisations régionales telles que le Fonds européen de développement et, dans certains cas, des organisations financières privées, et des liens plus étroits se forgeaient avec les banques africaine, asiatique et latino-américaine de développement.

570. Attirant l'attention sur la nécessité de disposer de ressources supplémentaires, vu que les contributions annoncées pour 1967 étaient loin d'atteindre l'objectif de 200 millions de dollars fixé en 1965 par l'Assemblée générale dans sa résolution 2093 (XX), le Codirecteur a déclaré que la somme de 350 millions de dollars, jugée nécessaire par le Secrétaire général pour faire face en 1970 à l'assistance que les organismes des Nations Unies seraient appelés à fournir aux pays en voie de développement par l'intermédiaire du PNUD, n'avait rien d'excessif.

571. Au cours de la discussion, des représentants ont exprimé leur appréciation au sujet de la déclaration du Codirecteur. Ils ont parlé des résultats obtenus par le PNUD et rendu hommage au Directeur pour son sens des réalités, son dynamisme et la direction souple du Programme, qui ont permis de faire face aux besoins fluctuants des pays en voie de développement. Certains membres ont exprimé leur foi dans le PNUD, qu'ils considéraient comme l'entreprise internationale la plus importante pour assurer le progrès des pays en voie de développement et ils ont félicité le Directeur et ses collaborateurs du succès du Programme et d'avoir su en faire, sur le plan de l'action et de l'expérience pratiques, le reflet fidèle des concepts de développement préconisés par le Conseil économique et social. Certains membres ont également fait observer que le PNUD contribuait par son rôle central à coordonner les activités des organisations fournissant une assistance pour le développement.

572. Des membres se sont déclarés préoccupés par le fait que l'assistance du PNUD était encore

fournie trop lentement, ce qui, d'après eux, exigeait un réexamen des méthodes de travail du Programme. Certains ont suggéré une intensification de l'assistance du PNUD dans le domaine social. Plusieurs membres ont recommandé que le PNUD joue un rôle plus important dans le domaine de l'industrialisation et notamment en matière d'usines pilotes et d'usines modèles, de promotion des échanges, de développement de l'agriculture, d'amélioration de la santé publique et de formation des cadres nationaux. Le PNUD a été encouragé, lorsqu'il fournit aux pays qui en ont besoin une assistance pour des programmes de planification de la famille, à veiller à ce qu'on y utilise les ressources humaines de façon plus rationnelle. Certains membres ont préconisé une coordination plus grande entre le PNUD et les institutions financières afin de faciliter le financement consécutif aux projets du Fonds spécial.

573. Un membre a noté que certaines institutions avaient éprouvé quelque difficulté à s'acquitter de l'exécution de projets dont le PNUD les avait chargées et il a été d'avis que ces institutions devraient peut-être passer par une période d'adaptation qui comporterait non seulement un réexamen des méthodes de travail actuelles, mais également une réorganisation interne en vue de rendre plus efficace le concours qu'elles apportent aux pays en voie de développement. Se référant à la position clef des représentants résidents en tant que coordonnateurs à l'échelon local, certains orateurs ont recommandé de renforcer leur rôle. Certains membres ont approuvé les arrangements conclus entre la FAO et le PNUD au sujet du placement de conseillers dans les bureaux des représentants résidents et ils ont exprimé l'espoir que des arrangements semblables pourraient être mis au point avec d'autres organismes, en particulier l'ONUDI. Un membre, qui avait préconisé une collaboration étroite du PNUD avec l'ONUDI et la CNUCED, a également réclamé une souplesse plus grande dans les conditions financières régissant l'octroi d'une assistance du PNUD au titre du système des fonds d'affectation spéciale.

574. Plusieurs orateurs ont exprimé leur préoccupation devant la lenteur avec laquelle s'accroissaient les ressources du PNUD et ils ont approuvé l'appel lancé par le Directeur et le Codirecteur pour que des contributions plus importantes soient promises lors de la prochaine conférence d'annonce de contributions. Un membre a exprimé l'espoir qu'un accord puisse être conclu en vue de favoriser une expansion beaucoup plus rapide des ressources du PNUD. Il a préconisé une méthode d'annonce anticipée des contributions en vue de faciliter la planification des activités du PNUD.

575. A la fin de la discussion, le Conseil a adopté une résolution [1252 (XLI)] dans laquelle il a pris note des rapports du Conseil d'administration du PNUD sur ses troisième et quatrième sessions.

576. Sur la recommandation du Conseil d'administration du PNUD, le Conseil a également adopté une résolution [1250 (XLI)] contenant les modifications à apporter aux procédures de programmation de l'élément Assistance technique (E/4398, annexe IV). Dans la même résolution, il a recommandé que l'Assemblée générale approuve une résolution aux termes

de laquelle l'Assemblée à sa prochaine session ordinaire permettrait que l'on continue à autoriser d'utiliser des fonds de l'élément Assistance technique du PNUD pendant la durée de la période du Programme commençant le 1er janvier 1969, pour que toutes les organisations participantes et chargées de l'exécution puissent fournir du personnel d'exécution aux gouvernements qui en font la demande.

## Section II. — Activités entreprises par le Secrétaire général au titre du Programme de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies

577. Au cours de l'examen des rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, le Conseil économique et social a étudié le chapitre VI des rapports sur les troisième et quatrième sessions (E/4297 et E/4398<sup>5</sup>); dans les deux cas, ce chapitre traitait des activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général.

578. A la troisième session, le Secrétaire général avait soumis un rapport (DP/RP/2) dans lequel il signalait les mesures qu'avaient prises l'Assemblée générale et le Conseil économique et social et qui ont une influence sur le développement futur et l'orientation des activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies; il mentionnait également les relations établies avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'institution du programme d'assistance des Nations Unies en vue de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international. Il décrivait en outre certaines procédures et pratiques suivies par l'ONU pour s'acquitter de ses fonctions d'agent chargé de l'exécution dans le cadre de l'élément Fonds spécial et de l'élément Assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement.

579. A la quatrième session du Conseil d'administration, le Secrétaire général avait soumis son rapport annuel (DP/RP/3 et Add.1) qui comprenait un bref exposé des principales activités ainsi que des tableaux de données statistiques ayant un lien avec le programme de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies pour 1966. Ce rapport comptait en outre un exposé détaillé des propositions relatives au programme pour 1968 (DP/RP/3/Add.2) qui serait financé par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, les estimations pour le titre V (programmes techniques) du budget ordinaire de 1968 (DP/RP/3/Add.3), ainsi que les recommandations relatives aux programmes émanant des comités et commissions du Conseil économique et social qui pourraient avoir des incidences sur les ressources d'assistance technique des Nations Unies (DP/RP/3/Add.4 et 5).

580. En présentant au Conseil économique et social la question des programmes opérationnels de l'ONU, le Commissaire à la coopération technique a indiqué<sup>6</sup> que les activités de l'Organisation des Nations Unies comportaient la participation aux Programmes des éléments Assistance technique et Fonds spécial du

Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme ordinaire d'assistance technique financé par les crédits ouverts au titre V du budget de l'ONU, et les opérations financées par les fonds d'affectation spéciale. Le Commissaire a noté qu'en 1966 le montant total des engagements financés par toutes les sources de fonds avait atteint le chiffre sans précédent de 40,5 millions de dollars contre 34 millions en 1965 et 32,9 millions en 1964. Le Commissaire a souligné que cette expansion était due à l'accroissement du nombre de projets de l'élément Fonds spécial dont l'exécution avait été confiée à l'Organisation des Nations Unies. Au total, les sommes engagées et dépensées en 1966 avaient permis de payer les services d'experts venant de 93 pays et qui avaient été chargés de 2 577 missions dans 113 pays ou territoires en voie de développement. En outre, des bourses d'études avaient été octroyées à 2 548 ressortissants de 117 pays ou territoires pour leur permettre de faire des études dans 70 pays. En ce qui concerne les opérations du Fonds spécial, le Commissaire a indiqué qu'à la date du 30 avril 1967, l'Organisation des Nations Unies avait été chargée de l'exécution de 153 projets approuvés; pour 123 de ces projets, le plan d'opérations avait déjà été signé et pour 114 d'entre eux l'autorisation avait été donnée d'en entreprendre l'exécution. Les affectations de crédits relatives aux projets de l'élément Fonds spécial s'élevaient actuellement à plus de 153 millions de dollars, chiffre qui n'était dépassé que pour une seule des organisations participantes. En outre, à sa quatrième session, le Conseil d'administration avait chargé l'Organisation des Nations Unies de l'exécution de sept nouveaux projets du Fonds spécial dont le coût total avait été estimé à 17,6 millions de dollars.

581. Le Commissaire a également attiré l'attention du Conseil sur la décision récente du Secrétaire général de fusionner les deux services du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies qui étaient chargés l'un de l'assistance technique, l'autre des opérations du Fonds spécial, et de nommer un commissaire adjoint à la coopération technique au poste de Directeur du Service de la coopération technique ainsi créé. On espère que cette fusion aura pour effet de renforcer encore les rapports entre les divers programmes de coopération technique et qu'il sera ainsi possible de répondre avec plus de rapidité et d'efficacité aux besoins des pays en voie de développement.

582. Pour le prochain exercice budgétaire, c'est-à-dire pour 1968, le Conseil d'administration avait recommandé à l'Assemblée générale, par l'entremise du Conseil économique et social, de fixer à 6,4 millions de dollars le montant des crédits à affecter au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies, communément appelé "programme ordinaire". Il avait également approuvé en principe les propositions détaillées relatives au programme ordinaire pour 1968 (DP/RP/3/Add.2) qui se fondaient sur les demandes reçues de divers gouvernements et sur l'ordre de priorité qu'ils avaient eux-mêmes fixé, ainsi que sur les propositions émanant de comités et de commissions du Conseil économique et social. Le programme pour 1968 se répartissait initialement de la manière suivante entre les principaux domaines d'activité: développement économique, 3 560 900 dollars (dont 991 400 dollars pour le développement industriel);

<sup>5</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Suppléments Nos 6 et 6A.

développement social, 1 669 800 dollars; administration publique, 874 300 dollars; services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, 220 000 dollars; contrôle des stupéfiants, 75 000 dollars.

583. En examinant les activités de coopération technique des Nations Unies et les propositions relatives au programme de 1968, le Conseil d'administration avait souligné le caractère complémentaire et la souplesse du programme ordinaire par comparaison avec les éléments Assistance technique et Fonds spécial du Programme des Nations Unies pour le développement. Certains représentants avaient estimé que les programmes relatifs au développement social et à l'administration publique étaient trop limités et qu'il convenait d'accorder une importance plus grande aux aspects sociaux des projets de développement économique. Le Conseil d'administration avait également examiné la question des attributions des conseillers régionaux et interrégionaux et de leur contribution à l'exécution du programme de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies et était arrivé à la conclusion que ces conseillers jouaient un rôle actif et utile dans les activités d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies.

584. Le Conseil d'administration avait discuté le montant de la part du budget ordinaire de l'ONU consacrée à la coopération technique, et avait noté que le coût des services d'experts, des bourses et du matériel avait augmenté depuis 1962, date à laquelle le montant de cette part avait été stabilisé à 6,4 millions de dollars, et qu'un grand nombre de demandes de gouvernements ne pouvaient être satisfaites dans la limite des ressources fixées. Un accord n'avait pu se faire en ce qui concerne le montant à prévoir pour les années suivantes. Plusieurs délégations avaient été d'avis que le Conseil aurait besoin de renseignements supplémentaires pour faire une recommandation à l'Assemblée générale quant au montant à fixer pour l'avenir. Il avait donc été décidé que le Conseil poursuivrait, à sa cinquième session, l'examen de la question de la base à prendre pour l'élaboration du programme ordinaire pour 1969 et les années suivantes en disposant d'un rapport spécial du Secrétaire général sur le montant qu'il est approprié de prévoir pour ce programme et les liens de ce programme avec les autres éléments du Programme des Nations Unies pour le développement.

585. Le Conseil d'administration avait examiné une recommandation du Conseil du développement industriel à l'Assemblée générale visant à instituer au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies un chapitre distinct pour le programme d'assistance technique au développement industriel et à modifier la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale afin de permettre au Conseil du développement industriel d'examiner et d'approuver les projets et programmes intéressant le développement industriel entrepris grâce au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies (E/4398, par. 184). Plusieurs délégations avaient estimé qu'il n'était souhaitable ni de fragmenter les crédits ouverts au titre du programme ordinaire, ainsi qu'il était proposé, ni de soustraire à la compétence du Conseil d'administration une partie du programme ordinaire de l'ONU.

586. Dans une résolution relative au programme ordinaire de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies [1251 (XLIII)], le Conseil économique et social a fait sienne la décision du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement d'approuver le programme ordinaire pour 1968 contenu dans le rapport du Secrétaire général (JP/RP/3/Add.2) et a recommandé qu'un montant de crédits de 6,4 millions de dollars soit inscrit au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies pour 1968. Il a également recommandé à l'Assemblée générale de prendre les décisions budgétaires nécessaires pour 1968.

587. Au cours de l'examen de la question par le Conseil économique et social, plusieurs délégations ont souligné la souplesse du programme ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et son utilité pour la planification de projets destinés à faire ultérieurement l'objet d'un financement dans le cadre de l'élément Assistance technique ou de l'élément Fonds spécial du Programme des Nations Unies pour le développement. Plusieurs représentants ont fait observer que leurs gouvernements restaient d'avis que toutes les activités d'assistance technique devraient être financées par des contributions volontaires. Si plusieurs représentants ont appuyé la proposition tendant à recommander l'affectation d'un montant de 6,4 millions de dollars au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies pour 1968, par contre plusieurs autres ont attiré l'attention sur l'importance du programme ordinaire, soulignant le fait, d'une part, que l'augmentation des coûts depuis la stabilisation du montant du programme au chiffre de 6,4 millions de dollars en 1962 avait eu pour effet de réduire considérablement les services fournis et, d'autre part, que les demandes d'assistance soumises par les divers gouvernements dépassaient de plusieurs millions de dollars les ressources disponibles. Ils ont exprimé l'espoir qu'à sa vingt-deuxième session, l'Assemblée générale réexaminerait la question et déciderait d'augmenter en conséquence le montant affecté au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies pour 1968. Certains représentants ont estimé que les propositions du Conseil du développement industriel à l'Assemblée générale visant à instituer dans la partie du budget réservée au programme ordinaire un chapitre distinct pour le programme d'assistance technique au développement industriel auraient pour effet de fragmenter le programme; ils ont exprimé l'espoir que les représentants qui avaient appuyé cette proposition réexamineraient la question avant qu'elle ne soit abordée à l'Assemblée générale.

### Section III. — Evaluation des programmes de coopération technique

588. Pour examiner l'évaluation des programmes de coopération technique, le Conseil était saisi<sup>6/</sup>, à sa quarante-troisième session, de la partie pertinente du rapport du CAC (E/4337<sup>7/</sup>, par. 105-114), d'un rapport du Secrétaire général (E/4312<sup>8/</sup>) sur les résultats des travaux du Groupe d'étude interorganisa-

<sup>6/</sup> E/AC.24/SR.313; E/SR.1505.

<sup>7/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour.

<sup>8/</sup> Ibid., point 12 de l'ordre du jour.

tions chargé d'examiner les rapports des équipes d'évaluation, les dispositions prises pour exécuter de nouveaux projets d'évaluation et les mesures prises en vue de favoriser la mise au point de méthodes et de critères pour l'évaluation de l'incidence globale des programmes de coopération technique. Le Conseil a également examiné un rapport du CAC (E/43382/) sur les pratiques suivies actuellement par les organismes des Nations Unies pour évaluer leurs nouveaux programmes.

589. Dans son rapport au Conseil sur les conclusions de son Groupe d'étude dans le domaine de l'évaluation, le CAC se déclarait d'une manière générale d'accord avec les deux études des missions d'évaluation sur les bourses, les voyages et cycles d'études. Il estimait que l'une des tâches prioritaires devrait être de donner une définition uniforme des termes employés dans les évaluations. Pour l'avenir immédiat, on accordait une importance particulière à l'étude des méthodes et des techniques.

590. Dans son rapport, le Secrétaire général faisait observer qu'il était clair que l'existence du Groupe d'étude interorganisations favorisait une coopération étroite entre les divers organismes des Nations Unies dans le domaine de l'évaluation. Il estimait qu'un Groupe d'étude composé de fonctionnaires expérimentés des organisations des Nations Unies doterait le CAC d'un précieux instrument pour l'examen et le renforcement continu des opérations combinées des organismes des Nations Unies. En regroupant au sein du Service de la coopération technique la Direction des opérations d'assistance technique et la Direction des opérations du Fonds spécial, l'ONU recherchait les moyens d'améliorer l'efficacité de son programme par une refonte de ses services administratifs et l'élaboration de méthodes plus précises pour la programmation et l'exécution des projets concernant les futures missions d'évaluation. Le Gouvernement équatorien avait déjà accepté de recevoir une mission de ce genre et une deuxième mission serait probablement envoyée en Iran. Les équipes d'évaluation auraient comme directives le mandat mis au point l'année précédente. Pendant la même période, la question des techniques et des méthodes d'évaluation avait fait l'objet de longs débats au cours des réunions du Groupe d'étude interorganisations. Le Directeur général de l'UNITAR avait l'intention de réunir un groupe d'experts qui pourrait contribuer de façon importante à des améliorations en ce domaine.

591. Le rapport du CAC sur les pratiques suivies actuellement par les organismes des Nations Unies pour évaluer leurs programmes et projets de coopération technique indiquait que toutes les institutions étaient pleinement conscientes de la nécessité d'évaluations aux divers stades de la planification, de l'exécution et de la poursuite des activités dans le domaine de la coopération technique. Les exposés descriptifs contenus dans le rapport mettaient en lumière les différents modes d'évaluation pour améliorer la qualité des activités de coopération technique. Outre l'évaluation des projets et des programmes spécifiques, les institutions des Nations Unies s'étaient employées à déterminer de temps à autre, en vue d'une exécution plus efficace, la valeur de leur organisation et de leurs méthodes administratives. Si chaque

organisation devait tenir compte, dans ses méthodes d'évaluation, des techniques particulières qu'elle mettait en œuvre, les exposés descriptifs faisaient néanmoins apparaître bon nombre de points communs dans la manière dont elle envisageait cette tâche.

592. Au cours de la discussion au Conseil, l'envoi de quatre missions d'évaluation et la réunion d'un groupe d'experts par l'UNITAR ont été bien accueillis. Un certain nombre de délégations ont parlé des problèmes de terminologie liés à l'évaluation; on a suggéré que le Groupe d'étude interorganisations examine cette question. On a suggéré aussi que le Conseil étudie plus en détail à l'avenir le mandat des futures missions. On a exprimé l'espoir qu'il serait possible d'effectuer une ou deux missions d'évaluation dans des pays se trouvant à un stade de développement peu avancé. Certaines délégations ont suggéré la création d'une petite unité d'évaluation au bureau du Sous-Secrétaire aux affaires interorganisations.

593. Plusieurs délégations ont commenté l'étude des méthodes actuelles d'évaluation. On a fait observer que le rapport du CAC (E/4338) révélait des pratiques divergentes selon les différentes institutions et la nécessité de veiller à ce que les méthodes d'évaluation fournissent des renseignements utilisables pour la préparation des futurs programmes.

594. Dans sa résolution 1263 (XLIII), le Conseil a exprimé son appréciation aux gouvernements qui ont accepté de recevoir des missions d'évaluation. Il exprimait l'espoir que le Groupe d'étude interorganisations de l'évaluation poursuivrait ses travaux conformément aux indications données dans le rapport du Secrétaire général, et il invitait le CAC à demander au Groupe de procéder à un examen approfondi des mesures prises ou envisagées par les organismes des Nations Unies pour perfectionner et rationaliser les méthodes suivies pour l'établissement et l'exploitation des rapports qu'ils reçoivent des experts. Il priait le CAC de présenter au Conseil, à sa quarante-cinquième session, un rapport sur les travaux du Groupe d'étude interorganisations de l'évaluation, y compris son examen des conclusions et recommandations formulées par les missions d'évaluation passées et futures, et sur ses propositions visant à rendre plus efficace le fonctionnement des programmes de coopération technique. Il priait le Secrétaire général de rendre compte au Conseil, à sa quarante-cinquième session, des dispositions détaillées qui auront été prises au sujet du Service de la coopération technique et de soumettre au Conseil, à sa quarante-septième session, les rapports des missions pilotes d'évaluation entreprises en 1967 et au début de 1968, ainsi que toutes les observations et recommandations qu'il sera en mesure de présenter. Il le priait en outre d'accorder le soutien nécessaire aux efforts d'évaluation et de faire en sorte qu'ils soient dûment coordonnés. Enfin, le Conseil se félicitait du lancement par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche d'un projet de recherche visant à mettre au point des méthodes et techniques perfectionnées pour l'évaluation des projets, l'évaluation par secteur et l'évaluation de l'incidence globale de l'ensemble des programmes de coopération technique, ainsi que de la réunion d'un petit groupe d'experts chargés de le seconder dans cette tâche; le Conseil priait le Secr-



taire général de l'informer, à sa quarante-cinquième session, de l'état d'avancement de ces travaux.

#### Section IV. — Programme des Nations Unies en matière d'administration publique

595. Une fois de plus, les débats que le Conseil a tenus lors de sa quarante-deuxième session ont mis l'accent sur l'importance que revêtait l'administration publique pour le développement national et sur la nécessité croissante pour les Nations Unies de prêter leur assistance aux pays en voie de développement dans ce domaine. Le Conseil était saisi du rapport de la Réunion d'experts (E/42962/), qui avait été convoquée par le Secrétaire général pour examiner les activités passées et actuelles des Nations Unies en matière d'administration publique et pour formuler des recommandations concernant leur orientation future. La réunion avait examiné le programme essentiellement sous l'angle de la coopération technique nécessaire aux pays en voie de développement en matière d'administration publique. Elle avait fait l'éloge du programme actuel et formulé des recommandations précises en vue de son renforcement. Les experts avaient jugé qu'une administration efficace était un élément indispensable à la formulation et à l'exécution des plans, des programmes et des autres efforts visant à améliorer les conditions économiques et sociales. C'était à tort que l'on considérait l'administration publique comme n'ayant qu'une importance secondaire par rapport aux autres activités organiques. Les experts avaient recommandé que l'on accorde à l'administration publique la même importance et le même ordre de priorité qu'à d'autres programmes des Nations Unies intéressant le développement économique et social.

596. Au cours du débat qui s'est engagé au Conseil<sup>10/</sup>, tous les membres ont estimé, comme la Réunion d'experts, qu'une bonne administration publique était indispensable au développement national. On a souligné qu'une administration publique efficace était nécessaire pour assurer une utilisation adéquate des ressources intérieures ou extérieures et pour favoriser le développement national. Pour la majorité des représentants, l'administration publique constituait le facteur clef du succès des efforts nationaux visant au développement économique et social. Tout en reconnaissant qu'il s'agissait là d'un secteur important, certains membres ont dit toutefois qu'ils estimaient que le Conseil devait éviter de donner l'impression, dans ses débats, que l'administration publique avait priorité sur tous les autres facteurs du développement, vu la grande importance que revêtent l'industrialisation et certains aspects du développement national. Ils ont recommandé de donner à cette question la place qui lui revenait dans le cadre des activités de développement économique et social des Nations Unies en tant qu'un des éléments organiques importants.

597. Le rapport de la Réunion d'experts a été considéré comme une contribution utile à l'élaboration plus détaillée d'un programme en matière d'administration publique. Presque tous les orateurs se sont ralliés aux vues générales formulées à la Réunion

d'experts au sujet de la nature et de l'ampleur du programme des Nations Unies. A leur avis, le rapport contenait une évaluation concise mais complète du programme existant et une série de recommandations excellentes quant aux priorités à établir et à l'orientation future à donner au programme.

598. Au cours de la discussion, le Conseil s'est penché tout spécialement sur plusieurs des recommandations les plus importantes formulées par la Réunion d'experts. On est convenu à l'unanimité que, comme par le passé, le programme devait être essentiellement destiné à aider les pays en voie de développement à se créer des institutions propres pour assurer l'amélioration de leur appareil administratif. On a pris acte avec satisfaction de l'assistance qu'accordent les Nations Unies aux pays en voie de développement pour les aider à créer leurs propres instituts et écoles d'administration publique. On a exprimé l'espoir que cette politique se poursuivrait à l'avenir et que le programme des Nations Unies en matière d'administration publique aiderait les pays qui en font la demande à développer leurs institutions de formation et de réforme administrative.

599. Tous les orateurs ont noté l'importance croissante qui s'attache à la planification du développement, instrument d'une croissance économique accélérée, et le rapport étroit qui existe entre la planification et l'administration publique. Pour que la planification soit couronnée de succès, il fallait disposer d'un appareil administratif perfectionné et plus efficace en vue de formuler et d'exécuter les plans et les projets. On a souligné que dans le cadre du programme on devrait s'attacher spécialement aux aspects administratifs de la planification du développement aussi bien qu'à la planification de l'administration publique.

600. L'efficacité du rôle de l'administration publique dans la réalisation des objectifs nationaux dépendait de la conclusion d'arrangements administratifs bien conçus et de l'existence à tous les échelons d'un personnel qualifié. De nombreux membres du Conseil ont insisté sur l'importance de la formation en matière d'administration publique, sur les mesures à prendre pour assurer une réforme administrative profonde et sur les aspects administratifs du développement local et régional. Ils ont jugé que ces éléments devraient recevoir une place de premier plan dans le programme des Nations Unies en matière d'administration publique.

601. Plusieurs orateurs ont souligné que les activités de recherche entreprises au titre du programme devaient continuer d'avoir une valeur opérationnelle et devaient être axées essentiellement sur les besoins et les problèmes des pays en voie de développement. Outre qu'elle pourrait entreprendre elle-même des études comparatives, auxquelles le programme se prête très bien, l'ONU pourrait également jouer un rôle important en mettant à la disposition des pays en voie de développement, sous une forme facilement exploitable, les résultats des recherches entreprises par des universités et des sociétés savantes. Certains pays en voie de développement ayant créé leurs propres institutions de formation et de recherche en matière d'administration publique, il serait souhaitable, dans la mesure du possible, de faire appel à elles pour l'exécution de projets de recherche.

<sup>2/</sup> Publié sous forme lithographiée sous la double cote E/4296-ST/TAO/M/38.

<sup>10/</sup> E/SR.1466, 1467.



602. On a déclaré que beaucoup de pays en voie de développement avaient accumulé une expérience considérable en matière de réforme administrative et d'administration de la planification du développement et que, d'une manière générale, cette expérience répondait plus directement aux besoins des pays en voie de développement que celle de pays à un niveau économique et technique extrêmement différent. La résolution 723 (VIII) de l'Assemblée générale prévoyait la réunion, l'étude et l'échange d'une documentation technique en matière d'administration publique. Plusieurs membres ont insisté pour que l'on renforce immédiatement cette fonction du programme et qu'on la traduise dans les faits de manière à faciliter l'échange de documentation en matière d'administration publique. Les ressources des Nations Unies étant extrêmement limitées, l'idée de recourir éventuellement dans ce domaine à des organisations non gouvernementales a trouvé un large appui au Conseil.

603. Certains membres se sont plaints que, par le passé, le programme n'avait pas utilisé pleinement l'expérience de pays dotés de régimes politiques sociaux et administratifs différents. On a déclaré que les pays à économie planifiée avaient acquis une expérience dont les pays en voie de développement pourraient utilement tirer parti. Acte a été pris de la déclaration du représentant du Secrétaire général selon laquelle on s'efforçait, dans le cadre du programme, d'utiliser l'expérience de ces pays et qu'à l'avenir on poursuivrait les efforts dans ce sens.

604. De nombreux représentants ont exprimé l'avis que les arrangements organiques pris par le Siège et les ressources en personnel dont celui-ci dispose pour la gestion du programme devraient être proportionnels à l'importance et à l'ampleur de ce dernier. Plusieurs orateurs ont noté avec satisfaction que le Secrétaire général avait l'intention de faire du Service de l'administration publique une division et de créer des services d'administration publique au sein des trois commissions économiques régionales. On a suggéré que des dispositions analogues soient prises également en ce qui concerne le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth. Plusieurs orateurs ont recommandé d'accroître l'effectif du personnel chargé d'exécuter les activités prévues dans le cadre du programme. Quelques membres ont estimé qu'il serait plus indiqué que l'Assemblée générale examine cette question en même temps que les exigences d'autres programmes. Certains membres du Conseil ont également déclaré que les crédits supplémentaires pour le programme d'administration publique devraient être imputés sur le budget du programme de coopération technique des Nations Unies plutôt que sur le budget ordinaire de l'Organisation.

605. Le Conseil est convenu, avec la Réunion d'experts, que le PNUD (élément Fonds spécial) devrait examiner avec bienveillance les demandes d'assistance dans le domaine de l'administration publique, non seulement afin d'apporter davantage de ressources aux programmes de coopération technique en matière d'administration publique, mais aussi en raison de la contribution et des avantages que le recours au Fonds spécial pourrait éventuellement apporter à la création d'institutions dans les pays en voie de développement.

606. On a mis l'accent sur l'opportunité de définir les activités que les Nations Unies devraient entre-

prendre en matière d'administration publique au cours de la période qui suivra la Décennie du développement. Le développement mettant en cause divers secteurs et programmes, on a souligné que les institutions spécialisées devraient être consultées à ce sujet.

607. Le Conseil s'est rallié à la recommandation de la Réunion d'experts tendant à réexaminer le programme périodiquement. Toutefois, certains membres du Conseil ont estimé que l'examen devrait avoir lieu de temps à autre, lorsque le Secrétaire général le jugerait utile, plutôt que tous les quatre ans, comme l'avaient recommandé les experts.

308. A la fin du débat, le Conseil a adopté une résolution [1199 (XLII)] par laquelle il s'est déclaré persuadé que les organisations reliées aux Nations Unies et les organisations non gouvernementales intéressées pouvaient apporter une contribution utile en vue de favoriser l'efficacité de l'administration publique. Il a noté avec satisfaction les progrès sensibles accomplis en matière de coordination et de coopération entre l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales intéressées dans le domaine de l'administration publique. Il a pris acte avec satisfaction du rapport de la Réunion d'experts, qui représentait une contribution utile à l'élaboration plus détaillée d'un programme d'assistance en matière d'administration publique. Il a décidé qu'il convenait d'accorder à l'administration publique la place voulue dans la planification pour la période qui suivra la Décennie du développement et, à cet effet, il a prié le Secrétaire général d'élaborer des objectifs et des programmes plus précis dans ce domaine. Il a pris acte des plans établis par le Secrétaire général en vue de faire du Service de l'administration publique une division et de donner tout l'appui nécessaire aux travaux de cette division. Il a prié le Secrétaire général de détacher le cas échéant, dans toute la mesure du possible, du personnel qualifié auprès des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth, d'étudier immédiatement les meilleurs moyens d'appliquer efficacement les dispositions de la résolution 723 (VIII) de l'Assemblée générale qui prévoient la réunion, l'étude et l'échange de documentation technique en matière d'administration publique, et de faire rapport au Conseil économique et social à ce sujet lors d'une session prochaine. Il a prié le Secrétaire général, lorsqu'il formulerait ses propositions annuelles touchant le programme ordinaire d'assistance technique au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies, de maintenir le niveau des programmes interrégionaux et régionaux d'administration publique au moins au niveau atteint lorsqu'il existait une section distincte relative à l'administration publique dans le budget. Il a par ailleurs invité le Conseil d'administration du PNUD à examiner avec bienveillance les demandes d'assistance des pays en voie de développement, notamment pour les aspects de l'administration publique sur lesquels la Réunion d'experts avait attiré l'attention dans son rapport. Enfin, il a décidé que le programme en matière d'administration publique devrait de temps à autre être réexaminé par une réunion d'experts, le rapport relatif à ces examens devant être examiné par le Conseil économique et social.

## QUESTIONS SPECIALES

## Section 1. — Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés\*

609. Un compte rendu détaillé de la coopération internationale en faveur des réfugiés figurait dans le rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/6711/1) dont le Conseil était saisi à sa quarante-troisième session<sup>2/</sup>. Ce rapport, qui portait essentiellement sur les activités du Haut Commissariat entre avril 1966 et mars 1967, mettait en évidence les principaux résultats obtenus dans le domaine de la protection internationale et de l'assistance matérielle et soulignait les difficultés rencontrées par le Haut Commissariat du fait de l'ampleur croissante de ses tâches.

610. En présentant son rapport, le Haut Commissaire a informé le Conseil que les problèmes auxquels le HCR avait dû faire face pendant la période considérée avaient encore crû en importance et en nombre. En Afrique, et jusqu'à un certain point en Asie, l'installation des réfugiés sur des terres a été le problème qui a posé le plus de difficultés. En Afrique le nombre total des réfugiés était passé de 630 000 à environ 740 000 en 1966 à la suite de plusieurs nouveaux exodes.

611. Les rapatriements volontaires avaient quelque peu augmenté, mais l'intégration locale s'était révélée être la meilleure solution pour la plupart des réfugiés sur ce continent. On pouvait considérer que sur les 740 000 réfugiés mentionnés plus haut, 450 000 étaient installés et qu'un fort pourcentage d'entre eux, environ 100 000, l'avaient été grâce à l'aide importante reçue du Haut Commissariat et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales.

612. Le Haut Commissaire a souligné la collaboration précieuse qui s'était établie entre le Haut Commissariat et d'autres organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales comme le Conseil de l'Europe, le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes et l'Organisation de l'unité africaine, ainsi que des organisations non gouvernementales. Se référant à divers aspects de cette coopération, le Haut Commissaire a spécialement mentionné les projets entrepris en commun par le Programme alimentaire mondial et le HCR pour fournir une aide alimentaire aux réfugiés. Il a également mentionné les projets d'intégration et de développement de zones qui avaient été institués pour les réfugiés et la population locale et exécutés avec la

coopération de l'OIT, de la FAO et du PNUD. Le Haut Commissaire se proposait d'instituer des consultations plus étroites avec d'autres organismes des Nations Unies aussitôt qu'apparaîtraient de nouveaux problèmes de réfugiés pour que les solutions envisagées puissent s'intégrer dans les plans de développement des pays et des organismes intéressés.

613. Le Haut Commissaire a fait observer que tant que des solutions permanentes ne seraient pas trouvées, la protection internationale, qui était la tâche fondamentale du HCR, demeurerait essentielle pour améliorer la situation des réfugiés. Il a informé le Conseil que deux Etats avaient déjà déposé leur instrument d'adhésion au Protocole relatif au statut des réfugiés et que d'autres envisageaient activement de prendre des mesures à cette fin.

614. Se référant à la situation des réfugiés dans les pays européens, le Haut Commissaire a rappelé qu'il avait été possible de réduire graduellement l'assistance matérielle internationale. Il a souligné l'importance de la réinstallation par voie de migration et rendu hommage aux pays d'immigration traditionnels qui accordent des facilités à cet effet.

615. En Amérique latine, un certain nombre de réfugiés handicapés continuaient à poser des problèmes au Haut Commissariat. Dans cette région, l'Organisation des Etats américains avait considérablement aidé le HCR à résoudre les graves problèmes de protection posés par le rapatriement forcé des réfugiés de Haïti.

616. En Asie, les programmes d'assistance aux réfugiés tibétains au Népal progressaient de façon satisfaisante. A Macao, le Haut Commissariat s'efforçait de poursuivre l'exécution du programme d'assistance en faveur des réfugiés chinois. Cependant le refoulement vers la Chine continentale de nouvelles personnes entrées illégalement dans le pays préoccupait vivement le HCR qui a souligné la nécessité de maintenir le principe du non-refoulement.

617. Le Haut Commissaire s'est félicité que l'Année internationale des droits de l'homme offre au HCR l'occasion de souligner l'intérêt qu'il portait à la défense des droits de l'homme dans le cas des réfugiés.

618. Le Haut Commissaire a rappelé au Conseil que les contributions gouvernementales demeuraient insuffisantes par rapport à l'objectif financier fixé pour les programmes d'assistance matérielle et que c'était uniquement grâce au produit de la Campagne européenne de 1966 en faveur des réfugiés qu'il avait été possible d'exécuter le programme de l'année. En 1966, toutefois, il faudrait que les contributions gouvernementales augmentent au total d'au moins 25 p. 100.

\* Sur décision d'un point de l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>1/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Supplément No 11, communiqués au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4390 et Add.1 et 2).

<sup>2/</sup> E/SR.1501.

619. En conclusion, le Haut Commissaire a souligné que le HCR, en raison de son caractère humanitaire et social, pouvait apporter une contribution positive à l'œuvre de l'ONU en faveur de la paix et de la stabilité.

620. Les membres du Conseil ont félicité le Haut Commissaire de son rapport et de son exposé et ont fait l'éloge des résultats obtenus par le HCR en dépit des moyens financiers limités mis à sa disposition.

621. Un certain nombre d'orateurs se sont déclarés satisfaits des progrès réalisés vers la solution des problèmes des réfugiés européens et ont constaté qu'en Asie également le programme d'assistance était bien en main. Plusieurs orateurs ont souligné que c'était en Afrique que le problème des réfugiés était le plus difficile à résoudre pour le Haut Commissariat, d'autant que certains pays d'asile se trouvaient eux-mêmes aux prises avec des difficultés considérables. Ils ont également reconnu que l'intégration locale par l'installation sur des terres représentait la meilleure solution sur ce continent. Ils ont constaté que celle-ci servait deux fins: elle permettait d'apporter une solution permanente aux problèmes des réfugiés et contribuait au développement économique et social des pays intéressés.

622. Quelques représentants ont noté avec satisfaction que l'assistance fournie par le Haut Commissariat ne visait pas seulement à apporter un secours immédiat mais tendait à parvenir à des solutions permanentes dans le cadre des projets de développement à long terme des gouvernements et d'autres organismes des Nations Unies. La plupart des orateurs ont souligné les bienfaits de la coopération accrue qui s'était établie entre le Haut Commissariat et d'autres organismes des Nations Unies, comme l'avaient déjà prouvé les résultats obtenus dans le cadre de projets exécutés en commun par le HCR et certaines institutions spécialisées, le PNUD et le Programme alimentaire mondial. Ils se sont prononcés en faveur de toutes les mesures propres à faciliter cette coopération, mesures qui étaient esquissées dans le rapport du Comité exécutif sur sa seizième session (en annexe au rapport du Haut Commissaire), et ont donné leur appui à une proposition tendant à ce que le Conseil invite le Haut Commissaire à assister aux réunions du Bureau consultatif interorganisations du PNUD.

623. Un représentant a souligné l'importance spéciale que son gouvernement attachait à l'éducation des réfugiés. Il a donné un compte rendu de l'appui déjà fourni à cet égard et assuré le Haut Commissaire de sa coopération. Le représentant de l'UNESCO a annoncé que le Haut Commissariat et son organisation venaient de signer un mémorandum d'entente régissant leur coopération dans ce domaine. Ce mémorandum pouvait être considéré comme un modèle en son genre.

624. Un représentant a souligné qu'en Afrique la plupart des réfugiés venaient de pays qui n'avaient pas encore accédé à l'indépendance. Un autre représentant a fait observer que les solutions permanentes que l'on cherchait avec succès à apporter aux problèmes des réfugiés relevant du mandat du Haut Commissariat ne pouvaient être appliquées de la même façon aux réfugiés dont s'occupait l'Office de secours et de travaux des Nations Unies.

625. Plusieurs représentants ont réaffirmé le rôle essentiel de la protection internationale qui constituait la tâche fondamentale du Haut Commissariat. Certains d'entre eux ont particulièrement mis l'accent sur la nécessité qu'il y avait à ce que les gouvernements observent les principes fondamentaux d'asile et de "non-refoulement". De nombreux orateurs se sont également félicités de ce que le Protocole relatif au statut des réfugiés soit soumis à la signature et ont informé le Conseil des mesures que leurs gouvernements envisageaient de prendre en vue d'adhérer à cet instrument.

626. De nombreux représentants se sont montrés préoccupés, comme le Haut Commissaire, par l'écart considérable qui existait entre le montant des contributions gouvernementales aux programmes d'assistance matérielle et l'objectif financier fixé pour ces programmes qui était déterminé en fonction des besoins croissants des réfugiés. Quelques représentants se sont félicités des magnifiques résultats de la campagne européenne de 1966 en faveur des réfugiés et ont exprimé l'espoir que les gouvernements intensifieraient leurs efforts en conséquence. Un certain nombre d'orateurs ont exposé la position de leurs gouvernements au sujet des sommes qu'ils avaient versées pour contribuer à l'œuvre du Haut Commissaire.

627. Certains représentants ont appelé l'attention du Conseil sur la contribution positive que le Haut Commissariat avait apportée aux activités politiques, économiques et sociales de l'ONU en raison du caractère purement humanitaire de sa tâche.

628. A la clôture des débats, le Conseil a, à l'unanimité, adopté une résolution [1253 (XLIII)] par laquelle il prenait note avec satisfaction du rapport établi par le Haut Commissaire pour transmission à l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session et faisait sienne une recommandation adoptée par le Comité exécutif du programme du Haut Commissaire tendant à ce que le Haut Commissaire soit invité à assister aux réunions du Bureau consultatif interorganisations du Programme des Nations Unies pour le développement.

## Section II. — Institut de formation et de recherche des Nations Unies\*

629. A sa quarante-troisième session, le Conseil a examiné le rapport du Directeur général de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies (UNITAR) (E/4356), qui lui était soumis conformément à la résolution 2044 (XX) de l'Assemblée générale. Y étaient joints le rapport du Président du Conseil d'administration de l'Institut sur la cinquième session du Conseil, tenue en mars 1967 (UNITAR/BT/22), ainsi que le rapport du Directeur général à la même session du Conseil (UNITAR/BT/22/Annexe II). Pour compléter les renseignements contenus dans ces rapports, le Directeur général a fait au Conseil économique et social une déclaration orale sur les activités et les tendances des opérations de l'Institut depuis le mois de novembre 1966.

\*Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

3/ E/SR.1498.

630. Dans les rapports soumis au Conseil, il était indiqué que, dans le domaine de la formation, l'Institut avait continué à exécuter les trois programmes de formation dont le Secrétariat de l'ONU lui avait transféré la responsabilité au début de l'année 1966. Toutefois, après un examen des trois programmes, il avait été décidé de décentraliser les programmes à l'intention des fonctionnaires aux affaires étrangères et des fonctionnaires à l'assistance technique et de mettre fin au programme de formation en matière de financement du développement économique. En outre, l'UNITAR avait entrepris des consultations avec divers gouvernements en vue de l'organisation, en Afrique, de programmes régionaux à l'intention des fonctionnaires aux affaires étrangères de rang subalterne. Il était en rapport avec le Programme des Nations Unies pour le développement, les commissions économiques régionales et d'autres organes des Nations Unies au sujet de l'organisation éventuelle de cycles d'études régionaux sur l'assistance technique en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les rapports dont le Conseil était saisi soulignaient que la régionalisation de ces activités de formation de base était un moyen d'augmenter le nombre des stagiaires, de réduire les dépenses de l'UNITAR et des gouvernements intéressés, et d'associer la formation théorique et l'action pratique. Elle contribuerait en outre à axer les activités centrales de formation de l'Institut, entreprises à New York, à Genève et ailleurs, sur les besoins spécifiques des fonctionnaires de rang élevé. Un manuel de l'assistance technique des Nations Unies, que l'Institut avait publié au début de l'année 1967, s'était révélé utile pour la formation de base dans ce domaine.

631. En 1966, l'UNITAR avait organisé deux nouveaux programmes de formation: un cycle d'études pour fonctionnaires de rang élevé sur les principaux problèmes relatifs à l'assistance technique des Nations Unies et un stage de formation à l'intention des représentants résidents adjoints. Le premier de ces programmes avait pour objet d'augmenter l'efficacité de l'assistance technique des Nations Unies en mettant l'ONU et les gouvernements bénéficiaires à même de mieux comprendre mutuellement leurs problèmes tandis que le deuxième de ces programmes, qui était organisé et financé en commun avec le Programme des Nations Unies pour le développement, consistait en une étude intensive des travaux du PNUD, au Siège et dans certains centres universitaires.

632. En plus de ces activités de formation, l'UNITAR organisait actuellement, en collaboration avec des institutions régionales, des cours de niveau supérieur dans des domaines spécialisés tels que le droit international, l'économie internationale et l'organisation internationale. Au début de l'année 1967, il avait organisé un programme de formation spéciale à l'usage des fonctionnaires de l'Organisation de l'unité africaine en matière de travail en commission, de coordination de conférences et de documentation. Il se proposait d'organiser prochainement un cycle d'études sur les méthodes de formation linguistique au Siège visant à permettre aux professeurs actuellement chargés de l'enseignement des langues au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies de se mettre au courant des dernières techniques mises au

point dans ce domaine. L'Institut avait pris l'initiative de se mettre en rapport avec les directeurs de toutes les institutions et organisations reliées à l'ONU en vue d'obtenir leur collaboration dans le domaine de la formation du personnel et des possibilités de carrière dans l'ensemble des organismes des Nations Unies.

633. Le programme de recherche de l'UNITAR, que le Conseil d'administration avait approuvé à sa quatrième session, en septembre 1966, et à sa cinquième session, en mars 1967, traduisait l'importance accordée aux études concernant l'efficacité des travaux, des méthodes et des mécanismes de l'ONU et la grande priorité donnée aux besoins des pays en voie de développement, notamment en ce qui concerne les problèmes qui appellent des études et des mesures pratiques de la part des Nations Unies. Les projets de recherche de l'UNITAR étaient en général orientés vers l'action pratique et cherchaient à répondre à la nécessité d'analyser, d'évaluer et de planifier les opérations. L'Institut s'efforçait en outre d'inciter d'autres institutions et des organismes universitaires à faire des recherches sur des problèmes dont se préoccupe l'ONU.

634. Dans la déclaration qu'il a faite au Conseil, le Directeur général a décrit un certain nombre des études figurant au programme de recherche qui étaient axées sur la structure, les méthodes et le fonctionnement de l'Organisation; elles portaient notamment sur les sujets suivants: rapports entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales intergouvernementales; évaluation des effets produits par les programmes d'aide technique; planification, programmation et systèmes budgétaires ayant trait aux activités économiques et sociales de l'Organisation; expérience acquise par l'Organisation des Nations Unies en matière de plébiscites et d'élections; recherche sur l'utilisation par les moyens d'information des masses des renseignements relatifs à l'Organisation et aux problèmes dont elle s'occupe; moyens d'assurer aux traités multilatéraux une acceptation et une application plus étendues; et étude de problèmes communs aux instituts de planification, de formation et de recherche des Nations Unies.

635. Plusieurs autres projets de recherche de l'UNITAR portaient sur des problèmes qui se posent aux Etats Membres, en particulier à ceux qui sont en voie de développement et de modernisation. Ces projets portaient par exemple sur les sujets suivants: a) statut et problèmes très petits des Etats ou territoires; b) étude comparative des mesures prises pour lutter contre la discrimination raciale; c) exode des élites ou migration internationale des cadres des pays en voie de développement vers les pays développés; d) transfert des connaissances techniques d'entreprise à entreprise; e) recherche de nouvelles méthodes et techniques de formation.

636. L'Institut se maintenait en relation étroite non seulement avec le Secrétariat de l'ONU mais avec les autres organismes des Nations Unies. En outre, il avait noué des relations de coopération avec des institutions internationales et nationales ne relevant pas de l'ONU, notamment avec des institutions en Afrique, en Asie, en Amérique du Nord et du Sud et en Europe de l'Est et de l'Ouest. Les arrangements



conclus comportaient, dans certains cas, le financement de monographies et de travaux sur le terrain. Des organisations internationales non gouvernementales ont également été associées à ces activités.

637. Dans le cadre du premier programme de bourses Adlai Stevenson, entrepris au mois de janvier 1967, neuf bourses avaient été accordées à des jeunes gens et des jeunes femmes originaires d'Argentine, de Bolivie, des Etats-Unis d'Amérique, d'Italie, de Koweït, du Libéria, de Tanzanie, de Thaïlande et de Yougoslavie. Les bourses se montaient chacune à près de 10 000 dollars pour une période de 10 mois. Les boursiers étaient en train d'exécuter des tâches diverses entrant dans le cadre des programmes de l'Institut et correspondant à leurs sphères respectives d'intérêt sur le plan universitaire et professionnel. Le deuxième programme de bourses Adlai Stevenson devait commencer en septembre 1967; les boursiers seraient originaires de l'Afghanistan, des Etats-Unis d'Amérique, de Gambie, du Japon, du Mexique, du Nicaragua, des Philippines, de Suisse et de Tunisie. Le Gouvernement des Etats-Unis, qui avait versé 100 000 dollars à l'UNITAR pour chacun des deux programmes, était pour le moment la seule source de financement des bourses. Le Directeur général a exprimé l'espoir que des contributions provenant de diverses sources gouvernementales et non gouvernementales ne tarderaient pas à venir renforcer l'appui financier fourni au programme.

638. Le Directeur général a également fait mention des liens que le Statut de l'UNITAR prévoit entre l'Institut et les autres organismes des Nations Unies. Conformément au Statut de l'Institut, deux institutions spécialisées ont été invitées à assister aux réunions du Conseil d'administration, en l'occurrence l'UNESCO et la BIRD. La première des réunions annuelles des directeurs d'autres instituts de planification, de formation et de recherche relevant des Nations Unies avait eu lieu à Genève sous sa présidence au mois de juillet 1966 en réponse à l'invitation que le Secrétaire général avait adressée en 1966 en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination.

639. En consultation avec les Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, les personnes dont les noms suivent ont été nommées membres du Conseil d'administration: Pr J. M. Gvishiani (URSS), Pr H. Havemann (République fédérale d'Allemagne), M. John Holmes (Canada), et M. Charles Yost (Etats-Unis d'Amérique)<sup>4/</sup>. Le Conseil a créé un Comité administratif et financier et un Comité de la recherche; ils sont l'un et l'autre présidés par le Président du Conseil et sont chacun composés de six membres.

640. En conclusion, le Directeur général a déclaré que le Conseil d'administration avait approuvé pour 1967 un budget de 1 227 000 dollars. En outre, l'Institut a bénéficié de ressources supplémentaires de l'ordre de 200 000 dollars, qui proviennent principalement de l'ONU et du PNUD. Le nombre des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs que comptait l'UNITAR, qui s'élevait alors à 22

seulement, restait limité. L'UNITAR dépendait pour son financement des contributions volontaires de sources gouvernementales et non gouvernementales. Le montant des contributions annoncées jusqu'alors par plus de 70 gouvernements et par plusieurs sources non gouvernementales s'élevait à 4 194 204 dollars. Sur cette somme, 2 524 052 dollars avaient déjà été versés. Ces montants ne comprenaient pas les contributions annoncées ou versées à des fins précises, telles que la contribution du Gouvernement des Etats-Unis au programme de bourses Adlai Stevenson et l'appui financier que la Fondation Volkswagenwerk a fourni à l'Institut pour qu'il entreprenne l'étude des mesures prises pour lutter contre la discrimination raciale. L'Institut intensifiait ses appels de fonds et il fallait espérer que les sources de financement se multiplieraient à mesure que ses activités seraient mieux connues.

641. Les membres du Conseil ont exprimé leur satisfaction des progrès réalisés par l'Institut dans l'exercice de ses principales fonctions relatives à la formation et à la recherche. De nombreux représentants ont noté qu'il était plus important d'appliquer les programmes avec souplesse que de donner la priorité à certaines activités aux dépens d'autres; toutefois, plusieurs représentants ont manifesté un intérêt marqué pour les travaux de l'UNITAR ayant trait aux besoins des pays en voie de développement. A cet égard, certains représentants ont noté la relation étroite, dont témoignait le programme de recherche, entre les études consacrées aux problèmes de la modernisation et le rôle et le fonctionnement de l'ONU. De nombreux représentants se sont félicités de ce que les activités de formation et de recherche de l'Institut soient étroitement liées et de ce que l'exécution du programme de recherche implique le recours à de nouvelles méthodes et exige une nouvelle orientation intellectuelle. Les membres du Conseil ont souligné que cette œuvre de pionnier appelait des arrangements de coopération avec les institutions nationales et internationales et qu'il importait aussi de s'assurer les talents et l'appui de spécialistes dynamiques dans le monde entier.

642. Certains représentants ont souligné que l'UNITAR devait se garder d'entreprendre des études de nature politique controversée. Toutefois, d'autres ont estimé que les recherches de l'UNITAR répondaient aux besoins du Secrétaire général et ont fait observer que le Statut de l'Institut prévoyait expressément qu'il devait chercher à renforcer l'efficacité de l'ONU en instaurant la paix et la sécurité internationales.

643. Les membres du Conseil ont souligné l'importance d'une étroite coordination des activités entre l'Institut et les autres organes de l'ONU. Certains représentants ont suggéré que l'UNITAR pourrait entreprendre des activités dans des domaines apparentés au développement industriel, commercial et agricole, mais d'autres ont fait valoir qu'il fallait éviter tout double emploi entre les activités de l'Institut et celles d'autres organisations relevant des Nations Unies, compte tenu en particulier des ressources financières limitées de l'Institut. De nombreux représentants ont souligné qu'il importait d'augmenter ces ressources en obtenant des annonces de contributions et des versements de tous les gouver-

<sup>4/</sup> On trouvera une liste des membres du Conseil d'administration dans le document UNITAR/BT/21.



nements qui avaient contribué jusqu'ici ainsi que de sources non gouvernementales.

644. A l'issue du débat, le Conseil a adopté la résolution 1249 (XLIII) dans laquelle il prenait acte du rapport du Directeur général de l'Institut et de sa déclaration au Conseil; constatait avec satisfaction les progrès réalisés par l'Institut et se félicitait particulièrement de ses activités dans le domaine de la formation et de la recherche en vue d'aider les pays en voie de développement et de renforcer les possibilités d'action et les méthodes des Nations Unies; reconnaissait l'importance d'une étroite collaboration entre l'Institut et le Secrétariat des Nations Unies, d'autres organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées, ainsi que les organisations nationales et internationales appropriées; et exprimait ses remerciements aux gouvernements, aux institutions privées et aux particuliers qui avaient déjà apporté ou annoncé des contributions financières à l'Institut.

### Section III. — Transfert à l'Organisation des Nations Unies des responsabilités et des biens de l'Union internationale de secours

645. Conformément à la résolution 1153 (XLI) du Conseil, le Secrétaire général a examiné avec l'Union internationale de secours dans quelle mesure son actif, ses activités, ses publications et ses archives pourraient constituer un apport profitable à l'action que la communauté internationale gouvernementale et non gouvernementale entreprenait dans le domaine du secours en cas de catastrophes naturelles. A sa quarante-troisième session<sup>5/</sup> le Conseil était saisi du rapport sur cette question (E/4402 et Add.16/).

646. Dans ce rapport, le Secrétaire général soulignait que les buts et principes de l'Union, tels qu'ils étaient énoncés dans la Convention de 1927 portant création de l'Union, coïncidaient avec les principes qui avaient guidé diverses résolutions que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social avaient adoptées au sujet des catastrophes naturelles.

647. Les consultations qu'avait tenues le Secrétaire général l'avaient amené à penser que les travaux et l'expérience scientifiques accumulés par l'Union internationale de secours pouvaient constituer un précieux apport à l'action des organes des Nations Unies en cas de catastrophes naturelles. Il estimait que l'UNESCO était l'organe des Nations Unies qui était le mieux à même de mettre à profit cette contribution. Le Directeur général de l'UNESCO était disposé, sous réserve de l'approbation des organes compétents de son Organisation, à se charger des activités de l'Union entreprises pour encourager les études et les mesures préventives contre les calamités. Les principaux biens matériels de l'Union se composaient d'une collection des numéros de la revue publiée par l'Union entre 1933 et 1966 et d'un fichier contenant environ 60 000 références bibliographiques se rapportant à des publications relatives à toutes sortes de catastrophes naturelles.

648. Après avoir examiné le rapport du Secrétaire général, le Conseil, par sa résolution 1268 (XLIII), a recommandé que l'UNESCO, conformément à sa Constitution, prenne la suite de l'Union pour l'étude scientifique des catastrophes naturelles dans les domaines qui sont de sa compétence, prenne des mesures pour poursuivre les activités pertinentes de l'Union et définisse en accord avec l'Union les modalités du transfert à son bénéfice des biens de l'Union. Il a également invité le Comité administratif de coordination à examiner les incidences que le transfert proposé des activités de l'Union à l'UNESCO pourrait avoir sur la coordination des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine des catastrophes naturelles et quels étaient les moyens d'assurer cette coordination; et a prié le Secrétaire général de faire à nouveau rapport au Conseil, dès qu'il serait possible, sur les mesures prises conformément à ladite résolution.

### Section IV. — Catastrophes naturelles

649. A sa quarante-deuxième session<sup>7/</sup>, le Conseil a adopté une résolution 1212 (XLII) par laquelle il exprimait sa sympathie aux peuples et aux Gouvernements de l'Irak et de la Syrie pour les pertes tragiques de vies humaines et les dommages causés par les inondations qui s'étaient produites dans la vallée de l'Euphrate. Le Conseil adressait un appel aux Etats Membres pour qu'ils prêtent toute l'assistance qu'ils seraient en mesure de fournir afin de soulager la détresse dans les régions sinistrées, et il invitait le Secrétaire général et les institutions spécialisées à accorder la plus grande attention aux besoins de la population frappée par le désastre et à fournir une assistance, dans toute la mesure de leurs moyens.

650. A sa quarante-troisième session<sup>8/</sup>, le Conseil a été informé des tremblements de terre désastreux qui ont eu lieu en Colombie, en Turquie et au Venezuela et du violent ouragan qui s'est produit au Pakistan. Dans sa résolution 1254 (XLIII) il a exprimé sa sympathie aux peuples et aux gouvernements de ces pays et a invité le Secrétaire général et les institutions spécialisées à prendre les mesures qu'ils pourront juger utiles.

651. Dans chaque cas, tous les membres du Conseil ont été coauteurs de la résolution afin de mieux exprimer toute la sympathie du Conseil pour les pays sinistrés.

### Section V. — Le jumelage des villes en tant que moyen de coopération internationale\*

652. Dans sa résolution 2058 (XX), l'Assemblée générale demandait au Conseil de prendre en collaboration avec les organisations non gouvernementales compétentes et en prenant en considération les décisions de l'UNESCO, des dispositions concrètes pour encourager encore davantage la réalisation du plus grand nombre possible de jumelages de villes et de soumettre un rapport à l'Assemblée générale,

<sup>5/</sup> E/SR.1507.

<sup>6/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour.

<sup>7/</sup> E/SR.1471

<sup>8/</sup> E/SR.1501

\*Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

lors de sa vingt-deuxième session, sur le programme des mesures qui avaient été prises pour appliquer cette résolution. Elle demandait également au Secrétaire général de prendre toutes mesures appropriées pour encourager cette forme de coopération.

653. Le Secrétaire général a soumis au Conseil, à sa quarante-deuxième session, une note sur les mesures prises par le Programme des Nations Unies pour le développement et par l'UNESCO en matière de jumelage des villes et de coopération intermunicipale (E/43092/), ainsi que des déclarations de la Fédération mondiale des villes jumelées et de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux. Un représentant de chacune de ces deux organisations non gouvernementales a, en outre, fait une déclaration devant le Conseil<sup>10/</sup>.

654. A l'ouverture des débats, le Conseil a été saisi d'une proposition aux termes de laquelle il devait intéresser le PNUD en l'invitant à mobiliser, au fur et à mesure des demandes des gouvernements, les sommes nécessaires au financement des activités qui, dans le cadre des jumelages, coïncidaient avec ses objectifs; il devait inviter à cet effet la Fédération mondiale des villes jumelées à faire soumettre par les villes qui, sous son égide, avaient établi un plan de jumelage, leurs projets à leurs gouvernements afin qu'ils les présentent au PNUD pour obtenir le financement nécessaire et à contrôler, une fois qu'ils auraient été agréés, la bonne exécution de ces projets. Aux termes de cette proposition, le Conseil devait en outre recommander au PNUD d'attribuer à ce titre à la Fédération mondiale des villes jumelées les moyens de réaliser les tâches qui lui seraient ainsi dévolues et proposer à l'Assemblée générale d'envisager la possibilité de créer un fonds international de coopération intercommunale destiné à assurer le financement d'une première tranche de 100 jumelages réalisés par la Fédération mondiale des villes jumelées en faisant appel aux contributions volontaires des Etats, des collectivités locales et des institutions philanthropiques.

655. Au cours de la discussion, les membres du Conseil ont été unanimes à approuver le jumelage des villes sous ces diverses formes, étant donné qu'il s'agissait là de relations spontanées et directes qui pouvaient apporter une assistance considérable aux villes des pays en voie de développement. Toutefois, la plupart des membres du Conseil ont insisté pour que les fonds qui viendraient à être attribués par les Nations Unies à cette fin ne soient mis à la disposition des gouvernements que conformément aux règles actuellement en vigueur. Les membres du Conseil ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de suggérer la création d'un fonds nouveau et qu'il ne convenait pas de mentionner plus particulièrement telle ou telle organisation non gouvernementale dans toute résolution que le Conseil pourrait adopter en la matière.

656. Le Conseil a conclu la discussion en adoptant une résolution [1217 (XLII)] dans laquelle il rappelait que l'Assemblée générale avait considéré le jumelage

des villes comme un moyen de coopération internationale et suggérait aux gouvernements d'inviter les organisations non gouvernementales à participer à l'élaboration et à l'exécution de projets du PNUD dans lesquels le jumelage des villes ou d'autres formes de coopération entre villes pouvaient jouer un grand rôle. Il invitait à cet effet les organisations non gouvernementales compétentes à prier les villes qui avaient établi un plan de jumelage ou préoyaient d'autres formes de coopération entre elles de soumettre leurs projets à leurs gouvernements afin que ceux-ci en tiennent compte lorsqu'ils adressaient une demande d'assistance au PNUD.

## Section VI. — Examen des programmes d'information

657. Conformément à la résolution 1176 (XLI) du Conseil, le Conseil était saisi, à sa quarante-troisième session, de deux rapports du Secrétaire général sur les activités d'information en matière économique et sociale et dans le domaine des droits de l'homme; le premier contenait des suggestions sur la façon dont l'ONU pourrait améliorer et renforcer ses activités d'information (E/43411/) et le deuxième traitait de la façon dont les programmes d'information des Etats Membres pourraient mieux seconder les efforts de l'Organisation des Nations Unies (E/43941/). Le Conseil était également saisi d'un rapport du Comité administratif de coordination sur l'examen de certains aspects des méthodes et programmes appliqués en matière d'information par les organismes des Nations Unies (E/4337, par. 116-12112/).

658. Dans son premier rapport (E/4341), le Secrétaire général a tout d'abord souligné que les programmes de développement économique et social devaient bénéficier d'une plus grande compréhension et d'un plus grand appui de la part tant des pays développés que des pays en voie de développement; il a également indiqué certaines des difficultés rencontrées pour diffuser plus largement les renseignements sur les activités des Nations Unies en matière économique et sociale et dans le domaine des droits de l'homme.

659. Le Secrétaire général a poursuivi en suggérant la façon dont le Service de l'information pourrait mieux s'acquitter de ses fonctions, tant en prêtant son concours aux organismes nationaux d'information existants qu'en donnant plus d'ampleur à sa propre action. Il a fait ensuite un certain nombre de propositions précises. Il a suggéré de constituer, sous la présidence du Sous-Secrétaire à l'information, un conseil consultatif de l'information économique et sociale. Le nouveau conseil comprendrait, outre les directeurs du Service de l'information et les représentants des institutions spécialisées, les chefs (ou les représentants des chefs) du Département des affaires économiques et sociales, du PNUD, de la CNUCED, du FISE et de l'ONUDI. Il aurait pour fonctions de formuler la politique d'ensemble du Service de l'information dans le domaine en question et serait aussi en mesure de suivre le déroulement effectif des activités.

<sup>9/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 18 de l'ordre du jour.

<sup>10/</sup> E/SR.1462.

<sup>11/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 20 de l'ordre du jour.

<sup>12/</sup> Ibid., point 17 de l'ordre du jour.

660. Le Secrétaire général a également suggéré la création de bureaux régionaux de l'information, auxquels seraient affectés des fonctionnaires spécialisés dans les divers moyens d'information et qui encourageraient et faciliteraient la production, par les moyens nationaux d'information, de documentation sur des questions intéressantes à la fois les régions et l'ONU, prépareraient de la documentation concernant des questions d'intérêt régional et "alimenteraient" le Siège en envoyant des bureaux extérieurs de la documentation destinée à être utilisée dans la production centrale.

661. Il était également suggéré dans le rapport d'accroître les effectifs du Groupe de l'information économique et sociale du Service de l'information qui porterait désormais le nom de "Bureau de l'information économique et sociale", et de détacher des fonctionnaires du Service de l'information auprès de divers services organiques. Des fonctionnaires de l'information spécialisés en matière économique et sociale devraient également être affectés aux centres d'information.

662. Enfin, le Secrétaire général a suggéré d'envisager sérieusement la création d'un réseau électronique international de documentation, de préférence sur une base interorganisations de façon que les renseignements techniques en matière économique et sociale accumulés par les organismes des Nations Unies soient aisément disponibles.

663. Le deuxième rapport du Secrétaire général (E/4394) contenait des conclusions d'ensemble sur les activités d'information déployées par les gouvernements en vue d'appuyer les activités économiques et sociales de l'ONU et des recommandations générales sur les mesures à prendre pour renforcer ces activités.

664. Le Secrétaire général a suggéré que les gouvernements pourraient envisager la possibilité de créer des comités consultatifs d'information afin de favoriser encore davantage la diffusion de renseignements, notamment en matière économique et sociale et dans le domaine des droits de l'homme. Aux fins d'encourager la libre circulation de l'information dans le monde entier, le Secrétaire général a également suggéré que les gouvernements adoptent des mesures en vue de réduire les frais de voyage des correspondants qui s'occupent des activités des Nations Unies, d'abaisser les tarifs télégraphiques pour l'envoi des dépêches et d'éliminer toutes taxes sur les informations. Le rapport contenait aussi un certain nombre d'autres suggestions tendant à faciliter et à encourager la diffusion des renseignements touchant les activités de l'ONU en matière économique et sociale et dans le domaine des droits de l'homme.

665. Enfin, le Secrétaire général a souligné l'importance de l'information non seulement en tant que produit mais également en tant qu'élément intrinsèque du processus de développement. Il fallait s'efforcer d'utiliser de façon plus efficace les techniques d'information et les programmes existants en ne se contentant pas de transmettre des informations et des reportages sur les activités mais en liant ces activités et ces programmes dans le domaine de l'information au processus de développement en en faisant un élément actif de ce processus.

666. Dans son examen de certains aspects des méthodes et programmes appliqués en matière d'information par les organismes des Nations Unies (E/4337, par. 116-121), le Comité administratif de coordination a suggéré qu'il fallait élaborer de nouveaux programmes très vastes d'information dans les domaines économique et social dont s'occupent les organismes des Nations Unies, afin de faire mieux comprendre la nature et la portée de ces activités et d'obtenir un plus large appui. Ces programmes devraient viser à faire prendre davantage conscience, dans les pays développés, de la nécessité d'une plus grande coopération économique internationale et à aider les pays en voie de développement dans leur effort pour atteindre leurs objectifs en matière de développement. Il faudrait insister davantage sur les activités économiques et sociales des organismes des Nations Unies et les programmes devraient tendre à encourager ces activités. Le CAC a également fait un certain nombre de suggestions précises. Il a proposé notamment que l'action dans le domaine de l'information vise plus directement la planification et l'exécution des programmes organiques, afin que le service d'information devienne un instrument supplémentaire dont disposerait l'Organisation pour s'acquitter de sa tâche. La politique de recrutement et la formation du personnel chargé de l'information publique devraient être adaptées aux nouvelles nécessités imposées par les programmes. Le Comité a également proposé de développer les services de documentation dont dispose chaque organisme des Nations Unies de façon à pouvoir les utiliser plus largement à des fins d'information.

667. La concentration sur les activités économiques et sociales ne manquerait pas de mettre mieux en évidence les travaux entrepris par les organisations internationales en collaboration avec le PNUD. Une pleine coopération s'instaurerait entre le PNUD et les organisations participantes et chargées de l'exécution du fait que le PNUD fournirait aux services d'information des institutions intéressées des crédits plus adéquats pour rassembler, traiter et diffuser des renseignements sur certains projets exécutés à l'échelon local avec l'assistance du PNUD et sur leurs résultats.

668. Au cours de la discussion au Conseil<sup>13/</sup>, on s'est accordé à reconnaître que le seul moyen d'obtenir la compréhension et le soutien de l'opinion publique pour les activités de développement des Nations Unies était d'accroître l'efficacité des activités d'information tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. On a souligné qu'à cet égard des efforts renouvelés devaient notamment être faits dans les pays développés. Les activités d'information devaient être considérées non comme de simples services complémentaires visant à favoriser le développement mais comme faisant partie intégrante du processus même de développement.

669. Les membres du Conseil ont approuvé la plupart des recommandations du Secrétaire général mais certains ont déclaré que de simples modifications structurelles ne sauraient apporter toutes les améliorations nécessaires; il convenait également d'améliorer la qualité des documents d'information. Plusieurs

<sup>13/</sup> E/AC.24/SR.326 à 329; E/SR.1505.

membres du Conseil ont indiqué que les modifications envisagées devraient être effectuées sans accroissement des dépenses.

670. On a suggéré que les efforts d'information des Nations Unies soient davantage orientés vers les moyens d'information des masses au lieu d'être concentrés sur des sections spécialisées de la presse. On pourrait également faire porter les efforts sur la publicité consacrée à des projets d'actualité déterminés par opposition à la publicité d'ensemble pour les activités de développement général.

671. On s'est accordé à reconnaître que la coopération entre le Service de l'information des Nations Unies et les moyens d'information nationaux était indispensable et on a déclaré que c'était essentiellement aux gouvernements des Etats Membres qu'il incombait d'informer l'opinion publique mondiale des activités des Nations Unies.

672. On a exprimé l'avis que le Secrétariat avait le devoir d'assurer la complète impartialité de ses activités d'information; en effet, il était regrettable que diverses publications sur les activités des Nations Unies ne mentionnent pas certaines décisions ou passent sous silence la position de chaque gouvernement vis-à-vis, par exemple, de la liquidation du colonialisme et des décisions adoptées à ce sujet par l'ONU. Le Service de l'information devrait veiller à ce que le matériel d'information englobe tous les aspects des activités de l'ONU. Il devrait consulter régulièrement les Etats Membres des Nations Unies sur le contenu de son programme. Il serait également très utile de créer, pour les publications périodiques des Nations Unies, des comités d'édition composés de fonctionnaires du Secrétariat appartenant à des pays membres ayant des régimes sociaux différents.

673. Les membres du Conseil ont approuvé la proposition du Secrétaire général tendant à créer des bureaux régionaux d'information et ont estimé que ces bureaux seraient bien placés pour évaluer le type de renseignements dont les diverses régions avaient besoin. On a également déclaré, toutefois, qu'il semblait paradoxal de créer de nouveaux bureaux alors que les services existants ne fonctionnaient pas de façon satisfaisante. Un certain nombre d'orateurs ont exprimé des doutes quant à la proposition tendant à créer un réseau électronique de documentation internationale.

674. Dans sa résolution 1265 (XLI), le Conseil a approuvé, dans les limites des ressources financières et de l'effectif de personnel existants, les propositions du Secrétaire général à l'exception de celle relative à la création d'un réseau électronique international de documentation. Il a invité le Secrétaire général à procéder dans les limites susmentionnées et en consultation avec les institutions spécialisées intéressées, à une nouvelle répartition du personnel des centres d'information et des autres sections du Service de l'information des Nations Unies, en vue, notamment, de la création éventuelle, sur une base expérimentale, de centres ayant des responsabilités à l'échelon régional. Il a pris note de l'intention des chefs des institutions spécialisées intéressées d'accorder une attention continue et accrue aux moyens d'améliorer l'efficacité des activités d'information concernant

les travaux économiques et sociaux des organismes des Nations Unies et de présenter à leurs organes directeurs respectifs des recommandations précises à ce sujet. Il a prié, en outre, le Secrétaire général de porter à l'attention de tous les Etats Membres ainsi que de toutes les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, son résumé des réponses des Etats Membres sur les activités nationales actuelles d'appui, par l'information, des travaux d'ordre économique et social des organismes des Nations Unies, ainsi que ses recommandations en vue de mesures que les Etats Membres et les organisations non gouvernementales pourraient envisager, les cas échéant, pour accroître leur appui. Enfin il a invité les Etats Membres et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif à étudier ces recommandations et il a prié le Secrétaire général de faire rapport de nouveau au Conseil sur les activités d'information de l'Organisation des Nations Unies en matière économique et sociale et dans le domaine des droits de l'homme, et en particulier, sur la mise en œuvre des dispositions envisagées dans ladite résolution.

## Section VII. — Contrôle international des stupéfiants

675. A sa quarante-deuxième session<sup>14</sup>, le Conseil a examiné le rapport de la Commission des stupéfiants sur sa vingt et unième session, tenue du 5 au 21 décembre 1966 (E/429415), ainsi que le rapport du Comité central permanent des stupéfiants sur son activité en 1966 (E/OB/2215), et, dans sa résolution 1195 (XLII), a pris acte avec satisfaction de ces deux rapports. Il a également adopté deux résolutions dont les textes lui avaient été recommandés par la Commission des stupéfiants: la résolution 1197 (XLII) traitant de la question du LSD, et la résolution 1196 (XLII) concernant les dispositions administratives destinées à assurer la pleine indépendance technique de l'Organe international de contrôle des stupéfiants que le Conseil devait créer en application de la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants<sup>17</sup>. On trouvera ci-après un aperçu des activités en matière de contrôle des stupéfiants ainsi qu'un compte rendu des mesures prises par le Conseil dans ce domaine.

### MISE EN ŒUVRE DES TRAITES ET CONTROLE INTERNATIONAL

676. A la lecture du rapport de la Commission, le Conseil a noté qu'au cours de la période considérée plusieurs pays avaient adhéré à un ou plusieurs instruments internationaux sur les stupéfiants, ce qui, au 1er mai 1967, portait à 55 le nombre total des pays, à l'exclusion des territoires, ayant adhéré à la Convention de 1961 ou l'ayant ratifiée. Etant donné qu'il importait de réduire autant que possible la période de transition de l'ancien système au nouveau régime institué par la Convention de 1961, la Commission avait prié le Secrétaire général d'appeler l'attention des gouvernements intéressés sur la

<sup>14</sup> E/AC.7/SR.556-558; E/SR.1464.

<sup>15</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 2.

<sup>16</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.XI.9.

<sup>17</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.XI.1.



résolution 1774 (XVII) de l'Assemblée générale et la résolution 914 C (XXXIV) du Conseil et d'inviter tous les gouvernements à prendre les mesures nécessaires pour ratifier la Convention de 1961 ou y adhérer (E/4294, par. 29).

677. Au cours de l'année, trois nouvelles substances synthétiques avaient été mises sous contrôle international. La nicodicodeine avait été soumise au régime de contrôle applicable aux drogues du groupe I de l'article premier de la Convention de 1931, telles la morphine, et, en tant qu'ester et éther de dihydromorphine, ce stupéfiant a automatiquement été inscrit au tableau I de la Convention de 1961. En application de l'article 3 de la Convention de 1961, l'acétorphine et l'étorphine avaient été inscrites par la Commission au tableau I de la Convention de 1961, ce qui avait porté à 92 le nombre des stupéfiants de base (dont 62 substances synthétiques) sous contrôle international.

678. Le Conseil a été informé que, d'une manière générale, les gouvernements s'étaient acquittés de l'obligation qui leur incombe, aux termes des divers traités sur les stupéfiants, de fournir des renseignements et des rapports à la Commission et au Secrétaire général. Depuis sa vingtième session, la Commission avait reçu pour 1964/65 des rapports annuels émanant de quelque 150 pays et territoires, 35 textes de loi relatifs aux stupéfiants, et plus de 600 rapports de saisie portant sur un total de quelque 650 saisies individuelles de stupéfiants.

#### TRAFFIC ILLICITE

679. Le Conseil a pris note des efforts faits par la Commission pour rationaliser les renseignements relatifs au trafic illicite qu'il reçoit des gouvernements et par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de la police criminelle (Interpol). Elle a noté que le trafic illicite des stupéfiants était le type même d'activité illicite organisée, surtout lorsqu'il s'agissait de transporter les stupéfiants sur de très longues distances, depuis les zones d'approvisionnement jusqu'aux lieux de consommation. Le trafic des stupéfiants comme l'héroïne et le hachisch était le fait de bandes extrêmement efficaces et qui disposaient d'énormes ressources en argent, en hommes et en matériel. Le trafic des stupéfiants présentait des caractéristiques bien établies et les renseignements communiqués pour l'année 1965/66 avaient, une fois de plus, confirmé les principales sources et les grands itinéraires du trafic illicite des stupéfiants dans le monde et ses principales régions de destination. Les principaux centres de production d'opium étaient situés dans le Proche et le Moyen-Orient ainsi qu'en Asie du Sud-Est. L'opium illicite était destiné aux toxicomanes qui fumaient de l'opium préparé; de plus en plus d'opium était transformé en morphine base et en diacétylmorphine (héroïne). L'opium tendait de plus en plus à être transformé clandestinement en héroïne destinée à des pays du Proche et du Moyen-Orient, ainsi que de l'Asie du Sud-Est où l'héroïnomanie ne faisait que se développer. La production illicite de ces deux régions alimentait également le trafic des opiacés à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Les deux principaux courants du trafic illicite de l'opium et des opiacés étaient les suivants: l'un du

Moyen-Orient vers la côte orientale de l'Amérique du Nord et l'autre de l'Asie du Sud-Est vers Hongkong, le Japon, la Chine (Taiwan) et la côte occidentale de l'Amérique du Nord. Il y avait également des courants secondaires, généralement dans la même direction, et le continent américain restait un des principaux débouchés du trafic illicite d'héroïne.

680. Le cocaïer poussait à l'état sauvage mais était également cultivé, notamment au Pérou et en Bolivie. La quasi-totalité de la récolte de feuilles de coca était consommée dans les pays producteurs et dans les régions avoisinantes; une certaine partie servait à la fabrication des alcaloïdes qui passaient ensuite dans le trafic illicite sous forme de pâte de coacine ou de cocaïne. Il y avait un important trafic clandestin de cocaïne à destination de l'Amérique du Nord, ainsi qu'un certain trafic à destination du Moyen-Orient et de l'Europe. La Commission avait noté les importantes saisies de cocaïne opérées au cours des dernières années.

681. Le cannabis était le stupéfiant le plus largement consommé. Il se rencontrait sur le marché illicite sous différentes formes et sous plus d'une centaine d'appellations dont les plus courantes étaient les suivantes: marihuana, dagga, kif, macohha, hachich, charas et ganja. Le trafic de cannabis était en grande partie local, sa culture étant pratiquée illicitement à petite échelle par des particuliers pour leur propre consommation ou pour le vendre par l'entremise d'intermédiaires locaux, dans le voisinage immédiat. Une certaine quantité de cannabis était également cultivée clandestinement pour l'exportation et il y avait un trafic international considérable, notamment de certains pays d'Afrique à destination de l'Europe et du Mexique vers les Etats-Unis d'Amérique. Enfin, il convenait de mentionner le trafic extrêmement bien organisé de hachich qui était caractéristique du Proche et du Moyen-Orient. Là, le cannabis était cultivé et transformé en hachich au Liban, puis passé en fraude à travers plusieurs pays pour être consommé dans la République arabe unie, l'Arabie Saoudite et d'autres pays de la région. La Commission avait appris avec intérêt l'existence d'un projet entrepris par le Gouvernement libanais et visant à remplacer la culture du hachich par celle du tournesol cultivé pour ses graines et son huile.

682. Le Conseil a été informé que de très petites quantités d'autres stupéfiants naturels et de leurs préparations faisaient l'objet d'un trafic illicite dans plusieurs pays; il s'agissait la plupart du temps de substances stupéfiantes détournées des circuits licites à la suite de vols, de contrefaçon ou de falsification d'ordonnances, de coulage de la part du personnel paramédical ou des médecins, etc. Comme les années précédentes, il n'y avait eu que très peu de saisies de stupéfiants synthétiques signalées à l'ONU. Toutefois, d'importantes saisies de méthadone avaient été opérées dans un pays. On a constaté que les renseignements relatifs aux abus de substances psychotropes qui ne sont pas soumises à un contrôle international, comme les barbituriques, les tranquillisants, les amphétamines et les hallucinogènes, avaient été fragmentaires. Néanmoins, on avait noté le fait que, dans plusieurs pays, il était relativement facile de se procurer du LSD et qu'il en était fait abus. Le



Conseil a noté que la Commission avait prié le Secrétaire général d'attirer l'attention de tous les gouvernements sur les renseignements sur le trafic illicite contenus dans son rapport; de signaler à tous les gouvernements qu'il était indispensable qu'existe entre les pays une collaboration journalière plus étroite dans la lutte contre le trafic illicite; de rappeler aux gouvernements des pays qui produisent en grande quantité les matières premières dont sont tirés les stupéfiants les dangers que cela implique non seulement pour eux mais pour les autres et de les engager à prendre de nouvelles mesures pour faire disparaître cet excédent de production.

#### ABUS DES STUPEFIANTS (TOXICOMANIE)

683. Dans son rapport, la Commission a souligné que l'étude de l'abus des stupéfiants continuait d'être une des principales préoccupations des organismes chargés du contrôle des stupéfiants. On estimait que la Convention de 1961 avait considérablement aidé les gouvernements à obtenir des renseignements plus exacts sur la nature, les causes et la fréquence de la toxicomanie. La Commission avait examiné plusieurs propositions propres à améliorer les renseignements relatifs à la toxicomanie, telles que celle d'élaborer une définition internationale de la toxicomanie, de créer des commissions consultatives chargées d'étudier la question de l'abus des stupéfiants et des substances psychotropes non soumis au contrôle international et de faire établir par le Secrétariat une liste de correspondants scientifiques. Concernant le problème de l'étiologie de la toxicomanie, il fallait retenir trois facteurs étroitement liés entre eux, à savoir: le stupéfiant, le consommateur et le milieu. Pour ce qui était des formes de la toxicomanie, elles n'étaient pas identiques pour toutes les drogues, dans toutes les régions du monde. En ce qui concernait la question du traitement, la Commission soulignait que le but ultime était bien autre chose que le sevrage ou la désintoxication: c'était la réadaptation complète.

684. Le Conseil a noté que l'OMS avait fait part à la Commission de ce que des recherches intéressantes étaient en cours dans le domaine de l'étude expérimentale et clinique des antagonistes spécifiques des opiacés et qu'on avait obtenu des résultats encourageants dans la recherche d'un analgésique puissant exempt d'aptitudes à engendrer la dépendance. L'OMS avait également étudié de nouvelles méthodes en vue du traitement de la dépendance du type morphinique et avait accordé une attention toute spéciale aux aspects sociologiques du problème de la toxicomanie.

#### OPIUM, CANNABIS ET FEUILLE DE COCA

685. Le Conseil a noté que la Commission avait soigneusement examiné les problèmes que soulevait le fait de limiter la production d'opium, de cannabis et de feuille de coca aux quantités nécessaires pour satisfaire les besoins médicaux et scientifiques. S'il n'était pas question de substitution dans le cas du cannabis, très rarement utilisé en médecine, d'importants problèmes économiques et sociaux se posaient dans le cas de la feuille de coca, produite en grande quantité en Bolivie et au Pérou. Le Conseil a félicité le Gouvernement péruvien des progrès constants qui

étaient accomplis dans l'exécution de la campagne anticoca. En ce qui concernait le remplacement de l'opium par la paille de pavot, il semblait peu probable que la suppression de l'opium puisse être immédiatement compensée par une augmentation de la production de la paille de pavot. S'il était scientifiquement prouvé que des stupéfiants synthétiques pouvaient dans une certaine mesure remplacer les opiacés, ce remplacement s'opérerait à des degrés divers selon les pays et le principal opiacé, la codéine, qui absorbait entre 80 et 85 p. 100 de toute la production d'opium, n'avait encore pu être remplacé entièrement. Une autre question économique était celle de savoir si le prix de revient des stupéfiants synthétiques était supérieur ou inférieur à celui des substances naturelles et permettait donc de remplacer les secondes par les premiers, et à cet égard, on ne pouvait se prononcer que pour chaque cas d'espèce. La décision de s'orienter ou non vers les stupéfiants synthétiques serait aussi en partie influencée par l'opinion du corps médical et par la préférence que pourrait manifester le public pour les dérivés de substances naturelles. Il semblait donc que les opiacés conserveraient quelque temps encore la position très forte qu'ils occupaient, que leur consommation continuerait peut-être même d'augmenter comme c'était le cas pour la codéine, du fait qu'à certains égards, les stupéfiants synthétiques ne pouvaient que partiellement remplacer les opiacés les plus importants.

#### CONTROLE DES SUBSTANCES PSYCHOTROPES QUI NE SONT PAS SOUMISES A UN CONTROLE INTERNATIONAL, TELLES QUE LES BARBITURIQUES, LES TRANQUILLISANTS, LES AMPHETAMINES ET LES HALLUCINOGENES (LSD)

686. Le Conseil a été informé de ce que la Commission avait eu l'avantage de disposer d'un rapport détaillé établi par un comité spécial créé en exécution de la résolution 1104 (XL) du Conseil. Ce comité, composé de 10 membres de la Commission, s'était réuni à Genève du 8 au 12 août 1966 et avait été aidé dans ses délibérations par des observateurs de neuf autres pays et de représentants d'institutions et d'organismes intéressés. Son rapport était joint en annexe au rapport de la Commission. A son tour, le Conseil a exprimé la profonde inquiétude que l'abus du LSD et des substances produisant des effets analogues avait soulevée, et il a adopté une résolution [1197 (XLII)] sur les graves dangers découlant de l'abus largement répandu du LSD. Il était essentiel de soumettre les barbituriques, les tranquillisants et les amphétamines à d'énergiques mesures de contrôle sur le plan national et l'application de ces mesures marquait la première étape de la lutte contre l'abus de ces substances. Toutefois, pour ce qui est de la question du contrôle international, le Conseil a noté qu'il n'y avait pas unanimité au sujet des mesures à adopter ou à recommander et qu'il serait nécessaire d'étudier plus avant les questions juridiques, administratives et autres qu'impliquait la mise sur pied d'un contrôle international.

#### COOPERATION TECHNIQUE EN MATIERE DE CONTROLE DES STUPEFIANTS

687. A sa vingt et unième session, la Commission a été informée par un rapport du Secrétaire général

(E/CN.7/499) de la manière dont avait été exécuté en 1966 le programme d'assistance technique en matière de contrôle des stupéfiants institué par la résolution 1395 (XIV) de l'Assemblée générale. Conformément aux directives générales établies par la Commission, le crédit de 75 000 dollars avait été également réparti entre les projets nationaux et les projets régionaux. Deux projets régionaux avaient été exécutés: un cycle d'études à Téhéran, destiné aux agents des services de répression, et un voyage d'études aux points de convergence du trafic illicite de la feuille de coca et de la cocaïne en Amérique latine. Les projets nationaux comprenaient l'octroi de six bourses de formation de la catégorie I dans divers domaines de la lutte contre l'abus des stupéfiants; il y avait également sept demandes de bourses de la catégorie II dont l'octroi était subordonné à la réalisation d'économies.

688. La dernière main avait été mise à l'organisation d'une mission qui devait entreprendre une étude des besoins économiques et sociaux des régions de la Thaïlande du nord où l'on produisait de l'opium, en vue de faciliter la disparition de la culture du pavot. Ce projet répondait à la résolution 1025 C (XXXVI) du Conseil.

689. Des services d'experts continuaient d'être fournis au Gouvernement iranien en matière de réadaptation des toxicomanes et de renseignements sur les stupéfiants.

690. Etant donné l'importance du service d'information sur les stupéfiants assuré par le Secrétariat, on a reconnu qu'il serait bon d'examiner la possibilité d'utiliser à cette fin certaines des ressources disponibles.

691. A la suite d'une discussion générale sur les incidences financières que pourrait avoir l'accroissement des ressources affectées par l'ONU à la coopération technique dans le domaine de la lutte contre l'abus des stupéfiants, le Secrétaire général soumettrait à la Commission, à sa vingt-deuxième session, un plan de cinq ans exposant en détail les dépenses globales à prévoir pour la coopération technique en matière de contrôle des stupéfiants.

#### RAPPORT DU COMITE CENTRAL PERMANENT DES STUPEFIANTS

692. Examinant le rapport du Comité sur ses travaux de 1966 (E/OB/2216/), le Conseil a discuté des questions suivantes: a) les principaux problèmes actuels dans le domaine des stupéfiants; b) les dispositions administratives destinées à assurer la pleine indépendance technique du futur Organe international de contrôle des stupéfiants, et c) l'approbation de la nomination du Secrétaire du Comité central permanent des stupéfiants.

693. Tant le Comité, dans son rapport, que le Président, dans la déclaration qu'il a faite devant le Conseil<sup>18/</sup>, ont souligné qu'en dépit des améliorations notables résultant de l'application des traités sur les stupéfiants, le trafic illicite des stupéfiants et la toxicomanie continuaient de revêtir des proportions énormes et que si l'on voulait réaliser de nouveaux progrès, il fallait régler trois problèmes essentiels:

la suppression du trafic illicite; le contrôle des substances psychotropes non encore soumises au contrôle international; et le problème fondamental de la santé mentale.

694. Il n'était guère possible de réaliser une réduction notable du trafic illicite des opiacés et de la cocaïne aussi longtemps que les fabricants clandestins pouvaient obtenir l'opium et les feuilles de coca dont ils avaient besoin pour la production des stupéfiants. Il était donc nécessaire que l'économie des régions où l'on produisait l'opium et les feuilles de coca cesse de dépendre de la vente de ces substances. On ne pouvait arriver à ce résultat que par des mesures de réforme économique et sociale de grande envergure. Il fallait entreprendre une action à l'échelle mondiale pour empêcher que la réduction des quantités produites dans une région soit compensée par un accroissement des approvisionnements en provenance d'une autre région. Les sources d'approvisionnement de matières premières pour la fabrication clandestine étaient relativement peu nombreuses et généralement situées au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est ou en Amérique latine, et les réformes nécessaires, outre qu'elles amélioreraient la situation mondiale concernant les stupéfiants, contribueraient également de façon significative au maintien de la stabilité politique de ces régions et, de ce fait, à la paix mondiale.

695. Si les toxicomanes se trouvaient dans l'impossibilité d'obtenir des trafiquants clandestins les stupéfiants dont ils éprouaient l'impérieux besoin, ils se tourneraient probablement vers d'autres substances non soumises au contrôle ou moins strictement contrôlées, telles que les barbituriques ou les tranquillisants nocifs. Cela étant, et étant donné qu'une lutte sans cesse plus efficace contre le trafic illicite des stupéfiants s'accompagnerait probablement d'un abus croissant de substances psychotropes, il faudrait prendre des mesures de contrôle pour parer à ce danger.

696. Une solution administrative aux problèmes de la toxicomanie, quel que soit son succès, devrait s'accompagner de mesures destinées à améliorer les conditions donnant naissance aux problèmes de santé mentale qui sont à l'origine de la toxicomanie. Il faudrait également créer des institutions pour le traitement des toxicomanes ou, le cas échéant, agrandir celles qui existent.

697. En conformité des dispositions du paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants, le Conseil a adopté, avec quelques modifications, une résolution [1966 (XLI)] recommandée par la Commission des stupéfiants, par laquelle il a arrêté les dispositions administratives destinées à assurer l'indépendance technique de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, lequel entrera en fonctions le 2 mars 1968, en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 45 de ladite Convention et de la résolution 1106 (XL) du Conseil. Aux termes de ces dispositions, le nouvel organe disposerait des mêmes prérogatives budgétaires, dans les limites fixées chaque année par l'Assemblée générale des Nations Unies, de la même protection quant au caractère confidentiel de sa correspondance et de ses documents, et du même

<sup>18/</sup> E/SR.1464.

droit à participer aux conférences internationales portant sur les problèmes relatifs aux stupéfiants, qui sont reconnus à l'actuel Comité central permanent des stupéfiants en vertu de la résolution 201 (VIII) du Conseil. Le futur organe disposerait également de son propre secrétariat qui, toutefois, serait partie intégrante du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

698. Conformément à l'article 20 de la Convention internationale de l'opium du 19 février 1925, telle qu'elle a été modifiée, le Conseil a approuvé la nomination de M. Joseph Dittert comme secrétaire du Comité central permanent des stupéfiants [résolution 1198 (XLII) du Conseil].

699. Enfin, dans sa résolution 1195 (XLII), le Conseil a pris acte avec satisfaction du rapport du Comité central permanent des stupéfiants.

#### Section VIII. — Questions statistiques

700. A sa quarante-deuxième session, le Conseil a examiné<sup>19/</sup> le rapport de la Commission de statistique sur sa quatorzième session (E/4283 et Add.120/), et en a pris acte avec satisfaction dans sa résolution 1242 (XLII).

701. Sur la recommandation de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [1214 (XLI)] relative à la coordination statistique. Le Conseil a prié le Secrétaire général d'établir, d'entente avec les institutions spécialisées, un rapport qui sera examiné par le futur comité interorganisations de coordination des activités statistiques (actuellement Sous-Comité du CAC des activités statistiques) et ensuite par la Commission de statistique lors de sa quinzième session, et portera sur les importants domaines interdépendants de la statistique où l'établissement de normes mondiales est souhaitable, ainsi que sur les méthodes pratiques par lesquelles la Commission pourrait examiner les normes statistiques proposées dans ces domaines interdépendants et faire des recommandations à leur sujet avant qu'elles soient reconnues comme normes mondiales.

702. Egalement sur la recommandation de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [1215 (XLII)] sur les principes et recommandations relatifs aux recensements de la population et de l'habitation prévus pour 1970. Le Conseil a prié le Secrétaire général de publier ses rapports intitulés "Principes et recommandations relatifs aux recensements de la population" (E/CN.3/342) et "Principes et recommandations relatifs aux recensements de l'habitation" (E/CN.3/343), tels qu'ils ont été modifiés, et de les faire distribuer aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux Etats membres des institutions spécialisées, aux organismes régionaux appropriés ainsi qu'aux institutions spécialisées. Le Conseil a en outre prié le Secrétaire général de prêter assistance aux gouvernements pour la mise en œuvre de ces principes et recommandations en mobilisant toutes les ressources disponibles en vue de collaborer à la tâche considérable consistant à satisfaire les

besoins des pays dans ce domaine, en procédant à la révision du Manuel des méthodes de recensement de la population<sup>21/</sup>, à la préparation d'un manuel des méthodes de recensement de l'habitation, à la préparation d'un manuel technique sur les méthodes d'évaluation des résultats des recensements de la population et de l'habitation et en fournissant des conseils techniques et des bourses d'études dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement.

703. Le Conseil a félicité la Commission de statistique et le Bureau de statistique des efforts qu'ils avaient faits pour éviter que les gouvernements ne reçoivent plus d'une fois les mêmes demandes de renseignements statistiques au sujet du commerce extérieur; il les a également félicités d'avoir établi une classification des importations et des exportations par grandes catégories économiques. Le Conseil a approuvé les travaux qui se font sur une base permanente au sujet de l'extension et de la révision du Système de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies (SCN) et sur les statistiques de la répartition du revenu. Il a également encouragé le développement des possibilités de formation du personnel des services statistiques dans les pays en voie de développement.

#### Section IX. — Planification de la réforme fiscale

704. Dans une note sur la réforme fiscale (E/436622/) qu'il a soumise au Conseil à sa quarante-troisième session, le Secrétaire général a souligné le rôle fondamental joué par l'imposition dans le processus de développement puisqu'elle pouvait servir à stimuler l'épargne et la formation du capital, ainsi qu'à orienter l'investissement et les efforts individuels vers des objectifs productifs. De plus, à mesure du développement économique, la structure de l'économie se transformait, entraînant de ce fait une modification de l'assiette fiscale et des systèmes appropriés d'imposition. Une structure fiscale adéquate n'était pas seulement une condition préalable au développement économique, mais aussi un aspect du processus de développement lui-même; la réforme fiscale était donc l'une des clés du développement économique.

705. Pour élaborer une méthode intégrée de planification de la réforme fiscale, il fallait commencer par un examen des objectifs fiscaux souhaitables et réalisables par rapport à un effort donné de développement pendant la durée du plan. Les recettes fiscales devaient être assez élevées pour qu'il soit possible de réaliser une épargne budgétaire suffisante, pour financer la formation indispensable de capital. Il fallait maintenir la demande globale dans des limites permettant de dégager les ressources nécessaires à la formation de capital mais il fallait en même temps que son niveau puisse s'élever suffisamment pour suivre le développement de l'économie. Plus le taux de croissance souhaité, le rapport capital-production, le taux de consommation privée

<sup>19/</sup> E/AC.6/SR.416; E/SR.1473.

<sup>20/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 3.

<sup>21/</sup> Publications des Nations Unies, numéros de vente: 58.XVII.6 (vol.I), 58.XVII.6 (vol.II) et 58.XVII.6 (vol.III).

<sup>22/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour.

et le taux de consommation publique par rapport au produit national brut et taux des exportations nettes par rapport à ce même produit seraient élevés, plus il faudrait que le taux des recettes souhaité par rapport au PNB le soit aussi. La possibilité de réaliser cet effort fiscal dépendait essentiellement d'une part, de la mesure dans laquelle les contribuables pouvaient abandonner une partie de leur revenu au gouvernement et, d'autre part, de la possibilité pour le gouvernement de recouvrer les impôts frappant la matière imposable disponible. La relation entre la planification fiscale et le plan économique devait être réciproque.

706. Au second stade de la planification de la réforme fiscale, il fallait évaluer la qualité de la structure des recettes suivant les grands types d'impôts, et déterminer ce qu'il y avait lieu de faire pour adapter cette structure aux besoins changeants de l'économie et lui permettre en même temps de contribuer aux transformations économiques prévues dans le plan: la réforme fiscale devait être envisagée comme un processus continu et non comme une série d'opérations intermittentes. Les changements apportés à la structure fiscale devaient être adaptés aux changements de la structure économique. La tâche la plus importante était d'améliorer certains impôts déterminés en ayant en vue les objectifs du développement et les recettes idéales. Des études comparatives pouvaient en l'espèce avoir une certaine valeur. Mais par-dessus tout, il était indispensable d'institutionnaliser la planification de la réforme fiscale pour qu'elle soit adaptée au plan de développement et à son exécution.

707. Au cours des débats du Conseil<sup>23/</sup>, plusieurs représentants ont souligné l'importance d'une structure fiscale orientée vers le développement pour assurer une meilleure mobilisation des ressources nationales et les répartir en fonction des objectifs prévus par les plans de développement. Il a généralement été admis qu'une planification préalable et continue de la réforme fiscale dans le cadre de la planification du développement était indispensable pour améliorer la structure des systèmes fiscaux et l'administration fiscale.

708. Dans une résolution qu'il a adoptée à ce sujet [E/RES/1271 (XLIII)], le Conseil a prié le Secrétaire général, en consultation avec le Fonds monétaire international et avec l'appui des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth, d'exécuter un pro-

gramme à long terme dans le domaine de la réforme fiscale et d'aider les gouvernements intéressés dans les efforts qu'ils déploient pour renforcer la structure du système fiscal et l'administration fiscale de leur pays dans le cadre d'une planification de la réforme fiscale et de son institutionnalisation dans les pays en voie de développement.

**Section X. — Dispositions relatives à la réunion d'une conférence internationale chargée de remplacer la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière, faits à Genève, le 19 septembre 1949**

709. A la quarante-deuxième session<sup>24/</sup>, le Conseil a modifié le calendrier fixé dans sa résolution 1129 (XLI) pour la réunion d'une Conférence internationale chargée de remplacer la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière, faits à Genève, le 19 septembre 1949.

710. Dans sa résolution 1129 (XLI), le Conseil avait décidé que la conférence se tiendrait en mars 1968. L'Assemblée générale a ensuite décidé, dans sa résolution 2206 (XXI), que la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement aurait lieu à New Delhi du 1er février au 25 mars 1968. Etant donné les difficultés administratives qui n'auraient pas manqué de se produire, si la conférence s'était tenue en même temps que la deuxième session de la CNUCED, le Conseil a décidé, sur la recommandation du Secrétaire général (E/4308<sup>25/</sup>), qui avait consulté préalablement le Gouvernement autrichien, que la Conférence serait convoquée à Vienne du 30 septembre au 1er novembre 1968.

711. Afin de laisser plus de temps aux gouvernements, aux institutions spécialisées et aux autres organisations intéressées pour étudier les documents préparatoires de la conférence, le Conseil a décidé en outre de modifier les paragraphes 5, a, i et 5, b, de sa résolution 1129 (XLI) pour faire en sorte que les amendements ou suggestions concernant les projets de convention révisés soient communiqués au Secrétaire général six mois, et non quatre mois, avant l'ouverture de la conférence et que les amendements et suggestions reçus soient diffusés par le Secrétaire général trois mois, et non deux mois, avant cette date.

<sup>24/</sup> E/AC.6/SR.407; E/SR.1469.

<sup>25/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 18 de l'ordre du jour.

<sup>23/</sup> E/AC.6/SR.427 à 431; E/SR.1506.



# PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS CELUI DES DROITS DE L'HOMME, ET INCIDENCES BUDGETAIRES DE CE PROGRAMME

712. A sa quarante-troisième session, le Conseil a de nouveau examiné <sup>1/</sup> le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, ainsi que les incidences budgétaires de ce programme <sup>2/</sup>. Il avait à sa disposition le rapport du nouveau Comité du programme et de la coordination (E/43833/) qui avait procédé, conformément à la résolution 1171 (XLI) du Conseil, à un examen général du programme de travail et, pour la première fois, avait consacré une attention particulière à certains secteurs.

713. Le Conseil était saisi du rapport du Secrétaire général sur le programme de travail et sur les incidences budgétaires de ce programme (E/4331/Rev.1 et Rev.1/Annexe <sup>3/</sup>, et E/4331/Add.1-19), du rapport du Comité du programme et de la coordination (E/4383) et d'un extrait du premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale (E/4411).

714. Le rapport du Secrétaire général, qui avait été établi comme suite à la résolution 1177 (XLI) du Conseil, comprenait deux parties: a) une présentation d'ensemble du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, pour les années 1962, 1965, 1966, 1967 et 1968 [E/4331/Rev.1 et Rev.1 (Annexe)]; et b) des renseignements détaillés sur le programme de travail pour 1967-1968, y compris le personnel requis et le coût du programme pour 18 secteurs différents (E/4331/Add.1 à 19). Comme le Conseil économique et social l'avait demandé dans sa résolution 1177 (XLI), un certain nombre d'améliorations avaient été apportées au rapport.

715. Dans son rapport, le Secrétaire général indiquait que les dépenses imputées sur le budget ou financées hors budget dans les domaines économique et social s'élèveraient au total à plus de 91 millions de dollars en 1967 et à près de 100 millions de dollars en 1968. Ces dépenses devaient représenter près des trois cinquièmes du budget global en 1967,

comparés à 55 p. 100 en 1966 et 51 p. 100 en 1965. En 1966 et 1967, près de la moitié de ces dépenses avaient été financées grâce à des ressources extra-budgétaires.

716. Le rapport faisait ressortir l'évolution des dépenses de l'Organisation au Siège, celles de la CNUCED et de l'ONUDI, des secrétariats des commissions régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth, et indiquait qu'en 1967 les dépenses de l'ONUDI augmenteraient de 80 p. 100, celles de la CNUCED de 37 p. 100 et celles du Département des affaires économiques et sociales (y compris les dépenses financées par des fonds extra-budgétaires) de 16 p. 100. Le total des dépenses de l'ONUDI et de la CNUCED s'élèverait à un quart de l'ensemble des dépenses dans les domaines économique et social. La part des commissions économiques régionales, qui était de 38 p. 100 en 1966, serait ramenée à un tiers des dépenses totales en 1967. Les dépenses nettes relatives à la CNUCED étaient passées de 4,8 millions de dollars en 1966 à 6,6 millions en 1967 et l'on estimait qu'elles atteindraient 8,8 millions en 1968. En ce qui concerne l'ONUDI, les dépenses nettes avaient été de 2,9 millions en 1966 et de 5,2 millions en 1967 et devaient être portées à 8,1 millions en 1968.

717. Le rapport faisait également ressortir l'importance croissante des fonds d'affectation spéciale (*trust funds*). En avril 1967, le Secrétaire général avait reçu des promesses de contributions s'élevant à 8,5 millions de dollars pour trois fonds d'affectation spéciale établis pour l'industrie et pour les projections et la planification économique. On pouvait escompter qu'une autre source de financement, découlant d'arrangements bilatéraux intervenant à l'échelon régional, permettrait de continuer à combler l'écart qui existait entre les besoins et les ressources fournis par le budget ordinaire et par le Programme des Nations Unies pour le développement.

718. Le rapport donnait ensuite une analyse des dépenses par grande catégorie fonctionnelle d'activité et faisait ressortir que la tendance à l'accroissement des dépenses dans le domaine économique se maintenait, en raison surtout de l'augmentation des débours de la CNUCED et de l'ONUDI et, dans une moindre mesure, de l'affectation de ressources plus importantes à la planification et aux projections économiques. On notait également un accroissement en valeur absolue des dépenses relatives aux activités relevant du domaine social et d'autres services, mais par rapport aux dépenses dans d'autres secteurs leur importance avait diminué. Les dépenses relatives aux projets opérationnels du PNUD exécutés par l'ONU

<sup>1/</sup> E/AC.24/SR.315, 322-324, 335; E/SR.1507.

<sup>2/</sup> A sa quarante-deuxième session, le Conseil avait renvoyé au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires le rapport du Comité du programme et de la coordination sur le programme de travail (E/4383) et il avait différé jusqu'à sa quarante-troisième session l'examen de cette question (E/SR.1475).

<sup>3/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 9.

<sup>4/</sup> Ibid., quarante-deuxième session, Annexes, point 24 de l'ordre du jour.



manifestaient une tendance analogue qui tenait surtout à l'augmentation des dépenses consacrées aux projets dans le domaine des ressources naturelles. En 1967, près des trois quarts des dépenses du PNUD correspondaient aux activités économiques. Les dépenses faites au titre des services sociaux avaient augmenté de 6 p. 100 de 1966 à 1967, celles des commissions économiques régionales, notamment de la CEA et de la CEAEO, s'accroissant plus rapidement que celles du Siège. Quant aux autres programmes, on estimait qu'il y aurait une augmentation de 8 à 9 p. 100 et de 21 p. 100 respectivement dans le cas des services de statistique et des droits de l'homme.

719. Le rapport du Comité du programme et de la coordination sur le programme de travail (E/43833/) commençait par un examen du programme de travail dans son ensemble. Le Comité étudiait avec beaucoup d'attention la question des dépenses dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et estimait qu'il était essentiel d'assurer l'utilisation la plus efficace des ressources disponibles en éliminant les projets d'intérêt limité et en concentrant les efforts sur les activités qui assuraient l'assistance la plus directe et la plus immédiate aux gouvernements des pays en voie de développement. Il recommandait l'élaboration de directives concernant l'acceptation et l'administration des fonds d'affectation spéciale (*funds-in-trust*).

720. Le Comité examinait quels devaient être son rôle et ses futures méthodes de travail, tant en ce qui concernait le programme de travail que du point de vue de ses relations avec d'autres organes des Nations Unies, notamment avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Il reconnaissait la nécessité d'une étroite collaboration entre le Comité du programme et de la coordination et le Comité consultatif et recommandait que son rapport sur le programme de travail des Nations Unies soit pris en considération par le Comité consultatif lors de l'examen du projet de budget présenté par le Secrétaire général. Il proposait également que l'Assemblée générale prenne connaissance du rapport sur le programme de travail avant d'examiner le projet de budget.

721. Le Comité soulignait la nécessité d'une planification à long terme des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et recommandait que lui soient présentés des plans à long terme, afin qu'il puisse les examiner et faire part au Conseil de ses observations concernant leur teneur et priorités proposées, ainsi que le montant et la répartition des dépenses prévues.

722. Le Comité examinait ensuite la question de l'élaboration du programme et estimait que l'institution rapide d'un système intégré d'établissement des programmes et de présentation des budgets était de la plus haute importance pour les travaux de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. En conséquence, il avait recommandé que les activités de l'Organisation dans les domaines économique et social soient groupées dans le budget par programmes, les objectifs de ces programmes, les services organiques chargés de leur exécution et leur coût étant

clairement indiqués. Ce système intégré d'établissement du programme et de préparation des budgets aurait, entre autres choses, l'avantage de faciliter un examen plus approfondi de chaque programme, compte tenu de ses incidences budgétaires.

723. Le Comité examinait également la possibilité pour l'Organisation des Nations Unies d'adopter un cycle budgétaire biennal. Il notait qu'il attendait avec intérêt l'étude du Secrétaire général sur la question, tout en précisant que la majorité des membres tenait à ce que soit indiqué dans le rapport qu'un cycle budgétaire biennal présenterait de nets avantages par rapport au système actuel d'établissement du budget.

724. Sur un problème connexe, à savoir l'établissement, dans le budget, d'un chapitre distinct pour le Département des affaires économiques et sociales, le Comité n'était parvenu à aucune conclusion définitive.

725. Le Comité présentait également des observations sur le problème que posaient le nombre croissant des réunions et le volume croissant de la documentation.

726. La deuxième partie du rapport du Comité du programme et de la coordination comprenait un examen détaillé du programme de travail par secteurs: habitation, construction et planification; programme démographique; développement social; activités relatives aux droits de l'homme; administration publique; planification, projections et politiques relatives au développement économique; questions fiscales et financières; ressources naturelles, transports et communications; direction et gestion.

727. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a déclaré<sup>5/</sup> que les travaux du Comité du programme et de la coordination avaient été extrêmement satisfaisants. Dans plusieurs secteurs, le Comité avait pu formuler des observations qui traduisaient une vue d'ensemble que l'on ne pouvait attendre d'organismes spécialisés dans un secteur particulier. Le Comité avait également recommandé une forme de planification à long terme qui permettrait une meilleure utilisation des ressources de l'Organisation des Nations Unies.

728. Les efforts accomplis pour intégrer le programme et le budget n'offraient pas les mêmes motifs de satisfaction. Par exemple, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, examinant le budget peu de temps après les délibérations du Comité du programme et de la coordination, avait récemment réduit de près de 90 p. 100 les demandes de personnel supplémentaire présentées par le Secrétaire général pour le Département des affaires économiques et sociales. C'était là la preuve d'un manque de liaison entre les deux comités.

729. Le Sous-Secrétaire a ensuite demandé que le budget des activités économiques et sociales soit présenté, examiné et peut-être voté sur la base d'une présentation fonctionnelle par programmes, ce qui n'empêcherait pas l'Assemblée générale de demander certaines récapitulations par grandes catégories de dépenses. Au cas où cette nouvelle procédure budgétaire ne pourrait être adoptée dans l'immédiat, le Sous-Secrétaire a proposé que le budget des affaires

<sup>5/</sup> E/AC.24/SR.322.

économiques et sociales fasse l'objet d'un article ou d'un chapitre distinct — méthode qui n'était pas aussi satisfaisante que la présentation du budget sur la base de programmes, mais qui était préférable à la fusion complète des activités économiques et sociales dans les chapitres du budget correspondant aux grandes catégories de dépenses. Le budget devait être présenté et discuté d'une manière qui assure le maximum de contrôle parlementaire et l'exécution la plus rationnelle des décisions des organismes directeurs, qu'il s'agisse du Conseil économique et social ou de l'Assemblée générale.

730. Le Sous-Secrétaire a abordé ensuite la question du calendrier des sessions et a proposé que le Comité du programme et de la coordination se réunisse après le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour examiner les conséquences de ses décisions — ce qui ne serait possible que dans le cadre d'un budget biennal.

731. Enfin, le Sous-Secrétaire a noté que pendant très longtemps, le Conseil économique et social s'était abstenu d'intervenir dans les décisions budgétaires, attendu qu'aux termes de la Charte la responsabilité en matière budgétaire incombait à l'Assemblée générale elle-même. Cependant, le Conseil comprenait maintenant qu'il était le principal centre d'où émanaient les initiatives de dépenses. Il ne pouvait donc plus se tenir totalement à l'écart des procédures budgétaires et lançait l'idée de l'intégration du programme et du budget, s'engageant ainsi dans le processus des décisions budgétaires sans porter atteinte pour autant à l'autorité suprême de l'Assemblée générale. Le Sous-Secrétaire a exprimé l'espoir que le Conseil pourrait bientôt retirer le maximum d'avantages de cette nouvelle conception de son rôle.

732. Au cours des débats du Conseil, les représentants se sont déclarés satisfaits des méthodes mises au point par le Comité du programme et de la coordination pour s'acquitter de ses nouvelles et importantes responsabilités. Ils ont également accueilli avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur le programme de travail.

733. Il a été reconnu que la planification à long terme et l'élaboration d'une conception intégrée du programme de travail et du budget de l'ONU étaient d'une importance décisive pour les activités de l'Organisation dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. On a exprimé l'espoir que ces questions seraient examinées d'urgence par l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session.

734. On a demandé que le programme de travail soit aménagé de telle sorte que l'on puisse répondre de manière plus efficace aux besoins des pays, notamment aux besoins des pays en voie de développement. Des mesures devraient être prises pour rationaliser la sélection des projets et établir un ordre de priorité, afin de concentrer les ressources sur la solution des problèmes économiques et sociaux les plus importants.

735. On a consacré beaucoup d'attention aux rôles respectifs du Comité du programme et de la coordination et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. On a dit que le Comité du programme et de la coordination ne devait pas chercher à formuler des recommandations de nature

budgétaire, question qui relevait de la compétence du Comité consultatif et de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, mais devait cependant tenir compte des incidences budgétaires des décisions relatives au programme. Il devait également faire connaître les secteurs qui ne recevaient pas une juste part des ressources.

736. Quelques membres du Conseil ont proposé que le Comité du programme et de la coordination se réunisse de nouveau à l'automne 1967 pour examiner les conséquences, du point de vue du programme, des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant le projet de budget proposé par le Secrétaire général pour 1968, ainsi que les décisions prises par le Conseil à ses quarante-deuxième et quarante-troisième sessions. Mais d'autres membres ont estimé qu'une telle réunion n'était pas nécessaire.

737. Le Conseil, dans sa résolution 1275 (XLIII), a ensuite approuvé, d'une manière générale, les observations du Comité du programme et de la coordination relatives aux secteurs du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme qu'il avait passés en revue durant la première partie de sa première session et a appelé l'attention de l'Assemblée générale sur ces observations. Il prenait note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur le programme de travail et le priait de tenir compte, lorsqu'il établirait son prochain rapport sur ce programme, des suggestions du Comité du programme et de la coordination et du Comité *ad hoc* d'experts chargés d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

738. Il priait le Comité du programme et de la coordination de continuer à étudier les mesures nouvelles nécessaires pour donner suite, au sein de l'Organisation des Nations Unies, aux recommandations du Comité *ad hoc* d'experts concernant la mise au point d'un système intégré de planification à long terme, d'établissement des programmes et de préparation de budgets, compte tenu des recommandations du Comité du programme et de la coordination, et priait le Secrétaire général de présenter au Conseil un exposé sur la question, à sa quarante-quatrième session, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination. Il appelait en outre l'attention de l'Assemblée générale sur la nécessité d'élaborer des directives concernant l'acceptation et l'administration des fonds d'affectation spéciale.

739. Le Conseil économique et social faisait siennes les observations et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le rôle du Comité du programme et de la coordination et ses relations avec le Comité consultatif; il faisait sienne l'opinion du Comité consultatif selon laquelle les activités des deux comités étaient étroitement liées et selon laquelle le programme et le budget ne pouvaient être considérés isolément. Il invitait le Comité consultatif à tenir compte du rapport ou des rapports du Comité du programme et de la coordination sur le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines éco-

nomique et social et dans celui des droits de l'homme lorsqu'il examinerait les propositions budgétaires initiales du Secrétaire général relatives à ces domaines d'activité; et il exprimait l'espoir que le calendrier des réunions du Comité du programme et de la coordination et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires serait arrêté de telle sorte que le Comité consultatif pourrait, à l'avenir, être représenté à toutes les réunions du Comité du programme et de la coordination portant sur le programme de travail et tenir compte du rapport ou des rapports établis par le Comité du programme et de la coordination au vu des proposi-

tions budgétaires du Secrétaire général pour l'exercice suivant.

740. Enfin, le Conseil économique et social invitait le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à examiner, tôt lors des réunions qu'il tiendrait à l'automne de 1967, le rapport du Comité du programme et de la coordination sur le programme de travail, les décisions prises par le Conseil à ses quarante-deuxième et quarante-troisième sessions, et les discussions ayant eu lieu au Conseil et à son Comité de coordination sur le programme de travail.

# APPLICATION DES RECOMMANDATIONS FORMULEES PAR LE COMITE AD HOC D'EXPERTS CHARGE D'EXAMINER LES FINANCES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES\*

741. Lorsqu'il a examiné, à sa quarante-troisième session<sup>1/</sup>, la question de l'application des recommandations formulées par le Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées<sup>2/</sup>, le Conseil était saisi des documents suivants: un rapport du Secrétaire général (E/4391<sup>3/</sup>) sur les mesures prises conformément au paragraphe 3 de la résolution 2150 (XXI) de l'Assemblée générale, un rapport intérimaire que le Comité administratif de coordination avait soumis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (E/4337<sup>4/</sup>, par. 122 à 135), les observations du Comité consultatif (E/4401<sup>5/</sup>) et du Comité du programme et de la coordination (E/4395<sup>6/</sup>, par. 42 et 43), sur le rapport intérimaire du CAC et le rapport des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du CAC (E/4404<sup>7/</sup>).

742. Dans son rapport (E/4391), le Secrétaire général exposait certaines mesures qui avaient été prises pour appliquer les recommandations du Comité ad hoc concernant la planification à long terme, l'évaluation et la coordination, ainsi que les conférences, les réunions et la documentation. Ce rapport traitait principalement des travaux du Département des affaires économiques et sociales. Le Secrétaire général exprimait l'espoir qu'un dialogue constructif s'instaurerait entre le Secrétariat et les organes directeurs intéressés de même qu'entre le Conseil et ses organes subsidiaires, y compris le Comité du programme et de la coordination dont les travaux étaient en grande partie liés à plusieurs des recommandations du Comité ad hoc. En ce qui concerne la mise au point d'un système intégré de planification à long terme, d'établissement des programmes et de préparation des budgets, la documentation préparée à l'intention du Comité du programme et de la coordination au sujet du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme pouvait être considérée comme un pas dans cette voie. On avait créé au Département des affaires économiques et sociales un poste de conseiller spécial pour la planification des programmes du Département. Le titulaire de ce poste aurait notamment pour tâche

de planifier et d'examiner les divers programmes dont le Département était chargé. Toutefois, la disparité entre programmes et budgets ne serait vraisemblablement éliminée que lorsque le programme de travail et le budget constitueraient un seul et même document. Le Secrétaire général citait les secteurs dans lesquels la planification à long terme avait progressé, mais faisait observer que certains aspects des travaux dans les domaines économique et social s'opposaient à cette planification. A propos de l'évaluation, le Secrétaire général indiquait que le Comité du programme et de la coordination avait entrepris certaines des tâches relevant du domaine de l'évaluation envisagées par le Comité ad hoc. Le Secrétaire général présentait au Conseil un rapport distinct sur l'évaluation des programmes de coopération technique<sup>8/</sup>. En ce qui concerne la coordination, le Secrétaire général constatait que le rapport du CAC exposait assez en détail les dispositions prises par le CAC en vue de faciliter sa tâche. Il convenait également de noter l'élargissement et la consolidation du rôle du Comité consultatif pour les questions administratives du CAC. La mesure la plus importante visant à renforcer le personnel chargé des questions relatives au CAC et des affaires interorganisations avait été la création d'un poste à plein temps de Sous-Secrétaire aux affaires interorganisations. A propos des recommandations du Comité ad hoc concernant les conférences, les réunions et la documentation, le Secrétaire général faisait observer que le programme des réunions pour 1967 était plus chargé qu'on ne l'avait prévu et que le programme de 1968 était d'ores et déjà plus chargé que celui de 1967. Pour conclure, le Secrétaire général signalait que l'application des recommandations du Comité ad hoc devrait être examinée en même temps que d'autres questions qui avaient trait aux mêmes problèmes fondamentaux.

743. Dans ses observations sur la proposition du CAC touchant la création d'un corps d'inspection, le Comité du programme et de la coordination notait que la proposition du CAC et les recommandations du Comité ad hoc divergeaient sur trois points: en effet, le CAC avait suggéré de demander aux gouvernements de désigner deux ou plusieurs candidats au corps d'inspection plutôt qu'un ou plusieurs; il avait proposé que le Secrétaire général, après avoir consulté les membres du corps d'inspection, charge l'un d'eux d'assumer la responsabilité de la planification et de la coordination des activités du corps d'inspection; enfin il supposait que l'organe directeur ou délibérant de chaque organisation participante déciderait sous quelle forme le chef de secrétariat devrait

\*Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

<sup>1/</sup> E/SR.1505.

<sup>2/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 80 de l'ordre du jour, document A/5343.

<sup>3/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 19 de l'ordre du jour.

<sup>4/</sup> Ibid., point 17 de l'ordre du jour.

<sup>5/</sup> Ibid., quarante-troisième session, Supplément No 9 A.

<sup>6/</sup> Voir chapitre XIII, section III.

rendre compte des inspections effectuées et de la suite qu'il y aurait donnée. Le Comité du programme et de la coordination soulignait qu'il lui paraissait préférable de laisser aux inspecteurs le soin de prendre eux-mêmes les arrangements nécessaires à l'organisation de leurs travaux et qu'un élément essentiel de la proposition du Comité ad hoc était que les rapports des inspecteurs soient transmis in extenso, en même temps que les commentaires éventuels des directeurs des organisations, aux conseils d'administration ou aux organes directeurs des organisations. Il exprimait l'espoir que ces divergences seraient examinées lors des réunions communes avec le CAC.

744. Dans ses observations (E/4401) sur le rapport intérimaire du CAC (E/4337, par. 122 à 135), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires notait que la principale divergence entre les propositions du Comité ad hoc et celles du CAC concernait la procédure de communication des rapports. Il comprenait le souci de respecter les responsabilités statutaires du chef de secrétariat, d'une part, et celles du conseil d'administration ou de l'organe directeur, d'autre part, mais il ne pensait pas que la constitution du corps commun d'inspection proposé dût nécessairement porter atteinte à ces responsabilités. Le Comité consultatif estimait que les Etats Membres pourraient s'assurer qu'ils étaient tenus informés des activités du corps d'inspection et de la suite qui y serait donnée par les chefs des secrétariats et il pensait qu'ils ne manqueraient pas de le faire. S'agissant des dispositions à prendre en ce qui concerne le corps commun d'inspection dans leur ensemble, le Comité consultatif espérait que l'expérience permettrait d'éliminer les divergences et recommandait que les méthodes de travail soient réexaminées et, le cas échéant, modifiées, après deux années de fonctionnement.

745. Lors de leurs réunions communes, le CAC et le Comité du programme et de la coordination avaient été saisis des conclusions du Comité consultatif et du Comité du programme et de la coordination. Il y avait eu à leur sujet un échange de vues franc et ouvert qui avait permis aux membres de comprendre leurs points de vue respectifs. Les membres des réunions communes s'étaient à l'unanimité déclarés disposés à veiller à ce que l'on donne rapidement suite à la résolution 2150 (XXI) de l'Assemblée générale. De temps à autre, les inspecteurs choisiraient l'un d'entre eux pour assumer les fonctions de président du Corps d'inspection. Les organes directeurs compétents seraient saisis des rapports d'inspection par les soins des chefs de secrétariat, lesquels pourraient y joindre toutes informations ou observations qu'ils jugeraient appropriées. La procédure qu'adopteraient les organes directeurs pour la présentation et l'examen des rapports ainsi que pour le contrôle de la suite donnée aux décisions prises n'aurait d'autre but que d'assurer, avec un maximum d'objectivité et dans toute la mesure compatible avec les dispositions statutaires ou réglementaires en vigueur, la communication du texte intégral des rapports aux organes directeurs. Les organes directeurs transmettraient au Conseil économique et social et au Comité du programme et de la coordination les parties des rapports traitant de la

coordination ainsi que les renseignements sur les mesures éventuellement prises à propos de ces rapports. Le texte d'une déclaration que le président par intérim du CAC avait faite au nom du Comité était joint en annexe au rapport des réunions communes.

746. Lors de l'examen de la question au Conseil, plusieurs délégations ont réaffirmé l'importance qu'elles attachaient à l'application rapide des recommandations du Comité ad hoc. Le Conseil a examiné assez en détail la mise au point d'un système intégré de planification à long terme, d'établissement des programmes et de préparation des budgets lorsqu'il a étudié le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et ses incidences budgétaires<sup>2/</sup>. Nombre d'orateurs ont souligné la disparité existant entre programmes et budgets. Plusieurs délégations ont noté que l'application de certaines des recommandations du Comité ad hoc ne faisait que commencer. Elles attendaient avec un intérêt particulier le rapport détaillé qui serait présenté à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session, conformément au paragraphe 7 de la résolution 2150 (XXI) de l'Assemblée générale. Au cours du débat, on a souligné combien il importait que les Etats Membres des organismes des Nations Unies adoptent des mesures concertées. En ce qui concerne la présentation du rapport du Comité ad hoc aux organes subsidiaires du Conseil, on a dit que ces organes pourraient soumettre des rapports intérimaires au Conseil s'ils ne pouvaient pas appliquer immédiatement les recommandations du Comité ad hoc. On a exprimé l'espoir que la planification à long terme pourrait aller au-delà des domaines mentionnés dans le rapport du Secrétaire général et s'étendre à d'autres secteurs du domaine économique et social. En ce qui concerne les conférences et les réunions, on a noté le nouvel accroissement du nombre des réunions et on a souligné combien il importait de trouver une définition de l'expression "grande conférence spéciale".

747. Au cours du débat, on s'est félicité de l'accord réalisé lors des réunions communes du CAC et du Comité du programme et de la coordination au sujet du Corps commun d'inspection. L'unanimité qui s'était faite sur une question si délicate était un résultat dont on pouvait se louer. Toutefois, une délégation a fait observer que cet accord n'avait pas force obligatoire et elle a exprimé la crainte que le Secrétaire général puisse être accusé de partialité lorsqu'il nommerait les inspecteurs. Il fallait absolument éviter d'imposer au Secrétaire général la responsabilité d'une décision d'ordre politique. A l'issue du débat sur la question, le Sous-Secrétaire aux affaires interorganisations a rappelé l'importance que le Secrétaire général attachait à la création d'un Corps commun d'inspection pleinement indépendant et le très vif souci qu'il avait personnellement d'assurer le succès de ces travaux.

748. Par sa résolution 1264 (XLIII), le Conseil, ayant donné suite aux recommandations que le Comité ad hoc avait formulées en ce qui concerne les

<sup>2/</sup> Voir chapitre XV.



méthodes d'évaluation, l'identification des questions capitales relatives à la coordination et la reconstitution de l'ancien Comité spécial de coordination, a pris note avec satisfaction des premières mesures que le Secrétaire général avait prises pour donner suite aux recommandations du Comité ad hoc et l'a prié de tenir le Conseil et l'Assemblée générale dûment informés des mesures complémentaires qu'il envisageait de prendre pour en parachever l'application; il a prié le Secrétaire général de transmettre le rapport du Comité ad hoc (A/6343) aux organes subsidiaires du Conseil, pour examen et décisions appropriées, et a prié les organes subsidiaires de revoir leurs méthodes de travail et leur calendrier de réunions, la documentation préparée en vue de réduire le nombre de demandes et le volume de la documentation, ainsi que le mandat de leurs propres organes subsidiaires. Le Conseil a également prié ses organes subsidiaires d'élaborer avec l'assistance des services appropriés du Secrétariat, s'ils ne l'avaient pas déjà fait, des programmes de travail à long terme donnant des indications claires sur la priorité relative des divers projets. Enfin, le Conseil a exprimé l'espoir que le Secrétaire général pourrait soumettre au Comité des conférences de l'Assemblée générale une définition de l'expression "grande conférence spéciale".

749. En ce qui concerne les recommandations du Comité ad hoc tendant à ce que les divers Etats Membres des organismes des Nations Unies prennent des mesures concertées, le Conseil, par sa résolution 1280 (XLIII), s'est félicité des conclusions unanimes arrêtées aux réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du CAC au sujet de la mise en œuvre des recommandations relatives à la création d'un corps commun d'inspection, a appelé l'attention de l'Assemblée générale et des organes directeurs, des institutions spécialisées intéressées ainsi que de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur ces conclusions et a recommandé au Secrétaire général et aux chefs des secrétariats des institutions spécialisées de prendre toutes dispositions utiles pour que le Corps commun d'inspection soit en mesure de commencer ses opérations le 1er janvier 1968.

750. Par sa résolution 1277 (XLIII), le Conseil a invité le CAC et les diverses organisations à poursuivre activement leurs consultations au sujet des recommandations du Comité ad hoc concernant des mesures concertées et à faire figurer dans leurs rapports annuels au Conseil des renseignements sur les nouveaux progrès réalisés dans l'application des recommandations du Comité ad hoc.

## DEVELOPPEMENT ET COORDINATION DES ACTIVITES DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

### Section I. — Evolution générale et examens des activités

751. A sa quarante-troisième session, le Conseil a procédé, comme il l'avait fait les années précédentes, à l'examen du développement et de la coordination des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et de l'AIEA<sup>1/</sup>. Cette tâche lui a été facilitée par les travaux du nouveau Comité du programme et de la coordination, qui avait examiné au préalable un certain nombre de questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Outre les rapports du Comité du programme et de la coordination (E/4383 et E/4395<sup>2/</sup>), le Conseil était saisi des rapports et des résumés analytiques des rapports des institutions spécialisées<sup>3/</sup> et de l'AIEA<sup>4/</sup>, du rap-

port annuel du CAC (E/4337 et Add.1 et 2<sup>5/</sup>), des rapports du CAC sur la coordination à l'échelon régional (E/4335 et Add.1<sup>5/</sup>) et à l'échelon local (E/4336<sup>5/</sup>) et sur les dépenses des organismes des Nations Unies relatives aux programmes (E/4351<sup>5/</sup>), ainsi que d'une étude des points principaux des rapports présentés par le CAC et par les institutions spécialisées (E/4357<sup>5/</sup>).

### TRAVAUX DU COMITE ADMINISTRATIF DE COORDINATION

752. Dans son rapport annuel, le CAC (E/4337<sup>5/</sup>) a indiqué que l'expansion des activités des différents organismes des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme avait nécessité un renforcement de la coopération et de la coordination entre les organisations intéressées. Pour cela, il avait fallu constamment passer en revue les méthodes de coordination employées et s'efforcer d'améliorer et de renforcer les dispositions en vigueur en matière de coordination. Dans le rapport en question, le CAC a examiné ces dispositions et a exposé certaines des nouvelles mesures qui avaient été prises pour améliorer le fonctionnement du CAC et renforcer son secrétariat.

753. Le CAC avait noté que des progrès importants avaient été réalisés — ou étaient sur le point d'être réalisés — en matière de coopération interorganisations dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne l'industrialisation, le commerce international, la science et la technique, les sciences marines et la politique sociale. Pour ce qui est du développement industriel, le CAC estimait très important de prendre des dispositions permettant de coordonner les travaux de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, créée récemment, et ceux d'autres organismes des Nations Unies. Dans d'autres domaines, notamment l'aide alimentaire multilatérale, la démographie et la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, on avait préparé le terrain à de nouvelles mesures concertées. Dans deux cas, la coopération interorganisations était axée sur les manifestations spéciales prévues pour 1968: à savoir la célébration de l'Année internationale des droits de l'homme et la Conférence des Nations Unies sur l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

tative de la navigation maritime, 1967", communiqué au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4334).

4/ Agence internationale de l'énergie atomique, "Rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique au Conseil économique et social pour 1966-1967", communiqué au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4339).

5/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour.

<sup>1/</sup> E/AC.24/SR.314 à 321, 323, 325, 327 à 329, 332; E/SR.1505 et 1507.

<sup>2/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Suppléments Nos 9 et 9A.

<sup>3/</sup> "Vingt et unième rapport de l'Organisation internationale du Travail aux Nations Unies", communiqué au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4345);

"Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture au Conseil économique et social à sa quarante-troisième session" (Rome, 1967), communiqué au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4344);

"Rapport de l'UNESCO au Conseil économique et social", communiqué au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4347);

Organisation de l'aviation civile internationale, Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1966 (Doc. 8660, A16-P/2, avril 1967); et "Analyse sommaire des activités en 1966", communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4333 et Add.1);

Organisation mondiale de la santé, L'activité de l'OMS en 1966: rapport annuel du Directeur général à l'Assemblée mondiale de la santé et aux Nations Unies (Genève, 1967) [Actes officiels de l'Organisation mondiale de la santé en 1966, No 156]; et "Résumé analytique des activités de l'Organisation mondiale de la santé en 1966", communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4349 et Add.1); Union postale universelle, "Rapport sur les activités de l'Union 1966" (Berne, 1967); et "Rapport analytique sur les activités de l'Union postale universelle en 1966" (Berne, 1967), communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4348 et Add.1);

Union internationale des télécommunications, Rapport au Conseil économique et social sur les activités de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1966 (Genève, 1967); et Sixième Rapport de l'Union internationale des télécommunications sur les télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (Genève, 1967), communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4346 et Add.1);

Organisation météorologique mondiale, Rapport annuel de l'Organisation météorologique mondiale, 1966 (WMO No 205.RP.72) [Genève, 1967]; "Résumé analytique du rapport annuel de 1966 présenté par l'Organisation météorologique mondiale à la quarante-troisième session du Conseil économique et social"; et La Veille météorologique mondiale: plan et programme de mise en œuvre (mai 1967), communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4350 et Add.1-2);

Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, "Rapport annuel de l'Organisation intergouvernementale consul-

754. Le rapport signalait certains problèmes qui s'étaient posés et qui tenaient, d'une part, à la portée même des mesures de coordination à prendre et, d'autre part, à la difficulté de concilier les décisions prises par différents organismes intergouvernementaux, en matière de commerce international et d'enseignement agricole, par exemple. En ce qui concerne le commerce, le CAC avait élargi le mandat de son Sous-Comité des problèmes relatifs aux produits de base (qui s'appellerait désormais Sous-Comité du commerce international) pour lui permettre de s'occuper de tous les problèmes commerciaux qui intéressaient les organisations participantes. Des consultations à l'échelon du secrétariat avaient été organisées, certaines difficultés s'étant élevées entre la CNUCED et le GATT.

755. Le rapport du CAC exposait également les faits nouveaux survenus dans plusieurs autres secteurs — ressources hydrauliques, coopération en matière de statistiques, habitation et urbanisation, enseignement et formation.

756. On s'était attaché à mettre au point des procédures qui permettraient d'évaluer de différentes façons les activités de coopération technique internationale. Le rapport indiquait les conclusions du Groupe d'études créé par le CAC afin de voir quels enseignements on pourrait tirer des premiers projets pilotes d'évaluation et de décider des mesures qu'il serait souhaitable d'adopter à l'avenir aussi bien pour les missions d'évaluation d'ensemble que pour la mise au point de méthodes et techniques d'évaluation<sup>6/</sup>.

757. Le rapport récapitulait les résultats d'une étude entreprise par le CAC sur certains aspects des programmes et méthodes d'information suivis par les organismes des Nations Unies dans les domaines économique et social; on y trouvait énoncés certains principes approuvés par le CAC en vue de l'amélioration des programmes d'information des organismes des Nations Unies<sup>7/</sup>.

758. Enfin, le rapport contenait le texte du rapport d'activité que le CAC avait établi à l'intention du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires touchant l'application de certaines recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, notamment la recommandation relative à la création d'un Corps commun d'inspection<sup>8/</sup>. Il traitait en outre de questions intéressant le Comité consultatif de la fonction publique internationale et des arrangements interorganisations touchant l'établissement du calendrier provisoire des conférences des organismes des Nations Unies.

759. Le CAC avait joint à son rapport une annexe indiquant quel était le concours prêté par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées aux instituts régionaux de planification du développement (E/4337/Add.1<sup>5/</sup>) et une autre annexe indiquant le volume de documentation fourni en une seule année par les institutions spécialisées aux fins de la coordination (E/4337/Add.2<sup>5/</sup>).

760. Le CAC avait en outre établi des rapports sur la coordination à l'échelon régional (E/4335 et Add.1<sup>5/</sup>, 2<sup>9/</sup>) et sur la coordination à l'échelon local (E/4336<sup>5/</sup>, 10<sup>9/</sup>), ainsi que sur les dépenses des organismes des Nations Unies relatives aux programmes (E/4351<sup>5/</sup>, 11<sup>9/</sup>).

#### TRAVAUX DU COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION

761. Pendant la deuxième partie de sa première session tenue en juin 1967, le Comité du programme et de la coordination a examiné la question de la coordination des activités de l'ONU et des institutions spécialisées et a pris des dispositions en vue de ses réunions communes avec le CAC.

762. Dans son rapport (E/4395<sup>2/</sup>), le Comité a présenté des observations sur les activités des institutions dans certains domaines techniques. Tout en s'inquiétant du chevauchement des activités de la CNUCED et du GATT dans le domaine du commerce et du développement, le Comité s'est félicité des efforts qui étaient faits, à l'échelon des secrétariats, pour y remédier. Le Comité a noté également avec intérêt les initiatives qui avaient été prises récemment pour empêcher que la CNUCED, le GATT et l'ONUDI ne chevauchent leurs activités pour la promotion des exportations. Pour ce qui est de l'enseignement agricole, le Comité a accueilli avec satisfaction les consultations qui avaient eu lieu, mais il a déploré qu'un accord n'ait toujours pas été réalisé quant à la coordination des activités. Ces questions méritaient d'être examinées plus avant par le Conseil à sa session d'été. Le Comité a souligné l'importance d'une collaboration entre les institutions dans certains secteurs particuliers, comme la population, notamment en ce qui concerne la planification de la famille, le projet de déclaration sur le développement social et les statistiques.

763. Le Comité a présenté ses observations sur les propositions du CAC en vue de l'application des recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et a relevé trois points de divergence entre les propositions du CAC et les recommandations du Comité *ad hoc*<sup>9/</sup>. Il a exprimé l'espoir que ces divergences seraient examinées lors des réunions communes avec le CAC.

764. En ce qui concerne l'information, le Comité a réaffirmé la nécessité, soulignée par le CAC, d'accroître l'efficacité des services d'information des organismes des Nations Unies.

765. En outre le Comité a formulé un certain nombre de suggestions d'ordre général au sujet de la coordination. Il a proposé que le Conseil étudie de façon approfondie la question de la coordination à l'échelon national dans les organes directeurs des diverses organisations, afin de soumettre des recommandations appropriées aux gouvernements des Etats Membres et aux organisations intéressées.

<sup>6/</sup> Voir chap. XIII, sect. III.

<sup>7/</sup> Voir plus loin, par. 799.

<sup>8/</sup> Voir chap. XVI.

<sup>9/</sup> Voir plus loin, par. 781 à 787.

<sup>10/</sup> Voir plus loin, par. 788 à 793.

<sup>11/</sup> Voir plus loin, par. 804 à 806.

766. Le Comité a examiné le problème que pose le volume excessif de la documentation et il a recommandé instamment la mise au point d'un système d'indexation commun aux organismes des Nations Unies, qui permettrait de savoir quels documents sont disponibles et de les consulter aisément.

767. Enfin, le Comité a formulé des recommandations quant aux procédures à suivre à l'avenir en ce qui concerne les demandes de nouveaux projets et de documentation, pour que les projets et les documents ne fassent pas double emploi <sup>12/</sup>.

#### REUNIONS COMMUNES DU COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION ET DU CAC

768. Conformément aux résolutions 1090 G (XXXIX) et 1171 (XLI) du Conseil économique et social, le Comité du programme et de la coordination et le CAC ont tenu à Genève, en juillet 1967, des réunions communes auxquelles ont également participé les membres du Bureau du Conseil et le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Les participants ont procédé à un échange de vues approfondi au sujet de la création du Corps commun d'inspection recommandée par le Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et les deux Comités ont concilié leurs points de vues respectifs.

769. Au cours des réunions communes, les deux Comités ont également étudié la question de l'examen général des programmes et activités entrepris par les organismes des Nations Unies que l'Assemblée générale avait recommandé par sa résolution 2188 (XXI).

770. Le rapport des réunions communes (E/4404<sup>5/</sup>) contenait le texte convenu de certaines dispositions relatives au Corps commun d'inspection qui serait institué en janvier 1968, qui portait plus particulièrement sur les procédures à adopter pour la nomination des inspecteurs et la présentation de leurs rapports <sup>13/</sup>.

#### EXAMEN PAR LE CONSEIL

771. Dans un message adressé au Conseil <sup>14/</sup>, le Secrétaire général a déclaré qu'à mesure que l'Organisation des Nations Unies s'attaquait de plus près aux problèmes du développement, elle avait tendu non seulement à instituer de nouveaux programmes, mais aussi à créer de nouveaux organismes pour les administrer. Le Secrétaire général s'est demandé si cette façon de procéder demeurerait la meilleure et si la multiplication des organismes administratifs n'avait pas atteint ses limites raisonnables. La complexité croissante des mécanismes et des procédures des Nations Unies suscitait certaines appréhensions parmi les gouvernements tant des pays développés que des pays en voie de développement. Certaines méthodes et techniques avaient également donné lieu à des critiques.

772. L'Organisation avait commencé à prendre diverses initiatives pour remédier à ces inconvé-

nients, notamment par l'intermédiaire du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, appelé Comité des Quatorze, qui avait ouvert la voie à une très importante refonte des mécanismes administratifs et budgétaires des organismes des Nations Unies, et par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination. Le Comité du programme et de la coordination s'était acquitté de sa tâche difficile de façon très réaliste et encourageante et, sa composition ayant été élargie, il devait procéder à un examen des programmes des Nations Unies qui promettait d'être à la fois complet et fructueux. Ce Comité, ainsi que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, avaient également examiné la proposition importante faite par le Comité des Quatorze en vue de la création d'un Corps commun d'inspection, qui agirait en toute indépendance pour améliorer la gestion et les méthodes à appliquer en vue d'une coordination plus poussée. Le Comité administratif de coordination avait pris diverses mesures pour intensifier la coordination entre les organisations et accroître la portée et la gamme de ses activités afin de travailler en véritable association avec le Conseil. La réussite d'une telle association exigerait des organes directeurs, tout comme des chefs de secrétariat des institutions, qu'ils se montrent réellement désireux de coopérer et de procéder aux ajustements nécessaires. Elle supposerait que le Conseil admette que les institutions spécialisées ont un statut autonome et que, dans le cadre des dispositions statutaires en vigueur, leur coopération, au lieu d'être exigée d'elles, doit reposer sur un accord. Les réunions communes entre le CAC et les membres du bureau du Conseil et du Comité du programme et de la coordination avaient pour but principal de favoriser ce genre d'entente.

773. Enfin, le Secrétaire général a souligné qu'il fallait replacer les efforts que fait l'Organisation pour surmonter ses problèmes institutionnels dans le cadre général de la responsabilité qui lui incombe d'aider au progrès et à la prospérité de la communauté mondiale. La structure et le fonctionnement de ce mécanisme doivent correspondre aux exigences de la vie internationale, au même titre que l'ampleur et le contenu des programmes.

774. Au cours des débats auxquels ont participé les représentants des institutions — et, dans bien des cas, les chefs de secrétariat —, les membres du Conseil ont examiné des problèmes généraux de coordination ainsi que des questions particulières. On a reconnu d'une manière générale que le rôle central que jouait le Conseil pour ce qui est d'orienter l'action internationale vers la promotion du développement économique et social était de plus en plus important à mesure que les activités des Nations Unies se faisaient plus diverses et plus complexes. Il incombait aux Etats Membres de veiller à ce que les programmes internationaux donnent les résultats souhaités, qu'ils soient bien administrés et qu'ils suivent un ordre de priorité judicieux. Certes la coordination des activités des organismes des Nations Unies avait progressé depuis quelques années, mais il restait encore beaucoup à faire; dans plusieurs cas,

<sup>12/</sup> Voir plus loin, par. 787.

<sup>13/</sup> Voir plus haut, par. 745.

<sup>14/</sup> E/SR.1480.

par exemple, il fallait délimiter plus clairement les fonctions de certaines organisations.

775. Plusieurs membres du Conseil ont estimé que de nouvelles organisations s'étaient créées à un rythme qui ne pouvait être maintenu. Par suite de la prolifération des organisations, les problèmes de coordination étaient devenus un grave sujet de préoccupation pour le Conseil. Les organismes des Nations Unies avaient maintenant besoin d'adopter des méthodes systématiques, spéciales et simplifiées pour aborder les problèmes de développement.

776. On a fait observer que les travaux de la plupart des institutions spécialisées étaient axés de plus en plus sur l'assistance technique, à mesure que leurs ressources extra-budgétaires allaient croissant. Dans certains cas, les ressources affectées aux programmes d'assistance technique financés par des contributions volontaires dépassaient déjà le montant total de leurs budgets ordinaires. Les organisations devaient donc s'adapter à un rôle nouveau, celui d'agent chargé de l'exécution de programmes financés au moyen de ressources qui n'étaient soumises qu'en partie à leur contrôle.

777. On s'est déclaré satisfait des résultats obtenus par le Comité du programme et de la coordination, mais on a indiqué également que le Comité n'avait pas examiné de façon assez approfondie certaines questions de coordination. Le Conseil s'est félicité de l'entente réalisée lors des réunions communes et attendait avec intérêt la création du Corps commun d'inspection que le Comité *ad hoc* d'experts avait recommandée.

778. En examinant les rapports des institutions spécialisées et de l'AIEA, le Conseil a reconnu qu'il aurait intérêt à disposer de renseignements plus complets et plus détaillés sur des questions et des problèmes particuliers en matière de coordination. Il a étudié un certain nombre de questions mettant en jeu la compétence de plusieurs institutions ou organisations. On a constaté que la démarcation entre les activités de la FAO, de l'UNESCO et de l'OIT en matière d'enseignement agricole était en cours, mais certains problèmes demeuraient encore à résoudre. On a recommandé instamment de renforcer la coordination entre la CNUCED, le GATT et l'ONUDI, notamment en ce qui concerne la promotion du commerce et l'encouragement des exportations en provenance des pays en voie de développement. Le Conseil s'est déclaré satisfait des consultations qui avaient eu lieu entre le Secrétaire général de la CNUCED et le Directeur général du GATT. Il s'est également félicité de la coopération qui s'était instaurée entre l'OIT et l'ONUDI.

## Section II. — Questions particulières examinées par le Conseil

### RAPPORTS DES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET DU CAC

779. Le Conseil a pris acte avec satisfaction des rapports du CAC, des institutions spécialisées et de l'AIEA, et s'est félicité, en particulier, que l'on s'y soit efforcé de fournir des renseignements plus complets sur les questions de coordination. Il a adopté deux résolutions sur la question des rapports. Dans la

résolution 1277 B (XLIII) le Conseil a invité les institutions spécialisées et l'AIEA à continuer à présenter dans un chapitre distinct de leurs rapports analytiques les informations touchant la coordination et à développer, à l'avenir, l'importance de ce chapitre. Il a en outre invité les institutions spécialisées intéressées et le CAC à développer davantage, dans leur rapport pour 1968, les questions et problèmes de coordination suivants: a) enseignement agricole; b) questions démographiques; c) formation professionnelle dans le domaine de l'industrialisation; d) activités en matière d'océanographie; e) recherche et publications en matière de statistique. Dans sa résolution 1277 A (XLIII), le Conseil a invité le CAC et les institutions à faire figurer, dans leur rapport annuel au Conseil, des renseignements sur les nouveaux progrès réalisés dans l'application des recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Il a également invité le CAC et les institutions à poursuivre activement leurs consultations dans ce domaine.

780. Par une décision formelle, le Conseil a pris note <sup>15/</sup> du rapport du CAC sur le concours prêté par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées aux instituts régionaux de planification du développement (E/4337/Add.1<sup>5/</sup>). Il a accueilli avec satisfaction la décision de réunir tous les ans les directeurs des instituts. Il s'est aussi félicité de l'idée d'organiser au stade de la planification des échanges périodiques des programmes de travail entre les divers instituts et entre les instituts et autres organismes intéressés des Nations Unies.

### COORDINATION A L'ECHELON REGIONAL

781. Pour la première fois en quinze ans, le Conseil était saisi d'un rapport établi par le CAC, sur la coordination à l'échelon régional (E/4335 et Add.1<sup>5/</sup>). Le rapport commençait par une description des dispositifs de coordination intergouvernementale et intersecrétariats établis à l'échelon régional par les treize organismes des Nations Unies. Il faisait observer que ces dispositifs variaient considérablement suivant les organismes, puisque certains d'entre eux avaient des dispositifs régionaux très développés comprenant des organes intergouvernementaux régionaux permanents tandis que d'autres avaient des bureaux régionaux essentiellement guidés par les organes intergouvernementaux du Siège, et que d'autres, enfin, travaillaient presque entièrement d'un point de vue global. La moitié seulement des organismes avaient des dispositions statutaires relatives à l'établissement d'un dispositif régional. Le rapport faisait une description détaillée des méthodes et des pratiques concrètes qui se sont imposées dans le domaine de la coordination, en Europe, en Asie et en Extrême-Orient, en Amérique latine et en Afrique, tant au sein des organismes des Nations Unies que des autres organisations intergouvernementales. En outre, le rapport examinait brièvement les limites et les difficultés sur lesquelles on devrait se pencher à l'avenir. Le rapport contenait enfin un certain nombre de conclusions et de recommandations. Il indiquait que les arrangements que les institutions spé-

<sup>15/</sup> E/SR.1507.



cialisées ont conclu entre elles pour assurer la coordination à l'échelon régional étaient étendus et variés mais qu'il devenait de plus en plus difficile d'assurer la coordination nécessaire du fait que le nombre des organisations qui ont des bureaux dans chaque région ne cesse de croître. Dans certains cas, ce phénomène avait été si rapide que l'on n'avait pas pu conclure en temps voulu les nouveaux accords de coordination nécessaires. On avait certes augmenté le nombre des organismes et des bureaux intergouvernementaux, de caractère régional, pour s'efforcer de répondre à des besoins généralisés, mais il fallait augmenter plus encore les ressources financières et humaines consacrées à la coordination.

782. Dans certains cas, les activités des organisations intergouvernementales régionales qui ne sont pas apparentées à l'Organisation des Nations Unies n'étaient pas très étroitement coordonnées à celles des organismes des Nations Unies. Cette coordination devait être organisée essentiellement à l'échelon national, car il serait difficile à un organisme intergouvernemental quelconque d'entreprendre cette tâche.

783. Lorsque deux organisations ou plus travaillaient ensemble dans le même domaine, il fallait que les arrangements conclus entre elles dans les différentes régions soient conformes à ceux qui avaient été conclus au centre. Le rapport proposait à cet égard que les hauts fonctionnaires des commissions économiques régionales et des institutions intéressées se réunissent plus fréquemment pour discuter des questions d'intérêt commun.

784. Enfin, le rapport faisait observer que c'était aux organismes intergouvernementaux — qu'il s'agisse ou non d'organismes des Nations Unies — qu'il incombait en dernier ressort de coordonner leurs activités; il notait en outre qu'il fallait absolument éviter tout chevauchement des programmes de coordination sur le plan législatif.

785. Le rapport du Secrétaire général a été examiné successivement par le Comité du programme et de la coordination et par le Conseil. Le Comité du programme et de la coordination a estimé que ce rapport était aussi utile qu'instructif, mais, compte tenu de la complexité du sujet, il a décidé d'en remettre l'examen approfondi à une date ultérieure (E/4395<sup>2</sup>/, par. 9).

786. Les membres du Conseil ont estimé, comme le Comité du programme et de la coordination, que le rapport du Secrétaire général venait combler une lacune importante dans la connaissance des activités de coordination et qu'en fait, il était attendu depuis longtemps. On a fait observer que la diversité des arrangements régionaux s'expliquait par la gamme étendue des besoins régionaux. On a également fait état des relations de travail fructueuses qui ont été établies entre les organismes des Nations Unies et les différentes organisations intergouvernementales régionales, en particulier en Europe et en Afrique. On a estimé que, pour poursuivre le processus de décentralisation amorcé dans certaines organisations, il fallait opérer un renforcement continu des méthodes de coordination régionale. Plusieurs orateurs ont insisté sur l'importance que revêt le choix de l'emplacement des bureaux régionaux et sur le rôle que

jouent ceux-ci en assurant la "présence des Nations Unies" dans un nombre de pays aussi élevé que possible; en revanche, on a souligné l'avantage qu'il y aurait, sur le plan financier et administratif, à concentrer ces bureaux dans une ou deux villes occupant une position centrale.

787. A l'issue des travaux consacrés à cette question, le Conseil a pris acte avec satisfaction du rapport du CAC sur la coordination à l'échelon régional. Il a noté l'augmentation continue du nombre des organisations, qu'il s'agisse ou non d'organismes des Nations Unies qui exercent leurs activités dans les différentes régions, ainsi que du nombre des bureaux régionaux et sous-régionaux. Le Conseil a craint que cette situation ne rende plus difficile la coordination des diverses activités régionales, coordination dont cependant le besoin se fait sentir plus que jamais. Pour remédier à cet état de choses, le Conseil a estimé, comme le CAC, qu'il fallait redoubler d'efforts au niveau du Secrétariat, tant au Siège, en utilisant les mécanismes du CAC, que dans les régions elles-mêmes; il a également fait sien le point de vue du CAC selon lequel il serait bon que les commissions économiques régionales soient représentées plus régulièrement aux réunions des organes subsidiaires du CAC qui travaillent dans des secteurs où il existe des programmes régionaux importants. Enfin le Conseil a exprimé l'espoir que l'on s'efforcerait d'organiser des consultations plus fréquentes et plus efficaces entre les hauts fonctionnaires des commissions économiques régionales et ceux des institutions spécialisées, sur les questions présentant un intérêt commun.

#### COORDINATION A L'ECHELON LOCAL

788. A sa quarante-troisième session, le Conseil était saisi d'un rapport du CAC sur la coordination à l'échelon local (E/4336) établi conformément à la résolution 1090 B (XXXIX) du Conseil<sup>2</sup>, dans laquelle le Conseil avait demandé au Secrétaire général d'envisager comment améliorer les dispositions prises pour la coordination des programmes multilatéraux d'assistance des organismes des Nations Unies. Le rapport du CAC définissait la nouvelle politique à suivre en matière de coordination dans ce domaine. Le CAC indiquait que les dix principes régissant la coordination dans ce domaine, qu'il avait approuvés en 1961, s'étaient révélés satisfaisants dans la pratique, et que les imperfections relevées dans certains cas étaient imputables à la situation locale plutôt qu'à la politique suivie. Cependant l'assistance technique avait connu une évolution considérable et il avait été possible de mettre au point un grand nombre de pratiques fondées sur ces dix principes. Le rôle des représentants résidents du PNUD, en particulier, avait pris une dimension nouvelle. En même temps, l'ampleur croissante des activités d'assistance technique et de préinvestissement des organismes des Nations Unies obligeait à intensifier l'aide apportée aux gouvernements pour la préparation de projets bien choisis et techniquement réalisables.

789. Le CAC a insisté sur le fait que la programmation, l'exécution et la coordination des projets de coopération technique à l'échelon national étaient avant tout du ressort des gouvernements bénéficiaires et qu'il appartenait aux organisations internationales de

se conformer aux vœux de ces gouvernements et de tenir compte de leurs besoins. Dans le domaine de la coordination, les progrès les plus importants et les plus souhaitables étaient ceux que réalisaient les gouvernements eux-mêmes.

790. Les nouveaux principes portaient sur l'élaboration des programmes et des projets du PNUD ainsi que sur l'exécution des projets du PNUD et contenaient des dispositions générales au sujet des fonctions du représentant résident. Ils traduisaient essentiellement l'évolution des dispositions existantes et mettaient l'accent sur le rôle central de coordination du représentant résident.

791. Le rapport du CAC contenait également un résumé des réponses des gouvernements relatives à la coordination à l'échelon local, un résumé des observations présentées par les directeurs exécutifs des organisations et des programmes, y compris le PNUD, au sujet de la coordination à l'échelon local, et un résumé des observations présentées, sur ce même sujet, par les représentants résidents du PNUD.

792. La discussion qui a eu lieu au Conseil a montré que l'on s'accordait à reconnaître que le rôle central de coordination du représentant résident devait être renforcé et que la coordination entre les représentants résidents, les commissions économiques régionales et les représentants des institutions spécialisées dans ce domaine devait être aussi étroite que possible. Les représentants résidents étaient les porte-parole de l'ensemble des organismes des Nations Unies, aussi était-il essentiel que ceux-ci soient tenus pleinement informés des programmes de ces différents organismes, quelle que soit l'origine des fonds destinés à ces programmes. C'était peut-être au stade de la planification de toutes les activités de développement des Nations Unies que les représentants résidents jouaient le rôle le plus important. En outre, en conseillant les gouvernements au sujet des demandes d'assistance, les représentants résidents pourraient aider ceux-ci à coordonner l'assistance technique multilatérale et bilatérale; on a estimé, toutefois, que cette question était essentiellement du ressort des gouvernements bénéficiaires eux-mêmes. On a émis l'avis que la coordination à cet échelon serait grandement facilitée si les gouvernements bénéficiaires possédaient des bureaux centraux pouvant canaliser toutes les demandes d'assistance, et ayant l'autorité suffisante pour assurer l'équilibre et la bonne orientation des programmes et coordonner les activités relatives au développement à l'échelon national. Ces bureaux centraux pourraient veiller à ce que les différents services des administrations nationales s'adressent aux représentants résidents, ou tout au moins à ce que ces derniers participent à toutes les négociations auxquelles prennent part des organismes des Nations Unies. Etant donné le développement et l'expansion considérables des activités de coopération technique multilatérale, et compte tenu de la complexité croissante de cette assistance au niveau national, les principes révisés qui devraient présider à la coordination dans ce domaine et qui avaient été mis au point par le CAC sont apparus encore trop vagues et ambigus à certains membres; ils semblaient également limiter les activités des représentants résidents aux projets et aux programmes du PNUD. Cependant, on a fait

observer qu'il s'agissait d'une question d'une grande complexité et qu'il était extrêmement souhaitable de faire preuve d'une certaine souplesse. L'esprit dans lequel ces nouveaux principes avaient été mis au point laissait bien augurer de l'avenir. On s'est félicité des nouvelles dispositions concernant la coopération dans ce domaine qui avaient été récemment prises par le PNUD et la FAO et on a suggéré que des dispositions analogues soient adoptées par d'autres organisations, notamment l'ONUDI et le PNUD.

793. Le Conseil a adopté une résolution [1262 (XLIII)] sur la question de la coordination à l'échelon local dans laquelle il insistait sur la nécessité d'une coordination gouvernementale de toutes les activités techniques au niveau des gouvernements, soulignait l'importance d'une autorité centrale efficace de coordination et faisait valoir l'aide que les représentants résidents pouvaient apporter à la coordination de toutes les activités de développement des Nations Unies. Le Conseil invitait en outre les organismes des Nations Unies à collaborer avec les représentants résidents et à tenir ceux-ci informés des activités de développement dans leur secteur, et il priait le Secrétaire général de porter la résolution ainsi que les documents pertinents du Conseil économique et social et du Conseil d'administration du PNUD à la connaissance des représentants résidents et des chefs de secrétariat des organismes intéressés apparentés à l'Organisation.

#### COORDINATION A L'ECHELON NATIONAL

794. A la demande du Comité du programme et de la coordination (E/43952/ par. 7), le Conseil s'est penché tout particulièrement sur la question de l'harmonisation des positions prises par les délégations nationales auprès de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, afin d'éviter que des décisions contradictoires ne soient prises sur des questions analogues, au sein de différentes organisations. Le CAC avait lui aussi formulé des observations à ce sujet; il avait estimé que certains des problèmes rencontrés dans le domaine de la coordination provenaient, tout au moins en partie, de la difficulté de concilier les décisions prises par différents organismes intergouvernementaux.

795. Le Conseil a estimé que, bien que les gouvernements se soient attachés à mieux coordonner, à l'échelon national, leur position et leur participation au sein de l'Organisation des Nations Unies, de ses organes subsidiaires, des institutions spécialisées et de l'AIEA, il était encore nécessaire de déployer des efforts plus intensifs à cette fin.

796. Par sa résolution 1281 (XLIII), section I, il a invité instamment les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et de l'AIEA à continuer de prendre les autres mesures nécessaires pour harmoniser les positions adoptées par leurs délégations nationales aux réunions des diverses organisations, et il a suggéré aux gouvernements des Etats Membres qui ne l'avaient pas encore fait d'envisager la possibilité de mettre en place un mécanisme gouvernemental central chargé de coordonner, à l'échelon national, leur participation aux activités des organismes des Nations Unies.

## CAMPAGNE POUR L'ALPHABETISATION UNIVERSELLE

797. A sa quarante-troisième session, le Conseil a noté que la Conférence générale de l'UNESCO avait proclamé le 8 septembre de chaque année "Journée internationale de l'alphabétisation" et il a décidé que cette Journée devrait être célébrée comme il convient dans le monde entier, afin de stimuler l'intérêt, d'encourager la solidarité internationale et de faire connaître les activités concrètes destinées à promouvoir l'alphabétisation universelle.

798. En conséquence, par sa résolution 1276 (XLIII), le Conseil a fait sien l'appel lancé par l'UNESCO aux Etats Membres et aux organisations non gouvernementales les invitant à célébrer chaque année la Journée internationale de l'alphabétisation, et il a exprimé l'espoir que les moyens d'information dans le monde entier redoubleraient d'efforts pour renseigner l'opinion publique sur les activités des organismes des Nations Unies qui ont pour but de promouvoir l'alphabétisation universelle. Enfin, il a invité l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les Commissions économiques régionales à s'associer à la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation, étant donné que la lutte contre l'analphabétisme est un souci commun à tous les organismes des Nations Unies.

### DEVELOPPEMENT DES MOYENS D'INFORMATION

799. A sa quarante-troisième session, le Conseil a noté avec satisfaction que l'UNESCO avait intensifié ses activités dans le domaine des techniques de communication et en particulier qu'elle avait mis en train depuis peu des programmes à long terme relatifs aux communications spatiales et au développement du livre. En conséquence, par sa résolution 1278 (XLIII), il a invité l'UNESCO à préparer, en consultation avec les Etats Membres, l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées intéressées et les organismes professionnels compétents, un rapport complémentaire sur le recours aux techniques nouvelles de communication en vue de permettre les progrès rapides de l'éducation, notamment dans le domaine du développement du livre et, dans les limites de sa compétence, dans celui des communications spatiales, et à soumettre ce rapport, accompagné de recommandations appropriées, à une session ultérieure du Conseil.

### INCIDENCES DES NOUVELLES PROPOSITIONS SUR LE PROGRAMME

800. Dans son rapport sur la deuxième partie de sa première session (E/4395<sup>2</sup>/), le Comité du programme et de la coordination a émis l'avis que les organismes intergouvernementaux adoptaient parfois des résolutions faisant double emploi parce qu'ils agissaient sans avoir une connaissance suffisante des activités et de la documentation pertinentes existantes. C'est pourquoi il a préconisé une application rigoureuse de l'article 80 du Règlement intérieur du Conseil qui prie le Secrétaire général d'informer le Conseil des conséquences des nouvelles propositions après avoir consulté les institutions intéressées. En outre, il a insisté pour que les organismes intergouvernementaux soient informés d'avance des incidences de

fond qu'entraînerait l'application de toute proposition à l'étude et il a suggéré que le Secrétaire général soit invité à indiquer dans quelle mesure les projets ou la documentation existants répondaient à la proposition en question.

801. En conséquence, le Conseil, par sa résolution 1281 (XLIII), section I, a recommandé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de s'efforcer tout particulièrement d'assurer l'application de l'article 80 du Règlement intérieur du Conseil et il l'a prié d'indiquer au Conseil et à ses organes subsidiaires, avant l'adoption de toute proposition en cours d'examen, dans quelle mesure cette proposition faisait déjà l'objet de projets ou de documents existants ou relevait plutôt de la compétence d'une autre organisation. Le Conseil a également invité les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et de l'AIEA à informer de la même manière leurs organes respectifs lorsqu'ils appliquaient les dispositions de leur règlement qui correspondent à l'article 80.

### COORDINATION DES QUESTIONNAIRES STATISTIQUES

802. Dans sa résolution 1281 (XLIII), section II, le Conseil a repris une autre recommandation du Comité du programme et de la coordination (E/4395<sup>2</sup>/, par. 15), ayant trait à la coordination des questionnaires statistiques. Il a prié le Secrétaire général de faire en sorte que tous les questionnaires émanant du Secrétariat des Nations Unies soient approuvés par le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies chaque fois qu'ils impliquaient la communication de données statistiques. Il a en outre recommandé aux organes subsidiaires du Conseil de prendre les mesures nécessaires pour que cette procédure soit appliquée lorsqu'ils proposent de rassembler des données statistiques émanant des Etats Membres et appelé l'attention des organes compétents de la CNUCED et de l'ONUDI sur cette procédure.

### DOCUMENTATION ET INDEXATION

803. A sa quarante-troisième session, le Conseil a examiné les questions de documentation et d'indexation, dont il a estimé qu'elles étaient étroitement liées. Il a fait sienne la suggestion du Comité du programme et de la coordination (E/4395<sup>2</sup>/, par. 27) selon laquelle il devrait exister un index central des principaux documents des organismes des Nations Unies, ce qui aurait pour effet d'accroître l'utilité de la documentation existante et de contribuer à faire diminuer le nombre de demandes de renseignements qui pourraient exister sous une forme analogue. Le Conseil s'est également félicité de la création d'un groupe de travail interinstitutions sur l'indexation.

### RAPPORT SUR LES DEPENSES DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES RELATIVES AUX PRO- GRAMMES

804. Conformément à la demande formulée par le Conseil à sa quarante et unième session<sup>16</sup>/, le CAC a préparé à nouveau un rapport (E/4351<sup>3</sup>/) indiquant les dépenses de chacun des organismes des Nations Unies en adoptant un système de classification com-

<sup>16</sup>/ E/SR.1445.

mune. Comme le précédent, ce rapport comportait trois tableaux principaux. Le tableau 1 indiquait, pour l'ensemble des organisations, le montant des dépenses engagées en 1965, en 1966 et des dépenses prévues pour 1967 au titre du budget ordinaire et du fonds extra-budgétaire ainsi que les montants globaux des dépenses effectuées en 1965 et 1966 et des dépenses prévues pour 1967. Le tableau 2 indiquait les montants globaux des dépenses, en ménageant une colonne distincte pour chaque organisation. Le tableau 3 donnait les mêmes chiffres globaux que le tableau 1, mais consacrait une page distincte à chaque organisation. Les notes explicatives très complètes, qui devaient être lues en même temps que les tableaux, permettaient de déterminer à quoi correspondaient ceux-ci pour les programmes en cours d'exécution. Deux améliorations de détail avaient été apportées à la classification, mais le problème essentiel du chevauchement des rubriques (certains programmes auraient pu logiquement figurer dans deux ou plusieurs colonnes différentes) restait à résoudre.

805. Malgré ces difficultés, on a estimé généralement que le rapport fournissait des renseignements de base importants, essentiels pour la coordination et pour l'examen des priorités. Un orateur a fait observer que certains chiffres faisaient apparaître des changements assez substantiels par rapport à ceux qui figuraient, pour la même année, dans le

rapport précédent; il lui a été répondu que certains de ces changements s'expliquaient par le fait que des comptes apurés avaient été substitués à des chiffres estimatifs. On a émis l'avis qu'à l'avenir, les tableaux pourraient indiquer non seulement les chiffres en valeur absolue, mais également les pourcentages. On a également exprimé l'espoir que la classification serait révisée et améliorée avant que le rapport suivant ne soit préparé.

806. A l'issue des travaux consacrés à cette question, le Conseil a pris acte <sup>17/</sup> du rapport du CAC sur les dépenses des organismes des Nations Unies relatives aux programmes (E/4351). Il s'est félicité que ce document de référence soit publié chaque année et s'est déclaré convaincu qu'il s'agissait là d'un instrument utile pour tous les organismes du système des Nations Unies s'occupant de programmes internationaux dans les domaines économique et social. Il a prié le Secrétaire général d'appeler l'attention du Comité élargi du programme et de la coordination sur le rapport et de l'incidence qu'il pourrait avoir sur les études actuellement effectuées, conformément à la recommandation du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

---

<sup>17/</sup> E/SR.1507.

## QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET ORGANIQUES

### Section I. — Le Conseil: composition, sessions, bureau

807. Pour l'année 1967, le Conseil se composait des 27 pays suivants: Belgique, Cameroun\*, Canada\*, Dahomey\*, Etats-Unis d'Amérique\*, France, Gabon\*, Guatemala, Inde\*, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Mexique, Pakistan\*, Panama, Pérou\*, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie\*, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela.

808. Les séances de la reprise de la quarante et unième session du Conseil ont eu lieu à New York du 15 au 18 novembre et du 17 au 21 décembre 1966<sup>1/</sup>. La quarante-deuxième session a eu lieu à New York du 8 mai au 6 juin 1967 et la quarante-troisième session à Genève du 11 juillet au 4 août 1967.

809. A la première séance de sa quarante-deuxième session<sup>2/</sup>, le Conseil a élu M. Milan Klusák (Tchécoslovaquie) président, et MM. Majid Rahnema (Iran), Manuel Varela, Jr (Panama) et Maxime-Léopold Zollner (Dahomey) vice-présidents pour l'année 1967.

### Section II. — Organes subsidiaires du Conseil<sup>3/</sup>

#### COMITES DU CONSEIL

810. Les dix comités créés par le Conseil, dont les noms suivent, se sont réunis pendant la période considérée. La liste ne comprend pas les comités ou organes du Secrétariat, le Comité administratif de coordination et ses organes subsidiaires ni les comités spéciaux d'experts.

a) Comité économique. Comité constitué à chaque session, comprenant les 27 membres du Conseil.

Président: M. Manuel Varela, Jr (Panama), vice-président du Conseil.

b) Comité social. Comité constitué à chaque session, comprenant les 27 membres du Conseil.

Président: M. Maxime-Léopold Zollner (Dahomey), vice-président du Conseil.

c) Comité de coordination. Comité constitué à chaque session, comprenant les 27 membres du Conseil.

Président: M. Majid Rahnema (Iran), vice-président du Conseil.

d) Comité du programme et de la coordination. Créé par la résolution 920 (XXXIV) du Conseil sous le nom de Comité spécial de coordination. Réorganisé par la résolution 1090 G (XXXIX) du Conseil de façon à être composé du Bureau du Conseil et du Président du Comité de coordination du Conseil, ainsi que de 10 membres du Conseil élus chaque année. Par la résolution 1171 (XLI) du Conseil, l'appellation du comité a été changée en "Comité du programme et de la coordination". En vertu de la résolution 1187 (XLI), il a été réorganisé de façon à être composé de 16 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Au titre de la résolution 1189 (XLI) du Conseil, cette composition a été élargie par l'adjonction de cinq autres Etats Membres désignés par le Président de l'Assemblée générale, afin d'entreprendre certaines tâches énoncées dans la résolution 2188 (XXI) de l'Assemblée générale<sup>4/</sup>.

Président: M. C. S. Jha (Inde).

Vice-Président et Rapporteur: M. J. B. Wilmot (Ghana).

e) Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Comité permanent de 15 membres créé en vertu de la résolution 980 A (XXXVI) du Conseil. Le nombre des membres de ce comité a été porté à 18 par la résolution 997 (XXXVI) du Conseil.

Président: M. Carlos Chagas (Brésil).

f) Comité de la planification du développement. Comité permanent de 18 membres créé par la résolution 1079 (XXXIX) du Conseil.

Président: M. Jan Tinbergen (Pays-Bas).

g) Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Comité permanent de 18 membres créé par la résolution 903 C (XXXIV) du Conseil.

Le nombre des membres de ce comité a été porté à 21 par une décision du Conseil en date du 19 décembre 1962 et à 27 par la résolution 1147 (XLI) du Conseil.

Président: M. Alexandru Budisteanu (Roumanie).

h) Comité du conseil chargé des organisations non gouvernementales. Comité permanent composé de 13 membres du Conseil élus chaque année conformément à l'article 82 du règlement intérieur modifié par la résolution 1099 (XL) du Conseil<sup>5/</sup>.

Président: M. Per-Olof V. Forshell (Suède).

\* Membres dont le mandat expire le 31 décembre 1967.

<sup>1/</sup> Le rapport sur les séances qui ont eu lieu du 15 au 18 novembre a été présenté à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session dans le document A/6303/Add.1 (Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément No 3 A).

<sup>2/</sup> E/SR.1460.

<sup>3/</sup> On trouvera à l'annexe II la liste des membres et les dates des réunions.

<sup>4/</sup> Voir section 5.

<sup>5/</sup> Conformément à une décision prise à sa 1453ème session, tenue le 18 novembre 1966, le Conseil a décidé de proroger jusqu'au 31 décembre 1967, le mandat des membres élus à sa quarantième session.



i) Comité exécutif du programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Comité créé par la résolution 672 (XXV) du Conseil. Le nombre des membres de ce comité a été porté de 24 à 25 par la résolution 682 (XXVI) du Conseil et à 30 par la résolution 1958 (XVIII) de l'Assemblée générale.

Président pour 1966: M. S. Azimi (Iran).

Président pour 1967: M. B. C. Hill (Australie).

j) Comité des candidatures aux élections à l'Organe international de contrôle des stupéfiants aux termes de la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants. Comité spécial composé de 13 Etats Membres.

Président: M. Nasseem Mirza (Pakistan).

#### COMMISSIONS ET SOUS-COMMISSION TECHNIQUES

811. Le Conseil est assisté par les six commissions techniques et la sous-commission suivantes:

a) Commission de statistique;

b) Commission de la population;

c) Commission du développement social;

d) Commission des droits de l'homme; Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;

e) Commission de la condition de la femme;

f) Commission des stupéfiants.

A l'exception de la Commission de statistique et de la Commission de la population, qui se réunissent tous les deux ans, les commissions techniques se réunissent en principe chaque année. Toutefois, conformément à la résolution 1156 (XLI) du Conseil, la Commission des stupéfiants se réunira elle aussi tous les deux ans à dater de 1968.

812. Cinq des commissions techniques (statistique, population, développement social, droits de l'homme et condition de la femme) sont composées de représentants d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies élus par le Conseil. Afin d'assurer une représentation équilibrée dans les domaines dont s'occupent les diverses commissions, le Secrétaire général procède à des échanges de vues avec les gouvernements avant qu'ils ne nomment définitivement leurs représentants et que les nominations ne soient confirmées par le Conseil<sup>6/</sup>. Les membres de la Commission des stupéfiants sont choisis parmi les Membres de l'Organisation des Nations Unies, les membres des institutions spécialisées et les parties à la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants<sup>7/</sup>.

813. La Commission des droits de l'homme, la Commission du développement social et la Commission de la condition de la femme sont chacune composées de 32 membres, la Commission de la population est composée de 27 membres, et la Commission de statistique et la Commission des stupéfiants sont chacune composées de 24 membres. Dans le cas des commissions qui se réunissent tous les ans, un tiers

des membres est élu chaque année pour une durée de trois ans; dans le cas des commissions qui se réunissent tous les deux ans, la durée du mandat est de quatre ans.

814. La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités est composée de 18 personnes choisies par la Commission des droits de l'homme en consultation avec le Secrétaire général et sous réserve de l'approbation du gouvernement dont ces personnes sont ressortissantes. La durée du mandat des membres de la Sous-Commission est de trois ans.

815. Les élections en vue du renouvellement des membres des commissions techniques ont eu lieu à la reprise de la quarante et unième session par suite de l'expiration du mandat d'un tiers des membres de ces organes et en raison de la décision, prise par le Conseil dans sa résolution 1147 (XLI), d'augmenter le nombre de leurs membres<sup>8/</sup>. A la quarante-deuxième session, le Conseil a procédé à des élections afin de pourvoir les sièges des commissions techniques qui deviendront vacants le 31 décembre 1967<sup>9/</sup>.

816. A la reprise de la quarante et unième session et à la quarante-deuxième session, le Conseil a confirmé la nomination des membres des commissions techniques désignés par leurs gouvernements<sup>10/</sup>.

#### COMMISSIONS ECONOMIQUES REGIONALES

817. La Commission économique pour l'Europe comprend les Membres européens de l'Organisation des Nations Unies, les Etats-Unis d'Amérique et la République fédérale d'Allemagne. Conformément au mandat de la Commission, la Suisse peut participer aux travaux de la Commission à titre consultatif.

818. La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient comprend les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui se trouvent dans la région géographique que définit le mandat de la Commission, ainsi que les Etats-Unis d'Amérique, la France, les Pays-Bas, la République de Corée, la République du Viet-Nam, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Samoa-Occidental et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Le Brunéi et Hong-kong sont membres associés. La République fédérale d'Allemagne et la Suisse ont le droit de participer aux travaux de la Commission à titre consultatif en vertu respectivement des résolutions du Conseil 617 (XXII), du 20 juillet 1956, et 860 (XXXII), du 21 décembre 1961.

819. La Commission économique pour l'Amérique latine comprend les Etats d'Amérique latine qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que la Barbade, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Guyane, la Jamaïque, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Trinité et Tobago. Le Honduras britannique ou

<sup>6/</sup> Voir E/SR.1452 et 1453.

<sup>7/</sup> Voir E/SR.1472.

<sup>10/</sup> Pour les noms des membres dont la nomination a été confirmée, voir Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la quarante et unième session, Supplément No 1A, p. 5; et *ibid.*, quarante-deuxième session, Supplément No 1.

<sup>6/</sup> Voir les résolutions 12 (II) et 3 (III) du Conseil.

<sup>7/</sup> Voir les résolutions 845 (XXXII), section II, et 1147 (XLI) du Conseil.

Belize est membre associé. La République fédérale d'Allemagne et la Suisse ont le droit de participer aux travaux de la Commission à titre consultatif en vertu respectivement des résolutions 632 (XXII) et 861 (XXXII) du Conseil.

820. La Commission économique pour l'Afrique comprend les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui se trouvent dans la région géographique à laquelle s'étend la compétence de la Commission. Les membres associés de la Commission sont les territoires non autonomes situés dans cette région géographique, ainsi que l'Espagne, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. La République fédérale d'Allemagne et la Suisse ont le droit de participer aux travaux de la Commission à titre consultatif en vertu respectivement des résolutions 763 D (XXX) et 925 (XXXIV) du Conseil.

### Section III. — Autres organes connexes<sup>11/</sup>

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

821. Le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, créé par la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale se compose de 37 membres élus par le Conseil économique et social conformément aux dispositions de cette résolution et de son annexe. A sa quarante-deuxième session, le Conseil a procédé à des élections en vue du renouvellement des membres dont le mandat se terminerait à la fin de 1967<sup>12/</sup>.

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

822. Conformément à la résolution 1038 (XI) de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration du FISE est composé de 30 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, élus par le Conseil.

823. A sa 366ème séance, le 20 juin 1967, le Conseil d'administration a élu M. Joseph W. Willard (Canada) président pour la période allant du 1er août 1967 au 31 juillet 1968, et a institué pour la même période un comité du programme composé de 21 membres et un comité du budget d'administration composé de 12 membres.

824. A sa quarante-deuxième session<sup>13/</sup>, le Conseil a élu un tiers des membres du Conseil d'administration.

#### COMITE CENTRAL PERMANENT DES STUPEFIANTS, ORGANE DE CONTROLE DES STUPEFIANTS ET ORGANE INTERNATIONAL DE CONTROLE DES STUPEFIANTS

825. Aux termes de la Convention internationale sur l'opium du 19 février 1925, modifiée par le Protocole du 11 décembre 1946, le Comité central permanent des stupéfiants, précédemment dénommé Comité central permanent de l'opium, se compose de 8 membres

désignés à titre personnel par le Conseil économique et social pour une durée de cinq ans.

826. Le Comité central a réélu sir Harry Greenfield président et M. Paul Reuter vice-président, leur mandat devant venir à expiration à la fin de celui du présent Comité central.

827. L'Organe de contrôle des stupéfiants, créé par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, se compose de quatre membres dont deux sont désignés par l'OMS, un par la Commission des stupéfiants et un par le CCPS.

828. L'Organe de contrôle des stupéfiants a réélu M. George Joachimoglu président et M. E. S. Krishnamoorthy vice-président, leur mandat devant venir à expiration à la fin de celui de l'Organe de contrôle des stupéfiants.

829. A sa quarante-deuxième session, le Conseil a élu les onze membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants aux termes de la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants<sup>14/</sup>, en tenant compte des recommandations contenues dans le rapport (E/4299) du Comité des candidatures, qu'il avait précédemment créé en vue de ces élections. Le mandat des membres de l'Organe commencera le 2 mars 1968, date d'entrée en fonctions de l'Organe fixée par le Conseil dans sa résolution 1106 (XL), conformément au paragraphe 2 de l'article 45 de la Convention.

### Section IV. — Relations entre le Conseil économique et social et les organisations intergouvernementales, autres que les organismes des Nations Unies, qui s'occupent de questions économiques et sociales

830. Le Conseil a étudié<sup>15/</sup> à sa quarante-troisième session la question de ses relations avec les organisations intergouvernementales, autres que les organismes des Nations Unies, qui s'occupent de questions économiques et sociales. Il était saisi à ce propos d'un rapport du Secrétaire général (E/4342<sup>16/</sup>) et d'une proposition de l'Iran, du Pakistan et de la Turquie en vue d'établir des relations avec l'Organisation de coopération régionale pour le développement (E/4323/Add.2 et E/4405<sup>16/</sup>).

831. Le rapport du Secrétaire général passait en revue l'expérience acquise par le Conseil dans ses rapports avec des organisations intergouvernementales autres que les organismes des Nations Unies, puis il étudiait le genre de relations qu'entretenaient avec ces organisations intergouvernementales divers autres organes des Nations Unies et les institutions spécialisées. Le rapport concluait qu'il semblerait avantageux que le Conseil établisse des rapports suivis avec quelques-unes des organisations intergouvernementales qui s'intéressent à nombre d'aspects du développement économique et social. Le Secrétaire général suggérait donc dans ce rapport qu'on lui donne toute latitude pour établir et entretenir des relations de secrétariat à secrétariat avec

<sup>11/</sup> On trouvera à l'annexe II la liste des membres et les dates des réunions.

<sup>12/</sup> Voir E/SR.1472.

<sup>13/</sup> E/SR.1472, 1474.

<sup>14/</sup> E/SR.1472.

<sup>15/</sup> E/SR.1505.

<sup>16/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 28 de l'ordre du jour.

certaines de ces organisations et pour les inviter éventuellement à participer aux sessions du Conseil. Le Conseil, lorsqu'il envisagerait quels avantages il serait en mesure de retirer de ce genre de relations régulières officielles, aurait ainsi toute liberté de tenir compte de l'évolution des circonstances.

832. Au cours des discussions du Conseil, on a décidé d'établir des relations avec l'Organisation de coopération régionale pour le développement. On a aussi fait remarquer que depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies, il s'était créé maintes organisations intergouvernementales s'occupant de questions économiques et sociales et que nombre d'entre elles collaboraient déjà, officiellement ou officiellement, avec des institutions rattachées à l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec le Secrétariat de l'ONU.

833. On a souligné que la participation aux délibérations d'un grand nombre d'organisations intergouvernementales nuirait certainement à l'efficacité du Conseil, mais on a reconnu qu'il serait utile à ce dernier d'établir des contacts plus étroits et plus suivis avec certaines de ces organisations. Le Conseil lui-même déciderait des organisations qu'il y aurait lieu d'inviter à participer aux débats. D'autre part, certains ont estimé qu'aucune mesure ne devait être prise pour l'instant, la situation en ce qui concerne les organisations intergouvernementales autres que les organismes des Nations Unies étant dans l'ensemble satisfaisante.

834. Par sa résolution 1267 (XLII) le Conseil a décidé d'établir des relations avec l'Organisation de coopération régionale pour le développement et a prié le Secrétaire général de prendre des mesures appropriées en vue d'assurer des échanges réciproques de renseignements et de documentation, de prévoir la représentation de cette organisation aux réunions des organismes des Nations Unies qui s'occupent de questions d'intérêt mutuel et de prévoir des consultations et une coopération technique concernant les questions d'intérêt commun entre ladite organisation et l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil a aussi invité le Secrétaire général à continuer de maintenir et de renforcer, au niveau du Secrétariat, les contacts avec les grandes organisations intergouvernementales de caractère économique et social qui ne sont pas rattachées à l'Organisation des Nations Unies; il l'a en outre invité à proposer au Conseil, lorsqu'il le jugerait utile aux objectifs et aux travaux du Conseil, les noms d'organisations intergouvernementales non rattachées à l'Organisation des Nations Unies qu'il y aurait lieu d'inviter à se faire représenter par des observateurs aux sessions du Conseil; ces organisations pourraient participer, avec l'approbation du Conseil et sans droit de vote, à ses débats sur les questions qui les intéressent. Le Conseil a invité ses organes subsidiaires à lui faire des recommandations sur l'opportunité d'établir des relations analogues entre eux et des organisations intergouvernementales déterminées dont l'activité s'exerce dans des domaines qui sont du ressort de ces organismes, sur la base de propositions faites par le Secrétaire général, et il a prié le Secrétaire général de lui faire un rapport sur l'application

des arrangements ci-dessus, à telle session future qui lui paraîtra appropriée.

#### Section V. — Composition du Comité élargi du programme et de la coordination et durée du mandat des membres du Comité

835. Au cours de la seconde partie de la reprise de sa quarante et unième session, le Conseil, rappelant sa résolution 1187 (XLI) du 17 novembre 1966, par laquelle il avait décidé que son Comité du programme et de la coordination se composerait de seize Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui seraient élus pour trois ans selon un système de roulement et compte tenu du principe d'une répartition géographique équitable, a pris en considération le fait que, par la suite, l'Assemblée générale avait prié dans sa résolution 2188 (XXI) le Conseil économique et social d'élargir, en vue de certaines tâches énumérées au paragraphe 2 de ladite résolution, la composition de son Comité du programme et de la coordination en y ajoutant cinq nouveaux Etats Membres qui seraient désignés par le Président de l'Assemblée générale pour une période de trois ans au maximum, compte dûment tenu d'une répartition géographique équitable.

836. Par sa résolution 1189 (XLI), le Conseil a décidé que le Comité du programme et de la coordination, composé de seize membres, exécuterait les diverses tâches que le Conseil lui avait assignées en matière d'examen des programmes et de coordination par ses résolutions 920 (XXXIV), 1090 G (XXXIX) et 1177 (XLI). Il a en outre décidé d'élargir la composition du Comité en y ajoutant cinq nouveaux Etats Membres qui seraient désignés par le Président de l'Assemblée générale pour une période de trois ans au maximum, en vue des tâches énumérées au paragraphe 2 de la résolution 2188 (XXI) de l'Assemblée générale, et il a prié le Comité d'inviter les experts nommés par les cinq Etats Membres ainsi désignés à participer, sans droit de vote, aux travaux dudit Comité.

837. Le Président de l'Assemblée générale, agissant conformément au paragraphe 1 de la résolution 2188 (XXI) de l'Assemblée, a désigné comme membres du Comité élargi du programme de la coordination les Etats Membres suivants: Jordanie, Malte, République arabe unie, Tchécoslovaquie et Trinité et Tobago.

838. Par la suite, le Conseil économique et social<sup>17/</sup>, dans sa résolution 1190 (XLI), a décidé que, nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de la résolution 1187 (XLI) du Conseil, la durée du mandat des seize membres du Comité du programme et de la coordination élus à la 1454<sup>ème</sup> séance du Conseil, tenue le 17 décembre 1966, serait de trois ans et prendrait fin le 31 décembre 1969.

#### Section VI. — Dissolution du Comité du développement industriel

839. Au cours de la reprise de sa quarante et unième session<sup>18/</sup>, le Conseil, dans sa résolution 1194 (XLI), a pris note des résolutions 2089 (XX) et 2152 (XXI) de l'Assemblée générale relatives à la

<sup>17/</sup> E/SR.1455.

<sup>18/</sup> E/SR.1459.

création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et a décidé de dissoudre le Comité du développement industriel.

**Section VII. — Amendement aux articles 4, 19, 20, 22, 23, 26 et 27 du règlement intérieur du Conseil économique et social**

840. Au cours de la reprise de sa quarante et unième session<sup>19/</sup>, le Conseil a décidé de modifier les articles 20, 22 et 23 de son règlement intérieur. Tenant compte de l'augmentation du nombre de ses membres, il a décidé de porter à trois le nombre des vice-présidents du Conseil. Il a aussi approuvé certains amendements concernant les fonctions des vice-présidents et le remplacement du président ou des vice-présidents. Le Conseil a également précisé qu'au cours de l'élection du Président, on devra tenir compte d'une rotation géographique équitable de cette charge entre les groupes régionaux suivants: Etats d'Afrique; Etats d'Amérique latine; Etats d'Asie; Etats d'Europe occidentale et autres Etats; Etats socialistes d'Europe orientale. Les trois vice-présidents devront aussi être élus sur la base d'une répartition géographique équitable entre les groupes régionaux autres que celui dont le président fait partie. Le nouveau texte des articles 20, 22 et 23 a été inclus dans la résolution 1193 (XLI) du Conseil économique et social.

841. A sa quarante-deuxième session<sup>20/</sup>, le Conseil a modifié les articles 4, 19, 26 et 27 de son règlement intérieur. Le nouveau texte de ces articles a été inclus dans la décision que le Conseil a prise le 29 mai 1967<sup>21/</sup>.

**Section VIII. — Amendement aux articles 15, 17 et 18 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social**

842. A sa vingt-troisième session, la Commission des droits de l'homme a adopté une résolution<sup>22/</sup> dans laquelle, estimant que l'élargissement de la composition d'un grand nombre de commissions techniques du Conseil justifiait une augmentation correspondante du nombre des vice-présidents, de façon à assurer un bureau plus équilibré conformément au principe de la répartition géographique équitable, elle a recommandé au Conseil d'adopter certains amendements au règlement intérieur de ses commissions techniques.

Par sa résolution 1231 (XLII), le Conseil a décidé d'apporter les amendements suivants au règlement intérieur de ses commissions techniques:

a) L'article 15 est modifié comme suit: "Chaque année, au début de sa première séance, la Commission élit parmi ses membres un président, un ou plusieurs vice-présidents, ainsi que d'autres membres du Bureau."

b) L'article 17 est modifié comme suit: "Si le président est absent pendant une séance ou une partie de séance, il désigne l'un des vice-présidents pour assumer la présidence."

<sup>19/</sup> E/SR.1458.

<sup>20/</sup> E/SR.1471.

<sup>21/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 1, p. 32.

<sup>22/</sup> Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 6, par. 554, résolution 18 (XXIII).

c) L'article 18 est modifié comme suit: "Si le président cesse d'être membre de la Commission, se démet de ses fonctions ou se trouve dans l'impossibilité de s'en acquitter, l'un des vice-présidents, selon l'ordre alphabétique anglais des pays qu'ils représentent, assume la présidence. Si aucun vice-président n'est en mesure d'assumer la présidence, la Commission élit un autre président."

**Section IX. — Documents du Conseil**

843. A sa quarante-deuxième session, le Conseil a pris note<sup>23/</sup> d'une communication du Secrétaire général (E/4317 et Add.1<sup>24/</sup>) relative à la documentation et établie en application de la résolution 1154 (XLI) du Conseil. Au cours du débat, certains représentants ont regretté que le Secrétaire général n'ait pas présenté de suggestions d'une portée plus vaste pour réduire la documentation dont le Conseil doit être saisi et ils ont proposé que le Secrétaire général poursuive l'étude de cette question.

**Section X. — Question de la réunion du groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale**

844. A sa quarante-troisième session, le Conseil a décidé<sup>25/</sup> de renvoyer à sa quarante-cinquième session la question de la réunion du groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale<sup>26/</sup>.

**Section XI. — Question de l'inscription à l'ordre du jour de la quarante-troisième session du Conseil d'un point supplémentaire intitulé "La responsabilité d'Israël pour le préjudice économique causé à des Etats arabes et à d'autres Etats épris de paix par suite de son agression contre la République arabe unie, la Syrie et la Jordanie"**

845. A sa quarante-troisième session<sup>27/</sup>, le Conseil a examiné une demande de l'URSS (E/4409<sup>28/</sup>) visant à inscrire à l'ordre du jour un point supplémentaire intitulé: "La responsabilité d'Israël pour le préjudice économique causé à des Etats arabes et à d'autres Etats épris de paix par suite de son agression contre la République arabe unie, la Syrie et la Jordanie".

846. Appuyant la demande d'inscription de ce point à l'ordre du jour, plusieurs délégations ont déclaré qu'Israël avait commis une agression contre la République arabe unie, la Syrie et la Jordanie et que, du fait qu'Israël avait commis cette agression et continuait d'occuper le territoire de ces Etats, les pays arabes et d'autres pays pacifiques avaient subi un préjudice économique considérable, dont Israël devait porter la responsabilité. Elles ont estimé qu'en sa qualité d'organe chargé, en vertu de la Charte des Nations Unies, de contribuer à

<sup>23/</sup> E/SR.1474.

<sup>24/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 22 de l'ordre du jour.

<sup>25/</sup> E/SR.1504.

<sup>26/</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 22 de l'ordre du jour, document E/4367.

<sup>27/</sup> E/SR.1480, 1490 à 1492.

<sup>28/</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 1 de l'ordre du jour.



créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales, le Conseil ne saurait méconnaître les événements qui se sont produits et se devait de les condamner; il ne faisait pas de doute que les aspects économiques de la guerre relevaient de la compétence du Conseil.

847. Au nombre des autres arguments principaux avancés en faveur de l'inscription de ce point à l'ordre du jour figuraient notamment les suivants: Israël avait commis une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au détriment des peuples de la Jordanie, de la Syrie et de la République arabe unie; le fait que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité traitaient d'autres aspects de cette situation ne devait pas empêcher le Conseil économique et social d'en examiner les aspects économiques; Israël devait porter la responsabilité des conséquences économiques et sociales de son agression; en vertu du paragraphe 3 de l'Article premier, de l'alinéa b de l'Article 55 et du paragraphe 1 de l'Article 62 de la Charte, le Conseil avait qualité pour examiner la question et, en fait, il en avait le devoir.

848. Les représentants qui étaient contre l'inscription de ce point à l'ordre du jour ont avancé les arguments suivants: la demande répondait à des desseins politiques et ne pouvait en rien aider le Conseil à atteindre ses objectifs; l'inscription de ce point à l'ordre du jour conduirait à des débats vains et longs et détournerait l'attention du Conseil des questions importantes dont il était déjà saisi; l'examen du point en question par le Conseil constituerait un précédent dangereux en ce sens que, ce faisant, le Conseil s'arrogerait un droit de regard sur les décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Un représentant a estimé que la proposition constituait une tentative oblique visant à faire condamner comme agresseur un Etat Membre des Nations Unies, alors que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient rejeté les projets de résolution présentés à cet effet. Une telle condamnation pourrait avoir pour seul effet de gêner les efforts entrepris par les organes compétents des Nations Unies en vue de trouver une solution politique durable aux problèmes du Moyen-Orient et d'inaugurer une ère de progrès économique et social dans cette région du monde.

849. Au cours du débat, un représentant a émis l'opinion que si le Conseil voulait s'occuper de cette question, il devrait autoriser son président à désigner au maximum cinq experts en droit international et en sciences économiques qui, agissant à titre personnel et non en tant que représentants de leur gouvernement, étudieraient les aspects juridiques et techniques de la situation et communiqueraient leurs conclusions au Conseil, soit à la reprise de la quarante-troisième session, soit à la quarante-quatrième session; si cette suggestion n'était pas retenue, on pourrait donner pour instructions au Président du Conseil d'engager d'urgence des consultations avec les Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité au sujet du problème constitutionnel et juridique en cause et de faire rapport au Conseil avant la fin de la quarante-troisième session. Sur la proposition d'un autre représentant, le Conseil a décidé de

remettre à plus tard l'examen de la question de l'inscription du point proposé à son ordre du jour, étant entendu que le président poursuivrait ses consultations avec les membres du Conseil, notamment avec ceux qui étaient le plus directement intéressés à la question, et ferait rapport au Conseil en temps voulu, tenant compte des déclarations faites au Conseil sur ce sujet.

## Section XII. — Programme de conférences et de réunions pour 1968 et 1969\*

850. A sa quarante-troisième session, le Conseil a examiné<sup>29/</sup> le programme de conférences et de réunions pour 1968 et un programme provisoire pour 1969. Il était saisi d'une note (E/4400) de Secrétaire général établie en application de la résolution 2239 (XXI) de l'Assemblée générale. Au cours du débat, un certain nombre de représentants ont exprimé leur inquiétude devant le nombre croissant des réunions et des conférences des Nations Unies et la charge qu'elles imposent aux délégations et au Secrétariat. Le Conseil a décidé<sup>30/</sup> d'appeler particulièrement l'attention de ses organes subsidiaires sur la résolution 2116 (XX) de l'Assemblée générale concernant le plan des conférences et sur les recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées (A/6343) et d'exprimer la grave inquiétude qu'il éprouve devant la tendance de certains de ces organes à vouloir tenir des sessions de plus en plus longues et en même temps à augmenter le nombre de leurs organes subsidiaires; le Conseil a aussi invité le Secrétaire général à aider les organes subsidiaires à examiner leurs programmes en vue de s'efforcer de réduire d'une semaine ou davantage la durée de leurs sessions.

851. Le Conseil a apporté un certain nombre de modifications au programme proposé par le Secrétaire général. En particulier, afin de ménager entre la session d'automne du Comité central permanent des stupéfiants et la session que doit tenir ensuite la Commission des stupéfiants un délai suffisant pour que la Commission puisse être saisie en temps utile du rapport du Comité à la Commission, le Conseil a décidé que les sessions de la Commission devraient se tenir dans la période janvier-février plutôt qu'en décembre et que la vingt-deuxième session devrait s'ouvrir le 8 janvier 1968 plutôt qu'en décembre 1967.

852. Le Conseil a autorisé la Commission du développement social à siéger pendant quatre semaines en 1968 en raison de son ordre du jour chargé, étant entendu que la Commission reviendrait ensuite à des sessions de trois semaines. Il a décidé, après un échange de vues, que le Comité de la planification du développement se réunirait en 1968, à Addis-Abéba, comme l'avait recommandé le Comité lui-même.

853. Le calendrier des conférences et des réunions pour 1968 et le programme provisoire pour 1969, tels qu'ils ont été adoptés par le Conseil, sont reproduits plus loin à l'annexe III.

\*A l'ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale figure un point intitulé "Plan des conférences".

<sup>29/</sup> E/AC.24/SR.333, 335; E/SR.1507.

<sup>30/</sup> E/SR.1507.



854. Pendant la quarante-troisième session<sup>31/</sup>, un certain nombre de représentants se sont déclarés mécontents des conditions matérielles qui existent dans la salle du Conseil à l'Office des Nations Unies à Genève. Le Directeur général adjoint de l'Office a porté à la connaissance du Conseil certaines améliorations qui seront apportées prochainement et dont les membres du Conseil bénéficieront la prochaine fois qu'ils siégeront à Genève.

#### Section XIII. — Incidences financières des décisions du Conseil

855. Le Conseil a été saisi<sup>32/</sup>, sous forme récapitulative (E/4406 et E/4423 et Add.1), des inci-

<sup>31/</sup> E/SR.1488, 1500, 1503.

<sup>32/</sup> E/SR.1507.

dences financières des décisions qu'il avait prises à ses quarante-deuxième et quarante-troisième sessions. Il a été informé des mesures que le Secrétaire général comptait prendre pour disposer des moyens financiers nécessaires à l'application des décisions en question. En outre, conformément à l'article 34 de son règlement intérieur, le Conseil a été informé des incidences financières de chacune des propositions présentées au moment où la proposition était examinée.

856. Plusieurs représentants ont fait des observations sur les coûts estimatifs et ont réservé leur position à cet égard.

## ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

### Section I.—Demandes d'admission au statut consultatif et renouvellement de demandes déjà présentées

857. A sa quarante-deuxième session, le Conseil était saisi du rapport de son Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/4321<sup>1</sup>), qui contenait des recommandations relatives aux demandes et aux demandes renouvelées d'admission au statut consultatif. Dans sa résolution 1219 (XLII), le Conseil a approuvé les recommandations du Comité tendant à différer d'un an l'examen de la demande d'admission au statut consultatif de la catégorie B présentée par l'Union internationale chrétienne des dirigeants d'entreprise et de la demande de reclassement de la catégorie B à la catégorie A présentée par le Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation; à donner suite à la demande de reclassement dans la catégorie B présentée par l'Association soroptimiste internationale; à donner suite aux demandes d'admission au statut consultatif de la catégorie B présentées par cinq autres organisations; à inscrire deux autres au registre du Secrétaire général et à donner suite à la nouvelle demande d'admission au statut consultatif de la catégorie B présentée par la Fédération démocratique internationale des femmes. Il a également décidé de donner suite à la nouvelle demande d'admission au statut consultatif de la catégorie B présentée par l'Association internationale des juristes démocrates.

858. Au cours des débats du Conseil<sup>2</sup>, certains représentants ont dit que la liste des organisations dotées du statut consultatif se composait principalement d'organisations occidentales et qu'elle ne reflétait donc pas les grands changements intervenus dans la composition de l'Organisation des Nations Unies au cours des dernières années. Le nombre des organisations ayant leur siège dans des pays en voie de développement ou dans des pays à économie planifiée leur paraissait insuffisant et ils ont exprimé des doutes quant à l'utilité, pour le Conseil, du concours de nombreuses organisations qui figuraient sur la liste. Certains renseignements dont on disposait prouvaient que diverses organisations recevaient des subventions de gouvernements et étaient donc soumises à une influence indue. On a émis l'avis que les règles en vigueur ne définissaient pas clairement les diverses catégories de statut et ne fixaient pas de norme pour le retrait d'un statut ni ne le prévoyait. On a proposé de créer un comité spécial chargé d'examiner ces questions et de faire rapport au Conseil.

859. D'autres représentants ont émis l'opinion que le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales était qualifié et suffisamment représentatif pour examiner les divers problèmes en question et pour faire des recommandations au Conseil à leur sujet. Il a été généralement reconnu qu'après avoir été appliquées pendant 17 ans, les règles en vigueur pourraient faire l'objet d'une révision générale et être améliorées et que la liste des organisations ne devrait être révisée que lorsque le Conseil aurait étudié la possibilité de modifier ces règles et compte tenu des modifications qu'il pourrait décider. On a reconnu également qu'il fallait assurer la représentation la plus large possible d'organisations non gouvernementales dont les vues et opinions diverses présentent un intérêt pour le Conseil, et ce conformément à l'esprit, aux buts et aux principes de la Charte.

860. Dans sa résolution 1225 (XLII), le Conseil a prié le Comité chargé des organisations non gouvernementales de réviser les critères en application desquels le statut consultatif est accordé aux organisations non gouvernementales; de définir à nouveau, comme il conviendra les conditions précises à remplir pour obtenir le statut dans chaque catégorie; de revoir, compte tenu de leurs incidences financières, les facilités et les privilèges dont bénéficient ces organisations et d'envisager la possibilité de formuler des règles prévoyant que le statut consultatif pourra être suspendu ou retiré. Le Comité a été prié de demander aux organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil a accordé le statut consultatif des renseignements sur leurs activités actuelles et sur la provenance des fonds avec lesquels elles les financent. Il a été prié de soumettre son rapport et ses recommandations au Conseil lors de sa quarante-quatrième session au plus tard. Le Conseil a prié en outre le Comité de procéder, sur la base de toute modification approuvée par le Conseil, à un examen des activités de chacune des organisations non gouvernementales en vue d'opérer un reclassement lorsque cela paraîtrait judicieux et de déterminer si telle ou telle organisation est soumise à l'influence indue d'Etats Membres et de recommander, le cas échéant, les mesures à prendre.

### Section II.—Organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif

861. On trouvera ci-après la liste des organisations non gouvernementales qui, à la date du 4 août 1967, étaient dotées du statut consultatif. Douze d'entre elles appartiennent à la catégorie A et 143 à la catégorie B. En outre, 223 organisations sont inscrites au registre du Secrétaire général pour être consultées sur des questions précises, conformément au paragraphe 17

<sup>1</sup>/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 20 de l'ordre du jour.

<sup>2</sup>/ E/C.2/SR.215-219; E/SR.1476-1478.

de la résolution 288 B (X). Ces organisations sont toutes internationales, sauf indication contraire.

#### Catégorie A

Alliance coopérative internationale;  
Chambre de commerce internationale;  
Confédération internationale des syndicats chrétiens;  
Confédération internationale des syndicats libres;  
Fédération internationale des producteurs agricoles;  
Fédération mondiale des anciens combattants;  
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies;  
Fédération mondiale des villes jumelées;  
Fédération syndicale mondiale;  
Organisation internationale des employeurs;  
Union internationale des villes et pouvoirs locaux;  
Union interparlementaire.

#### Catégorie B

All India Women's Conference (Inde);  
Alliance européenne des agences de presse;  
Alliance internationale de tourisme;  
Alliance internationale des femmes — droits égaux, responsabilités égales;  
Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines;  
Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens;  
Amnesty International;  
Armée du salut;  
Assemblée mondiale de la jeunesse;  
Assistance mutuelle des entreprises pétrolières d'Etats latino-américains;  
Association de droit international;  
Association des femmes pakistanaïses (Pakistan);  
Association du transport aérien international;  
Association interaméricaine de la presse;  
Association internationale de droit pénal;  
Association internationale des écoles de service social;  
Association internationale des juristes démocrates;  
Association internationale des Lions Clubs;  
Association internationale des magistrats de la jeunesse;  
Association internationale des unions de crédit;  
Association internationale pour l'aide aux prisonniers;  
Association internationale pour la protection de la propriété industrielle;  
Association internationale pour le progrès social;  
Association internationale pour les loisirs;  
Association pour l'étude du problème mondial des réfugiés;  
Association soroptimiste internationale;  
Battelle Memorial Institute;  
Bureau de coordination industrielle;  
Bureau international catholique de l'enfance;  
Bureau international pour la répression de la traite des êtres humains;  
CARE (Cooperative for American Relief to Everywhere, Inc.) [Etats-Unis d'Amérique];  
Centre de la paix mondiale par le droit;  
Centre d'études monétaires latino-américaines;  
Centre international d'information pour le crédit communal;  
Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique (Etats-Unis d'Amérique);  
Comité consultatif mondial de la Société des Amis (Quakers);  
Comité de coordination d'organisations juives;  
Comité européen des assurances;  
Comité international de la Croix-Rouge;  
Commission des Eglises pour les affaires internationales;  
Commission internationale catholique pour les migrations;  
Commission internationale contre le régime concentrationnaire;  
Commission internationale de juristes;  
Commission internationale de l'irrigation et du drainage;  
Community Development Foundation, Inc.;  
Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante;  
Conférence des femmes africaines;  
Conférence internationale des charités catholiques;  
Conférence mondiale de l'énergie;  
Congrès du monde islamique;  
Congrès juif mondial;  
Conseil consultatif d'organisations juives;  
Conseil interaméricain du commerce et de la production;  
Conseil international de l'action sociale;  
Conseil international pour l'organisation scientifique;  
Conseil international des femmes;  
Conseil international des femmes juives;

Conseil international des services juifs de prévoyance et d'assistance sociale;  
Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation;  
Dotation Carnegie pour la paix internationale (Etats-Unis d'Amérique);  
Fédération abolitionniste internationale;  
Fédération démocratique internationale des femmes;  
Fédération des Chambres de commerce du Commonwealth;  
Fédération interaméricaine d'associations de relations publiques;  
Fédération interaméricaine des automobiles-club;  
Fédération internationale d'astronautique;  
Fédération internationale de l'automobile;  
Fédération internationale des assistants sociaux et des assistantes sociales;  
Fédération internationale des centres sociaux et communautaires;  
Fédération internationale des droits de l'homme;  
Fédération internationale des éditeurs de journaux et publications;  
Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales;  
Fédération internationale des femmes des carrières juridiques;  
Fédération internationale des femmes diplômées des universités;  
Fédération internationale des femmes juristes;  
Fédération internationale des journalistes;  
Fédération internationale des mutilés et invalides du travail et des invalides civils;  
Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires;  
Fédération mondiale des jeunes femmes catholiques;  
Fédération mondiale des sourds;  
Fédération mondiale pour la santé mentale;  
Fédération routière internationale;  
Groupe de recherches pour interrelations sociales et plastiques (CIAM);  
Indian Council of World Affairs (Inde);  
Institut hispano-américain de droit international;  
Institut interaméricain de statistique;  
Institut international de finances publiques;  
Institut international de statistique;  
Institut international des sciences administratives;  
Institut latino-américain du fer et de l'acier;  
International Association of Ports and Harbours;  
International Bar Association;  
Jeune Chambre internationale;  
Jeunesse ouvrière chrétienne internationale;  
Ligue des sociétés de la Croix-Rouge;  
Ligue Howard pour la réforme pénale (Royaume-Uni);  
Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté;  
Ligue internationale des droits de l'homme;  
Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples;  
Mouvement mondial des mères;  
National Association of Manufacturers (Etats-Unis d'Amérique);  
Organisation afro-asiatique de coopération économique;  
Organisation internationale de normalisation;  
Organisation internationale de police criminelle — INTERPOL;  
Organisation internationale des femmes sionistes;  
Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques;  
Organisation mondiale Agudas Israël;  
Organisation mondiale pour la protection sociale des aveugles;  
Organisation régionale de l'Est pour l'administration publique;  
Pan-Pacific and South-East Asia Women's Association;  
Pax Romana;  
Mouvement international des étudiants catholiques;  
Mouvement international des intellectuels catholiques;  
Rotary International;  
Service social international;  
Société antiesclavagiste (Royaume-Uni);  
Société de législation comparée (France);  
Société d'études et d'expansion — Association scientifique internationale;  
Société interaméricaine d'urbanisme;  
Société internationale de criminologie;  
Société internationale de défense sociale;  
Société internationale pour la réadaptation des handicapés;  
Union catholique internationale de service social;  
Union des foires internationales;  
Union internationale d'assurances transports;  
Union internationale de la jeunesse socialiste;  
Union internationale de la navigation fluviale;  
Union internationale de la presse catholique;  
Union internationale de la protection de l'enfance;  
Union internationale des architectes;  
Union internationale des chemins de fer;

Union internationale des organismes familiaux;  
 Union internationale des organismes officiels de tourisme;  
 Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique;  
 Union internationale des sociétés d'épargne et de prêts immobiliers;  
 Union internationale des transports publics;  
 Union internationale des transports routiers;  
 Union internationale pour l'étude scientifique de la population;  
 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources;  
 Union mondiale chrétienne des femmes abstinences;  
 Union mondiale démocrate chrétienne;  
 Union mondiale des femmes rurales;  
 Union mondiale des organisations féminines catholiques;  
 Union mondiale des organismes pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence;  
 Union mondiale pour le judaïsme libéral;

### Registre

Académie internationale de médecine légale et de médecine sociale;  
 Aerospace Medical Association;  
 Alliance internationale Sainte-Jeanne-d'Arc;  
 American Foreign Insurance Association (Etats-Unis d'Amérique);  
 Association catholique internationale pour la radiodiffusion et la télévision (UNDA);  
 Association des chimistes agricoles officiels;  
 Association des écoles internationales;  
 Association fiscale internationale;  
 Association interaméricaine de génie sanitaire;  
 Association interaméricaine de radiodiffusion;  
 Association internationale d'épidémiologie;  
 Association internationale d'information scolaire, universitaire et professionnelle;  
 Association internationale d'océanographie physique;  
 Association internationale d'orientation scolaire et professionnelle;  
 Association internationale de gérontologie;  
 Association internationale de la fertilité;  
 Association internationale de logopédie et de phoniatry;  
 Association internationale de pédiatrie;  
 Association internationale de police;  
 Association internationale de prophylaxie de la cécité;  
 Association internationale de psychiatrie infantile et des professions affiliées;  
 Association internationale de recherches sur le revenu et la fortune;  
 Association internationale de science politique;  
 Association internationale de signalisation maritime;  
 Association internationale de sociologie;  
 Association internationale des arts plastiques (peinture, sculpture, arts graphiques);  
 Association internationale des bibliothécaires et documentalistes agricoles;  
 Association internationale des critiques d'art;  
 Association internationale des distributions d'eau;  
 Association internationale des éducateurs de jeunes inadaptés;  
 Association internationale des études et recherches sur l'information;  
 Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales;  
 Association internationale des femmes médecins;  
 Association internationale des producteurs de l'horticulture;  
 Association internationale des professeurs et maîtres de conférences des universités;  
 Association internationale des sciences de l'éducation;  
 Association internationale des sciences économiques;  
 Association internationale des sciences juridiques;  
 Association internationale des sociétés de microbiologie;  
 Association internationale des universités;  
 Association internationale du calendrier mondial;  
 Association internationale permanente des congrès de navigation;  
 Association internationale pour la promotion et la protection des investissements privés en territoires étrangers;  
 Association internationale pour l'échange d'étudiants de l'enseignement technique;  
 Association internationale pour le christianisme libéral et la liberté religieuse;  
 Association littéraire et artistique internationale;  
 Association médicale mondiale;  
 Association mondiale des guides et des éclaireuses;  
 Association mondiale de psychiatrie;  
 Association mondiale pour l'étude de l'opinion publique;  
 Association mondiale pour la radiotélévision chrétienne;  
 Association mondiale vétérinaire;

Association scientifique du Pacifique;  
 Association universelle d'aviculture scientifique;  
 Association universelle d'espéranto;  
 Bureau européen de la jeunesse et de l'enfance;  
 Bureau international des containers;  
 Bureau mondial du scoutisme;  
 Bureau permanent international des constructeurs d'automobiles;  
 Bureau permanent international des constructeurs de motocycles;  
 Central Council for Health Education (Royaume-Uni);  
 Centre international du commerce de gros;  
 Chambre internationale de la marine marchande;  
 Comité de coordination du service volontaire international;  
 Comité de recherche spatiale;  
 Comité d'études économiques de l'industrie du gaz;  
 Comité international catholique des infirmières et assistantes médico-sociales;  
 Comité international de la radioélectricité;  
 Comité international permanent de la conserve;  
 Comité international pour la documentation des sciences sociales;  
 Comité international radiomaritime;  
 Comité international spécial des perturbations radioélectriques;  
 Comité permanent des congrès internationaux d'acteurs;  
 Commission des migrations du Conseil international des agences bénévoles;  
 Commission des réfugiés du Conseil international des agences bénévoles;  
 Commission électrotechnique internationale;  
 Commission internationale de l'éclairage;  
 Commission internationale de protection radiologique;  
 Commission internationale des unités et mesures radiologiques;  
 Commission internationale du génie rural;  
 Commission mixte internationale pour la protection des lignes de télécommunication et des canalisations souterraines;  
 Commission permanente et Association internationale pour la médecine du travail;  
 Committee for Economic Development (Etats-Unis d'Amérique);  
 Communauté européenne des écrivains;  
 Communauté internationale des associations de la librairie;  
 Confédération des éducateurs américains;  
 Confédération européenne de l'agriculture;  
 Confédération européenne des industries du bois;  
 Confédération internationale des associations d'experts et de conseils;  
 Confédération internationale des sages-femmes;  
 Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs;  
 Confédération internationale des travailleurs intellectuels;  
 Confédération internationale du crédit populaire;  
 Confédération mondiale de physiothérapie;  
 Conférence internationale des étudiants;  
 Conférence internationale des grands réseaux électriques;  
 Conférence internationale pour les bateaux de sauvetage;  
 Congrès international de l'enseignement universitaire des adultes;  
 Conseil des organisations internationales des sciences médicales;  
 Conseil international de la musique;  
 Conseil international de la philosophie et des sciences humaines;  
 Conseil international de l'éducation physique et sportive;  
 Conseil international des archives;  
 Conseil international des employeurs du commerce;  
 Conseil international des femmes social-démocrates;  
 Conseil international des infirmières;  
 Conseil international des musées;  
 Conseil international des navigateurs aériens;  
 Conseil international des sciences sociales;  
 Conseil international des sociétés d'anatomie pathologique;  
 Conseil international des sociétés d'esthétique industrielle;  
 Conseil international des unions scientifiques;  
 Conseil international du cinéma et de la télévision;  
 Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme;  
 Conseil mixte d'ingénieurs;  
 Entraide universitaire mondiale;  
 Experiment in International Living, The;  
 Fédération aérospatiale internationale;  
 Fédération dentaire internationale;  
 Fédération européenne de zootechnie;  
 Fédération internationale d'électrotechnique médicale et de génie médical et biologique;  
 Fédération internationale d'oléiculture;  
 Fédération internationale de documentation;  
 Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique;  
 Fédération internationale de l'enseignement ménager;  
 Fédération internationale de la jeunesse catholique;  
 Fédération internationale de la presse périodique;  
 Fédération internationale de laiterie;  
 Fédération internationale de médecine sportive;

Fédération internationale des armateurs;  
 Fédération internationale des associations de bibliothécaires;  
 Fédération internationale des associations de pilotes de lignes aériennes;  
 Fédération internationale des associations de tourisme social;  
 Fédération internationale des associations pour l'éducation des travailleurs;  
 Fédération internationale des collèges de chirurgie;  
 Fédération internationale des communautés d'enfants;  
 Fédération internationale des déménageurs internationaux;  
 Fédération internationale des distributeurs de presse;  
 Fédération internationale des écoles de parents et d'éducateurs;  
 Fédération internationale des fonctionnaires supérieurs de police;  
 Fédération internationale des hôpitaux;  
 Fédération internationale des industries textiles cotonnières et connexes;  
 Fédération internationale des journalistes et écrivains du tourisme;  
 Fédération internationale des journalistes libres;  
 Fédération internationale des organisations de correspondance et d'échanges scolaires;  
 Fédération internationale des PEN-clubs;  
 Fédération internationale des professeurs de langues vivantes;  
 Fédération internationale des professions immobilières;  
 Fédération internationale des radiotélégraphistes;  
 Fédération internationale pour le traitement numérique de l'information;  
 Fédération internationale des traducteurs;  
 Fédération internationale des transports aériens privés;  
 Fédération internationale du bâtiment et des travaux publics;  
 Fédération internationale du diabète;  
 Fédération internationale libre des déportés et internés de la résistance;  
 Fédération internationale pharmaceutique;  
 Fédération internationale pour le planning familial;  
 Fédération internationale pour les auberges de la jeunesse;  
 Fédération luthérienne mondiale;  
 Fédération mondiale de la jeunesse démocratique;  
 Fédération mondiale de neurologie;  
 Fédération mondiale des ergothérapeutes;  
 Fédération mondiale des sociétés d'anesthésiologistes;  
 Fédération mondiale des travailleurs scientifiques;  
 Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants;  
 Institut de droit international;  
 Institut international des caisses d'épargne;  
 Institut international du théâtre;  
 International Cargo Handling Co-ordination Association;  
 International Public Relations Association;  
 Jeunesse étudiante catholique internationale;  
 Ligue internationale contre le rhumatisme;  
 Ligue internationale de l'enseignement, de l'éducation et de la culture populaire;  
 Ligue internationale des sociétés dermatologiques;  
 Ligue mondiale pour l'éducation nouvelle;  
 Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique;  
 Mouvement international des Faucons;  
 Office international de l'enseignement catholique;  
 Open Door International (pour l'émancipation économique de la travailleuse);  
 Organisation internationale contre le trachome;  
 Organisation internationale de radiodiffusion et de télévision;  
 Organisation internationale de recherche sur le cerveau;  
 Organisation internationale des unions de consommateurs;  
 Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire;  
 Prévention routière internationale, LA;  
 Service civil international;  
 Société africaine de culture;  
 Société d'économétrie;  
 Société de biométrie;  
 Société européenne de culture;  
 Société Hansard pour le gouvernement parlementaire;  
 Société internationale de biométéorologie;  
 Société internationale de cardiologie;  
 Société internationale d'hydatidologie;  
 Société internationale de la lèpre;  
 Société internationale de la science du sol;  
 Société internationale de transfusion sanguine;  
 Société internationale pour l'éducation artistique;  
 Union astronomique internationale;  
 Union des associations internationales;  
 Union des associations techniques internationales;  
 Union européenne de la carrosserie;  
 Union européenne de radiodiffusion;  
 Union géodésique et géophysique internationale;  
 Union géographique internationale;

Union internationale contre la tuberculose;  
 Union internationale contre le cancer;  
 Union internationale contre le péril vénérien et les tréponématoses;  
 Union internationale de chimie pure et appliquée;  
 Union internationale de l'humanisme éthique;  
 Union internationale de l'industrie du gaz;  
 Union internationale de psychologie scientifique;  
 Union internationale des radio-amateurs;  
 Union internationale des assureurs aéronautiques;  
 Union internationale des éditeurs;  
 Union internationale des instituts de recherches forestières;  
 Union internationale des sciences de la nutrition;  
 Union internationale pour l'éducation sanitaire;  
 Union internationale pour les livres de jeunesse;  
 Union mondiale des enseignants catholiques;  
 Union mondiale OSE pour la protection de l'enfance et de la santé des populations juives;  
 Union radioscientifique internationale;  
 Zonta international.

### Section III.—Consultations avec les organisations non gouvernementales

#### EXPOSES ECRITS PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

862. Au cours de la période considérée, le Conseil ou ses commissions ont reçu de 37 organisations non gouvernementales 50 exposés écrits présentés conformément aux paragraphes 22, 23, 28 et 29 de la résolution 288 B (X) du Conseil. Les exposés écrits présentés par des organisations non gouvernementales à des organes subsidiaires du Conseil sont mentionnés dans les rapports de ces organes au Conseil. On trouvera ci-après le nom des organisations dotées du statut consultatif qui ont présenté des exposés écrits au Conseil, ainsi que le sujet de ces exposés:

Chambre de commerce internationale  
 Commerce international (E/C.2/651);

Chambre de commerce internationale  
 Recensements économiques de 1970 (E/C.2/652);

Chambre de commerce internationale  
 Commission des investissements internationaux et du développement économique (E/C.2/653);

Association de coordination de la manipulation des chargements  
 Développement des transports (E/C.2/654);

International Association of Ports and Harbours  
 Développement des transports (E/C.2/655);

Chambre de commerce internationale  
 Le commerce entre les pays à économie collectiviste et le reste du monde (E/C.2/656);

Chambre de commerce internationale  
 L'entreprise privée dans un monde en évolution (E/C.2/657);

Association internationale pour la promotion et la protection des investissements privés en territoires étrangers

Moyens d'encourager les investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement (E/C.2/658);

Chambre de commerce internationale  
 Déclarations et résolutions du XXIème Congrès de la CCI (E/C.2/659);



AUDITIONS D'ORGANISATIONS NON  
GOUVERNEMENTALES

863. Au cours de la quarante-deuxième session du Conseil, les trois organisations de la catégorie A ci-après ont présenté des exposés sur divers points de l'ordre du jour, conformément à l'article 86 du règlement intérieur:

Confédération internationale des syndicats libres: points 4 et 11<sup>3/</sup>

Union internationale des villes et pouvoirs locaux: point 18<sup>4/</sup>

Fédération mondiale des villes jumelées: point 18<sup>5/</sup>.

864. Au cours de la quarante-troisième session du Conseil, les cinq organisations de la catégorie A ci-après ont présenté des exposés sur divers points

---

<sup>3/</sup> E/AC.6/SR.404; E/AC.7/SR.566.

<sup>4/</sup> E/SR.1462 et 1464.

<sup>5/</sup> E/SR.1462, 1464 et 1465.

de l'ordre du jour, conformément à l'article 86 du règlement intérieur:

Chambre de commerce internationale: point 2<sup>6/</sup>  
Confédération internationale des syndicats chrétiens: points 2, 3, 4 et 5<sup>7/</sup>

Confédération internationale des syndicats libres: points 2 et 13<sup>8/</sup>

Fédération syndicale mondiale: point 2<sup>9/</sup>

Fédération mondiale des Associations pour les Nations Unies: points 3 et 20<sup>10/</sup>

865. Les exposés oraux présentés par des organisations non gouvernementales à des organes subsidiaires du Conseil sont mentionnées dans les rapports de ces organes au Conseil.

---

<sup>6/</sup> E/SR.1481.

<sup>7/</sup> E/AC.6/SR.422 et 428.

<sup>8/</sup> E/SR.1485; E/AC.6/SR.421.

<sup>9/</sup> E/SR.1486.

<sup>10/</sup> E/AC.6/SR.422; E/AC.24/SR.327.



## ANNEXES

### Annexe I

#### Ordre du jour de la reprise de la quarante et unième session et des quarante-deuxième et quarante-troisième sessions du Conseil

##### ORDRE DU JOUR DE LA REPRISE DE LA QUARANTE ET UNIEME SESSION

1. Financement du développement économique: création d'un fonds d'équipement des Nations Unies<sup>a/</sup>.
2. Rapport du Conseil du commerce et du développement<sup>a/</sup>.
3. Mise en œuvre d'un programme d'études de cinq ans pour la mise en valeur des ressources naturelles.
4. Création d'un institut international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification.
5. Colloque international sur le développement industriel.
6. Calendrier des conférences pour 1967<sup>a/</sup>.
7. Elections<sup>a/</sup>.
8. Confirmation de la nomination des membres des commissions techniques du Conseil<sup>a/</sup>.
9. Programme de travail de base du Conseil pour 1967 et examen de l'ordre du jour provisoire de la quarante-deuxième session<sup>a/</sup>.
10. Composition du Comité du programme et de la coordination.
11. Rapport du Fonds monétaire international.
12. a) Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Association internationale de développement;  
b) Rapport de la Société financière internationale.
13. Rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés: mesures propres à élargir la portée de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, en ce qui concerne les personnes auxquelles elle s'applique.
14. Nomination d'un membre du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.
15. Amendements aux articles 20, 22 et 23 du règlement intérieur du Conseil économique et social concernant les Vice-Présidents du Conseil.

##### ORDRE DU JOUR DE LA QUARANTE-DEUXIEME SESSION

1. Election du Président et des Vice-Présidents pour 1967.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Mise en valeur des ressources naturelles:  
a) Dessalement de l'eau;  
b) Nouvelles sources d'énergie;  
c) Programme d'études de cinq ans.
4. Développement des transports.
5. Application de la science et de la technique au développement:  
a) Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement;

<sup>a/</sup> Question inscrite à l'ordre du jour de la quarante et unième session et dont l'examen avait été renvoyé à la reprise de la session.

- b) Dispositions à prendre en vue du transfert de techniques de production aux pays en voie de développement.
6. Programme de l'Organisation des Nations Unies en matière d'administration publique.
7. Rapport de la Commission de statistique.
8. Réforme agraire.
9. Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.
10. Rapport de la Commission du développement social.
11. Rapport de la Commission des droits de l'homme.
12. Rapport de la Commission de la condition de la femme.
13. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.
14. Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux.
15. Mesures en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
16. Question du châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité.
17. Contrôle international des stupéfiants.
18. Jumelage des villes en tant que moyen de coopération internationale.
19. Transfert à l'Organisation des Nations Unies des responsabilités et des biens de l'Union internationale de secours<sup>a/</sup>.
20. Demandes et renouvellements de demandes d'admission au statut consultatif présentées par des organisations non gouvernementales.
21. Examen et réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social.
22. Documentation du Conseil.
23. Mise en œuvre des recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées<sup>a/</sup>.
24. Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et incidences budgétaires du programme<sup>a/</sup>.
25. Elections.
26. Confirmation de la nomination des membres de commissions techniques du Conseil.
27. Examen de l'ordre du jour provisoire de la quarante-troisième session.

<sup>b/</sup> A sa 1460ème séance, le Conseil a décidé de renvoyer à la quarante-troisième session l'examen de cette question.

<sup>a/</sup> A sa 1475ème séance, le Conseil a décidé de reprendre l'examen de cette question à sa quarante-troisième session.

28. Dispositions relatives à la réunion d'une conférence internationale chargée de remplacer la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière, faits à Genève le 19 septembre 1949.
29. Mesures à prendre à la suite des inondations de l'Euphrate.

#### ORDRE DU JOUR DE LA QUARANTE-TROISIEME SESSION

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Examen général de la politique économique et sociale internationale.
3. Décennie des Nations Unies pour le développement.
4. Planification et projections économiques.
5. Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement:
  - a) Courant international de capitaux et d'assistance;
  - b) Moyens d'encourager les investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement;
  - c) Sorties de capitaux des pays en voie de développement.
6. Rapport du Conseil du commerce et du développement\*.
7. Rapport du Conseil du développement industriel.
8. Mise en valeur et utilisation des ressources humaines.
9. Accroissement de la production et de l'utilisation de protéines alimentaires.
10. Rapports des commissions économiques régionales.
11. Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement:
  - a) Programme des Nations Unies pour le développement;
  - b) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général.
12. Evaluation des programmes de coopération technique.
13. Aide alimentaire multilatérale:
  - a) Programme d'études prévu dans la résolution 2096 (XX) de l'Assemblée générale;
  - b) Rapport du Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial.
14. Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
15. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
16. Rapport de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies.
17. Développement et coordination des activités des organismes des Nations Unies:
  - a) Rapports du Comité du programme et de la coordination et des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination;
  - b) Rapport du Comité administratif de coordination;
  - c) Rapports des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique;

\*Question à examiner à la reprise de la session, c'est-à-dire pendant ou peu après la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

- d) Proposition relative à l'examen des institutions et des programmes des Nations Unies\*;
  - e) Dispositions à prendre pour faciliter les travaux du Comité administratif de coordination;
  - f) Coordination et coopération entre les instituts s'occupant de planification, de formation et de recherche;
  - g) Dépenses des organismes des Nations Unies relatives aux programmes;
  - h) Coordination à l'échelon local;
  - i) Coordination à l'échelon régional;
  - j) Transfert à l'Organisation des Nations Unies des responsabilités et des biens de l'Union internationale des secours.
- 
18. Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans des domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences se rattachant au système des Nations Unies\*.
  19. Mise en œuvre des recommandations du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.
  20. Examen des activités d'information.
  21. Calendrier des conférences et des réunions pour 1968 et 1969.
  22. Réunion du Groupe de travail spécial sur la question d'une déclaration relative à la coopération économique internationale.
  23. Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale.
  24. Rapports du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international\*.
  25. Elections\*.
  26. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil\*.
  27. Programme de travail de base du Conseil pour 1968 et examen de l'ordre du jour provisoire de la quarante-quatrième session\*.
  28. Relations existant entre le Conseil économique et social et les organisations intergouvernementales non rattachées à l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social:
    - a) Rapport du Secrétaire général;
    - b) Proposition de l'Iran, du Pakistan et de la Turquie.
  29. Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, et incidences budgétaires de ce programme.
  30. Mesures à prendre à la suite des tremblements de terre en Turquie, en Colombie et au Venezuela et des tempêtes au Pakistan<sup>d/</sup>.
  31. Nomination d'un membre du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement<sup>d/</sup>.

<sup>d/</sup> A sa 1501<sup>ème</sup> séance, en août 1967, le Conseil a décidé d'inscrire cette question supplémentaire à son ordre du jour.

## Composition et sessions du Conseil, de ses organes subsidiaires et des organismes qui se rattachent au Conseil

## A. -- CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Composition en 1966	Composition en 1967	Mandat expirant le 31 décembre
Algérie	Belgique . . . . .	1969
Cameroun	Cameroun* . . . . .	1967
Canada	Canada* . . . . .	1967
Chili	Dahomey* . . . . .	1967
Dahomey	Etats-Unis d'Amérique* . . .	1967
Equateur	France . . . . .	1969
Etats-Unis d'Amérique	Gabon* . . . . .	1967
France	Guatemala . . . . .	1969
Gabon	Inde* . . . . .	1967
Grèce	Iran . . . . .	1968
Inde	Koweït . . . . .	1969
Irak	Libye . . . . .	1969
Iran	Maroc . . . . .	1968
Luxembourg	Mexique . . . . .	1969
Maroc	Pakistan . . . . .	1967
Pakistan	Panama . . . . .	1968
Panama	Pérou* . . . . .	1967
Pérou	Philippines . . . . .	1968
Philippines	République-Unie de Tanzanie	1969
République-Unie de Tanzanie	Roumanie* . . . . .	1967
Roumanie	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	1968
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sierra Leone . . . . .	1969
Sierra Leone	Suède . . . . .	1968
Suède	Tchécoslovaquie . . . . .	1968
Tchécoslovaquie	Turquie . . . . .	1969
Union des Répu- bliques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques . .	1968
Venezuela	Venezuela . . . . .	1968

## REPRISE DE LA QUARANTE ET UNIEME SESSION

(deuxième partie): du 7 au 21 décembre 1966, New York

Séances plénières . . . . . 6 séances

## QUARANTE-DEUXIEME SESSION: du 8 mai au 6 juin 1967

Séances plénières . . . . . 20 séances

Comité économique . . . . . 17 séances

Comité social . . . . . 26 séances

Comité chargé des organisations non gou-  
vernementales . . . . . 1 séance

Total pour la session 64 séances

## QUARANTE-TROISIEME SESSION: du 11 juillet au 4 août 1967

Séances plénières . . . . . 28 séances

Comité économique . . . . . 15 séances

Comité de coordination . . . . . 24 séances

Comité chargé des organisations non gou-  
vernementales . . . . . 1 séance

Total pour la session 68 séances

## B. -- COMITES ET COMITES SPECIAUX DU CONSEIL

## Comité du programme et de la coordination

Membres nommés par le Conseil économique et social pour  
une période de trois ans se terminant le 31 décembre 1969:

Algérie	Philippines
Brésil	République-Unie de Tanzanie
Cameroun	Roumanie
Canada	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord
Equateur	Union des Républiques socialistes soviétiques
Etats-Unis d'Amérique	Venezuela
France	
Ghana	
Inde	
Pakistan	

Séances: du 8 mai au 1er juin 1967, New York

du 8 au 16 juin 1967, New York . . . . 46 séances

Membres désignés par le Président de l'Assemblée géné-  
rale pour siéger au Comité élargi, conformément à la  
résolution 2188 (XXI) de l'Assemblée générale

Jordanie	Tchécoslovaquie
Malte	Trinité et Tobago
République arabe unie	

Séances: 14 et 15 juin 1967 . . . . . 3 séances

Réunions communes du Comité administratif de coordination  
et du Comité du programme et de la coordination: du 10 au  
13 juillet 1967, Genève . . . . . 4 séancesComité consultatif sur l'application de la science  
et de la technique au développementMembres dont la candidature a été proposée par le Secré-  
taire général et qui ont été nommés par le Conseil écono-  
mique et social pour une période de trois ans se terminant  
le 31 décembre 1969

Pr Svend Aage Andersen (Danemark)
M. Pierre Victor Auger (France)
M. Mamadou Aw (Mali)
Pr Irimie Staicu (Roumanie) <sup>a/</sup>
Dr Carlos Chagas (Brésil)
Dr Josef Charvát (Tchécoslovaquie)
M. Francisco García Olano (Argentine)
M. German M. Gvishiani (Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. Salah El-Din Hedayat (République arabe unie)
Pr Kankuro Kaneshige (Japon)
M. Alexander Kenyan (Israël) <sup>b/</sup>
Pr Eni Njoku (Nigéria)
M. Oliverio Phillips Michelsen (Colombie)
Pr Abdus Salam (Pakistan)
M. M. S. Thacker (Inde)
Sir Ronald Walker (Australie)
Pr Carroll L. Wilson (Etats-Unis d'Amérique)
Sir Norman Wright (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

<sup>a/</sup> Désigné par le Conseil à sa 1501<sup>ème</sup> séance, le 1er août 1967, pour occuper  
le siège devenu vacant à la suite du décès, le 28 avril 1967, du Pr Nicolae  
Cernescu (Roumanie).<sup>b/</sup> Désigné par le Conseil à sa 1456<sup>ème</sup> séance, le 19 décembre 1966, pour  
occuper le siège laissé vacant par M. Abbe Eben (Israël) qui a démissionné avant  
l'expiration de son mandat.

\*Membres sortants.



Sixième session: du 17 au 28 octobre 1966,  
Rome ..... 13 séances  
Septième session: du 1er au 5 mai 1967,  
New York ..... 10 séances

#### Comité de la planification du développement

Membres dont la candidature a été proposée par le Secrétaire général et qui ont été nommés par le Conseil économique et social pour une période de trois ans se terminant le 31 décembre 1968

M. Roque Carranza (Argentine)  
M. Gemini Corea (Ceylan)  
M. Nazih Deif (République arabe unie)  
M. Mohamed Diawara (Côte d'Ivoire)  
M. A. N. Efimov (Union des Républiques socialistes soviétiques)  
M. K. S. Krishnaswami (Inde)  
M. Max F. Millikan (Etats-Unis d'Amérique)  
M. P. N. C. Okigbo (Nigéria)  
M. Saburo Okita (Japon)  
M. Józef Pajestka (Pologne)  
M. M. L. Qureshi (Pakistan)  
M. W. B. Reddaway (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)  
M. Jean Ripert (France)  
M. Raúl Sáez (Chili)  
M. Germanico Salgado (Equateur)  
M. Jakov Sirotković (Yougoslavie)  
M. Jan Tinbergen (Pays-Bas)  
M. Zdeněk Vergner (Tchécoslovaquie)

Deuxième session: du 10 au 20 avril 1967,  
Santiago (Chili) ..... 16 séances

#### Comité de l'habitation, de la construction et de la planification

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Canada	Canada	1969
Colombie	Chili	1971
Danemark	Colombie	1968
Etats-Unis d'Amérique	Danemark	1969
France	Etats-Unis d'Amérique	1968
Gabon	France	1971
Ghana	Gabon	1968
Inde	Ghana	1971
Italie	Inde	1968
Japon	Italie	1971
Liban	Japon	1968
Panama	Kenya	1971
Pérou	Liban	1971
Pologne	Panama	1971
République arabe unie	Pérou	1969
Roumanie	Pologne	1969
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1971
Sierra Leone	Sierra Leone	1969
Singapour	Singapour	1969
Soudan	Soudan	1968
Tchécoslovaquie	Tchécoslovaquie	1968
Thaïlande	Thaïlande	1969
Togo	Togo	1969
Tunisie	Tunisie	1968
Turquie	Turquie	1968
Uruguay	Union des Républiques socialistes soviétiques	1971
Venezuela	Venezuela	1969

Quatrième session: du 5 au 16 septembre 1966,  
Genève ..... 14 séances

#### Comité chargé des organisations non gouvernementales

Composition en 1967: Cameroun, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Maroc, Panama, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Séances: 30 et 31 mars 1967, New York. .... 3 séances  
21 avril 1967, New York. .... 1 séance  
25 avril 1967, New York. .... 1 séance  
11 juillet 1967, Genève. .... 1 séance

#### Comité intérimaire du calendrier des conférences

Composition: Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Le Comité ne s'est pas réuni pendant la période considérée.

#### Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

##### Composition:

Algérie	Norvège
Australie	Pays-Bas
Autriche	République fédérale d'Allemagne
Belgique	République-Unie de Tanzanie
Brésil	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Canada	Saint-Siège
Chine	Suède
Danemark	Suisse
Etats-Unis d'Amérique	Tunisie
France	Turquie
Grèce	Venezuela
Iran	Yougoslavie
Israël	
Italie	
Liban	
Madagascar	
Nigéria	

Sixième session: du 31 octobre au 8 novembre 1966, Genève ..... 12 séances  
Dix-septième session: du 22 au 30 mai 1967, Genève ..... 12 séances

#### Comité du Conseil chargé d'examiner les candidatures à l'organe international de contrôle des stupéfiants en application de la convention unique de 1961 sur les stupéfiants.<sup>5/</sup>

Algérie	Roumanie
Cameroun	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Union des Républiques socialistes soviétiques
France	Venezuela
Gabon	
Luxembourg	
Pakistan	
Philippines	

Séances: 29 novembre et 20 décembre 1966,  
30 janvier et 1er février 1967 ..... 6 séances

#### Comité spécial chargé du programme d'études pour la mise en valeur des ressources naturelles, créé aux termes de la résolution 1218 (XLII) du Conseil

##### Composition:

Algérie	Irak
Bulgarie	Italie
Cameroun	Mexique
Canada	Pakistan
Etats-Unis d'Amérique	Pays-Bas
France	Pérou
Guatemala	Philippines
Inde	République-Unie de Tanzanie

<sup>5/</sup> Comité créé par le Conseil à sa quarante et unième session (E/SR.1442).

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
Sierra Leone  
Tchécoslovaquie

Togo  
Union des Républiques socialistes soviétiques  
Venezuela

Le Comité spécial ne s'est pas réuni pendant la période considérée.

Comité intergouvernemental du programme alimentaire mondial ONU/FAO

Composition en 1967

Membres élus par le Conseil	Mandat expirant le 31 décembre
Australie . . . . .	1967
Brésil . . . . .	1968
Danemark . . . . .	1968
Ghana . . . . .	1968
Irlande . . . . .	1969
Mexique . . . . .	1967
Pakistan . . . . .	1969
Pérou . . . . .	1967
République arabe unie . . . . .	1969
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	1967
Suède . . . . .	1969
Turquie . . . . .	1968

Membres élus par le Conseil de la FAO	Mandat expirant le 31 décembre
Argentine . . . . .	1968
Canada . . . . .	1968
Ceylan . . . . .	1967
Colombie . . . . .	1969
Etats-Unis d'Amérique . . . . .	1968
France . . . . .	1967
Inde . . . . .	1968
Nigéria . . . . .	1969
Nouvelle-Zélande . . . . .	1967
Pays-Bas . . . . .	1969
République de Corée . . . . .	1969
République fédérale d'Allemagne . . . . .	1967

C. — COMMISSIONS ET SOUS-COMMISSIONS TECHNIQUES

Commission de statistique

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Australie	Australie . . . . .	1971
Belgique	Belgique . . . . .	1969
Brésil	Canada . . . . .	1969
Canada	Cuba . . . . .	1971
Chine	Equateur . . . . .	1969
Equateur	Etats-Unis d'Amérique . . . . .	1969
Etats-Unis d'Amérique	France . . . . .	1968
France	Ghana . . . . .	1971
Ghana	Hongrie . . . . .	1968
Hongrie	Inde . . . . .	1971
Inde	Indonésie . . . . .	1971
Japon	Japon . . . . .	1969
Mali	Mali . . . . .	1968
Maroc	Maroc . . . . .	1969
Norvège	Norvège . . . . .	1968
Pakistan	Pakistan . . . . .	1968
Panama	Panama . . . . .	1968
République arabe unie	République arabe unie . . . . .	1971
République socia- liste soviétique d'Ukraine	République socialiste soviétique d'Ukraine . . . . .	1971
Royaume-Uni de	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	1968
	Tchécoslovaquie . . . . .	1971

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Tunisie . . . . .	1969
Tchécoslovaquie	Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .	1969
Tunisie	Uruguay . . . . .	1968
Union des Répu- bliques socialistes soviétiques		
Uruguay		

Quatorzième session : du 10 au 20 octobre 1966,  
Genève . . . . . 17 séances

Commission de la population

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Australie	Australie . . . . .	1968
Autriche	Autriche . . . . .	1968
Cameroun	Cameroun . . . . .	1969
Chili	Chili . . . . .	1968
Chine	Equateur . . . . .	1969
Equateur	Etats-Unis d'Amérique . . . . .	1969
Etats-Unis d'Amérique	France . . . . .	1971
France	Ghana . . . . .	1971
Ghana	Inde . . . . .	1968
Inde	Indonésie . . . . .	1971
Jamaïque	Jamaïque . . . . .	1971
Japon	Japon . . . . .	1969
Malawi	Malawi . . . . .	1968
Niger	Nigéria . . . . .	1968
Nigéria	Pakistan . . . . .	1971
Pakistan	Panama . . . . .	1968
Panama	Pays-Bas . . . . .	1968
Pays-Bas	Pérou . . . . .	1969
Pérou	Philippines . . . . .	1969
Philippines	République arabe unie . . . . .	1971
République socia- liste soviétique d'Ukraine	République centrafricaine . . . . .	1971
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	République socialiste soviétique d'Ukraine . . . . .	1971
Rwanda	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	1969
Suède	Rwanda . . . . .	1969
Tunisie	Suède . . . . .	1971
Union des Répu- bliques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .	1969
Yugoslavie	Yugoslavie . . . . .	1968

La Commission ne s'est pas réunie pendant la période considérée.

Commission du développement social

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Bulgarie	Argentine . . . . .	1970
Canada	Botswana . . . . .	1970
Chili	Cameroun . . . . .	1970
Chine	Canada . . . . .	1969
Chypre	Chili . . . . .	1969
Cuba	Chine . . . . .	1968
Espagne	Chypre . . . . .	1970
Etats-Unis d'Amérique	Espagne . . . . .	1970
France	Etats-Unis d'Amérique . . . . .	1968
Grèce	France . . . . .	1968
Haute-Volta	Grèce . . . . .	1969
Honduras	Haute-Volta . . . . .	1968
	Iran . . . . .	1970

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Iran	Israël . . . . .	1968
Israël	Maroc . . . . .	1969
Mali	Mauritanie . . . . .	1969
Maroc	Mexique . . . . .	1971
Mauritanie	Norvège . . . . .	1969
Norvège	Pakistan . . . . .	1969
Ouganda	Pays-Bas . . . . .	1968
Pakistan	Pérou . . . . .	1968
Pays-Bas	Philippines . . . . .	1969
Pérou	République arabe unie . . . .	1970
Philippines	République socialiste	
République arabe unie	soviétique de Biélorussie .	1968
République socialiste soviétique de Biélorussie	République-Unie de Tanzanie . . . . .	1968
République-Unie de Tanzanie	Roumanie . . . . .	1970
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	1970
Tchécoslovaquie	Tchecoslovaquie . . . . .	1969
Tunisie	Tunisie . . . . .	1970
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques . .	1968
Uruguay	Uruguay . . . . .	1969
Venezuela	Venezuela . . . . .	1968

Dix-huitième session: du 6 au 23 mars 1967. . . 26 séances

#### Commission des droits de l'homme

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Argentine	Argentine . . . . .	1968
Autriche	Autriche . . . . .	1970
Chili	Chili . . . . .	1968
Congo (République démocratique du)	Congo (République démocratique du) . . . . .	1969
Costa Rica	Dahomey . . . . .	1968
Dahomey	Etats-Unis d'Amérique . . . .	1968
Etats-Unis d'Amérique	France . . . . .	1970
France	Grèce . . . . .	1969
Grèce	Guatemala . . . . .	1969
Guatemala	Inde . . . . .	1970
Inde	Iran . . . . .	1968
Irak	Israël . . . . .	1970
Iran	Italie . . . . .	1969
Israël	Jamaïque . . . . .	1970
Italie	Liban . . . . .	1970
Jamaïque	Madagascar . . . . .	1970
Maroc	Maroc . . . . .	1969
Nigéria	Nigéria . . . . .	1969
Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande . . . . .	1968
Pakistan	Pakistan . . . . .	1969
Pérou	Pérou . . . . .	1969
Philippines	Philippines . . . . .	1970
Pologne	Pologne . . . . .	1969
République arabe unie	République arabe unie . . . .	1968
République socialiste soviétique d'Ukraine	République socialiste soviétique d'Ukraine . . . .	1968
République socialiste soviétique d'Ukraine	République-Unie de Tanzanie . . . . .	1970
République-Unie de Tanzanie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	1969
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sénégal . . . . .	1968
Sénégal	Suède . . . . .	1968
	Union des Républiques socialistes soviétiques . .	1970
	Venezuela . . . . .	1970

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Somalie	Yougoslavie . . . . .	1968
Suède		
Union des Républiques socialistes soviétiques		
Yougoslavie		
<u>Vingt-troisième session:</u> du 20 février au 23 mars 1967, New York . . . . .		
		49 séances

#### Commission de la condition de la femme

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Australie	Australie . . . . .	1969
Autriche	Botswana . . . . .	1970
Chili	Chili . . . . .	1968
Chine	Chypre . . . . .	1970
Etats-Unis d'Amérique	Espagne . . . . .	1970
Finlande	Etats-Unis d'Amérique . . . .	1970
France	Finlande . . . . .	1968
Ghana	France . . . . .	1968
Guatemala	Ghana . . . . .	1970
Guinée	Guatemala . . . . .	1969
Honduras	Guinée . . . . .	1969
Hongrie	Honduras . . . . .	1968
Irak	Hongrie . . . . .	1969
Iran	Irak . . . . .	1969
Japon	Iran . . . . .	1970
Kenya	Japon . . . . .	1970
Libéria	Libéria . . . . .	1968
Malaisie	Madagascar . . . . .	1970
Mauritanie	Malaisie . . . . .	1968
Mexique	Mauritanie . . . . .	1968
Ouganda	Mexique . . . . .	1968
Pays-Bas	Pays-Bas . . . . .	1969
Pérou	Pérou . . . . .	1969
Philippines	Philippines . . . . .	1968
Pologne	Pologne . . . . .	1968
République arabe unie	République arabe unie . . . .	1969
République socialiste soviétique de Biélorussie	République Dominicaine . . .	1970
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	République socialiste soviétique de Biélorussie .	1970
Tunisie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	1970
Turquie	Tunisie . . . . .	1969
Union des Républiques socialistes soviétiques	Turquie . . . . .	1969
Venezuela	Union des Républiques socialistes soviétiques . .	1970
<u>Vingt-troisième session:</u> du 13 février au 6 mars 1967, New York . . . . .		
		22 séances

#### Commission des stupéfiants

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Argentine	Brésil . . . . .	1969
Brésil	Canada . . . . .	1971
Canada	Chine . . . . .	1969
Chine	Etats-Unis d'Amérique . . . .	1971
Etats-Unis d'Amérique	France . . . . .	1971
France	Ghana . . . . .	1971
Ghana	Hongrie . . . . .	1968
Hongrie	Inde . . . . .	1968
Inde	Iran . . . . .	1968
	Jamaïque . . . . .	1969

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Iran	Japon . . . . .	1969
Jamaïque	Maroc . . . . .	1969
Japon	Mexique . . . . .	1968
Maroc	Nigeria . . . . .	1968
Mexique	Pérou . . . . .	1971
Nigeria	République arabe unie . . . .	1968
Pérou	République de Corée . . . .	1968
République arabe unie	République Dominicaine . . .	1971
République de Corée	République fédérale d'Allemagne . . . . .	1968
République fédé- rale d'Allemagne	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	1969
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Suisse . . . . .	1971
Suisse	Turquie . . . . .	1969
Turquie	Union des Républiques socialistes soviétiques . . .	1969
Union des Répu- bliques socialistes soviétiques	Yougoslavie . . . . .	1971
Yougoslavie		

Vingt et unième session; du 5 au 21 décembre  
1966, Genève . . . . . 25 séances

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discrimina-  
toires et de la protection des minorités

Composition du 1er janvier 1966 au 31 décembre 1968

M. Mohammed Ahmed Abu Rannat (Soudan)  
Mme Phoebe Asiyo (Kenya)  
M. Mohammed Awad (République arabe unie)  
M. Peter Calvocoressi (Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord)  
M. Francesco Capotorti (Italie)  
M. C. Clyde Ferguson, Jr. (Etats-Unis d'Amérique)  
M. John P. Humphrey (Canada)  
M. José D. Ingles (Philippines)  
M. Pierre Juvigny (France)  
M. Wojciech Ketrzynski (Pologne)  
M. Antonio Martinez Báez (Mexique)  
M. Nath Pai (Inde)  
M. Yakov Arkadyévitch Ostrovsky (Union des Républiques  
socialistes soviétiques)  
M. Vieno Voitto Saario (Finlande)  
M. Hernán Santa Cruz (Chili)  
M. Eduard Schiller (Autriche)  
M. Ilhan Unat (Turquie)  
M. Zeev W. Zeltner (Israël)

Dix-neuvième session; du 4 au 23 janvier 1967,  
New York . . . . . 26 séances

D. — COMMISSIONS ECONOMIQUES REGIONALES

Commission économique pour l'Europe

Membres

Albanie	Malte
Autriche	Norvège
Belgique	Pays-Bas
Bulgarie	Pologne
Chypre	Portugal
Danemark	République fédérale d'Allemagne
Espagne	République socialiste soviétique de Biélorussie
Etats-Unis d'Amérique	République socialiste soviétique d'Ukraine
Finlande	Roumanie
France	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord
Grèce	
Hongrie	
Irlande	
Islande	
Italie	
Luxembourg	

Suède  
Tchécoslovaquie  
Turquie

Union des Républiques  
socialistes soviétiques  
Yougoslavie

La Suisse participe à titre consultatif aux travaux de la  
Commission, conformément au paragraphe 8 du mandat de  
la Commission.

Vingt-deuxième session<sup>d/</sup>; du 11 au 28 avril, Genève.

Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

Membres

Afghanistan	Népal
Australie	Nouvelle-Zélande
Birmanie	Pakistan
Cambodge	Pays-Bas
Ceylan	Philippines
Chine	République de Corée
Etats-Unis d'Amérique	République du Viet-Nam
France	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord
Inde	Samoa-Occidental
Indonésie	Singapour
Iran	Thaïlande
Japon	Union des Républiques socialistes soviétiques
Laos	
Malaisie	
Mongolie	

Membres associés

Brunéi  
Hong-kong

La République fédérale d'Allemagne et la Suisse parti-  
cipent à titre consultatif aux travaux de la Commission,  
conformément aux résolutions 617 (XXII) et 860 (XXXII) du  
Conseil, respectivement.

Vingt-troisième session<sup>e/</sup>; du 3 au 17 avril 1967, Tokyo.

Commission économique pour l'Amérique latine

Membres

Argentine	Honduras
Barbade	Jamaïque
Bolivie	Mexique
Brésil	Nicaragua
Canada	Panama
Chili	Paraguay
Colombie	Pays-Bas
Costa Rica	Pérou
Cuba	République Dominicaine
El Salvador	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord
Equateur	Trinité et Tobago
Etats-Unis d'Amérique	Uruguay
France	Venezuela
Guatemala	
Guyane	
Haiti	

Membre associé

Honduras britannique ou Belize

La République fédérale d'Allemagne et la Suisse parti-  
cipent à titre consultatif aux travaux de la Commission,  
conformément aux résolutions 632 (XXII) et 861 (XXXII) du  
Conseil, respectivement.

Douzième session<sup>f/</sup>; du 2 au 13 mai 1967, Caracas.

<sup>d/</sup> On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires  
de la Commission dans les Documents officiels du Conseil économique et social,  
quarante-troisième session, Supplément No 3.

<sup>e/</sup> On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires  
de la Commission dans les Documents officiels du Conseil économique et social,  
quarante-troisième session, Supplément No 2.

<sup>f/</sup> On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires  
de la Commission dans les Documents officiels du Conseil économique et social,  
quarante-troisième session, Supplément No 4.

# Commission économique pour l'Afrique

## Membres

Afrique du Sud <sup>g/</sup>	Malawi
Algérie	Mali
Botswana	Maroc
Burundi	Mauritanie
Cameroun	Niger
Congo (Brazzaville)	Nigéria
Congo (République démocratique du)	Ouganda
Côte d'Ivoire	République arabe unie
Dahomey	République centrafricaine
Ethiopie	République-Unie de Tanzanie
Gabon	Rwanda
Gambie	Sénégal
Ghana	Sierra Leone
Guinée	Somalie
Haute-Volta	Soudan
Kenya	Tchad
Lesotho	Togo
Libéria	Tunisie
Libye	Zambie
Madagascar	

## Membres associés

Aux termes du paragraphe 6 du mandat de la Commission, les territoires non autonomes d'Afrique (y compris les îles d'Afrique), et les puissances, autres que le Portugal, responsables des relations internationales de ces territoires sont membres associés de la Commission.

La République fédérale d'Allemagne et la Suisse participent à titre consultatif aux travaux de la Commission, conformément aux résolutions 763 D II (XXX) et 925 (XXXIV) du Conseil, respectivement.

Huitième session<sup>h/</sup>: du 13 au 25 février 1967, Lagos.

## E. — AUTRES ORGANISMES SE RATTACHANT AU CONSEIL

### Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Algérie	Algérie . . . . .	1970
Australie	Autriche . . . . .	1970
Belgique	Belgique . . . . .	1970
Birmanie	Brésil . . . . .	1969
Brésil	Bulgarie . . . . .	1968
Bulgarie	Cameroun . . . . .	1969
Cameroun	Canada . . . . .	1970
Canada	Chili . . . . .	1968
Ceylan	Congo (République démocratique du) . . . . .	1968
Chili	Danemark . . . . .	1968
Congo (République démocratique du)	Etats-Unis d'Amérique . . . . .	1969
Danemark	Finlande . . . . .	1970
Etats-Unis d'Amérique	France . . . . .	1970
France	Inde . . . . .	1969
Inde	Irak . . . . .	1968
Irak	Italie . . . . .	1969
Italie	Jamaïque . . . . .	1968
Jamaïque	Japon . . . . .	1969
	Jordanie . . . . .	1970

<sup>g/</sup> Le Conseil a décidé, par sa résolution 974 D IV (XXXVI), du 30 juillet 1963, que la République sud-africaine ne participerait pas aux travaux de la Commission jusqu'à ce que, sur la recommandation de la Commission, il considère que les conditions nécessaires à une coopération constructive ont été rétablies par une modification de la politique raciale de ce pays.

<sup>h/</sup> On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 5.

Composition en 1967	Composition en 1968	Mandat expirant le 31 décembre
Japon	Libéria . . . . .	1968
Kenya	Malaisie . . . . .	1970
Libéria	Norvège . . . . .	1969
Norvège	Pakistan . . . . .	1970
Paraguay	Paraguay . . . . .	1969
Pays-Bas	Pays-Bas . . . . .	1968
Pérou	Pérou . . . . .	1968
Pologne	Pologne . . . . .	1970
République fédérale d'Allemagne	République arabe unie . . . . .	1970
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	République fédérale d'Allemagne . . . . .	1968
Sénégal	Roumanie . . . . .	1970
Suède	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	1969
Suisse	Sénégal . . . . .	1969
Thaïlande	Suisse . . . . .	1968
Tunisie	Thaïlande . . . . .	1969
Turquie	Tunisie . . . . .	1968
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .	1969
Venezuela	Venezuela . . . . .	1970
Yugoslavie		

### Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Composition jusqu'au 31 juillet 1967	Composition à partir du 1er août 1967	Mandat expirant le 31 juillet
Afghanistan	Australie . . . . .	1969
Australie	Belgique . . . . .	1968
Belgique	Bulgarie . . . . .	1969
Brésil	Cameroun . . . . .	1970
Bulgarie	Canada . . . . .	1968
Canada	Chili . . . . .	1968
Chili	Chine . . . . .	1970
Chine	Equateur . . . . .	1968
Equateur	Etats-Unis d'Amérique . . . . .	1970
Etats-Unis d'Amérique	Ethiopie . . . . .	1969
Ethiopie	France . . . . .	1970
France	Guinée . . . . .	1970
Inde	Inde . . . . .	1968
Israël	Irak . . . . .	1970
Maroc	Israël . . . . .	1968
Pakistan	Maroc . . . . .	1968
Pérou	Ouganda . . . . .	1970
Philippines	Pakistan . . . . .	1968
Pologne	Pérou . . . . .	1969
République arabe unie	Philippines . . . . .	1969
République fédérale d'Allemagne	Pologne . . . . .	1970
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	République Dominicaine . . . . .	1970
Sénégal	République fédérale d'Allemagne . . . . .	1968
Suède	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	1969
Suisse	Sénégal . . . . .	1969
Suisse	Suède . . . . .	1969
Thaïlande	Suisse . . . . .	1969
Tunisie	Turquie . . . . .	1969
Turquie	Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .	1970
Union des Républiques socialistes soviétiques	Yugoslavie . . . . .	1968
Yugoslavie		



Comité central permanent des stupéfiants et organe  
de contrôle des stupéfiants

Comité central permanent des stupéfiants

Membres élus par le Conseil économique et social pour la période allant du 2 mars 1963 au 1er mars 1968:

Dr Amin Ismail Chehab (République arabe unie)  
Sir Harry Greenfield (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)  
Pr George Joachimoglu (Grèce)  
M. E. S. Krishnamoorthy (Inde)  
Dr Vladimir Kusević (Yougoslavie) <sup>1/</sup>  
Pr Décio Parreiras (Brésil)  
Pr Paul Reuter (France)  
M. Leon Steinig (Etats-Unis d'Amérique)

89ème session: du 31 octobre au 11 novembre 1966, Genève.

90ème session: du 24 mai au 2 juin 1967, Genève.

<sup>1/</sup> A donné sa démission à dater du 30 juin 1967.

Organe de contrôle des stupéfiants

Pr George Joachimoglu (Grèce), désigné par l'OMS  
Pr Décio Parreiras (Brésil), désigné par l'OMS  
M. E. S. Krishnamoorthy (Inde), désigné par la Commission des stupéfiants  
M. Vladimir Kusević (Yougoslavie), désigné par le Comité central permanent des stupéfiants <sup>1/</sup>.

66ème session: du 24 au 27 octobre et le 11 novembre 1966, Genève.

67ème session: 22 et 23 mai et 2 juin 1967, Genève.

Sessions communes du CCPS et de l'OCS

36ème session commune: 3 novembre 1966, Genève.

37ème session commune: 31 mai 1967, Genève.

## Calendrier des conférences et des réunions pour 1968 et 1969\*

## CONFERENCES ET REUNIONS EN 1968

(Sauf indication contraire, les conférences et réunions se tiendront au Siège de l'Organisation des Nations Unies)

	Programme du Conseil économique et social	Réunions d'autres organes connexes <sup>a/</sup>	Conférences des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique <sup>b/</sup>
4-17 janvier	Groupe de travail spécial créé en application de la résolution 6 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme		
8-13 janvier		Conférence internationale sur les techniques d'entrées-sorties (Genève)	
8-26 janvier	Commission des stupéfiants (Ge- nève)		
9 janvier		Conseil d'administration du Pro- gramme des Nations Unies pour le développement	
15-19 janvier		Comité spécial des rapports périodiques sur les droits de l'homme	
22 janvier — 2 février	Groupe de travail de la Commis- sion du développement social		
29 janvier — 19 février	Commission de la condition de la femme		
Réunions occa- sionnelles pen- dant la période janvier — fin mars		Comité préparatoire de la Confé- rence internationale des droits de l'homme	
1er février — 25 mars		Conférence des Nations Unies sur le commerce et le déve- loppement (deuxième session) (New Delhi)	
5 février — 1er mars	Commission du développement social		
5 février — 8 mars	Commission des droits de l'homme		
26 février — 8 mars	Commission de statistique		
11-13 mars	Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine (Santiago)		
11-15 mars	Comité du Conseil chargé des or- ganisations non gouvernemen- tales		
4 semaines entre le 1er avril et le 15 mai		Conseil du développement indus- triel (Vienne)	
Avril		Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme ali- mentaire mondial (Rome)	
1-12 avril	Comité consultatif sur l'appli- cation de la science et de la technique au développement, neuvième session		

	Programme du Conseil économique et social	Réunions d'autres organes connexes <sup>a/</sup>	Conférences des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique <sup>b/</sup>
17-30 avril	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, (24ème session) [Canberra]		
15 avril - 3 mai	Comité du programme et de la coordination		
17 avril - 3 mai	Commission économique pour l'Europe (Genève)		
22 avril - 13 mai		Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran)	
29 avril - 10 mai	Comité de la planification du dé- veloppement (Addis-Abéba)		
Mai			Union postale universelle (Con- seil exécutif) [(Berne)]
6-31 mai	Conseil économique et social (quarante-quatrième session)		
Mai/juin			Organisation météorologique mondiale (Comité exécutif) [Genève]
Juin		Conseil d'administration du Pro- gramme des Nations Unies pour le développement (Genève)	
3-7 juin		Comité du programme et Comité du budget d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance	
5 juin			Conférence internationale du tra- vail (cinquante-deuxième ses- sion) [Genève]
10-18 juin		Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance	
10 juin			Assemblée mondiale de la santé (lieu non déterminé)
10-21 juin	Comité du programme et de la coordination		
Première se- maine de juil- let	Réunions communes du Comité du programme et de la coordi- nation et du Comité administra- tif de coordination (Bucarest)		
8 juillet - 2 août	Conseil économique et social (quarante-cinquième session) [Genève]		
5-16 août		Groupe consultatif sur la préven- tion du crime et le traitement des délinquants (Genève)	
Septembre			Agence internationale de l'éner- gie atomique (Vienne)
3-11 septembre		Conférence des ministres res- ponsables de la protection so- ciale	
30 septembre - 4 octobre			Banque internationale pour la reconstruction et le développe- ment et Association interna- tionale de développement (Con- seil des gouverneurs) [Wash- ington (D.C.)]
30 septembre - 4 octobre			Fonds monétaire international (Conseil des gouverneurs) [Washington (D.C.)]

Programme du Conseil économique et social		Réunions d'autres organes connexes <sup>a/</sup>	Conférences des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique <sup>b/</sup>
30 septembre — 4 octobre			Société financière internationale (Conseil des gouverneurs) [Washington (D.C.)]
30 septembre — 1er novembre		Conférence internationale pour la révision de la Convention sur la circulation routière et du Protocole relatif à la signalisation routière (Vienne)	
Septembre — décembre		Assemblée générale (vingt-troisième session)	
Octobre	Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (Vienne)		
Octobre		Conférences d'annonces de contributions au Fonds d'équipement des Nations Unies	
Octobre		Conférences d'annonces de contributions au Programme des Nations Unies pour le développement	
7-25 octobre	Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (Genève)		
4 semaines pendant le troisième trimestre			Organisation de l'aviation civile internationale (Assemblée)
Octobre/novembre et décembre	Conseil économique et social (reprise de la quarante-cinquième session)		
Date non fixée	Comité élargi du programme et de la coordination		

\*Approuvé par le Conseil à sa 1507ème séance, le 4 août 1967.

<sup>a/</sup> Ces réunions ne sont indiquées qu'à titre d'information. Dans le cas de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, on a indiqué uniquement les réunions dont la date et le lieu ont déjà été fixés.

<sup>b/</sup> Les principales conférences annuelles des institutions spécialisées, dont les dates sont fixées par les organes compétents de ces institutions, sont également indiquées. Pour celles de ces institutions dont les conférences biennales, quadriennales ou quinquennales ne tombent pas en 1968, la date probable des réunions des organes directeurs est indiquée.

#### PROGRAMME PROVISOIRE DES REUNIONS POUR 1969

Programme du Conseil économique et social		Réunions d'autres organes connexes
Janvier, 3 semaines	Commission de la condition de la femme <sup>a/</sup> (Siège ou Genève)	
Janvier, 3 semaines		Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement
Janvier, 1 semaine		Comité spécial des rapports périodiques sur les droits de l'homme
Janvier/février	Commission des stupéfiants (Genève)	
Fin janvier/février, 5 semaines	Commission des droits de l'homme <sup>a/</sup> (Siège ou Genève)	
Février, 3 semaines	Commission du développement social <sup>a/</sup> (Siège ou Genève)	

	Programme du Conseil économique et social	Réunions d'autres organes connexes
Février, 2 se- maines	Commission économique pour l'Afrique (Brazzaville)	
Janvier ou fé- vrier, 1 se- maine	Comité du Conseil chargé des organisations non gouverne- mentales	
Avril, 2 semai- nes	Comité de la planification du développement (New York ou siège d'une commission écono- mique régionale)	
Mars/avril, 2 semaines	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (Singapour)	
Avril, 2 semai- nes	Comité consultatif sur l'appli- cation de la science et de la technique au développement	
Avril, 2 semai- nes	Commission économique pour l'Amérique latine (Lima)	
9-25 avril	Commission économique pour l'Europe (Genève)	
Avril-mai, 3 se- maines	Comité du programme et de la coordination	
5-30 mai	Conseil économique et social	
Juin, 2 semaines	Comité du programme et de la coordination	
Juin, 3 semaines		Conseil d'administration du Pro- gramme des Nations Unies pour le développement (Genève)
Juin, 1 ou 2 jours		Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Comité du budget d'administration) [Santiago]
Juin, 4 ou 5 jours		Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Comité du Program- me) [Santiago]
Juin, 8 ou 9 jours		Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Conseil d'adminis- tration) [Santiago]
Première se- maine de juillet	Réunions communes du Comité du programme et de la coordi- nation et du Comité adminis- tratif de coordination (Genève)	
8 juillet — 1er août	Conseil économique et social (Genève)	
Septembre/ décembre		Assemblée générale (vingt-qua- trième session)
Octobre, 2 se- maines	Comité de l'habitation, de la construction et de la planifica- tion (Genève)	
Octobre, 2 se- maines	Commission de la population (Genève)	
Octobre, 1 jour		Conférence d'annonces de contri- butions au Programme des Nations Unies pour le dévelop- pement
Octobre, 1 jour		Conférence d'annonces de contri- butions au Fonds d'équipement des Nations Unies
Octobre/novem- bre, 3 semai- nes	Sous-Commission de la lutte contre les mesures discrimi- natoires et de la protection des minorités (Genève)	



	Programme du Conseil économique et social	Réunions d'autres organes connexes
Octobre, 2 se- maines	Comité consultatif sur l'appli- cation de la science et de la technique au développement	
Octobre/novem- bre et décem- bre	Conseil économique et social (re- prise de la session)	
Date non déter- minée	Comité élargi du programme et de la coordination	

<sup>a/</sup> On prévoit qu'une commission technique du Conseil économique et social se réunira à Genève au début de l'année.